

No 42 Sommaire

CHRONIQUE

La latinité des Amériques

Par Édouard Glissant

7

DOSSIER

TERRAINS D'ENQUÊTE

Introduction

Par Polymnia Zagefka

15

Le terrain dans les recherches urbaines au Mexique:
quelques réflexions

Par Daniel Hiernaux-Nicolas

23

Enjeux théoriques et pratiques des méthodes empiriques
dans la sociologie du Brésil contemporain

Par Christophe Brochier

37

L'enquête par observation dans une perspective comparative:
comment se trouver un statut et se faire accepter

Par Isabel Georges

55

Reflections from One Latino Field: Notes from Research
Among Central Americans in the United States

Par Cecilia Menjívar

69

La investigación social en Argentina y el compromiso
del investigador: contradicciones y desafíos

Par María Teresa Sirvent

81

SOMMAIRE

ÉTUDES

- Le système agraire de la zone périurbaine
de São Gabriel da Cachoeira, Amazonie brésilienne
Par Ludivine Eloy 103
- El liceo de Colima (1874-1884): « Sueño o utopía »
Par María de los Ángeles Rodríguez Álvarez 123
- La ville comme manifeste. Le « Manifeste républicain » de 1870
et les villes du Rio Grande do Norte (Brésil)
Par Rubenilson Brazão Teixeira 143

INFORMATION SCIENTIFIQUE

- Lectures 165

CHRONIQUE

ÉDOUARD GLISSANT



GARIFUNAS A LIVINGSTON (GUATEMALA). LES GARIFUNAS SONT LES DESCENDANTS D'ESCLAVES NOIRS IMPORTÉS D'AFRIQUE, COMME L'ILLUSTRE UNE CARTE PEINTE SUR LE MUR D'UN CAFÉ DE LIVINGSTON (CÔTE CARAÏBE DU GUATEMALA). CETTE SCÈNE, OÙ L'ON VOIT DES GARIFUNAS CHANTER ET DANSER POUR UN PUBLIC FORMÉ DE FEMMES INDIENNES, ILLUSTRE LES PROPOS D'ÉDOUARD GLISSANT, « L'AMÉRIQUE LATINE, LA CARAÏBE, ET LE BRÉSIL, SONT AINSI DES CONSERVATOIRES, DES MICROCLIMATS SPIRITUELS ET RELIGIEUX, OÙ LES ANCIENS DIEUX RETROUVÉS D'AFRIQUE ET LES ANCIENS DIEUX ENGENDRÉS D'AMÉRIQUE ENTRENT EN CONNIVENCE AVEC LE DIEU DES RELIGIONS MÉDITERRANÉENNES » (CLICHÉ : ALAIN MUSSET).

LA LATINITÉ DES AMÉRIQUES

ÉDOUARD GLISSANT*

LES PAYSAGES AMÉRICAINS SONT D'OUVERTURE, d'emportement, et de grand vent. La plus minuscule ravine et les plus immenses canyons s'y rejoignent, de même que les salines les plus réduites et les déserts les plus éclatants. Les pitons des îles font signe aux Andes et aux Sierras. La feuille de ciguë y converse avec le séquoia immémorial. Et nous habitons ces pays. Or, il me semble qu'une des qualités de ces paysages a été d'évacuer la toute-puissance de l'histoire. Les paysages américains n'ont pas monumentalisé une histoire, une conception et/ou une direction de l'histoire. Ils ont multiplié les histoires des peuples qui y habitent. Ce sont des paysages que je dirais « irués », forgeant ainsi un terme qui n'existe pas dans la langue française mais qui me paraît bien correspondre à ces réalités ; ce sont des paysages qu'aucune convention d'histoire ne vient fermer. À leur contact, j'ai appris à distinguer l'Histoire et les histoires des peuples ; j'ai compris que, là où se rejoignent les histoires des peuples, là se finit l'Histoire. Or, ces pays américains orientent aujourd'hui l'histoire du monde, sous la direction du plus puissant d'entre eux. Les États-Unis définissent les courants d'histoire dans le monde, ce qui tend d'ailleurs à camoufler et à obscurcir les histoires des peuples alentour. Une grande part des humanités actuelles vit dès lors sous l'influence de ce mythe contraignant, de cette réalité certes lointaine pourtant terriblement présente, qu'on appelle l'Amérique.

Cependant, une nouvelle dimension de ce continent émerge peu à peu et se dessine pour nous : celle des Amériques. Je voudrais vous confier une expé-

* Poète, philosophe et dramaturge martiniquais. Conférence donnée à l'IHEAL, le vendredi 7 décembre 2001. Propos recueillis par Marie-Laure Basilien-Gainche.

rience qui m'a beaucoup émue. Un propriétaire de Louisiane me faisait visiter sa plantation de canne à sucre située près de Baton Rouge, plantation qu'il avait modernisée puisqu'il employait désormais douze ouvriers seulement, et qu'il disposait de nombreuses machines pour couper la canne. Imaginez donc ces immenses champs de canne, plats, à l'infini ; et imaginez, au milieu de cette immensité, un bois, une petite forêt, une sorte d'énorme coupole. Cette étrange forêt dodue, au milieu de cette immensité plane de cannes à sucre, m'intriguait. Je demandais au propriétaire pourquoi il avait gardé cet endroit. Pudiquement, il me répondit qu'il avait conservé ce bois, parce que c'était l'endroit où l'on enterrait auparavant les gens décédés : c'était l'endroit où l'on jetait les esclaves morts à la tâche.

Depuis, ce champ immense et plat, avec ces quelques arbres tordus et tragiques, est demeuré dans mon esprit, tel un monument incroyable de l'histoire de cette partie des Amériques. Les paysages des pays de notre continent sont en effet les véritables monuments de notre mémoire, en dépit de l'histoire qui s'y est déroulée et des traces qu'elle a laissées. Je peux parler des Sierras Maestras, des villes englouties par les volcans, des lieux où la traite des Noirs s'est perpétuée. Et quand je regarde ces paysages des Amériques – paysages que je dis « irués » –, je contemple les véritables témoins de notre histoire. Un exemple : les esclaves de mon pays habitaient auparavant des cases confinées dans les bas-fonds des ravines, alors que les maisons des maîtres étaient sur les hauteurs ; ainsi, lorsque survenait un cyclone, les torrents de boue emportaient ces cases-là, et ces cases-là seulement. C'est de l'histoire.

Certes, nous ne savons ni où, ni comment, vont se jouer nos avenir, car le monde est imprévisible. Toutefois, l'élargissement de la notion d'Amérique à la réalité des Amériques, et la conscience grandissante que nous avons d'un tel élargissement, confirment certaines de nos intuitions, dans lesquelles nous projetons notre propre perception de la réalité américaine. Cette opinion première passe par le sentiment que ce continent, plus qu'aucune autre partie du monde, a été, depuis plus de quatre siècles, le lieu le plus vivace et le plus extravagant d'une énorme expérience : celle de la mise en contact de presque toutes les cultures connues, de leur répulsion mutuelle et de leur symbiose naissante. Nulle part ailleurs dans le monde, une telle expérience globale n'a été faite. On a donné à cette expérience, à ces rencontres, des noms qui ont varié au gré de la connaissance qu'on en avait : *melting pot* d'abord, métissage ensuite, puis multiculturalisme, créolisation aujourd'hui. Je définis cette dernière comme un processus de métissage interminable dont les résultats sont imprévisibles.

Quand on parle au départ de *melting pot*, on n'engage aucune pensée éthique : chacun peut en effet plonger dans le *melting pot*, tout en se gardant soi-même. Le terme de métissage, qui vient ensuite, est déjà plus compromettant, parce que personne n'accepte volontiers de se métisser : cela m'est apparu quand j'avais 22 ans, suite à la parution de mon livre, *Soleil de la Conscience*, où j'ai employé ce terme pour la première fois ; le mot « métissage » semble donc induire une dimension d'engagement personnel. Et il a fallu du temps pour que cette notion de métissage parvienne à recueillir une commune adhésion. Ne disait-on pas que le métis était un bâtard, et qu'il avait pris le plus mauvais côté de ses métissages ; ne disait-on pas qu'il prenait les vices des Blancs et les vices des Noirs et qu'il ne détenait les vertus ni des uns

ni des autres. Beaucoup de films ont ainsi représenté le Métis comme un traître vicieux incapable d'aimer. Quant à la notion de multiculturalisme qui a suivi, elle est intéressante, parce qu'elle est hypocrite : elle camoufle. Le multiculturalisme ne conduit pas l'un à aller vers l'autre ; il permet à chacun de se donner bonne conscience, quand il ferme sa porte et reste dans son appartement ou sa maison. Les États-Unis nous en fournissent un exemple : les différents groupes ethniques et/ou nationaux (Irlandais, Écossais, Juifs, Nègres, Arabes, Amérindiens) vivent les uns à côté des autres, sans jamais se mélanger, même si, comme il est bien normal, des conflits entre les communautés existent. Il y a donc ces étages : *melting pot*, métissage, multiculturalisme. Il y a aussi ce que j'ai appelé la créolisation, à savoir ce processus de métissage immuable dont les résultats sont imprévisibles.

Si j'ai choisi le terme de créolisation pour désigner ce phénomène, c'est en me référant aux langues créoles. Ces dernières sont faites d'éléments absolument hétérogènes, surtout dans le milieu francophone – en Haïti ou dans les petites Antilles (Martinique, Guadeloupe, Sainte-Lucie, la Dominique, et Trinidad au moment où les Français l'ont occupée). Le langage des marins normands ou bretons se mêle, par une sorte de synthèse mystérieuse, aux syntaxes de l'Afrique sub-saharienne pour donner une langue nouvelle. Cela est d'ailleurs à porter au crédit de la latinité française. En effet, une telle synthèse n'a été possible qu'aux endroits où la langue française occupait le terrain. À ceci, je propose l'explication suivante. Au moment de la colonisation du bassin caraïbe, les langues espagnole et anglaise avaient déjà acquis leur unité organique, alors que la langue française était encore fluctuante, les linguistes ne l'ayant pas encore raffinée. Or, une langue créole est un imprévisible. Il n'était pas prévisible en effet que des esclaves, qui étaient réduits à l'état le plus bas de l'animalité souffrante, et à qui on parlait dans un patois de petit nègre, aient eu le génie de prendre ce patois pour le transformer en une langue d'une poésie extraordinaire. Je signale sur ce point que la plupart des manuels de linguistique commencent à l'heure actuelle par un chapitre sur les langues créoles : on a bien compris qu'il y avait là un phénomène important à étudier. Or, si j'ai présenté une telle description, c'est parce que le monde est aujourd'hui imprévisible, parce qu'il se créolise.

Sur la grande scène du monde, les éléments hétérogènes s'allient et se repoussent, pour finalement générer des sortes de synthèses impossibles à prévoir. Le phénomène de créolisation n'a pas été immédiat ; bien plus, il n'a pas été ni uniforme ni harmonieux. Il a suivi les extrêmes du racisme et de l'extermination : la conquête, les génocides, l'esclavage, les exploitations de type colonial ou social. Il demeure encore inaccompli aux États-Unis. Néanmoins, dans d'autres endroits des Amériques, tels que la Caraïbe et le Brésil, la créolisation avance, en dépit de persistants préjugés de couleurs et de races. C'est en cela que le terme des Amériques trouve pleinement son sens. Nous pouvons rêver les Amériques, de même que les migrants qui souffraient dans leur pays ont rêvé l'Amérique.

Nous pouvons rêver les Amériques parce que, sur la carte identitaire du monde où les massacres tribaux, les purifications ethniques, les intolérances religieuses multiplient les nappes rouges, la Caraïbe est une zone bleue. En effet, elle fait depuis trois siècles l'expérience du métissage d'abord, de la créolisation ensuite, selon un trajet lent de sortie de l'oppression et de la victimisation.

Il est inconcevable que l'une des communautés du monde présentes dans la Caraïbe puisse engendrer l'horreur de la purification ethnique. Aussi l'élargissement de la notion d'Amérique à la réalité des Amériques est-il non seulement une ouverture pour nous, mais également un moyen de mieux considérer notre avenir. Cela ne veut pas dire que l'Amérique latine sait seulement maintenant qu'elle existe : comme la Caraïbe et le Brésil, elle existe et elle souffre depuis très longtemps. Mais cela veut dire que nous sentons aujourd'hui que cette partie des Amériques est indispensable à la vie du monde. Les derniers événements montrent d'ailleurs que l'espoir est là, dans le surgissement à la conscience publique et à la conscience internationale, de ces pays qui ne sont pas des forces de l'unique et de l'exclusion, mais bien des forces de la participation et de la créolisation.

Le peuplement des Amériques s'est effectué selon trois modes principaux. Le premier est celui des migrants du *Mayflower*, qui sont arrivés avec leurs canons, leurs fonderies, leurs semences. Ces migrants-là représentent le modèle du migrant armé, modèle qui a ouvert des perspectives imposées par la passion puritaine – nous le supposons – et qui a consacré un capitalisme pur et dur, légitimé par la croyance dans la sanction d'un dieu de sélection. Le second mode que je discerne est celui des migrants familiaux, débarqués avec leurs cantines et leurs images de leur pays d'origine. Il s'agit de migrants domestiques, qui ont permis le développement du capitalisme marchand pour la masse des travailleurs du continent, masse qui résiste d'ailleurs difficilement au capitalisme premier, au capitalisme industriel des États-Unis. Et il existe un troisième mode de peuplement : celui des Africains déportés en esclavage dans ce Nouveau Monde par une pratique, dont il faudra bien considérer par-delà les non-dits et les silences ravageurs, qu'elle a constitué un crime contre l'humanité. Ce migrant, qui s'est vu dépossédé par la traite de ses langues, de ses dieux, de ses objets quotidiens, est un migrant nu : il n'arrive ni avec ses armes, ni avec sa famille. C'est pourquoi il sera le plus engagé dans les avancées de la créolisation et de ses imprévisibles. Le jazz en est une illustration : il était imprévisible que les esclaves du Sud des États-Unis puissent produire un art valable pour tous.

Et les musiques de la Caraïbe, du Brésil, de l'Amérique latine sont des imprévisibles, elles-aussi. C'est pourquoi l'on peut dire que l'africanité rayonne. Or, nous ne pouvons pas parler de la latinité dans les Amériques, si nous ne parlons pas de l'africanité. Ainsi que les anthropologues l'ont précisé, la carte des Amériques comprend une Mésio-América (les pays andins et les nations autochtones), une Euro-América (USA et Canada), et une Néo-América (l'Amérique créole que l'on trouve dans la Caraïbe et au Brésil). Les rapports entre ces trois Amériques, qui se sont imbriquées et qui se sont détruites, rythment l'histoire du continent. Aux États-Unis, l'Euro-América a massacré la Mésio-América, au point de la faire pratiquement disparaître. Au Mexique, la Néo-América créole, qui est incarnée par l'établissement mexicain, rencontre en ce moment des problèmes avec la Mésio-América, qui est représentée par les Indiens du Chiapas. Au Brésil, la société créole se voit également confrontée à la question fondamentale de l'extermination de la Mésio-América, autrement dit des Indiens d'Amazonie. Certes, l'Amérique latine connaît donc des mouvements de lutte entre ces trois Amériques ; pourtant, elle s'affirme com-

me le creuset principal des interactions de cette Méso-América, de cette Euro-América, et de cette Néo-América.

Le renforcement actuel de l'idée de latinité corrobore l'émergence de cette Amérique latine, tant dans son importance que dans sa fécondité. L'Amérique latine manquait à elle-même. Certes, elle était là : elle agissait, elle souffrait. Mais elle manquait à elle-même en tant que conscience de soi, en tant que globalité et unité. Or, c'est une telle prise de conscience de soi qui commence à s'opérer. Cette émergence de la latinité ne saurait cependant pas être considérée comme une réaction élémentaire à l'hégémonie du monde anglo-américain, lequel a enfanté les Amériques du Nord. Si tel était le cas, on serait alors au bout de nos rêves, de nos possibilités. Ceci ne doit pas être une contre-action, mais un épanouissement. Il s'agit de la contribution civilisationnelle à l'élargissement des Amériques. En ce sens, la latinité semble être inséparable de la poussée de créolisation dont elle est une des constituantes ; elle ne se conçoit pas comme une nouvelle idéologie culturelle, mais comme une occasion précieuse de l'expression des possibles.

Un point de cette latinité américaine, apparemment secondaire, me paraît suffisamment décisif pour être souligné ici : celui de son évidence baroque. Le baroque a été une réaction à la Réforme ; et le baroque américain s'oppose au puritanisme nord-américain. On observe en effet une prolifération des modes de pensée et des ordres de représentation, qui outrepassent les frontières d'un dogme, par essence porteur d'une uniformisation paralysante et totalitaire. L'Amérique latine, la Caraïbe, et le Brésil, sont ainsi des conservatoires, des microclimats spirituels et religieux, où les anciens dieux retrouvés d'Afrique et les anciens dieux engendrés d'Amérique entrent en connivence avec le dieu des religions méditerranéennes. On a le plus souvent tenté de démoniser ces lieux de rencontre et ces essais de reculturation. Pourtant, il faut nous souvenir que la latinité européenne, qui a parfait la vision du dieu un et jaloux, fut aussi possédée obscurément d'un polythéisme originel, lequel a subsisté jusque dans les récits du cycle du Graal. Il faut dire que les fêtes saturnales de Rome n'étaient pas loin de préfigurer les carnivals des Amériques du Sud actuelles. Dans la Caraïbe, le Brésil, et l'Amérique latine, il s'opère donc une poussée baroque qui m'apparaît civilisationnellement importante, en ce qu'elle vient contre-balancer la poussée puritaine du Nord. Il y a là une force panthéiste, une force de créolisation. Car les habitants des Amériques vivent la multiplicité des identités-relations, que nous opposons désormais aux identités à racines fixes. Ils partagent leurs paysages de créolisation.



DE L'OR ET DES HAMBURGERS (SÃO PAULO, BRÉSIL). DANS LES RUES DE LA CAPITALE ÉCONOMIQUE DU BRÉSIL, LES SANS-EMPLOI VIVENT DE PETITS BOULOTS. ICI, ON ACHÈTE ET ON VEND DE L'OR DEVANT UN McDONALD (CLICHE : ALAIN MUSSET).

AMÉRIQUE LATINE, TERRAINS D'ENQUÊTE

QUELQUES RÉFLEXIONS EN GUISE D'INTRODUCTION

POLYMNIA ZAGEFKA*

UN RÊVE POUR LES HISTORIENS COMPARATISTES : c'est ainsi que Eric Hobsbawm qualifie le terrain latino-américain dans un ouvrage récent (2002), faisant en quelque sorte écho à Lucien Febvre¹, à Fernand Braudel, à Claude Lévi-Strauss et à tant d'autres spécialistes de sciences sociales. Inutile de rappeler que le continent fut considéré comme un terrain de prédilection pour sortir des certitudes acquises dans l'espace européen ou nord-américain, pour mettre à l'épreuve les théories, les notions et les catégories d'analyse, pour tester les démarches utilisées.

Quelles sont les particularités du terrain latino-américain au sens large du terme ? Et comment les chercheurs latino-américains, européens ou nord-américains - si cette définition par l'appartenance nationale a encore un sens - les abordent-ils ? Serait-il suffisant de transposer les appareils théoriques et le canon méthodologique produits ailleurs et réifiés dans les manuels de l'enseignement de la discipline respective ? Et dans ce cas, pourrions-nous nous limiter à relever les variations morphologiques et à conclure par un classement de cas-limites ? Quelles sont les « façons de faire » ? Et dans quelle mesure nos « façons de faire » influent-elles sur les résultats que nous obtenons ? Telles sont les questions auxquelles tentera de répondre ce dossier des *Cahiers*. En proposant cinq lectures du terrain latino-américain, notre projet est d'ouvrir un large débat sur les démarches employées, sur les conditions d'enquête, sur les contraintes qui pèsent parfois lourdement, et, non moins, sur le sens que nous construisons. En dépit d'une tonalité parfois polémique de certaines contributions, notre objectif est d'enrichir la réflexion en confrontant les points de

* IHEAL-CREDAL.

vue, les parcours empruntés et les expériences acquises. Les récits minutieux de pratiques de recherche mises en œuvre permettent d'acquérir un regard neuf sur notre façon d'aborder certains thèmes et de mettre en perspective notre façon de procéder à leur traitement. Si les comptes rendus réflexifs des pratiques de recherche constituent désormais une lignée dans la tradition des sciences sociales anglo-saxonnes, ils font cruellement défaut aussi bien en France qu'en Amérique latine.

Il semblerait que nos démarches concrètes, lorsque nous entamons une recherche empirique, aient moins d'importance que les notions ou les typologies auxquelles elles débouchent ou les théories qu'elles confortent. En expliciter la teneur, les conditions de leur mise en œuvre, les obstacles que nous avons rencontrés, les micro-décisions que nous avons prises pour avancer ou pour faire face aux doutes surgis, les rôles que nous avons endossés, relève d'une gageure pouvant mettre en péril notre réputation de chercheur. En France, grâce, entre autres, aux travaux pionniers de réflexion et de diffusion menés depuis plusieurs années par les membres du Groupe de recherche École-Travail-Institutions (GETI)² et un certain nombre de traductions³ nous avons commencé à être attentifs à ce que l'on peut globalement appeler les conditions de production de nos recherches⁴. Mais aussi bien en France qu'en Amérique latine, on trouve des récits de pratiques de recherche marginalement exposés dans les travaux universitaires - mémoires de maîtrise, de *maestria* ou de *mestrado*, thèses de doctorat - dans lesquels, plus qu'une contribution à des débats d'ensemble, ils font figure de « rites de passage ». Ces travaux sont rarement publiés et lorsqu'ils le sont, ils paraissent purgés de ce qui ressemble à un exercice de style universitaire. Pourtant, il est nécessaire de mettre en parallèle les pratiques concrètes de recherche avec les résultats obtenus, tout en sachant que les mondes sociaux sur lesquels portent nos investigations sont par définition complexes et mouvants et d'un accès difficile pour des raisons variées.

D'abord, qu'est-ce que le terrain d'enquête? Certes, nous avons là une notion polysémique, comme le souligne Daniel Hiernaux dans sa contribution qui retrace l'évolution des recherches urbaines au Mexique depuis quarante ans. Le terrain est souvent assimilé à un espace géographique circonscrit renvoyant au site dans lequel le chercheur est censé se mouvoir. Pour les chercheurs du fait urbain, le terrain semblerait être le point de départ et le point d'arrivée. Or, il n'en est rien. La ville avec ses marges est certes l'objet d'investigation, mais elle ne constitue pas la trame de l'enquête empirique. Daniel Hiernaux en donne plusieurs explications, qui d'ailleurs varient selon les périodes: la prédominance du paradigme marxiste-structuraliste qui « plaquait » le terrain à la théorie, la création des institutions de l'aménagement urbain qui ont capté les chercheurs en les éloignant du terrain, les effets pervers qu'a produits le développement des statistiques sur l'*urbs* par les administrations d'État et l'informatisation⁵.

Mais le terrain va au delà de cet espace, qui en effet peut être un quartier, un village, une usine, une école, une administration. Il implique une approche fondée sur l'observation inscrite dans la durée et sur l'analyse des situations de la vie ordinaire. En ce sens, il s'oppose aux recherches exclusivement menées en laboratoire ou en bibliothèque. À partir de cette définition large, le terrain est conçu différemment par les tenants de méthodes qualitatives: obser-

vation systématique et continue, observation directe, participante ou non, clandestine ou à découvert, combinée à des entretiens structurés, semi-structurés ou informels, à des récits de vie, à l'analyse d'archives ou à l'examen d'autres données préétablies par des services administratifs.

La contribution de Christophe Brochier que nous présentons dans ce numéro est une bonne illustration des exigences qu'impose un travail de terrain fondé sur l'observation systématique et continue. Contrairement à une idée reçue, qui associe l'observation à l'interprétation subjective et le travail de terrain à une connaissance rapide de l'environnement physique dans lequel se déploient les interactions sociales, Christophe Brochier fait état des contraintes que l'observation fait peser sur le chercheur. Ayant vécu dans les baraquements des ouvriers du bâtiment au moment de son enquête à Rio, étant actuellement installé dans une favela, toujours à Rio, il peut rendre compte des difficultés à cerner les réalités sociales, à faire parler les personnes, à restituer leurs expériences et leurs points de vue. Il constate que la sociologie brésilienne d'aujourd'hui délaisse le travail de terrain ou le réduit au seul recueil d'entretiens.

Ce constat peut s'expliquer en partie par ce que Liedke Filho appelle l'étape de la sociologie « scientifique » en Amérique latine, qui a démarré « sous l'égide du paradigme structuro-fonctionnaliste, impliquant un modèle d'institutionnalisation de l'enseignement et de la recherche, analogue à celui mis en œuvre dans les pays du centre. Cette sociologie a trouvé son expression dans une théorie de modernisation qui analysait le processus de transition d'une société traditionnelle vers la modernité » (Filho, 2000). En effet, la reconnaissance institutionnelle, par les obligations bureaucratiques qu'elle entraîne, peut enfermer les chercheurs dans leur tour d'ivoire. Les commentaires de Daniel Hiernaux sur le Mexique et d'Isabel Georges sur le Brésil abondent dans ce sens. Néanmoins, il est étonnant que le travail de terrain soit oublié par les sociologues brésiliens. Fernando Henrique Cardoso, dans la préface qu'il a écrite pour la réédition du livre de Roger Bastide, *Le candomblé de Bahia. Brésil*, en rappelant « sa formation universitaire auprès du maître », évoque le premier élément de son apprentissage : « la passion pour la recherche de terrain »⁶. Le travail de terrain serait-il rendu « invisible » dans les productions écrites ? Serait-il délaissé par les sociologues au profit des seuls anthropologues ? Serait-il considéré comme un rite d'initiation pour des apprentis chercheurs qui, une fois leur formation confirmée, se limitent à gérer de loin les contrats de recherche, comme le souligne Isabel Georges ? Dans ce « choix », quelle est la part des politiques de contractualisation de la recherche, de la position universitaire des chercheurs, de leur appartenance sociale, de leur âge ? Autant de questions qui restent ouvertes.

La contribution d'Isabel Georges, à partir d'une expérience comparative France-Brésil, présente une réflexion approfondie sur une des composantes de l'observation, clandestine ou à découvert : « comment se trouver un statut et se faire accepter ». Accéder au terrain constitue une contrainte de taille dans nos disciplines. Pour ce faire, l'observateur sera amené à endosser un rôle plausible en négociant son entrée. Le statut qui lui est conféré par les enquêtes a une incidence claire, souligne Isabel Georges, sur la qualité des informations obtenues et sur la présentation que donnent les acteurs de leur monde social. Le statut attribué est encore plus important lorsque l'enquête se

fait dans un milieu ayant une structure hiérarchique, typiquement une organisation de travail, que ce soit une institution, une usine, une administration. En s'inscrivant dans cette hiérarchie d'une façon ou d'une autre, l'enquêteur ne pourra pas accéder à toutes les informations⁷. Plus largement, le statut de l'observateur repose la question classique formulée déjà en 1969 par Howard S. Becker: « De quel côté sommes-nous? » (Becker, 1970)⁸. En rendant compte d'une enquête par entretien sur les chômeurs, elle introduit l'observation du contexte comme un moyen de contrôle de la fiabilité du récit de l'interviewé. Par ailleurs, contrairement à une interprétation erronée qui traite la démarche qualitative d'irénique, faisant l'impasse sur les rapports sociaux de classe, Isabel Georges met en exergue l'importance du positionnement social du chercheur en expliquant comment la distance sociale entre enquêteur et enquêtés, notamment au Brésil, peut influencer sur les résultats recueillis.

Ce sont précisément les relations de pouvoir entre enquêteur et enquêtés - ou « partenaires de recherche » - qu'éclaire Cecilia Menjivar dans sa recherche sur les Centraméricains installés aux États-Unis. Elle analyse dans un premier temps le jeu complexe entre proximité et distance sociales. D'origine elle-même salvadorienne, elle a un accès privilégié à cette population d'immigrés avec laquelle elle partage le langage, les codes culturels, les traditions. Mais son origine sociale élevée, son éducation universitaire, ses expériences de travail uniquement dans le milieu académique l'éloignent complètement du monde social des enquêtés. Intégrer dans nos analyses une réflexion sur la position dominante ou subordonnée des acteurs, enquêteur et enquêtés, semble donc un élément central pour la compréhension des groupes sociaux. Dans un deuxième temps, elle introduit le débat sur un thème peu traité jusqu'à présent et qui mérite d'être développé dans le futur: celui de multiples identités que les acteurs sociaux déploient non seulement au cours de leur vie, mais encore sur une base quotidienne. Elle note que les « frontières identitaires » sont constamment traversées et qu'elles interviennent directement dans la relation entre enquêteur et enquêtés. Ce que nous appelons communément « obtenir la confiance » de nos informateurs, renvoie précisément à ce jeu entre frontières identitaires multiples qui, inscrites dans la durée, peuvent déboucher sur une connaissance approfondie. Appartenance sociale, générationnelle ou ethnique, identité sexuelle, affiliation religieuse, sont constitutives de ces frontières, mais elles se déclinent différemment selon les modalités d'interactions et selon les contextes dans lesquels elles se déroulent.

La contribution de María Teresa Sirvent présente une autre proposition pour nous inviter à mettre en perspective les relations de pouvoir et la place du chercheur. Elle propose non seulement une réflexion sur l'engagement du chercheur en sciences sociales dans le contexte argentin - dictature et répression, années de transition, crises économiques - mais encore une démarche particulière qui vise à dépasser les relations de domination-subordination: « la recherche-action » ou « la recherche participative » (*investigación participativa*). Elle la définit comme « une approche de la recherche sociologique qui s'appuie sur la participation réelle de la population impliquée dans le processus de l'objectivation de la réalité que l'on se propose d'analyser, ayant le double objectif de générer des connaissances partagées et de promouvoir la modification des conditions qui affectent la vie quotidienne de ces populations », en l'occurrence des classes populaires. Depuis 1984,

date à laquelle elle a commencé une enquête approfondie dans un quartier populaire de Buenos Aires, Mataderos, elle élabore avec constance cette approche de la « construction collective du savoir scientifique », qui repose sur le processus de prise de conscience de la réalité quotidienne par la population impliquée dans la recherche. Cette approche est fondée sur la théorie sociale critique qui interprète la science comme un ensemble de connaissances et de savoirs visant l'émancipation et la conscience critique de la population, notamment des classes dominées, par l'objectivation des mécanismes du pouvoir. En ce sens, elle critique, parfois implicitement, parfois ouvertement, une relative instrumentalisation des populations d'enquête par les chercheurs. Relativement répandue en Amérique latine depuis les années 1960, cette démarche s'accompagne souvent d'une activité militante de gauche, même si la signification de celle-ci a évolué au cours des années. Le contexte argentin⁹ (la paupérisation d'une large fraction de la population, classes moyennes et classes populaires comprises, et l'émergence des mouvements sociaux variés en dehors des structures politiques traditionnelles), remet à l'ordre du jour une réflexion que nous nous devons de mener.

Sur le plan épistémologique, l'approche de recherche participative présentée par María Teresa Sirvent revendique une redéfinition de la relation sujet/objet de la connaissance. L'auteur réclame l'incorporation des membres de classes populaires en tant qu'acteurs du processus de connaissance. Dans cette perspective, ils ne sont plus des « objets » mais ils deviennent des sujets de la connaissance scientifique, au même titre que les chercheurs. Cette ligne de réflexion ne peut qu'ouvrir un large débat sur nos « façons de faire » : d'un côté, la position qui défend une observation, participante ou non, qui ne saurait intervenir dans les « interactions sociales », point que soulève Isabel Georges à partir des apports de Henry Peretz ; de l'autre, le parti pris et l'engagement de mener à bien une investigation objectivant les relations de pouvoir en jeu, aussi bien pour les chercheurs que pour les populations d'enquête. *Empowerment*: le mot est lancé dans ses connotations certes multiples.

Il va de soi que les différentes démarches que nous présentons ici, à travers ces contributions sur « nos façons de faire » du terrain en Amérique latine, sont loin d'être exhaustives et ne se veulent d'aucune façon nomothétiques, comme le montre l'invitation que nous lançons à débattre la question de l'engagement politique du chercheur. Mais elles ont le mérite de mettre en avant les médiations de structure et de sens, qui sont à l'œuvre, lorsque nous abordons des terrains et des acteurs qui peuvent être à la fois « près » et « loin » de nous. Elles permettent également un retour réflexif sur les conditions d'enquête proprement dites, sur le statut du chercheur - aussi bien par rapport à ses enquêtés que par rapport aux universités et aux administrations, voire à la *polis* - et sur les modalités de restitution des réalités sociales inscrites dans la diachronie et, donc, forcément mouvantes. Mouvantes, elles le sont aussi par les limites imposées au chercheur non seulement de l'extérieur, des conditions de financement aux traditions disciplinaires, mais encore de sa propre inscription sociale. Enfin, nos pratiques de recherche, nos façons de faire, sont

constamment traversées par les relations de pouvoir multiformes que tous les auteurs de ce dossier, d'une façon ou d'une autre, nous invitent à mettre à distance.

Notes

- 1 Febvre, Lucien, « Un champ privilégié d'études : l'Amérique du Sud », *Annales*, 1929, tome 1, n° 2. Voir également également l'introduction au numéro spécial des *Annales*, publié en 1948, sur « L'Amérique latine devant l'histoire ». Ont contribué à ce numéro, entre autres, Fernand Braudel, Paul Rivet, Roger Bastide, Roger Caillois, Marcel Bataillon, Pierre Chaunu, Pablo Gonzales Casanova, Silvio Zavala, François Chevalier, Pierre Monbeig, Suzanne Lussagnet.
- 2 Le Groupe de recherche École-Travail-Institutions, de l'Université Paris-VIII, sous la direction de Jean-Pierre Briand et de Jean-Michel Chapoulie, s'est constitué par la restructuration de deux unités préexistantes, le Centre de recherches historiques et sociologiques sur l'éducation (CRSHE), de l'ex-ENS Fontenay-Saint-Cloud, et le Centre de recherche sur les institutions, le travail et l'éducation (CRITE), de l'Université Paris-VIII. Dans ce cadre, signalons les publications de Jean Peneff et de Henry Peretz qui ont ouvert la voie.
- 3 Entre autres, Becker (2002) mais aussi Cefai (2003), qui présente et commente un ensemble de textes anglo-saxons, classiques dans ce domaine.
- 4 Voir également la rubrique « Savoir-faire » de la revue *Genèses*.
- 5 La production de statistiques fiables est relativement récente au Mexique, comme dans d'autres pays d'Amérique latine. Ce passé récent peut expliquer en partie l'engouement des chercheurs pour le traitement secondaire des données statistiques. Malheureusement, nous ne disposons pas de recherche par observation du travail effectué par les enquêteurs, souvent recrutés *ad hoc*, au moment du recensement.
- 6 « En premier lieu, Roger Bastide nous a amenés, moi comme ceux qui étaient les plus proches de lui, telles Gilda Mello e Souza et Maria Isaura Pereira de Queiroz, ou encore la génération de mes maîtres Florestan Fernandes et Antônio Cândido de Mello e Sousa, à consolider ce qui a fini par devenir la caractéristique des professeurs qui ont marqué les sciences sociales au Brésil (en dehors de Bastide, Lévi-Strauss, Pierre Monbeig, Fernand Braudel, pour ne citer que ceux-là) : la passion pour la recherche sur le terrain. Combien de fois, en compagnie de Bastide, n'ai-je pas parcouru îlots insalubres et favelas pour interviewer des gens pauvres, des Noirs, des Mulâtres, des femmes, des hommes, sur leur vie quotidienne, sur leurs préjugés de couleurs et de race, sur leur religion ? ou, suivant un autre axe de ses préoccupations, n'ai-je pas visité les asiles de fous miséreux (à Juqueri) ».
- 7 Nous pouvons donner quelques autres exemples de l'importance du statut attribué à l'observateur sur les informations recueillies. María Eugenia Modena note, dans sa recherche sur la médecine populaire au Mexique, que le fait d'avoir, dans un premier temps, des contacts avec l'infirmière du village, a rendu méfiantes les femmes qui lui ont caché leurs véritables pratiques de soins (Modena, 1990). De même, dans le milieu carcéral, José Luis Pérez Guadalupe, agent pastoral et chercheur, examine avec précision les différentes significations données à sa fonction par les détenus et leur implication pour obtenir des résultats. Dans une des prisons, il était vu comme leur allié, tandis que dans une autre, il était considéré comme un « espion » venant de la direction pénitentiaire (Pérez Guadalupe, 2000).
- 8 Becker, Howard S., 1970, « Whose side are we on ? », dans Becker, Howard S., *Sociological Work. Method and Substance*, Chicago, Aldine Publishing Company.
- 9 Voir le numéro spécial des *Cahiers des Amériques latines*, consacré à l'Argentine. Dossier « L'Argentine déboussolée », sous la direction de Sébastien Velut, n° 41, 2002.

Bibliographie

- Bastide, Roger, 2000, *Le candomblé de Bahia, Brésil*. Paris, Terre Humaine, Plon.
- Becker, Howard S., 2002, *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*. Paris, Guides Repères, La Découverte.
- Cefai, Daniel (coord.), 2003, *L'enquête de terrain*. Paris, Recherches, La Découverte MAUSS.
- Filho Liedke, Enno Dagoberto, 2000, *Sociologia brasileira: tendências institucionais e epistemológico-teóricas contemporâneas*, communication LASA.
- Hobsbawm, Eric, 2002, *Interesting Times. A twentieth-century Life*. Allen Lane, The Penguin Press.
- Lévi-Strauss, Claude et Didier Eribon, 1988, *De près et de loin*. Paris, Éditions Odile Jacob.
- Modena, María Eugeni, 1990, *Madres, médicos y curanderos: diferencia cultural e identidad ideológica*. México, Ediciones de la Casa Chata.
- Pérez Guadalupe, José Luis, 2000, *La construcción social de la realidad carcelaria*. Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, Fondo Editorial.



HABITAT PAUVRE A MEXICO. AU MEXIQUE, LES ÉTUDES URBAINES ONT LONGTEMPS PRIVILÉGIÉ L'ÉTUDE DE L'HABITAT PAUVRE ET DES QUARTIERS DITS « SOUS-INTÉGRÉS ». LE CHOIX DE CES TERRAINS EST À LA FOIS SCIENTIFIQUE ET POLITIQUE (CLICHÉ : ALAIN MUSSET).

LE TERRAIN DANS LES RECHERCHES URBAINES AU MEXIQUE : QUELQUES RÉFLEXIONS

DANIEL HIERNAUX-NICOLAS*

LES RECHERCHES URBAINES SONT RELATIVEMENT RÉCENTES AU MEXIQUE ; à part quelques travaux pionniers dont certains ont posé des jalons importants, comme *Les Enfants de Sánchez* d'Oscar Lewis (1964), publié par le Fonds de Culture Économique (FCE) du gouvernement mexicain, il faut bien reconnaître que c'est à la fin des années 1960, voire pendant les années 1970 qu'elles commencèrent à se multiplier.

La cause en est évidente ; c'est à partir de la prise de conscience de la forte croissance de Mexico dans le cadre du modèle de croissance par substitution des importations, que l'intérêt pour la ville en soi est devenu monnaie courante. Certes, des historiens, certains géographes ou même des économistes, se sont penchés sur les questions urbaines et régionales avant les années 1960, mais dans le cadre de l'évolution de la production intellectuelle mexicaine, on peut affirmer que leurs travaux n'étaient que des exceptions (Garza, 1996).

Rappelons d'ailleurs que le texte d'Oscar Lewis n'a été publié en espagnol que grâce à la clairvoyance d'Arnaldo Orfila, Argentin résidant au Mexique, alors directeur de cette splendide maison d'édition qui a été un des fleurons de l'effort culturel déployé par le pays. À peine lu par les censeurs du nationalisme révolutionnaire de l'époque, l'ouvrage fut pratiquement mis à l'index par cette nouvelle inquisition officielle post-révolutionnaire et Orfila fut congédié ; ce qui donna lieu à la fondation de cet autre joyau de la diffusion culturelle mexicaine qu'est la maison d'édition Siglo XXI ; celle-ci a également publié de nombreux textes relatifs à l'urbain, dont l'incontournable ouvrage de Manuel Castells *La question urbaine* (version en espagnol : Castells, 1983), ou

* Professeur de l'Université Autonome Métropolitaine, Mexico, et Coordinateur du programme de Licence en géographie humaine (danielhiernaux@yahoo.com.mx).

l'autre ouvrage classique latino-américain du fameux économiste brésilien Paul Singer, *Économie politique de l'urbanisation* (Singer, 1975).

Il n'y a pas lieu ici de rappeler les données de cette croissance de Mexico et de l'urbanisation du Mexique en général. On en retrouvera une excellente étude dans le livre de Luis Unikel, publié en 1976, sur « le développement urbain du Mexique », qui a fait date et continue à être utilisé comme livre de référence (Unikel, 1976). Et, pour une analyse toute récente qui brosse un tableau diachronique allant jusqu'en 2000, on consultera l'ouvrage publié par Gustavo Garza au Colegio de México (Garza, 2003).

Mais il ne s'agit pas ici de faire un passage en revue de tout ce qui a été écrit sur le thème de l'urbain, mais plutôt d'inviter à un questionnement sur la façon dont le travail de terrain a été abordé, et d'en restituer le contexte de production. C'est à quoi nous dédions les prochaines pages, pour, en fin de texte, proposer quelques réflexions personnelles sur ce sujet.

Les commentaires présentés dans les pages qui suivent, ne seront pas de l'agrément de tous, Français ou Latino-Américains. Ils présentent ma propre vision des choses qui, comme toute évaluation, se prête au jugement et aux rectifications des acteurs mêmes de cette recherche urbaine, commencée il y a de près de trente ans

LE TERRAIN DANS LES RECHERCHES URBAINES AU MEXIQUE : QUELQUES ÉLÉMENTS HISTORIQUES

Avant tout, il nous paraît important de situer les premières recherches urbaines produites au Mexique: au vu du retard de la prise de conscience de l'urbain, les premières analyses n'ont commencé à voir le jour au Mexique que vers la fin des années 1960.

Il faut d'ailleurs souligner que l'influence des Latino-Américains du Cône Sud en exil au Mexique à la suite des coups d'État successifs, d'abord au Chili, puis en Argentine, a beaucoup contribué à donner le ton aux premiers travaux publiés: rappelons que le Chili disposait déjà d'une longue tradition d'études urbaines dans le cadre du CIDU (Centro de Investigación del Desarrollo Urbano), dirigé par Guillermo Geisse et entouré de son équipe de l'Université Catholique du Chili à Santiago, alors qu'en Argentine, les travaux du CEUR (Centro de Estudios Urbanos y Regionales) à Buenos Aires dirigé, entre autres, par Jorge Enrique Hardoy, avaient contribué à enrichir les recherches urbaines en Amérique latine.

Les « Latins » du Sud qui arrivèrent au Mexique, apportaient avec eux non seulement leur tradition de recherche, mais aussi, pour la plupart, leurs fortes inclinaisons marxistes. Cela a beaucoup marqué les recherches urbaines au Mexique, mais il faut toutefois mentionner que cette tendance n'a fait que renforcer la force déjà acquise par ce courant de pensée, et diffusée par plusieurs maisons d'édition, dont Siglo XXI, ERA, et celles des universités publiques.

Tout d'abord, on a pu observer que de nombreux travaux de terrains, étaient, comme très souvent à l'époque, fortement marqués par le sceau du structuralisme marxiste; cela veut dire que la plupart du temps, les résultats étaient définis avant le terrain, ils étaient en quelque sorte pré-construits; le

terrain et les méthodes d'enquêtes étaient choisis *ad hoc* pour obtenir les résultats voulus.

Dans le meilleur des cas, il y avait donc bien un « terrain », mais sa finalité n'était autre que de renforcer la « vérité » proposée par la théorie employée. Cette façon de procéder était d'ailleurs également courante dans les recherches s'inscrivant dans la tradition de la sociologie fonctionnaliste, dans la ligne de Lazarsfeld et autres à l'Université de Columbia aux États-Unis. Les manuels de recherche de l'époque ne manquaient pas de souligner ce rôle absolument secondaire du terrain, en valorisant à outrance la construction des hypothèses et le cadre dit « théorique » (Gortari, 1985 ; Bunge, 1981 ; Tecla, Alberto, 1979).

Il va sans dire que de nombreux travaux universitaires, dont les mémoires et thèses réalisés dans cette optique, se composaient pour la plupart d'un « cadre théorique » interminable (cet ineffable *marco teórico* qui représentait parfois les deux tiers du texte, voire plus) puis d'un travail de terrain qui était soit « tordu » pour renforcer ce qui avait été annoncé, soit incohérent par rapport à la première partie, marquant une coupure radicale d'orientation et souvent de style. La raison de cette coupure était souvent l'incapacité du directeur de thèse ou du tuteur à proposer une articulation entre « théorie » et « terrain », ceux-ci n'ayant pas eux-mêmes produit de véritables enquêtes de terrain.

Pour certains auteurs, les travaux totalement théoriques, sans aucun recours au terrain, ont le plus souvent constitué la façon la plus aisée de « voir la ville ». Dans ce contexte, il s'agissait souvent de chercher à appliquer à l'urbain des concepts d'origine marxiste. Castells lui-même n'a pas manqué de donner le (mauvais) exemple avec des textes assez connus sur la dépendance des villes, qui déclinent celle-ci tout au long de l'histoire de l'urbanisation latino-américaine (Castells, 1974b ; Castells, 1973). Pauvres villes ! Il paraissait donc, grâce aux somptueuses déclarations de principe des grands pontifes des recherches urbaines, que la dépendance était un état permanent dans le temps long braudelien.

Néanmoins, l'absence de travail de terrain, ou sa déformation, n'a pas été le cas de toutes les recherches. Cela est dû non pas à d'autres courants de pensée, mais plutôt au parti pris militant de nombreux chercheurs marxistes qui berçaient le rêve d'une « ville meilleure » où il ferait bon vivre. C'est ainsi, par le biais des recherches concernant les secteurs populaires urbains et particulièrement les mouvements sociaux, thème aussi fortement appuyé par les références à Castells et à Jordi Borja (Castells, 1974a ; Borja, 1975), son complice déclaré à l'époque, que l'urbain a aussi été scruté par des travaux plus proches de la réalité empirique.

Il s'agissait surtout de recherches menées par des étudiants ou par des professeurs dont les opinions politiques les poussaient vers un militantisme engagé dans les quartiers. Certains dont le Molinito ou la Colonia El Sol à Nezahualcoyotl deviendront ainsi légendaires (Navarro Benítez, 1991 ; Navarro Benítez, 1990 ; Navarro, 1994 ; De la Rosa Medellín, 1979). On trouvera dans ces travaux tous les éléments de la recherche participative : une permanence longue sur le terrain ou, du moins, des séjours fréquents ; une participation aux réunions collectives, aux marches et aux occupations de terrains ; des propositions d'aide à l'édification des logements par auto-construction ; un appui logis-

tique à la création et au maintien des équipements collectifs de quartier (par exemple des écoles où les chercheurs aidaient à l'alphabétisation des militants *colonos*), etc.

Avec le recul du temps, il est assez clair que de nombreux étudiants se cherchaient eux-mêmes dans ce terrain qu'ils connaissaient parfois directement, car leurs propres parents étaient les envahisseurs des quartiers. Il restait donc comme un effort militant, une façon de dédier la recherche de fin d'études universitaires à la « cause sociale », recherche qui finirait par bénéficier à la famille mais surtout à ces groupes populaires que l'on ne savait pas encore comment nommer : l'on doutait ou l'on polémiquait de les appeler « armée industrielle de réserve », « surpopulation urbaine » ou, pire, « marginaux », un concept honni par presque tous les courants de pensée des années 1970 (Nun, 1988 ; Singer, 1973).

Entre-temps, certains travaux plus académiques virent aussi le jour : sans vouloir être exhaustifs nous citerons pour mémoire, les textes importants de Martha Scheingart sur le logement (1989), qui se situent en droite ligne dans la prolongation des inquiétudes des chercheurs français, tels Christian Topalov et Edmond Preteceille, lorsqu'ils analysent les promoteurs urbains et les grands ensembles. Notons d'ailleurs que les membres de ce que l'on appellera par la suite l'« école française de sociologie urbaine marxiste » feront de nombreuses acolytes au Mexique, dans le cadre d'un gouvernement qui s'était fortement ouvert aux intellectuels de gauche, après le massacre des étudiants du 3 octobre 1968.

Henri Lefebvre, pourtant démolit intellectuellement par Castells dans *La question urbaine*, a fait pour le moins deux voyages au Mexique, le dernier en 1976 ; son succès fut considérable, particulièrement auprès des étudiants d'architecture alors très ancrés dans les études urbaines et du logement, dont l'auto-gouvernement de la faculté était composé de nombreuses factions politiques de tous bords, ce qui permit de faire venir quelqu'un qui était interdit de séjour par la fraction castellienne. C'est ainsi grâce aux nombreuses traductions de ses livres que Lefebvre avait gagné sa place au soleil mexicain, d'ailleurs bien méritée.

L'autre ligne de recherche plus formelle provient d'institutions comme COPEVI (Centro Operacional de la Vivienda y el Desarrollo Urbano), une coopérative de gauche très liée aux mouvements sociaux pour le droit au logement, qui a produit un travail de grande qualité, lui aussi sur la question du logement (Connolly et Romero, 1975). Ces premiers travaux sur le logement, les mouvements sociaux et l'autoconstruction, étaient assez liés aux recherches entreprises par la sociologie urbaine marxiste française, mais aussi à des apports intéressants du côté anglo-saxon, dont ceux de l'architecte John Turner, qui étudia les mécanismes de l'autoconstruction au Mexique et en Amérique latine, et établit des hypothèses sur la transition centre-périphérie des immigrants à Mexico (Turner, Fichter, 1976).

Cette époque, que nous pouvons considérer comme pionnière, fut suivie par une seconde phase marquée par l'institutionnalisation de la recherche, du fait de la création d'un ministère des Établissements humains et des Travaux publics (Secretaría de Asentamientos Humanos y Obras Públicas : SAHOP). Celui-ci incorpora de nombreux chercheurs, heureux de cette aubaine qui leur permettait non seulement de faire de la recherche, mais encore d'accé-

der à des niveaux de revenu bien supérieurs à ceux de l'université. Mais aussi cette génération exprimait le désir de pouvoir imprimer une orientation sur l'action publique, un enchantement initial qui ne dura en gros que le sexennat de José López Portillo, soit entre 1976 et 1982.

L'institutionnalisation a en quelque sorte transformé la recherche en études officielles. On pouvait « dire des choses » mais pas d'une façon claire et transparente ; le vocabulaire utilisé dans les rapports empruntait des termes au jargon marxiste, mais sans construire un discours organisé par une orientation politique nette (ce qui n'était pas forcément mauvais). Mais la conséquence la plus importante de cette institutionnalisation, qui certes pourrait être vue comme une reconnaissance, fut l'abandon du terrain : le politique imposa ainsi une vision pragmatique au chercheur. Sans doute le cas le plus éhonté fut-il celui des plans municipaux construits sur la base d'un modèle de fiche dont il ne s'agissait plus que de remplir les cases. C'est ainsi que les quelque 2 400 municipalités du Mexique eurent droit à leurs plans de développement en deux ou trois ans, « fabriqués » à la chaîne dans des bureaux de consultants fordistes ravis de la manne.

Cette prolifération d'études à partir d'un terrain truqué et manipulé, transformé en un relevé de données de base uniformes, sans contrainte de qualité et de représentativité, a eu des conséquences désastreuses sur les recherches urbaines en général, en laissant des traces dans la mentalité même de nombreux chercheurs. Cette situation impliquait la reconnaissance implicite du fait qu'un terrain de mauvaise qualité, voire inexistant, pouvait très bien servir à construire des documents prétendument de recherche. Aujourd'hui encore, de nombreux étudiants se laissent ainsi tromper, en utilisant des textes officiels vieillis et publiés à la pelle, encore prisés comme références pour les recherches urbaines. Une multitude de travaux disponibles en bibliothèque apparaissent alors comme des vœux pieux, même si les noms de chercheurs respectables y apparaissent.

Mais ce ne sont pas seulement les étudiants qui sont troublés par les rapports faussés et les terrains truqués, cette façon « technocratique » de concevoir les études urbaines ne manque pas de marquer les travaux de nombreux prétendus chercheurs ayant fait école dans certaines facultés que nous nous garderons bien de nommer.

Ce qui a d'ailleurs renforcé cet abandon du terrain ou sa falsification, c'est aussi l'apparition de nombreuses données sophistiquées en apparence, produites par l'Institut national de Statistique, Géographie et Informatique (INEGI). Les données de l'équivalent de l'IGN et INSEE français réunis en une seule institution mexicaine ne manquent pas d'attrait : statistiques de plus en plus complexes, méthodes de diffusion modernes, aujourd'hui en ligne ou sur support magnétique (CD), constituent un atout évident pour le chercheur. Mais la recherche en pâtit, car le terrain est de plus en plus négligé par certains secteurs de la recherche, au profit d'une véritable trituration des données construites par d'autres, dont l'exploitation est rendue facile par une informatique fortement implantée au Mexique, tout au moins dans les milieux universitaires, chercheurs et étudiants confondus.

L'instrument devient donc un substitut de l'analyse, alors que les données pré-construites officiellement en sont une matière première incontestée, substitut du terrain. Dans l'analyse des morphologies spatiales, par exemple, de

nombreux chercheurs utilisent abondamment les systèmes d'information géographique. Cela s'est transformé en liturgie de recherche, sacrifiant à un dieu néo-positiviste qui s'impose de plus en plus dans les travaux.

Dans ce cas, l'introduction du terrain est donc un fait de seconde main, dont le résultat n'est pas souvent contesté par les chercheurs à l'exception des démographes qui s'insurgent souvent contre des données censitaires qu'ils considèrent mal relevées ou peu significatives. Néanmoins, notons que cette contestation se déroule dans le cadre même de la discussion néo-positiviste, car ce qui est en jeu n'est pas la façon d'envisager le terrain, mais le processus concret de relevé.

Alors que les données censitaires ne devraient être qu'un cadre général de référence, elles deviennent la manne du chercheur qui souvent ne dispose que de peu de ressources pour se consacrer à un terrain personnel ; ce dernier finit par se réduire ainsi à quelques visites pour donner un air de *Reality Show* à la recherche.

Le plus souvent, les recherches entreprises dans ce cadre méthodologique - si on peut l'appeler ainsi - sont extrêmement détachées de l'objet ou du sujet étudié. Il est d'ailleurs impossible, par la façon même dont les données sont construites par les institutions, de reconstruire des itinéraires migratoires, de composer des trajectoires professionnelles, par exemple, mais surtout de comprendre le sujet. D'autre part, la dimension synchronique des données implique le découpage de la réalité en sections ou « tranches » dont on ne connaît pas forcément les articulations ; de ce fait, une situation, comme par exemple la crise de fin 1994, n'a pu être intégrée dans les données du recensement économique quinquennal de la même année, relevé quelques mois plus tôt. De même, la crise de 1982 disparaît des données, car elle tombe « entre » deux recensements (1980 et 1985).

Nos critiques, jusqu'à présent ne touchent que le caractère fonctionnel-positiviste des données. Il ne fait aucun doute que les courants positivistes commencent aussi à s'effriter face aux nouvelles orientations qu'en gros, nous qualifierions de « post-modernes ».

Là encore, le terrain n'est pas forcément roi. Il ne manque pas de travaux fondés sur la seule capacité de réflexion du chercheur-écrivain, car ces textes prétendent dépasser le niveau de rapport de recherche, pour se poser en exercice de prose sophistiquée et souvent baroque. Dans un certain sens, le tournant linguistique a trouvé écho dans les recherches urbaines du monde entier, même si au Mexique, distance aidant malgré la mondialisation, l'emprise de ces nouveaux courants est loin d'être aussi évidente. Son effet le plus marquant peut être perçu dans quelques disciplines principalement en anthropologie urbaine et dans ce qu'il est convenu d'appeler les « études culturelles », pour suivre le découpage nord-américain. Ces dernières ne manquent pas d'intégrer de façon réitérative l'urbain, réservoir sans fond des expériences culturelles auxquelles s'attachent de plus en plus les chercheurs (Aguilar et al, 2001).

Mis à part les études sans terrain, qui parfois « planent » autant que les discours marxistes d'antan malgré leur antagonisme épistémologique structurel, il existe actuellement des travaux de recherche qui sembleraient reprendre l'urbain à partir des travaux de terrain. C'est un signe positif mais qui comporte, comme nous allons le voir, de nombreux écueils nouveaux.

En premier lieu, après la langue de bois marxiste, nous nous retrouvons devant la langue pâteuse des discours soi-disant culturels, comme l'a magnifiquement souligné l'anthropologue argentin Reynoso (2000) : le jargon « culturaliste » est souvent cryptique, cabalistique et fumeux. Ce qui permet à de nombreux chercheurs de chercher le bon mot et pas le fait urbain, ou bien de contourner l'étude d'un fait important au profit d'un jargon qui cache un manque de sérieux dans le travail de terrain.

En deuxième lieu, il ne fait aucun doute que le terrain est souvent loin d'être tel : alors que les méthodes qualitatives commencent à prendre de l'ampleur malgré les réactions contraires des « anciens » pontifes néopositivistes, leur mise en œuvre est le plus souvent approximative, boiteuse et peu orthodoxe. Il devient donc facile de se pavaner de l'usage des récits de vie, quand il ne s'agit que d'un entretien (mal) dirigé.

La confusion entre une sociologie d'accompagnement comme celle que préconise, entre autres, le très souvent décrié mais aussi très aimé au Mexique, Michel Maffesoli (Choi, 1997 ; Maffesoli, 1991), et le fait de flâner dans des lieux urbains pour en faire soi-disant une ethnologie à la Marc Augé (Augé, 1987), devient monnaie courante chez les étudiants mais aussi, hélas, chez les enseignants qui professent cette foi non équivoque envers les méthodes qualitatives. Finalement, il ne faut pas oublier de citer les cas, à l'instar des marxistes qui faisaient du terrain dans les quartiers populaires enfermés dans leur problématique urbaine, où le chercheur fait de l'introspection pure et simple sur un thème qui le déchire personnellement : son identité sexuelle dans un monde qui semble le rejeter, son origine ethnique alors que l'on est loin d'une intégration pluri-culturelle chère au monde actuel, « la folie de la consommation » dans les centres commerciaux, entre autres exemples, sans oublier la socialité des jeunes en banlieue ou en centre ville et la question des drogues en milieu urbain (Voir Aguilar *et al*, 2002, dont quelques articles sont significatifs de cette tendance).

Nous sommes donc en présence de nouvelles confusions dans les études urbaines, qui tout en accordant au terrain une meilleure place, ne manquent pas de fausser la recherche de manière tout aussi surprenante que ce qui se faisait par le passé. L'histoire de la recherche urbaine serait-elle cyclique tout en paraissant différente ? C'est le thème du vieux vin dans une nouvelle outre.

LA RECHERCHE DE TERRAIN AUJOURD'HUI, QUELQUES PROPOSITIONS

Il est donc temps de passer à des réflexions plus personnelles, assez marquées d'ailleurs par ma propre expérience du terrain tout au long de plus d'un quart de siècle de recherche urbaine, ce qui me pousse à me remettre à la première personne du singulier.

Sans doute la première chose à faire, c'est de constater que le fameux *Zeitgeist* n'épargne presque personne, ni l'auteur de ces lignes, motif pour lequel tout le monde se sentira concerné d'une façon ou d'une autre par ces critiques.

Ceci fait et dit, passons maintenant à des réflexions directes concernant le terrain, du point de vue d'un chercheur urbain, mais aussi sur la façon dont il pourrait être possible de construire une nouvelle vision du terrain.

En premier lieu, je ne peux que réaffirmer l'importance du terrain dans la recherche urbaine. Sans passer dans les rangs de ceux qui ostracisent « ceux qui ne font pas de terrain », je ne peux que souligner ma foi dans l'importance de celui-ci. Sans pour autant penser que « la géographie s'apprend par les pieds » comme l'affirmait en son temps Paul Vidal de la Blache, il n'en est pas moins vrai que le terrain est central pour comprendre l'urbain. Sociologue, anthropologue ou tout autre chercheur, ne peuvent éviter le terrain dans la recherche.

Une première question s'impose : qu'est-ce que « le terrain » ? Peut-il aller de la flânerie culturaliste à l'enquête traditionnelle par questionnaire avec méthodes d'échantillonnage parfait ? Je répondrai d'une certaine façon par l'affirmative car tout dépend de l'objet de recherche.

Pour cela, je proposerai donc d'abord de distinguer les approches « exocentriques » des approches « égocentriques » (Hiernaux et Lindón, 2003a ; 2003b). Les premières se situent en dehors de l'objet d'étude, c'est-à-dire que le chercheur étudie depuis l'extérieur un objet particulier. Il n'en fait pas partie et ne prend pas parti. Il ne vit pas son objet, il le scrute derrière les verres méthodologiques particuliers à sa discipline.

Ce type de terrain maintient donc une logique propre qui lui est imposée de l'extérieur. Il semble toutefois que le simple recours à des données pré-relevées par une institution n'est pas suffisant pour restituer la réalité au cours de l'analyse. Dans l'urbain, l'événementiel est important, peut-être autant que le structurel. On ne saurait donc simplement se référer à des statistiques construites par des enquêtes macro-sociologiques ou macro-économiques. Celles-ci ne pourront que mettre en évidence ce que le chercheur a bien voulu introduire comme question à étudier, situation traduite par la tradition de définir la variable et ses indicateurs, d'ailleurs de plus en plus décriée.

L'urbain est dans une certaine mesure insaisissable, qu'il s'agisse d'en étudier l'emploi ou les modes de vie. Des travaux comme ceux de Laurence Roulleau-Berger (1999) dans le cas français montrent bien cette présence du non structurel, de l'éphémère et du fortuit dans un thème qui paraîtrait aussi « dur » que celui de l'emploi urbain.

Par conséquent, même si on prétend faire une recherche depuis l'extérieur, si l'on adopte une vision « exocentrique », il faut y mettre « autre chose » pour saisir l'objet de la recherche. On a vu ainsi poindre des recherches hybrides sur l'urbain au Mexique, qui tentent d'introduire du qualitatif dans le quantitatif. Première constatation : le quantitatif domine et le qualitatif n'est que la cerise du gâteau à forte saveur néopositiviste. Cette subjugation pour introduire du qualitatif à tout prix est certainement néfaste, car elle n'est qu'un masque imposé sur les défauts mêmes des méthodes « macro » socio-économiques, pour capter certains aspects de la réalité, surtout les plus changeants, éphémères et souvent troublants de la vie urbaine.

Il ne s'agit pas ici de discréditer les méthodes quantitatives qui continuent à être applicables pour certains thèmes de recherche. Le risque ou la fraude consiste à vouloir faire dire aux méthodes traditionnelles des choses qu'elles

sont incapables de dire, en utilisant le subterfuge d'un agrégat de faux qualitatif qui déforme les résultats.

Ces approches exocentriques font certainement fureur dans les recherches urbaines au Mexique, d'autant plus qu'elles ne s'accompagnent le plus souvent que d'un travail de terrain médiocre, voire inexistant. Les revues sur l'urbain regorgent de ce genre de recherches à l'heure actuelle.

La vision « égocentrique » impose une tout autre disposition: il s'agit de faire partie de l'objet, et non pas de vouloir le saisir de l'extérieur. Toutefois, il est bien clair qu'« en faire partie » est pratiquement impossible, car le chercheur ne pourrait travailler que des thèmes dans lesquels il devraient en principe se fondre. Cela n'est possible que dans certains cas et présente à son tour d'autres écueils.

Il est donc plus souvent possible de penser de façon intermédiaire, c'est-à-dire de ne pas se situer « en dehors », ni « dedans », mais « à côté ». Cela veut dire qu'il ne faut pas juger de façon externe, ni se fondre dans l'objet, mais plutôt se positionner de telle sorte à pouvoir comprendre sans juger, du fait de se situer « avec ». C'est donc bien à une recherche d'accompagnement que nous faisons référence.

Celles-ci commencent de plus en plus à se produire au Mexique, peut-être sans la conscience réelle du sens même de cette pratique de recherche. Celle-ci me semble beaucoup plus présente auprès des études culturelles sur l'urbain que dans les recherches plus classiques, que ce soit d'urbanisme, d'économie urbaine ou de sociologie de l'urbain.

Toutefois il est une situation qui ne manque pas de porter une ombre importante sur le futur des études urbaines au Mexique. D'une part, les porteurs d'une vision exocentrique, le plus souvent néopositiviste, se sentent renforcés par le développement de l'informatique et l'imaginaire qui l'accompagne, plus présent encore au Mexique par la proximité même des États-Unis et de la forte diffusion des moyens informatiques. D'autre part, les défenseurs d'une vision plus culturaliste rejettent en bloc les apports possibles de la tendance précédente. Un schisme évident est en cours et cela est loin d'être positif.

Au lieu d'être exclusif, il faudrait peut-être penser davantage à l'inclusion, ou même à des formes possibles de fusion. Le terrain - essentiel pour tous - devrait être justement non pas le lieu annoncé du duel, mais celui de la réconciliation. La fusion entre « exo » et « ego » ne paraît pas impossible, si l'on admet le peu de sens que représente chacune des deux visions, prises en sens absolu. L'exo seul, ne peut que rendre une réalité partielle, même si les résultats sembleraient être compréhensibles par tous. L'ego à son tour, ne peut que refléter, dans un cas extrême, un narcissisme individualiste radical, dont le récit reste peu intéressant.

Entre les deux, il est maintenant besoin d'établir des ponts, en mettant tout d'abord en évidence le fait qu'aucune des visions n'est possible sans l'autre. D'autre part, il ne manque pas de travaux qui permettent de voir que c'est par l'interdisciplinaire que les recherches se fécondent et avancent. Même si ce discours qui propose de rechercher des espaces de contact entre disciplines est loin d'être nouveau, il semble bien que c'est la désintégration des discours rigides traditionnels qui a provoqué la contestation, en permettant aux cher-

cheurs de s'aventurer sur le terrain des autres sans risquer les foudres des partisans de l'unique et droit chemin.

Pour l'étude de l'urbain, la recherche ne peut être qu'interdisciplinaire quand on reconnaît largement que les faits urbains, ces fameux « objets » de nos recherches, sont plus complexes, changeants et insaisissables que jamais. Il n'est donc pas possible de les saisir individuellement et grâce aux apports explicatifs d'une seule discipline, soit qu'il faille composer une équipe de chercheurs de plusieurs disciplines, soit que le chercheur ait la capacité de prendre en compte les champs voisins de sa discipline de référence.

Une autre question cruciale est aussi celle de l'échelle. Il est encore courant auprès des chercheurs urbains au Mexique, d'observer que le global est la seule échelle possible. Sans doute à cause de certaines réminiscences marxistes qui privilégient le macro sur le micro, bon nombre de chercheurs s'accrochent désespérément aux petites échelles. La ville est aussitôt vue comme un tout indissociable et les questions particulières comme trop spécifiques pour avoir un sens: il faut donc se reporter avant tout à l'étude des structures.

Mais c'est justement dans la grande échelle - soit dans l'étude des micro-situations comme celles qui attirent Claude Javeau (Javeau, 1987; Javeau, 1996) - que l'on peut retrouver les véritables lignes de force qui expliquent l'urbain dans des situations aussi complexes que la ville de Mexico. Il faut donc penser à s'y attacher davantage, et cela remet encore une fois en évidence l'importance du terrain, mais pas n'importe lequel: celui qui reconnaît les petits faits, ou les « petits mondes » de la vie quotidienne de Benita Luckmann, (1978) que j'aimerais contraster avec les « mondes de production » à échelle nationale, chers à Salais et Storper et aux régulationnistes en général (Salais et Storper, 1993).

Les études de thèmes plus « micro » sont-ils en vogue dans les études urbaines au Mexique? La réponse est affirmative sans aucun doute, mais le plus souvent les recherches de ce type sont entreprises dans le but de limiter volontairement l'ampleur du travail, et non pas par la profonde conviction qu'il s'agit d'une stratégie de recherche tout aussi valable et porteuse de résultats que les grandes recherches composées par des enquêtes à gros moyens. Celles-ci, encore à la mode, sont surtout les seules à être financées par les grands organismes officiels d'appui à la recherche.

Pour mieux comprendre cette orientation, il faut mentionner les études sur les fractalités qui mettent en évidence que l'on peut retrouver le tout dans l'étude d'une partie en particulier, ce qui confirmerait qu'à travers l'étude d'un quartier ou de certaines trajectoires de vie, il est possible de retrouver des pistes d'explication de processus plus généraux. Une autre façon d'expliquer la même chose est celle du chercheur espagnol Pablo Navarro, qui attire l'attention sur l'image de l'hologramme pour nous permettre de comprendre le passage entre deux et trois dimensions, et donc de retrouver le général dans le particulier (Navarro, 1994).

Certains chercheurs ont essayé depuis un certain temps de prendre leur distance envers des pratiques de recherche que nous considérons peu intéressantes. Il semble que certains chemins en exploration durant les années 1970, comme le thème de l'urbanisation des banlieues de Mexico, sont épuisés, tout au moins dans le cadre des orientations et des pratiques de terrain envisagées à cette époque. Cela ne veut pas dire que les objets en soi doivent

être abandonnés: la périphérie doit être étudiée plus que jamais, car elle a changé elle aussi. Par ailleurs, beaucoup de leurs aspects ont été ignorés pendant de longues années. À titre d'exemple, le thème de l'ethnicité dans la périphérie des grandes villes, qui n'avait que peu été élaboré par les anthropologues, et cela à partir d'une vision qui considérait la ville comme le point terminal de la migration, commence à être abordé (Hiernaux, 2000). D'autres thèmes, tels que les identités conjugales, le travail (analysé dans des perspectives éloignées des points de vue plus classiques), ou le thème du sens du lieu, sont maintenant à l'ordre du jour (Lindón, 2000; 2001; 2002; Aguilar, 2000).

Mais face à un urbain changeant, ne devrions-nous pas nous pencher de nouveau sur ces espaces déjà étudiés comme la fameuse Cerrada del Condor où Larissa Lomnitz trouva son inspiration et son terrain pour son livre régulièrement réédité: *Comment survivent les marginaux?* (Lomnitz, 1975).

La recherche urbaine au Mexique est toujours et heureusement en pleine mutation. Peut-être faudrait-il penser que c'est l'incohérence ou le chaos de l'objet qui nous engage de façon permanente à oublier les certitudes d'aujourd'hui pour affronter les changements qui s'annoncent. Dans ce contexte, il faut retourner sans cesse sur le terrain, avec de nouvelles visions, de nouveaux instruments et de nouvelles ardeurs...

Bibliographie

- Aguilar, Miguel Angel, 2000, « Uso del espacio e identidad del lugar en Valle de Chalco », dans Hiernaux, D., A. Lindón et J. Noyola (eds), *La construcción social de un territorio emergente: el Valle de Chalco*. México, Colegio Mexiquense.
- Aguilar, Michel Angel et al., 2002, *La ciudad desde sus lugares, Trece ventanas etnográficas para una metrópoli*. México, UAM Iztapalapa, CONACULTA, CIESAS.
- Augé, Marc, 1987, *El viajero subterráneo. Un etnólogo en el metro*. Barcelona, España, Gedisa.
- Augé, Marc, 1987, *Travesía por los jardines de Luxemburgo. Etnología de una jornada francesa considerada desde el punto de vista de las costumbres, la teoría y la felicidad*. Barcelona, España, Editorial Gedisa.
- Borja, Jordi, 1975, *Movimientos sociales urbanos*. Buenos Aires, SIAP-Planteos.
- Bunge, Mario, 1981, *La ciencia su método y su filosofía*. Argentina, Ediciones Siglo XX.
- Castells, Manuel, 1973, « La urbanización dependiente en América Latina », dans Schteingart, Martha (dir.), *Urbanización y dependencia en América Latina*. Buenos Aires, Ediciones SIAP.
- Castells, Manuel, 1974a, *Movimientos sociales urbanos*. Madrid, Siglo XXI editores.
- Castells, Manuel, 1974b, « Cambio social y lucha de clases », dans Pizzorno, Alessandro, Marcos Kaplan et Manuel Castells (eds), *Participación y cambio social en la problemática contemporánea*. Buenos Aires, SIAP-Planteos.
- Castells, Manuel, 1974c, « La nueva estructura de la dependencia », dans Pizzorno, Alessandro, Marcos Kaplan et Manuel Castells (eds), *Participación y cambio social en la problemática contemporánea*. Buenos Aires, SIAP-Planteos.
- Castells, Manuel, 1983, *La cuestión urbana*. Mexico, Siglo XXI editores.
- Castells, Manuel, 1973, éditeur. *Imperialismo y Urbanización en América Latina*. Barcelona: Gustavo Gilli.

- Connolly, Priscilla et Gustavo Romero, 1975, *El mercado de la vivienda en México*. México, mimeo, Edition de COPEVI, A.C.
- Choi, Wonki, 1997, « La méthodologie compréhensive chez Michel Maffesoli », dans *Société 2* (56).
- De la Rosa Medellín, Martín, 1979, *Promoción Popular y Lucha de Clases. Análisis de un Caso*. México, Servicios Educativos Populares.
- Garza, Gustavo, 1996, *Cincuenta años de investigación urbana y regional en México 1940-1991*. Mexico, El Colegio de México.
- Garza, Gustavo, 2003, *La urbanización de México en el siglo XX*. México, El Colegio de México.
- Gortari, Eli de, 1985, *Metodología general y métodos especiales*. México, Océano.
- Hiernaux, Daniel et Alicia Lindón, 2003a, « Pratiques et stratégies résidentielles dans l'expansion de la périphérie de Mexico: La Vallée de Chalco », dans *Autrepart*, n° 25, 1/2003, Paris, Institut de Recherches pour le Développement, pp. 123-136.
- Hiernaux, Daniel et Alicia Lindón, 2003b (sous presse), « Voz, imaginarios y morfología urbana: la periferia de la ciudad de México », dans Aguilar, Guillermo Adrián (ed.), *Procesos metropolitanos y grandes ciudades*, México, UNAM.
- Hiernaux, Daniel y Alicia Lindón, 1991, *Chalco, su proceso de poblamiento: una aproximación sociodemográfica y económica*. Toluca, Mexique, Consejo Estatal de Población.
- Hiernaux, Daniel, 2000, *Metrópolis y etnicidad*. Zinacantepec, Mexique, El Colegio Mexiquense.
- Hiernaux, Daniel, 1986, *Desarrollo urbano y autoconstrucción de la vivienda en Tijuana*. México, Centro de Ecodesarrollo.
- Javeau, Claude, 1987, *Le Petit Murmure et le bruit du monde*. Bruxelles, Les Éperonniers.
- Javeau, Claude, 1996, « Parler pour ne rien dire ça va? ça va! », dans *Ethnologie Française*, « La ritualisation du monde » vol. XXVI (2), Paris.
- Lewis, Oscar, 1964, *Los Hijos de Sánchez*. Mexico, Fondo de Cultura Económica.
- Lindón, Alicia, 2002, « Trabajo, espacios de vida y cotidianidad. La periferia oriental de la ciudad de México », dans *Scripta Nova Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales*, Vol. VI, n° 119, 1 de agosto de 2002, Barcelona, Universidad de Barcelona.
- Lindón, Alicia, 2001, « El significado del espacio urbano en la experiencia del sujeto », dans *Ciudades*, n° 49, Puebla, Red Nacional de Investigación Urbana, pp. 15-20.
- Lindón, Alicia, 2000, « El enfoque biográfico como aproximación a la identidad personal y la negociación de la conyugalidad », dans *Revista Mexicana de Sociología*, n° 1/2000, México, Instituto de Investigaciones Sociales, Universidad Nacional Autónoma de México, pp. 101-121.
- Lomnitz, Larisa, 1975, *¿Como sobreviven los marginados?*. México, Siglo XXI.
- Luckmann, Benita, 1978, « The small life-worlds of modern man » dans Luckmann, Tomas, *Phenomenology and Sociology*. Londres, Harmondsworth, Penguin Books/Peregrine Books.
- Maffesoli, Michel, 1991, « Connaitre ou le savoir organique », dans *Sociétés* 32 (91).
- Navarro Benítez, Bernardo, 1990, *Crisis y Movimiento Urbano Popular en el Valle de México*. México, Université Autonome Métropolitaine, Xochimilco.
- Navarro Benítez, Bernardo, 1991, « Retos y perspectivas del movimiento urbano popular ante el desarrollo urbano », dans Pradilla Cobos, Emilio (ed.), *Democracia y desarrollo urbano en la Zona Metropolitana de la Ciudad de México*, tome III, Impacto del movimiento urbano popular. México, D.F., Antártica S.A. de C.V.
- Navarro, Bernardo, 1994, « San Miguel Teotongo, ¿barrio en transición? », dans Lee, José

- Luis et Valdez, Celso (eds), *La ciudad y sus barrios*. Mexico, Université Autonome Métropolitaine.
- Navarro, Pablo, 1994, *El holograma social, una ontología de la sociedad humana*. Madrid, Siglo XXI de España.
- Nun, José, 1988, « Marginalidad y otras cuestiones », dans Bassols, Mario et al. (eds), *Antología de Sociología Urbana*. México, Universidad Nacional Autónoma de México.
- Reynoso, Carlos, 2000, *Apogeo y decadencia de los estudios culturales, una visión antropológica*. Barcelona, Gedisa, collection Antropología.
- Rodríguez y Rodríguez, Salvador; Jorge Serrano y Alberto Vilar (comp.), 1998, *Desarrollo regional y urbano en México a finales del siglo XX. Una agenda de temas pendientes. Tomo 1, Teorías y metodologías en ciencias regionales y urbanas*. México, D.F. : UAEM/AMECIDER/IIES-UNAM.
- Roulleau-Berger, Laurence, 1999, *Le travail en friche, les mondes de la petite production urbaine*. Paris, Editions de l'Aube, collection Essai.
- Salais, Robert et Michael, Storper, 1993, *Les mondes de production, enquête sur l'identité économique de la France*. Paris, Editions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- Schteingart, Martha, 1989, *Los productores del espacio habitable, Estado, empresa y sociedad en la Ciudad de México, México*. El Colegio de México.
- Singer, Paul, 1973, « Urbanización, dependencia y marginalidad en América Latina » dans Schteingart, Martha (éd.), *Urbanización y dependencia en América Latina*. Buenos Aires, Ediciones SIAP.
- Singer, Paul, 1975, *Economía política de la urbanización*. Mexico, Siglo XXI editores.
- Tecla, A. et G. Alberto, 1979, *Teoría, métodos y técnicas de la investigación social*. México, Ediciones de Cultura Popular.
- Turner, John F. C. et Robert Fichter, 1976, *Libertad para construir*. Mexico, Siglo XXI editores.
- Unikel, Luis, 1976, *El desarrollo urbano de México: Diagnóstico e implicaciones futuras*. Mexico, El Colegio de México.
- Urbain, Jean-Didier, 2003, *Ethnologue, mais pas trop*. Paris, Petite Bibliothèque Payot.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

Les recherches urbaines au Mexique ont commencé à acquérir de l'importance au milieu des années soixante-dix et ont passé par différentes étapes pendant lesquelles la relation au travail de terrain a connu des destinées variées. Le présent article examine les différentes étapes suivies et met en évidence les conceptions du travail de terrain qui y prédominaient. L'auteur conclut que dans la phase actuelle nous assistons à une revalorisation du travail de terrain, due aux nouvelles approches qu'adoptent les recherches urbaines, plus proches de l'anthropologie et de la sociologie comprehensive que ce n'était le cas dans le passé.

La investigación urbana en México empezó a cobrar relevancia a mitades de los setenta y transitará por diversas fases durante la cual la relación al trabajo de campo seguirá matices distintos. Este artículo examina estas diversas etapas, y

pone en relevancia las concepciones del trabajo de campo en cada una de ellas. Termina planteando que, en la fase actual, se asiste a una revalorización del trabajo de campo, relacionada con nuevos enfoques de la investigación urbana, más articulada con la antropología o la sociología comprehensive que por el pasado.

Urban studies in Mexico began to acquire importance in the middle of the seventies following successive stages during which the fieldwork has been differently approached and appreciated. The present paper examines these stages and highlights the different conceptions of the fieldwork. The author concludes that at the present stage we are witnessing a come back of the fieldwork due to the new approaches used by the urban studies, more oriented to anthropology and comprehensive sociology that it was the case in the past.

Mots clés : Mexique, études urbaines, terrain, méthodologie

Palabras claves : México, estudios urbanos, trabajo de campo, metodología

Keywords : Mexico, Urban studies, fieldwork, methodology

ENJEUX THÉORIQUES ET PRATIQUES DES MÉTHODES EMPIRIQUES DANS LA SOCIOLOGIE DU BRÉSIL CONTEMPORAIN

CHRISTOPHE BROCHIER*

PAR LA MULTIPLICITÉ DES SITUATIONS SOCIALES POUVANT Y ÊTRE ÉTUDIÉES, le Brésil actuel peut être regardé, à l'instar du Chicago des années 1910, comme un véritable « laboratoire social », selon le mot de Robert Park. Toutes les branches de la sociologie peuvent trouver au Brésil des terrains originaux et importants, propres à faire progresser la connaissance des grandes questions touchant les sociétés modernes, aussi bien que les acquis des sciences sociales en général. Pour l'instant, la production sociologique concernant ce pays n'a pas réussi à relever ces défis. La première raison, évidente, est que les travaux (par des chercheurs brésiliens ou d'autres nationalités) consacrés à ce pays sont encore en quantité relativement insuffisante. Le nombre relativement limité d'enquêteurs, les faibles ressources disponibles pour la recherche ainsi que la courte histoire des sciences sociales au Brésil ne permettent pas en effet un travail de réflexion comparable par exemple à celui que les États-Unis (pays aux dimensions proches) ont produit sur eux-mêmes. Mais la compréhension de ce pays est également dépendante d'une autre condition : certaines caractéristiques des terrains brésiliens et certains traits de la sociologie du Brésil nous obligent à réfléchir sur les méthodes de recherche. Ce texte suggère quelques propositions dans ce sens, à partir d'exemples tirés de la littérature brésilienne et de recherches personnelles achevées ou en cours. Il ne s'agira pas de critiquer des auteurs ou des courants en particulier, mais simplement de mettre en évidence des problèmes méthodologiques d'ordre général qui apparaissent même dans les travaux les plus sérieux en raison des particularités du terrain et de la façon dont les chercheurs les ont affrontés.

* Groupe de Recherche sur l'École, le Travail et les Institutions (GETI), Université Paris-VIII-Saint-Denis.

LES SPÉCIFICITÉS DU TERRAIN : ENJEUX ET EMBÛCHES

1. Le Brésil est un pays immense qui juxtapose des espaces sociaux, culturels et économiques forts différents. Des Indiens d'Amazonie ou des travailleurs « esclaves » des fazendas jusqu'aux entreprises de haute technologie de São Paulo, la diversité des mondes sociaux semble quasi illimitée. Certaines facettes du pays sont proches des sociétés traditionnelles ou du monde européen du XIX^e siècle, d'autres relèvent des tendances les plus actuelles d'économies internationalisées. Il faut y voir bien sûr une chance pour le sociologue qui trouvera de cette manière des terrains permettant de renouveler, critiquer ou compléter les approches classiques des sociétés contemporaines : liens entre urbain et rural, relations de classe, mobilité sociale, cultures de groupe, etc. Mais cette diversité implique de prendre en compte avec beaucoup de rigueur la dimension locale des phénomènes que l'on étudie et donc de se méfier des catégories ou des idées trop globalisantes. Un principe d'analyse mis en évidence dans un contexte local ou régional ne sera pas forcément valable pour un autre, même si le sujet est proche. Les rapports entre groupes sociaux, les relations au travail ou le fonctionnement de certaines institutions sont sans doute de bonnes illustrations de domaines où des précautions s'imposent. Cela signifie que le chercheur est contraint à chaque fois d'évaluer les variables locales à l'œuvre et donc de réaliser les bonnes comparaisons pour recadrer ses résultats. L'aspect national des faits sociaux étudiés est une dimension dont la force explicative n'est pas donnée *a priori*, mais doit être au contraire interrogée et précisée.

2. Le Brésil est un pays où les clichés, ou du moins les visions typifiées de certains aspects de sa réalité sociale, sont reproduits en permanence et avec force aussi bien par les étrangers que par les Brésiliens eux-mêmes (football, carnaval, mysticisme rural, violence incontrôlée, etc.). N'échappant pas toujours à cette tendance, beaucoup d'intellectuels brésiliens cèdent à la tentation de se référer au discours que le pays porte sur lui-même. La volonté de définir ou de préciser ce qu'est la « brasilianité », ce que signifie « être brésilien », « vivre au Brésil », ou ce qui est typique et particulier dans « la culture brésilienne » reste présente ou sous-jacente dans beaucoup de travaux nationaux en sciences sociales.

On peut prendre comme exemple de cette littérature les ouvrages désormais classiques de Roberto da Matta (Da Matta, 1986, entre autres) et de Sergio Buarque de Holanda (1998). À partir d'une base empirique présentée d'une façon approximative et sans explicitation claire du lien entre faits observés, méthode de recueil des données et validité des analyses, les auteurs tâchent de mettre en évidence des caractéristiques générales du comportement brésilien. La décontextualisation des résultats produit une imprécision qui s'ajoute à l'absence de point de référence explicite. Or ce qui est spécifique ne peut prendre sens que par rapport à autre chose (probablement ici la culture européenne ou nord-américaine) et au prix d'un tri rigoureux entre le contingent et le permanent. Un chercheur européen pourrait s'étonner de l'importance donnée à ce type de travaux dans une science qui cherche à

affirmer son caractère scientifique : ainsi un court livre général intitulé « Qu'est-ce qui fait de la France la France ? » n'aurait sans doute que peu d'impact en Europe sur les travaux empiriques les plus spécialisés.

En apparence innocent, voire légitime, ce penchant au culturalisme globalisant ne va pas sans risque. D'abord, parce qu'il amène à limiter le champ des thèmes d'études ou leurs angles d'approche. Ensuite, parce qu'il réduit la portée de la rupture épistémologique avec le sens commun. Le défi d'une sociologie d'un pays aussi grand et aussi complexe est, plus qu'ailleurs sans doute, de dévoiler ce que les non-sociologues ne voient pas, de trouver les catégories d'analyse les plus pertinentes, la bonne échelle de travail, les thèmes importants méconnus, etc. En ce sens, la sociologie du Brésil intéresse la pratique sociologique en général puisqu'elle oblige plus qu'ailleurs à un dépassement des notions (scientifiques ou semi-profanes) qui servent à penser la vie sociale dans le pays.

La fascination qu'imposent la culture et l'histoire brésiliennes se traduit ainsi par une répétition des sujets. Les historiens reviennent de façon récurrente sur Canudos ou Tiradentes. Les sociologues discutent régulièrement les questions de la démocratie raciale, de l'héritage de l'esclavage, du clanisme politique en milieu rural, des cultes afro-brésiliens, etc. Le risque est d'osciller entre une célébration du Brésil comme pays à part (par exemple comme « exotique » par rapport aux points de référence des pays industriels occidentaux) et la reprise de sujets qui ont permis à certains intellectuels de développer la thématique de l'identité nationale.

3. Le risque de concentration excessive sur quelques sujets est renforcé par l'existence de situations où de grands enjeux sont impliqués, et qui sont considérées comme des « problèmes sociaux » majeurs. Citons par exemple la violence, le développement du pentecôtisme, le travail informel, etc. La multiplicité et l'imbrication de situations dramatiques, aux conséquences importantes pour l'évolution de la société, offrent sans aucun doute des perspectives et des défis immenses à la sociologie. Reste à savoir quelle posture méthodologique adopter pour l'approche sociologique de ces « questions sociales » souvent mises en avant par les leaders d'opinion. Le premier risque est encore une fois de ne pas suffisamment marquer la coupure avec les conceptions communes. L'approche originale de Kitsuse et Spector (1977) au sujet des problèmes sociaux vus comme des constructions collectives pourrait sans doute faire avancer utilement la réflexion dans ce domaine. Le deuxième risque, très lié, est de soumettre la découverte sociologique du pays à des priorités dont l'ordre est décidé de façon floue. Si l'on peut s'accorder facilement à dire que beaucoup de choses restent encore à découvrir sur la société brésilienne, rien ne dit que les terrains les plus fertiles sont ceux qu'évoquent le plus fréquemment les journaux ou les politiciens par exemple.

On peut ainsi relever le risque d'une sociologie des favelas privilégiant l'étude de la marginalité ou de la violence (voir la critique de Perlman, 1977), ou celui de concentrer les regards sur le Nordeste autour des problèmes de misère, de sécheresse ou d'occupation de propriétés (voir Carron, 2001, pour un regard positif et original d'agronomes et de sociologues). De même, l'essentiel dans les rapports entre Noirs et Blancs n'est pas forcément la question du « racisme ». D'une manière générale, au Brésil, plus peut-être qu'en

Europe, la focalisation sur les grandes questions d'actualité, sur les « problèmes majeurs » ou les changements les plus frappants peut conduire à sous-évaluer certaines dimensions plus stables ou moins voyantes de la société. Ainsi peut-on noter le manque de recherches sur l'existence quotidienne des nombreux groupes sociaux et professionnels appartenant aux classes populaires. On connaît par exemple mieux les seringueros d'Amazonie que les ouvriers du bâtiment, les serveurs de cafés, les trieurs de déchets ou les employées domestiques.

4. Une autre entrave au développement de recherches plus variées et plus originales est l'influence des concepts venus d'Europe ou des États-Unis. Le risque est double: les chercheurs non brésiliens peuvent transporter avec eux des problématiques allogènes, mais les chercheurs brésiliens formés par des lectures en français ou en anglais peuvent aussi chercher à reproduire certains schémas et participer à des débats dont les sources sont éloignées de la réalité du pays. L'histoire de la discipline au Brésil a pu montrer l'influence des paradigmes structuralistes et fonctionnalistes, aussi bien que le poids de la pensée marxiste ou l'effet de l'orientation développementaliste puis libérale des théories socio-économiques. L'ouverture de la société et de l'économie brésiliennes sur l'extérieur, son attachement à la culture érudite européenne, le rôle des grandes fondations étrangères, la multiplication des échanges entre laboratoires sont des facteurs qui depuis plusieurs décennies contribuent à orienter la recherche en terrains brésiliens vers des thématiques et des approches qui ont été forgées pour d'autres situations sociales.

Ces risques ont été relevés par P. Bourdieu et L. Wacquant au sujet des relations raciales et du sous-prolétariat. Même si tous les chercheurs ne sont pas aussi imprudents qu'ils semblent l'affirmer, il est indéniable que le choix des problématiques et, plus grave peut-être, celui des termes permettant de les approcher subissent le poids des réflexions américaines ou françaises. Un exemple peut être trouvé dans la profusion des études consacrées aux questions d'« identités », problématique floue venue des États-Unis et qui, sans examen de sa pertinence heuristique, peut conduire à un réductionnisme sans intérêt. D'autre part, il est évident que certaines recherches conduites par des étrangers au Brésil peuvent se heurter à des pré-définitions des enjeux. J'en prends pour exemple les problèmes qui sont apparus lors d'une recherche personnelle en cours sur les rapports entre adolescents et écoles dans les quartiers pauvres de Rio: la réussite d'une enquête sur un tel sujet dépend de la capacité de l'enquêteur à dépasser les « problèmes » de l'école tels qu'ils sont définis en France. L'assimilation trop rapide de l'agitation des enfants pauvres en classe à de la « violence » est par exemple l'un des pièges. La tentation de vouloir définir l'institution à partir de principes valables en France ou dans un autre pays est une autre embûche.

5. La question de la structure de classe est une particularité saillante du pays et elle a des implications considérables sur les enquêtes. Relevons d'abord que si l'inégalité des revenus est étudiée dans de nombreuses publications s'appuyant sur des statistiques, les aspects concrets des rapports de classe sont plus délaissés. Certes, les cultures de classes (en particulier l'élite dominante et la classe ouvrière) intéressent les anthropologues et les sociologues

(même si en croisant groupes sociaux et localités, les champs d'enquêtes sont inépuisables sur ce thème). Mais les rapports concrets (en particulier ceux qui ne sont pas institutionnalisés par des organismes représentatifs) entre membres de classes sociales ou de groupes sociaux différents sont encore mal connus. Pour l'étude du travail par exemple, l'analyse des rapports sociaux dans les interactions quotidiennes recèle des possibilités immenses. Le problème, bien sûr, est que la société brésilienne est extrêmement stratifiée et que les rapports entre acteurs de milieux sociaux distincts ne se révèlent pas sans effort, surtout en l'absence d'observations ethnographiques. Or voilà une autre difficulté: les chercheurs brésiliens connaissent mal cette méthode et l'utilisent peu, et les sociologues étrangers, pour lesquels l'insertion est plus problématique, ne le peuvent qu'au prix de gros efforts.

Pour les sciences sociales brésiliennes, le fossé existant entre classes sociales représente en fait un défi majeur. Les intellectuels brésiliens sont en général issus des classes moyennes, et ont souvent des expériences sociales assez peu diversifiées, en tout cas si on les compare à la variété des mondes sociaux brésiliens. Comme le remarquait déjà Galtung (1965), le risque est de ne pas suffisamment remettre en question certains présupposés sur les membres des autres classes. L'éviter implique un travail d'objectivation de sa propre position, de ses propres préjugés, des limites de ses propres possibilités d'enquêteur. Cela nécessite aussi une réflexion sur les méthodes et le choix des techniques permettant d'obtenir le plus de faits concrets sur la vie sociale.

6. Dernier point, lié au précédent: l'accès aux informateurs et aux informations semble relativement aisé au Brésil. Si l'on compare les terrains brésiliens aux terrains européens, on constate que les chercheurs reçoivent un accueil plutôt favorable auprès des individus, mais aussi des institutions et même des entreprises. La méfiance semble peu courante, les répondants plus ouverts. Le chercheur est rarement repoussé. Cette apparente facilité dissimule deux difficultés. Premièrement, la « cordialité » et la « simplicité » de bon nombre d'interlocuteurs n'impliquent rien quant à la valeur des informations qu'ils permettent d'obtenir. Au Brésil, comme dans n'importe quel autre pays, le chercheur devra dépasser les apparences dans les relations qu'il établit en s'assurant par des recoupements de la validité de ce qu'il apprend. Un relâchement dans ce domaine serait naïf et risqué. Deuxième point, l'apparente spontanéité des contacts ne doit pas faire oublier l'action des barrières sociales. Les hiérarchies sociales produisent des polarisations et des tensions que l'enquêteur doit prendre en compte. Être apparemment bien reçu par un groupe ne signifie pas que ses membres nous assimilent à l'un des leurs. Le statut social des enquêteurs et des enquêtés (comme le sexe ou l'âge) joue toujours, même si certains préfèrent ne pas relever cette dimension dans leurs recherches. Ainsi, dans certains contextes, le sociologue de terrain devra « choisir son camp ».

Dans une entreprise, par exemple, même si on peut avoir l'impression du contraire, le chercheur ne peut à la fois être proche de la direction et des ouvriers. En enquêtant dans le bâtiment à Rio, j'avais ainsi vu que d'autres chercheurs, pour comprendre l'organisation du travail, s'étaient contentés d'interviewer les ingénieurs. Sans doute n'avaient-ils pas pu obtenir une proximité suffisante avec les ouvriers. En logeant moi-même dans les baraque-

ments ouvriers, j'avais, à l'inverse, obtenu leur confiance. Le problème fut alors que le personnel administratif et la direction me regardèrent avec une méfiance croissante, et j'obtins peu d'informations valables de leur part. Cela permet de rappeler un principe méthodologique général bien connu mais crucial au Brésil : les enquêteurs qui traitent « à plat » les informations obtenues auprès de sources aux positions fonctionnelles ou sociales distantes négligent un aspect important du terrain social de l'enquête. En ce sens, par leurs caractéristiques, les terrains brésiliens constituent un excellent champ d'affinement de la réflexion sur les méthodes d'enquêtes.

LES MÉTHODES : LIMITES ET POSSIBILITÉS EN TERRAINS BRÉSILIENS

La question des méthodes ne peut à aucun moment être séparée des débats sur l'intérêt et la portée des recherches sociologiques. Cela signifie qu'aucune enquête, aussi modeste soit-elle, ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les techniques à mettre en œuvre pour comprendre son objet et convaincre les lecteurs. Le chercheur est contraint de trouver une combinaison de procédés permettant de dégager des faits solides et de proposer un schéma d'analyse qui en rende compte. Pour l'étude du Brésil, ces précautions élémentaires prennent une importance accrue. Quel que soit le thème choisi (violence, mobilité sociale, rapports de genre, etc.), l'enquête ne peut se permettre d'utiliser une technique sans remise en question préalable. Soyons plus précis. Les enquêtes utilisant des statistiques officielles ou constituées par questionnaires sont nombreuses au Brésil, comme en Europe ou aux États-Unis. Leur avantage est qu'elles permettent de dégager des phénomènes de grande ampleur. Mais leur fiabilité est soumise à deux conditions fondamentales : 1) Savoir comment les données ont été produites, par quels intermédiaires, avec quelles méthodes et quels présupposés. 2) Avoir conscience, au cours de chaque manipulation, des zones d'ombre et des décalages possibles avec la réalité. Les résultats des enquêtes statistiques doivent forcément être relativisés en fonction du choix des concepts, des champs et des variables. Ces aspects ont été longuement développés par les sociologues américains et européens notamment à partir des propositions des ethnométhodologues. Or, l'abondante littérature de sociologie statistique au Brésil a jusqu'à maintenant produit peu de réflexions sur les limites de cette méthode, dans un contexte où l'appareil administratif ne garantit pas pleinement la valeur des chiffres (la violence est un bon exemple). En outre, dresser des tableaux statistiques implique souvent la réutilisation des problématiques, des approches, des présupposés ou des méthodes empruntées à la sociologie américaine ou européenne. Comme on l'a vu, cela ne va pas sans risque. Une illustration peut être trouvée dans l'exploitation des statistiques raciales au Brésil : les concepts aussi bien que les chiffres posent de sérieux problèmes au chercheur soucieux de rigueur méthodologique.

Les enquêtes par entretiens sont de loin les plus nombreuses des « études de terrain » (*trabalho de campo*), au point que les deux termes sont souvent utilisés comme des équivalents par les chercheurs brésiliens. Pour de nombreux

chercheurs au Brésil, la recherche empirique est conçue comme une pratique consistant uniquement à enregistrer des interviews sans tenir compte du contexte et des conditions d'enquête. L'un des inconvénients de cette conception est qu'elle réduit systématiquement la réflexion sur les biais et les problèmes de collecte des données: puisque connaître le terrain revient à essentiellement recueillir des témoignages, l'art du sociologue consisterait à faire le lien entre les mots des acteurs et les textes théoriques.

On prendra pour illustration, un extrait de *Sociedade industrial no Brasil*, ouvrage désormais classique et d'une grande qualité, publié en 1964 par Juarez Brandão Lopes. Dans l'introduction rédigée par Mario Vieira da Cunha, il est dit que les analyses ont pour base empirique « l'entretien libre », qui veut dire probablement « l'entretien informel ». Les sujets abordés sont variés et les conclusions développées d'une grande finesse. Néanmoins, la méthodologie et les précautions prises dans la production des données ne sont pratiquement pas décrites. Mais il est indiqué que pour sortir du particularisme, l'auteur adopte « un schéma ou modèle interprétatif de caractère global ou structural » emprunté à Max Weber. Les dangers du passage de l'individuel aux structures seraient résolus « avec bonheur par des raffinements originaux d'analyses de données ».

Avant de développer l'idée que le *fieldwork* peut aller bien au-delà de la collecte d'entretiens, il faut rappeler certains enjeux de ce type d'investigations. Le premier problème, classique en ce domaine, est d'oublier qu'un entretien ne donne à connaître directement aucune réalité concrète. Il est le produit d'une interaction ou d'une série d'interactions dans certains contextes. Les caractéristiques sociales des participants, le lieu, l'heure, la façon dont les protagonistes se sont rencontrés et se sont présentés, le jeu des suppositions mutuelles et bien d'autres facteurs encore vont déterminer la forme et la nature de ce qui se dit. Deutscher (1972) ajoute que les précautions destinées à neutraliser les effets du contexte sont en grande partie vaines et dans le meilleur des cas aboutiraient à des résultats artificiels, déconnectés de la réalité puisque toute confiance se fait dans des situations sociales réelles impliquant plusieurs personnes. La sensation de proximité que certains chercheurs peuvent éprouver vis-à-vis des enquêtés ou l'impression que le monde social étudié est aisément compréhensible (invitant traditionnellement à une vigilance accrue) peuvent constituer un redoutable piège au Brésil.

Ce que l'on peut déduire de ce qui est dit est une question difficile que l'enquêteur en terrains brésiliens ne peut éviter s'il cherche des informations concrètes sur la vie des personnes auxquelles il s'intéresse. Je prendrais pour exemple de manque de vigilance cet extrait du livre (par ailleurs fort bien documenté) d'Aparecida Moraes (1996) sur les maisons closes populaires à Rio (p. 137).

« Un client qui se refuse à payer (...) peut se heurter à des attitudes radicales de la part des prostituées. [Elle cite pour le prouver un extrait d'entretien] « Quand je suis arrivée ici, le client, souvent, ne voulait pas me payer. (...) je disais alors: très bien mon fils... Et je descendais, lui et moi tout nus. Je le jetais en bas des escaliers et je prenais un bâton. Je sortais en tapant sur le gars. » »

Ces déclarations, sans doute un mélange de généralisations et d'exagérations romancées, sont utilisées telles quelles par l'auteur.

Les subtilités de la méthode impliqueraient au minimum des annexes méthodologiques explicatives propres à vaincre la réticence du lecteur. Au Brésil, cette nécessité est renforcée par le fait que les situations sociales étudiées peuvent être surprenantes, mal connues, difficiles à comprendre par le chercheur. Comme on l'a vu, il pourra négliger les limites de la discussion pour reprendre à son compte les explications des répondants et les traiter sans le recul suffisant. La distance sociale et culturelle existant entre le sociologue et les membres des classes populaires qui sont souvent sujets d'enquête complique les choses. Que l'on me permette un exemple personnel : lorsque j'intervie-waides manœuvres du bâtiment à Rio de Janeiro en 1995, j'ai mesuré les risques découlant d'une démarche privilégiant les interviews. Que supposaient les ouvriers à mon égard ? Pourquoi, malgré mes efforts, restaient-ils tellement sur leurs gardes ? Quelle valeur donner aux exemples ou aux généralisations qu'ils me proposaient ? Pour les étapes de leur carrière, que valent leurs explications ? Comment trouver les filtres permettant de faire le tri ? Pour un terrain éloigné du monde social de l'enquêteur, se reposer entièrement sur les interviews, c'est risquer de réifier ses propres préconceptions en l'absence d'une connaissance directe, vécue des situations.

Une utilisation typique des interviews consiste à prendre les déclarations comme unique approche des « faits », et à traiter les mots comme des données matérielles, sans croisement critique avec des phénomènes observés directement :

Vera Candido Pereira, 1979, p. 157.

« Le temps de repos peut être utilisé de deux manières principales que le travailleur définit par deux catégories distinctes : « se reposer » et « traîner ».

P. Qu'est-ce que vous faites d'habitude les jours de repos ?

R. Les jours de repos, je reste à traîner par-là.

P. Et qu'est-ce que vous faites quand vous traînez ?

R. Je reste dans le coin, je lis le journal, je discute avec un ami, je bois une bière. (...) C'est se reposer pour reprendre dur le lendemain, sinon...on tient pas [le reste de l'analyse sur les loisirs est fondé sur ces déclarations]. »

On voit ici le deuxième problème classique des interviews : les enquêtés ne mentent pas forcément. Ils répondent aux questions en essayant de s'adapter à l'orientation qu'on leur propose, souvent pour se comporter de façon « adéquate » ou donner la « bonne » image d'eux-mêmes. Vis-à-vis de ce qu'un observateur initié pourrait tenir pour des faits, ce qu'ils disent est alors souvent orienté, incomplet ou exagéré. Seuls des recoupements minutieux opérés par un chercheur méfiant peuvent assurer la valeur des résultats. Au Brésil, où les rapports sociaux ont souvent l'apparence de la cordialité et où les ethnographes sont plutôt bien accueillis, le risque est grand de « faire confiance » au répondant. Il en découlera la prise en compte indifférenciée d'éléments devant au contraire être séparés, critiqués, évalués. Un exemple : les études sur les migrations prennent souvent à leur valeur faciale les raisons invoquées pour expliquer le départ de la région d'origine, de la même manière que celles qui justifient le choix du quartier d'habitation. Or les deux choses ne sont pas comparables et l'on sait très bien que raconter sa vie à quelqu'un, c'est d'abord, comme le dit Jean Peneff (1990), se la raconter à soi-même.

Deux extraits illustrent des cas où la « réalité » des conditions de migration n'est fournie qu'à partir de déclarations orales sous la forme du récit libre, et traitées comme informations matérielles neutres :

1) Brandão Lopes, 1964, p. 42.

« L. P. A. vient de Inajá, où sa famille à un terrain (terre « presque toute desséchée »), il est venu seul, à 26 ans pour « voir s'il pouvait améliorer sa vie, mais il n'est resté que six jours parce que (il a trouvé) la vie trop agitée, (il n'a pas aimé) ». Il est revenu trois ans plus tard et s'est rendu dans l'intérieur de l'État, mais « ça n'a pas marché » et au bout d'un mois il a rejoint la Capitale. »

2) Pereira, 1979, p. 146.

« Un ouvrier (...) explique de cette manière les motifs de sa migration : « Alors, ils ont commencé à dire que Rio c'était bien, que Rio c'était ceci, cela, qu'on y trouvait de l'argent sans travailler, que l'argent était facile et tout. Je voyais les gars qui arrivaient, qui restaient deux ans, qui revenaient, ils avaient de belles chemises, le beau chapeau, des bijoux et tout. Moi à l'époque j'avais absolument envie de m'acheter un costume, je ne pouvais pas, alors je ne pensais qu'à aller à Rio. Alors, j'ai vendu la maison que j'avais faite, j'ai vendu la carriole et l'âne, je me suis débarrassé de tout, j'ai quitté ma fiancée. » »

Certes, il reste une dernière possibilité de la méthode, souvent mise en avant par les études brésiliennes : accéder aux représentations. Comprendre comment les enquêtés perçoivent le monde est fondamental, mais c'est un défi et les moyens d'y arriver ne sont pas déterminés une fois pour toutes, quelle que soit la situation. Les règles ordinaires de l'entretien ne fournissent aucune clé idéale. Ce qui va de soi, ce qui est de l'ordre du logique et du normal pour les enquêtés, apparaît souvent par des questions transversales et anodines et plus souvent encore au cours de discussions banales hors situation d'enquête enregistrée. De plus, la diversité des mondes sociaux, le poids des stéréotypes, les différences de classe au Brésil rendent la mise en évidence des représentations particulièrement délicates. Le chercheur doit réfléchir sur les différences de point de vue, et d'habitudes de conceptualisation et donc sur les possibilités d'interprétation. En outre, il est fréquent de voir dans de nombreux travaux brésiliens que l'exploitation des déclarations se limite souvent à distinguer ce que les répondants mettent en valeur ainsi que certaines distinctions qu'ils opèrent. Or les « définitions de situation » faites par les enquêtés apparaissent mal si l'on ne compare pas les paroles aux faits.

Le plus pernicieux des dangers est au bout d'un certain temps d'enquête de supposer que l'on peut « se mettre à la place » des enquêtés pour deviner leurs attitudes. Au cours de mon enquête sur les enfants scolarisés des bidonvilles, je me suis aperçu après plusieurs semaines de fréquentation des personnes étudiées que je n'avais toujours pas d'idée réaliste sur la façon dont ils définissaient leur situation. Poser la question : « Que penses-tu de la vie en bidonville ? » devant un microphone n'avance bien évidemment à rien. De même, après presque deux ans passés sur les chantiers de Rio, je ne suis toujours pas sûr de savoir ce que les ouvriers pensent de leurs supérieurs.

Prenons un exemple de ce type de développement dans l'article de Ribeiro (1998) sur les ouvriers du bâtiment :

« À travers le groupe de supporters de l'équipe de football, les frontières et les différences sociales sont momentanément abolies et tous s'identifient dans

ces moments-là à un idéal commun. (...) L'entreprise cesse alors d'être une entité étrangère pour acquérir l'apparence d'un tout homogène avec des intérêts égaux qui sont assumés de manière identique par ses membres (p. 43). »

L'auteur donne ici des éléments matériels intéressants pour la suite de sa démonstration, mais il n'indique pas par quels moyens il a acquis ces convictions. Il a sans doute procédé à des observations ponctuelles, puis interprété librement à partir de ses idées sur la question.

On voit donc que les entretiens sont une technique difficile à utiliser en raison des risques de *methodogenesis*. Au Brésil, cette approche me semble même être l'une des plus délicates, en l'absence d'un travail de fond sur la méthode qui prendrait en compte la spécificité de chaque monde social et les caractéristiques des enquêteurs. Dans ce contexte, il est sans doute indispensable de traiter séparément les réponses aux questions en situation formelle d'entretien et les déclarations spontanées (Becker, 1970). Si l'on accepte ce principe, les entretiens doivent probablement être utilisés comme une méthode de première approche. On comptera alors sur l'observation des actes et le recueil de propos en situation pour fournir les données principales.

L'observation sociologique est d'un usage ancien aux États-Unis, plus récent en France, et encore rare au Brésil. Mais précisons d'abord de quoi il s'agit, pour éviter tout amalgame. Enquêter par observation, ne signifie pas se rendre sur les lieux des phénomènes étudiés pour « voir un peu de quoi il s'agit », « jeter un coup d'œil » ou « se faire une idée de la situation ». Un journaliste qui fait une visite dans une prison ou un bidonville ne fait pas de l'observation sociologique. Observer c'est regarder et écouter attentivement quand on a négocié une position dans le monde social étudié, afin de dégager des faits que les gens de passage ne remarquent pas. Il s'agit de consigner des informations de façon systématique et organisée pour faire émerger des généralités, des régularités et chercher des hypothèses explicatives. Pour plus de précision, on peut suivre J.-M. Chapoulié (2000a) qui distingue observation diffuse et observation analytique. Dans le premier cas, l'enquêteur restitue habituellement des comportements généraux à la suite d'observations ponctuelles. Il utilise des catégories et des schémas d'explication empruntés à la vie courante, le plus souvent sans préciser le champ des variations.

Un exemple peut être trouvé dans l'article de Ribeiro (1998). L'auteur étudie les logements ouvriers des chantiers de bâtiment. Il utilise des interviews et des documents divers qu'il complète par des notes prises lors de visites des locaux.

Par exemple, Ribeiro, 1998, p. 39 :

« Nous traversons maintenant une grande cour formée par le parking et le terrain de football et nous nous dirigeons de l'autre côté vers les lieux où réside l'encadrement (...). La première chose qui attire notre attention est la concentration des équipements de service dans une espèce de place près des maisons des contremaîtres (...). Il y a le cinéma, le magasin, la pharmacie (...). »

À partir de ces données, il essaye de reconstituer la vie des pensionnaires. Ayant moi-même enquêté sur ce type de logements temporaires en y habitant plusieurs mois avec les ouvriers (Brochier, 1998), je peux mesurer les incertitudes d'une telle approche. La vie de baraquements ne se laisse pas deviner. Le poids des contraintes, les éléments positifs ou négatifs, la sociabilité

sont inconnues du dehors. La question, que pose l'auteur, de savoir si l'on peut parler « d'institution totale », qui est sans intérêt pour comprendre et connaître la vie des ouvriers dans ces lieux, témoigne d'ailleurs des différences de perspectives liées à ces méthodes.

L'intérêt de l'observation diffuse est de s'appuyer sur l'idée que les simples déclarations ne suffisent pas. En se rendant sur les lieux, en examinant les actes, les situations, on peut comprendre le contexte, affiner ses idées sur les modes d'interprétation des discours, évaluer les décalages possibles avec la réalité. Observer oblige aussi à sortir du cadre relativement confortable de l'interview avec microphone, cela contraint à se confronter aux installations, à compter sur son intuition et son sens des contacts sociaux afin de repérer des éléments utilisables. Pour observer, il faut aussi négocier son entrée, faire sa place dans le monde social étudié, montrer aux acteurs qu'on porte un intérêt concret à leur vie. Il n'en demeure pas moins que le passage à la généralisation sociologique n'est pas aisé. L'auteur, pour être pleinement convaincant, doit faire la démonstration que les phénomènes qu'il expose n'ont pas pour seule base une extrapolation à partir d'intuitions acquises lors de brefs contacts.

L'extrait suivant tiré de Moraes (1996) fournit une illustration de généralisations hâtives à partir de convictions émergeant d'observations diffuses. L'auteur fait une remarque importante pour la compréhension du milieu étudié, mais ne l'étaye pas (elle est placée à la suite d'une réflexion théorique d'un autre auteur et avant des considérations d'ordre général sur les lieux de l'enquête) :

« Les prostituées paraissent suivre une ligne d'action rationnelle par laquelle elles sélectionnent la meilleure manière d'atteindre un but déterminé. Dans leurs négociations, elles utilisent, de différentes manières, les ressources disponibles, en essayant d'élargir les marges de choix et de poursuivre leurs buts. De cette manière, leur ressource en pouvoir se définit par leur habilité à contrer le pouvoir d'un « autre » (p. 133). »

La deuxième forme d'observation est encore peu courante en France, quasiment inexistante au Brésil. D'après Chapoulie, elle offre une description centrée sur un nombre réduit d'aspects qui aboutit à une présentation originale des faits à partir de catégories analytiques non ordinaires. La sociologie empirique américaine en a donné des exemples classiques par la participation aux activités étudiées.

En comparant deux enquêtes sur le même sujet, on saisit les avantages de la méthode d'observation participante. Ainsi, dans son ouvrage cité plus haut, Brandão Lopes essaye de déterminer s'il existe dans l'usine qu'il étudie les mêmes phénomènes de freinage mis en évidence par les auteurs américains. Pour ce faire, il combine observation non participante ponctuelle (son accès aux ateliers) et entretiens :

« Nous avons noté l'un des premiers jours à l'usine que les ouvriers travaillaient selon trois rythmes distincts : un petit nombre travaillait rapidement, d'autres (la majorité) manipulaient la machine sans empressement notable, mais sans interruption, enfin certains travaillaient avec discipline, lentement et apparemment (mais cela nous fut confirmé par les entretiens) de façon délibérée. Un autre jour, nous avons noté dans notre journal : « V. quand il tra-

vaille, accompagne avec le pied le rythme d'une musique, comme pour rendre évident le fait qu'il freine. À plusieurs reprises, il s'éloigna de sa machine pour parler avec d'autres ouvriers. » L'observation du travail et les entretiens montrèrent de façon claire que ce comportement était de la restriction de production reconnue comme telle [le terme était « *amarração* »] par l'ouvrier et ses compagnons (p. 141).

Pour l'auteur, une observation ponctuelle prenant pour référence le sens commun de l'observateur permet de différencier les phénomènes de production. Ainsi, le mouvement rythmique du pied ou les déplacements peuvent lui sembler des preuves suffisantes du phénomène qu'il cherche à mettre en évidence. Les déclarations des ouvriers (sans réflexion sur les effets de contexte) semblent aussi pour lui une indication du même ordre que l'observation diffuse.

Donald Roy, embauché comme ouvrier payé aux pièces, fait remarquer que lui-même n'est pas capable de dire par le seul regard si ses camarades freinent, « s'en sortent » ou font traîner le boulot. Accumulant des centaines d'observations, il rédige sa thèse entière sur les différentes formes de contrôle de la production et leur organisation. Son point de vue est que seule la participation permet de comprendre exactement ce qui se passe parce qu'on le vit soi-même. Par ailleurs, les déclarations des ouvriers peuvent être évaluées avec la rigueur voulue du fait de l'insertion dans le collectif. La lecture de ses articles dont voici un extrait, montre immédiatement la supériorité de son approche.

« (...) c'est seulement au mois de mars, au moment où mon savoir-faire s'est amélioré tout à coup, que j'ai commencé à prendre de l'avance dans toutes les tâches (...). J'ai noté, le 22 mars, que j'avais traîné pendant une heure et demie, ce qui annonçait l'évolution future: J'ai labiné cette nuit à fabriquer seulement 89 pièces à ajouter à ma cagnotte de 40 pièces pour en rendre 129. Joe en avait 13 dans sa cagnotte et j'ai pensé que les 116 restantes suffiraient à peine à le fatiguer demain. J'ai fini ma dernière pièce à 9 h 30 et j'ai commencé à nettoyer ma machine vers 10 heures. J'ai remarqué que Tony avait fini avant l'heure et qu'il traînait près de sa machine. Il m'a dit: « C'est la première fois que tu t'en es sorti, hein? » (Roy, 1952. Traduction: Roy, 2000, p. 41-42). »

1. L'observation participante est la meilleure méthode pour produire des catégories analytiques dégagées des habitudes sociales des groupes étudiés. En ayant accès aux faits et en faisant soi-même l'expérience des situations sociales, on peut plus aisément procéder aux rapprochements et aux redéfinitions permettant une perception plus objective de la réalité étudiée. Au Brésil, une telle démarche est sans doute encore trop rarement mise en œuvre, alors qu'elle permet d'éviter le poids des préjugés qui donnent au chercheur un monde déjà interprété.

On remarque par exemple que dans les nombreuses études sur les favelas, la pertinence et la signification du terme (qui renvoie à des réalités sociales et urbanistiques variées) sont rarement questionnées. Pour le travail, les mêmes constatations peuvent être faites: les termes patronaux (« tire aux flancs », « travailleur improvisé », « bon travail »), les échelles hiérarchiques (professionnel, semi-professionnel, etc.) sont souvent réifiées. Ce problème m'est apparu en étudiant les ouvriers du bâtiment à Rio. Pour comprendre le travail des

manœuvres, il m'a fallu séparer faits et discours pour élaborer mes propres éléments de classification des phénomènes : freinage, travail qualifié et travail non qualifié, etc. (Brochier, 2001b).

2. L'observation participante permet d'aborder un sujet selon des angles variés et imprévus. Pénétrer un monde social, partager certains aspects de la vie des acteurs font sortir des perspectives livresques et rendent plus sensible à d'autres aspects des phénomènes étudiés. En cela, cette forme de travail de terrain permet de faire des découvertes, c'est-à-dire de voir l'importance de variables que l'on ne soupçonnait pas. Pour cela, les étrangers au monde social étudié ne sont pas désavantagés, grâce à leur regard « extérieur ». Leur présence peut même révéler des facettes originales, en obligeant les acteurs à sortir de certaines routines (Denzin, 1970, Stoddart, 1986).

J'ai fait notamment l'expérience des avantages de la méthode en étudiant le « nouveau syndicalisme » brésilien. Alors que la littérature insistait sur des problèmes politiques généraux (les luttes pour le maintien de la réglementation, les alliances, la position par rapport aux évolutions du monde du travail, etc.), l'observation révélait l'importance de faits plus terre à terre : le quotidien de l'activité syndicale, les rapports concrets avec la base, les enjeux liés aux recrutements et aux promotions à l'intérieur du syndicat, etc. (Brochier, 2001). Une enquête simplement fondée sur des interviews conçues à partir des problématiques classiques ne m'aurait pas permis de voir comment les réalités concrètes de la gestion d'un syndicat au quotidien influencent l'ensemble de l'action syndicale. Pour le Brésil, cette façon d'interroger le monde social est l'un des moyens permettant de renouveler les approches en relation avec les caractéristiques locales.

3. L'observation participante permet de comparer les mots et les actes. Elle offre une porte de sortie aux impasses de l'interview et aux dilemmes de la confiance. Comme le remarque Goffman (1989), en saisissant les propos dans le cours des actions et en présence d'autres personnes, on peut opérer les « triangulations », les recoupements nécessaires pour dégager des faits. De cette manière, se trouve facilitée la prise de distance vis-à-vis des explications, des schémas et des justifications que les acteurs les plus influents vont nous transmettre.

J'en prends pour exemple une recherche personnelle en cours sur les écoles des quartiers pauvres à Rio. Alors que les enseignants de collège mettent en avant le poids du « milieu familial » pour expliquer l'agitation des adolescents, l'observation et la comparaison des comportements en classe révèlent le rôle des professeurs et de l'administration : les enseignants, surmenés, cherchent à économiser leurs efforts, ils maintiennent peu de discipline et ils sont convaincus qu'avec les enfants pauvres des méthodes trop dirigistes pourraient radicaliser les attitudes. De même, sur les chantiers, les interprétations proposées par l'encadrement au sujet du travail des ouvriers ne permettaient pas de comprendre les effets de leurs modes de commandement. Les contre-maîtres mettaient en avant le refus d'apprendre des manœuvres ou le désir des ouvriers qualifiés de négocier primes et temps de travail avec la direction. Ce faisant, ils dissimulaient leurs propres intérêts liés aux modes de direction des équipes (Brochier, 2000).

4. L'observation participante donne la possibilité au chercheur de partager les expériences sur lesquelles vont pouvoir être définies les situations et les comportements étudiés. Comme l'écrit Goffman (1989), il s'agit d'obtenir des données « en soumettant votre personne, votre corps, votre personnalité et votre propre situation sociale aux obligations qui pèsent sur un groupe d'individus, de façon à pénétrer physiquement et écologiquement le cercle des réponses à la situation sociale, professionnelle, ethnique, etc. De cette façon, vous êtes proches d'eux au moment où ils réagissent à ce que la vie leur fait. (...) [Cela ne se fait pas] simplement en écoutant ce qu'ils disent, mais en relevant leurs plus petits grognements quand ils réagissent à leur situation. »

Pour utiliser un cas déjà évoqué, on peut citer l'exemple de Michael Burawoy qui se fait embaucher dans la même usine que Donald Roy trente ans après à Chicago, et repère les mêmes phénomènes qui agissent sur lui et les autres ouvriers, en particulier le jeu de la course aux quotas de production. Pour ma part, la soumission au quotidien des ouvriers du bâtiment à Rio m'a fait saisir, alors même que je ne travaillais pas sur les chantiers, certaines contraintes de leur existence. De même, le fait de m'installer dans une favela pour découvrir le quotidien des adolescents m'a donné la possibilité de commencer à comprendre, sans subir l'influence des clichés d'usage, en quoi le climat de violence et de confinement pouvait peser sur la vie des collégiens.

Il va de soi que l'engagement personnel que représente l'observation participante est important pour l'approche de certains terrains. Affronter certaines tensions sociales, voire certaines situations conflictuelles ou délicates, fait obligatoirement partie de la tâche de l'enquêteur qui ne se consacre pas seulement à des sujets livresques. Cela ne signifie pas que tout sociologue doit être un aventurier, mais plus prosaïquement que certains aspects d'un pays aussi difficile à saisir que le Brésil ne peuvent être étudiés autrement qu'en impliquant sa personne. Pour l'étude des classes populaires en particulier, les biais introduits par la distance de classe peuvent être atténués par la volonté de s'immerger dans le monde des acteurs.

5. Il découle du point précédent que l'observateur participant va être en mesure de percevoir ce qui est tacite et qui n'apparaît que dans les gestes, les expressions du corps ou du visage, les réactions générales à certaines situations. Pour la sociologie du Brésil contemporain, la mise en évidence de ces éléments de la culture et des comportements, qui n'apparaissent pas dans les entretiens, est un moyen de dépasser les contraintes de la relation discursive face à face. De même, comme le remarquent Schatzman et Strauss (1973), l'enquêteur pourra mettre à profit sa propre expérience : ce qu'il éprouve et ressent en tant que participant du monde étudié. Si cette approche ne suffit pas à généraliser, elle peut fournir un excellent moyen de formuler des hypothèses, et donc d'aller au-delà des problématiques conventionnelles ou pré-construites.

Je prendrais pour exemple une recherche personnelle en voie d'achèvement sur les relations entre clients et prostituées à Rio. En fréquentant les maisons closes comme observateur ayant l'apparence d'un client, j'ai pu observer certains comportements difficiles à relever sans une présence prolongée et faire l'expérience de certaines situations. En relevant et comparant les gestes et les comportements, j'ai pu voir comment se faisait l'approche (des clients vers les

prostituées et vice versa), quelles stratégies de séduction et de captation des regards donnaient les meilleurs et les moins bons résultats, de quelles manières les prostituées s'efforçaient d'attirer l'attention et comment les clients étaient écartés ou invités.

6. Finalement l'observation participante permet d'assister à des événements importants pour les acteurs quand la présence sur le terrain est assez longue, ce qui permet des analyses plus précises que les interprétations de déclarations ou les croisements de témoignages écrits. Il ne faut pas en conclure que l'observateur participant ne doit compter que sur ce qu'il voit, mais que la construction des idées se fait de manière plus sûre quand on peut évaluer, comparer directement les faits majeurs, suivre les réactions des acteurs et subir une partie des tensions ou des émotions liées aux événements.

Mes recherches sur le bâtiment m'ont donné des exemples nombreux de cette dimension de l'observation. Ainsi, j'ai saisi certains éléments capitaux pour mes enquêtes quand j'ai pu vivre personnellement : un début de révolte dans un logement de chantier, un règlement à l'amiable d'une situation de grève et un congrès syndical. Par comparaison, les descriptions de seconde main ou les récits généraux disponibles dans la littérature ne permettent en aucune manière de saisir la vraie nature des faits que j'avais observés, ni les enjeux pour les acteurs.

L'un des inconvénients de la méthode est qu'il faut l'apprendre en la pratiquant et que son enseignement est encore peu répandu aussi bien en Europe qu'en Amérique latine. Aux États-Unis, l'expérience originale du Field Training Project a pu montrer les difficultés de l'incorporation des principes et des techniques du *fieldwork* par observation : les débutants avaient du mal à éviter de prendre leur propre environnement comme étalon universel, certains se montraient hésitants à sortir du cadre rassurant de l'étude en bibliothèque ou éprouvaient des difficultés à négocier leur statut avec les enquêtés. Comme le recommande Goffman (1989), l'observation participante implique de sortir de ses habitudes de chercheur, de cesser de se comporter en intellectuel brillant, de suivre les acteurs en oubliant ses réticences initiales. Une telle entreprise suppose la pratique d'une sociologie qui ne soit pas purement théorique. Elle implique donc souvent une recherche des idées hors des textes, et une vision de l'analyse dégagée de l'emprise unique des grands auteurs. Cela signifie que la production de grandes théories ou le commentaire de théories de chercheurs influents n'est pas le seul objectif de l'enquêteur. Une position plus modeste, mais plus personnelle, est souvent associée à l'usage de l'observation : dégager des hypothèses de portée moyenne par induction avec des reformulations successives. Or de telles pratiques ne peuvent apparemment s'imposer que dans le cadre d'une tradition ou d'un courant intellectuel fort.

Au Brésil comme dans d'autres pays d'Amérique latine, la sociologie de terrain a moins d'adeptes encore qu'en France. La lecture de travaux d'étudiants brésiliens montre par exemple une grande propension à la discussion théorique, et une forte hésitation à dégager par soi-même des faits puis des idées à partir de techniques empiriques. De même, lors d'un examen récent proposé, à Paris, à des étudiants de maîtrise français et latino-américains, j'ai pu constater des différences sensibles dans les réactions à un sujet empirique. Les Latino-Américains se montraient beaucoup plus dépendants des catégo-

ries médiatiques que ne l'étaient leurs camarades français, ils étaient moins réalistes au moment de proposer des méthodes d'enquête, et les discussions sociologiques qu'ils proposaient étaient beaucoup plus générales et abstraites. Si l'on ne peut rien généraliser à partir d'un si faible échantillon, proposer l'évaluation des dispositions pour le travail de terrain chez les étudiants latino-américains ne peut qu'être profitable à l'enseignement de la sociologie.

* * *

Le but de cet article était d'insister sur l'idée que le sociologue qui enquête sur des terrains brésiliens ne peut faire l'économie d'une réflexion cas par cas sur les techniques et les méthodes à employer pour parvenir à une connaissance plus diversifiée et plus précise des situations sociales. La position que j'ai défendue est que dans les combinaisons d'approches à mettre en œuvre, l'observation participante devrait être privilégiée. Mais il va sans dire qu'il ne suffit pas de reconnaître l'intérêt d'une approche pour voir toutes les difficultés d'application résolues. L'observation demande du temps et une grande disponibilité. Au Brésil, les doctorants brésiliens ont des cours à suivre, des examens à passer, ils doivent rédiger et soutenir des projets complets de recherche, et ont souvent des obligations professionnelles parallèles. Les enseignants peuvent avoir des charges de cours très lourdes et consacrent du temps à chercher des financements. Les sociologues étrangers manquent de temps et doivent apprendre la langue et les coutumes. En outre, le prestige accordé à l'analyse théorique abstraite est encore très fort des deux côtés de l'Atlantique pour le déroulement des carrières. La généralisation de l'observation est donc soumise à de nombreuses contraintes, ce qui en revanche n'est pas le cas de l'une de ses conditions préalables: le lancement d'un débat de fond sur l'adéquation des méthodes aux sujets d'enquêtes.

Bibliographie

- Becker, Howard, 1966, « The life history and the scientific mosaic », introduction à C. Shaw, *The Jack-Roller*. The University of Chicago Press.
- Becker, Howard, 1970, « Problems of inference and proof in participant observation », dans H. Becker, *Sociological work: method and substance*. Chicago, Aldine.
- Bourdieu, Pierre et Loïc, Wacquant, 2002, « Sobre as artimanhas da razão imperialista », *Estudos Afro-Asiáticos*, 1.
- Brandão Lopes, Juarez, 1964, *Sociedade industrial no Brasil*. São Paulo, Difusão Européia do Livro.
- Briand, Jean-Pierre et Jean-Michel, Chapoulie, 1991, « The uses of observation in french sociology », dans *Symbolic Interactions*, 14 (4).
- Brochier, Christophe, 1998, *Les travailleurs du bâtiment au Brésil: étude d'entreprises à Rio de Janeiro*, Université Paris-VIII, thèse de doctorat sous la direction de Jean Peneff.
- Brochier, Christophe, 2000, « Relations de classes et négociation dans le travail sur les chantiers du bâtiment au Brésil », dans *Sociétés contemporaines*, 40.
- Brochier, Christophe, 2001a, « Les évolutions du syndicalisme brésilien dans les années 1990 », dans *Sociologie du travail*, 43.
- Brochier, Christophe, 2001b, « Etudier l'activité des agents subalternes d'une organisation: travail et statut des manœuvres du bâtiment au Brésil », dans *Journal des Anthropologues*, p. 85-86.
- Buarque de Holanda, Sergio, 1998, *Racines du Brésil*. Paris, Gallimard (première édition brésilienne 1936).

- Cabanes, Robert, 2002, « Perspectives de la classe ouvrière brésilienne », dans *Revue Tiers-Monde*, 171.
- Carron, Patrick et al., 2001, *Paysans du Sertão et mutations des agricultures familiales*. Paris, Cirad.
- Cefai, Daniel, 2002, « Faire du terrain à Chicago dans les années cinquante: l'expérience du Field Training Project », dans *Genèses*, 46.
- Chapoulie, Jean-Michel, 2000a, « Le travail de terrain, l'observation des actions et des interactions et la sociologie », dans *Sociétés Contemporaines*, 40.
- Chapoulie, Jean-Michel, 2000b, « Enseigner le travail de terrain et l'observation: témoignage sur une expérience, 1970-1985 », dans *Genèses*, 39.
- Cicourel, Aaron, 1964, *Method and measurement in Sociology*. New York, The Free Press.
- Cicourel, Aaron, 1974, *Theory and method in a study of Argentine fertility*. New York, Wiley.
- Da Matta, Roberto, 1986, *O que faz o Brasil, Brasil? Rio de Janeiro*, Rocco.
- Denzin, Norman, 1970, *The research act*. Chicago, Aldine.
- Deutscher, Irving, 1972, « Public and private opinions: Social situations and multiple realities », dans Nagi, S. et R. G. Corwin, dans *The social context of research*. New York, Wiley.
- Galtung, Johan, 1965, « Les facteurs socioculturels y el desarrollo de la sociología en América latina », dans *Revista Latinoamericana de Sociología*, 1.
- Goffman, Erving, 1989, « On fieldwork », dans *Journal of Contemporary Ethnography*, 18 (2).
- Kitsuse, John, Cicourel Aaron, 1963, « A note on the uses of official statistics », dans *Social Problems*, XI.
- Kitsuse, John; Spector, Malcom, 1977, *Constructing social problems*. New York, Aldine de Gruyter.
- Leite, Dante Moreira, 1983, *O caráter nacional brasileiro*, São Paulo, Pioneira, (première édition 1954).
- Lerner, Daniel, 1956, « Interviewing frenchmen », dans *American Journal of Sociology*, LVII, (2).
- Moraes, Aparecida Fonseca, 1996, *Mulheres da vila*. Petrópolis, Vozes.
- Mota, Lourenço Dantas, 1999, *Introdução ao Brasil: um banquete tropical*. São Paulo, Senac.
- Peneff, Jean, 1988, « The observers observed: french survey researchers at work », dans *Social Problems*, 35 (5).
- Peneff, Jean, 1990, *La méthode biographique*. Paris, Colin.
- Pereira, Vera Candido, 1979, *O coração da fábrica*. Rio de Janeiro, Campus.
- Perlman, Janice, 1977, *O Mito da marginalidade*. Rio, Paz e Terra.
- Ribeiro, Gustavo Lins, 1998, « Acampamento de grande projeto: uma forma de imobilização da força de trabalho pela moradia, dans A. Paviani (ed.), *A conquista da cidade*. Brasília, UNB ».
- Roy, Donald, 1952, « Quota restriction and goldbricking in a machine shop », dans *American Journal of Sociology*, 57 (5), traduit dans *Sociétés Contemporaines*, 40, p. 33-56.
- Stoddart, Kenneth, 1986, « The presentation of everyday life: some textual strategies for 'adequate ethnography' », dans *Urban Life*, 15 (1).
- Stoetzel, Jean; Girard, Alain, 1953, Français et immigrants: l'attitude française. L'adaptation des Italiens et des Polonais, dans *Travaux et Documents de l'Ined*, Cahier 19, PUF.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

À partir d'un exposé de certaines particularités du Brésil comme terrain de recherches sociologiques, une réflexion sur les méthodes d'enquête est proposée. Selon l'auteur, la variété des situations sociales dans ce pays, associée à des différences de classes considérables rend la conduite des enquêtes plus compliquée que ne le laisserait croire le bon accueil fait par les populations aux chercheurs. En même temps, la recherche sociologique sur ce pays est gênée triplement : par la diffusion de certaines idées venant des discours culturalistes nationaux, par le parti pris que la sociologie devait traiter des problèmes sociaux majeurs et par la priorité donnée aux débats internationaux. Dans ce contexte, on plaide ici pour un développement des enquêtes par observation participante au détriment des deux autres méthodes jusqu'à présente dominantes : l'analyse statistique et les entretiens.

Retos teóricos y prácticos de los métodos empíricos en la sociología de Brasil contemporáneo. Este artículo tiene como propósito reflexionar sobre los métodos utilizados en las encuestas, a partir del análisis de ciertas particularidades de Brasil, en tanto que espacio de investigación sociológica. De acuerdo con el autor, la diversidad de situaciones sociales en este país relacionadas con las considerables diferencias entre las clases sociales, provocan que las encuestas sean más complicadas, que el buen recibimiento hecho por la población a los encuestadores, les dejaría creer. Al mismo tiempo,

la investigación sociológica sobre Brasil, se ve perjudicada de una triple manera: por la difusión de ciertas ideas provenientes de los discursos culturalistas nacionales, por la predilección de la sociología a examinar los problemas sociales mayores y por la prioridad de los debates internacionales. En este contexto, aquí se reivindica el desarrollo de las encuestas a través de la observación participante, aún en detrimento de los otros dos métodos que hasta hoy han sido dominantes: el análisis estadístico y las entrevistas.

The present paper aims at proposing a reflection on the sociological research methods after considering some peculiarities of the Brazilian field. The author underlines that the variety of social contexts in the country as well as the high class inequalities make the field work more difficult than it may be presumed considering the researchers' acceptance by the population. At the same time, sociological research on Brazil is hindered threefold: by the diffusion of some ideas based on the national culturalist studies, by the assumption that sociology should analyze major social problems and by the priority given to international debates. In this context, the author argues for developing participant observation methods which should overcome the actual dominance of statistical analysis and interviewing methods.

Mots clés: Brésil, sociologie, terrain, enquêtes, observation participante

Palabras claves: Brasil, sociología, trabajo de campo, encuestas, observación participante

Keywords: Brasil, sociology, fieldwork, survey, participant observation

L'ENQUÊTE PAR OBSERVATION DANS UNE PERSPECTIVE COMPARATIVE : COMMENT SE TROUVER UN STATUT ET SE FAIRE ACCEPTER

ISABEL GEORGES*

LE PRÉSENT ARTICLE ENTEND APPORTER QUELQUES ÉLÉMENTS de réflexion méthodologique sur des enquêtes conduites par l'association de plusieurs méthodes de recherche, dont l'observation, participante ou non. À partir de la comparaison de plusieurs cas de figure en Amérique latine (Brésil) et en Europe (France), la perspective plus générale de cet article sera de s'interroger sur les différences plus générales, voire « sociétales », des conditions de production de la recherche en sciences sociales. Il faut s'interroger sur les implications concrètes de ces conditions sur cette composante essentielle de la démarche par observation qu'est le statut du chercheur. En effet, le chercheur doit se trouver un statut et se faire accepter au sein de son terrain d'enquête. Avec Henri Peretz, qui fut le premier à m'avoir enseigné à réaliser formellement de l'observation, nous dirons qu'« au sens le plus étroit et le plus déterminé, l'observation consiste à se trouver présent et mêlé à une situation sociale pour l'enregistrer et l'interpréter en s'efforçant de ne pas la modifier » (Peretz, 1998. 5). Notre réflexion part notamment de l'explication de cette dernière condition : en effet, qu'est-ce que cela veut dire « interpréter une observation sans la modifier » ? À notre sens, cette question soulève un problème fondamental de la pratique du chercheur en sciences sociales : celui des conditions de production des résultats de recherche et, plus particulièrement, celui de l'engagement subjectif du chercheur avec son objet. Même à une période pendant laquelle l'utilisation de l'enquête conduite par observation directe des pratiques com-

* Sociologue, Fundação de Amparo à Pesquisa do Estado de São Paulo (FAPESP), Centro Brasileiro de Análise e Planejamento (CEBRAP), Cultures et Sociétés Urbaines, Institut de recherche sur les sociétés contemporaines (isabel.georges@wanadoo.fr)

mence à se diffuser de plus en plus en France (Briand et Chapoulie, 1991), ces questions ne sont pas facilement abordées. Cela est encore moins fréquent dans des pays d'Amérique latine, comme le Brésil, à quelques exceptions près (Fournier, 1996 ; Georges, 2000, 2002). En effet, loin de vouloir entrer dans une discussion sur le caractère plus ou moins objectif de cette méthode de recherche en comparaison avec d'autres (par exemple : Peneff, 1995), notre propos est de contribuer concrètement à la constitution d'une base de réflexion critique sur les déterminismes structurels et sur les pratiques de l'observation, comme la relation du chercheur avec son objet et les conditions d'observation (Briand et Chapoulie), notamment à travers la comparaison de plusieurs cas de figure. Ceux-ci se différencient par un certain nombre de paramètres : les conditions d'observation, c'est-à-dire le degré d'autonomie ou de dépendance du chercheur, la forme et son niveau d'engagement, le statut de l'observateur et la distance sociale entre l'observé et l'observateur. En effet, nous considérons que les données recueillies découlent dans une certaine mesure de la forme que prend l'interaction entre le chercheur et la population observée en situation d'interaction sociale ordinaire. Elles peuvent révéler des enjeux des relations observées et mener à l'élaboration des catégories d'analyse. À partir de la comparaison entre trois séquences d'observation issues de contextes contrastés, l'article tentera donc d'illustrer la pratique d'une démarche interprétative « située », c'est-à-dire tenant compte de ces différences.

Le choix de ces différents cas de figure repose sur le principe de la plus grande variété, en ce qui concerne autant les conditions d'enquête (de l'observation comme méthode associée à la réalisation d'entretiens ; de l'observation participante à couvert ; de l'observation à découvert d'une organisation formelle) que le statut de l'observateur-chercheur (chercheuse reconnue par un organisme gouvernemental ; bénévole dans une association ; salariée d'une entreprise). Dans chaque situation d'observation, le chercheur se trouve par ailleurs mêlé à une ou plusieurs relations qui se caractérisent par une distance sociale plus ou moins grande, notamment en Amérique latine, comme dans le premier exemple.

LES CONDITIONS D'ENQUÊTE ET LE STATUT DE L'OBSERVATEUR

Le premier cas de figure (I) présente une recherche comparative sur l'activité, l'inactivité et le chômage portant en partie sur le Brésil dont le volet qualitatif était conduit essentiellement par des entretiens semi-directifs réalisés à domicile, auxquels a été associée l'observation des situations d'entretien. Menés auprès d'une population de chômeurs, ces entretiens avaient comme objectif de retracer les trajectoires socio-professionnelles et de restituer la vie familiale. Ayant pour objectif, entre autres, d'apporter une vision « représentative » du chômage dans la région métropolitaine de São Paulo, la réalisation de l'enquête (nécessitant les adresses des chômeurs, supposées fournir une vision représentative) a été négociée avec le SEADE-DIEESE (Sistema Estadual de Análise de Dados-Departamento Intersindical de Estatística e

Estudos Sócio-Econômicos), en tant qu'annexe de l'enquête statistique annuelle sur l'emploi et le chômage (PED-Pesquisa Emprego e Desemprego) à laquelle les personnes à interviewer avaient déjà participé. L'objectif central de ce projet de recherche est de « décrire et comprendre les mises en forme (et leurs transformations) du chômage, qui concernent tant les modes de régulation du marché du travail et de la relation d'emploi que les trajectoires professionnelles et familiales et les comportements d'activité », dans une perspective comparative. La visite des chercheurs au domicile des chômeurs servait à recueillir le maximum d'indicateurs sur la situation sociale et professionnelle de l'individu et du groupe familial. L'entretien était donc accompagné d'une observation qui consistait à noter minutieusement les conditions de l'entretien et le cadre physique et spatial dans lequel il se déroulait, observation généralement à la charge de « l'assistante » de recherche que j'étais. Jeune chercheuse post-doctorale fraîchement arrivée de France au Brésil, j'étais dans ce cadre co-responsable d'un des « groupes cibles » brésiliens (des femmes au chômage, ayant occupé comme dernier emploi une fonction d'encadrement intermédiaire). Le type de résultat obtenu, c'est-à-dire le mode de déroulement de l'entretien, le point de vue adopté par l'interviewé(e), la reconstruction que ce dernier proposait de son passé et la perspective qu'il adoptait pour invoquer son présent, était d'une certaine manière tributaire de ce contexte, en l'occurrence, d'un rapport de classe sociale particulièrement prononcé.

Dans le deuxième exemple (II), il s'agit d'une observation participante à couvert, c'est-à-dire qui n'avise pas les personnes observées qu'elles sont prises comme sujets d'enquête: j'ai en effet occupé pendant quelques mois le statut d'une vendeuse bénévole dans un magasin de fripes de l'association caritative catholique (loi 1901) Emmaüs Alternative, situé dans le XI^e arrondissement de Paris, près de mon quartier de résidence (Georges, 1994). L'observation des activités ordinaires au sein de ce magasin de vêtements usés, comme la fixation des prix à la caisse, était une manière d'étudier une des principales caractéristiques de cet ancien quartier populaire, c'est-à-dire les formes de l'interaction entre la population ouvrière d'origine très modeste, voire immigrée, anciennement établie dans l'arrondissement et la fraction de population plus aisée, issue de classes moyennes, dont l'arrivée était récente. Des membres de cette dernière étaient présents dans le magasin aussi bien en tant que donateurs qu'en tant que clients. Mes observations m'ont également amenée à comprendre les négociations récurrentes qui sous-tendent la transformation de cette association à but caritatif en un établissement de commerce lucratif. Tout particulièrement, j'ai pu observer que la fixation du prix reposait sur l'attribution d'un statut à la clientèle de la part de la caissière, celui-ci pouvant considérablement varier allant du « pauvre méritant » au « jeune de classe moyenne » qui cherche une pièce originale.

Le troisième cas (III) fait état de « l'observation à découvert d'une organisation formelle », c'est-à-dire « au su et au vu de tout le monde ou presque » (Peretz, 1998). J'ai réalisé de l'observation participante au sein de l'équipe des gestionnaires au siège d'une grande entreprise de télécommunications qui m'a employée pendant trois ans dans le cadre d'une convention Cifre (conven-

tion industrielle de formation par la recherche) pour réaliser ma thèse de sociologie, ainsi que dans plusieurs centres de renseignements téléphoniques repartis sur l'ensemble du territoire français (Georges, 2000). Cette méthode a été associée à la réalisation d'entretiens semi-directifs avec les opératrices, portant sur les trajectoires socioprofessionnelles et familiales, mais aussi à la consultation d'archives. L'objet de cette recherche était la réalisation d'une monographie professionnelle sur l'opératrice du téléphone en France depuis les années 1960 jusqu'à la période actuelle. Un des enjeux centraux de cette recherche était de confronter les différentes représentations de l'activité de l'opératrice, telles qu'elles étaient données, d'abord par les employées d'exécution des télécommunications elles-mêmes, puis par l'encadrement intermédiaire et, enfin, par les gestionnaires, en mettant en évidence le décalage de leurs modes d'action. La problématique de la recherche est étroitement liée à la démarche méthodologique, c'est-à-dire notamment à la négociation des divers statuts que j'ai occupés au sein de l'entreprise : étudiante-stagiaire, apprentie au service des renseignements et « petite main » des gestionnaires du service des renseignements téléphoniques.

QUELQUES SÉQUENCES D'OBSERVATION ET LEUR INTERPRÉTATION

Dans le cas de l'enquête au Brésil (I), plusieurs éléments s'entremêlent faisant en sorte de créer une grande distance sociale entre les enquêteurs et la population observée. D'une manière générale, notons que l'origine sociale des chercheurs brésiliens est comparativement plus élevée qu'en France en raison de la distribution pyramidale des richesses dans ce pays et de l'accès inégal à l'enseignement de « qualité » : l'enseignement privé secondaire et l'enseignement public supérieur. De plus, en tant qu'étrangère, de couleur blanche, j'étais *a priori* considérée comme riche par les personnes interviewées de toute origine, ce qui a eu comme effet de renforcer la distance sociale. N'oublions pas toutefois que, dans d'autres situations, le fait que le chercheur vient de l'extérieur et n'est pas impliqué dans les relations de classe peut constituer un avantage. Dans le cas présent, l'arrangement institutionnel avec un organisme para-gouvernemental, comme le SEADE, nous assimilait en quelque sorte aux agents de cette institution. Ainsi, avec le port obligatoire d'un badge et la présentation d'une lettre d'accréditation, les personnes interviewées nous identifiaient comme des chercheurs agréés par cet organisme. Par ailleurs, en raison de la garantie de l'anonymat stipulée par l'enquête statistique préliminaire, nous ne disposions pas du nom de la personne à interviewer au moment de la première prise de contact qui se faisait soit par téléphone, soit directement au domicile. Nous ne connaissions que certaines des caractéristiques de la personne, comme son âge, la position dans la famille, le niveau de scolarité et la dernière profession exercée ; ces renseignements avaient été obtenus lors du passage précédent de l'enquêteur du SEADE, mais ne correspondaient pas forcément à la version qui nous était par la suite donnée lors de l'entretien. À ces conditions s'ajoutaient l'imprévisibilité de notre visite aux yeux de la personne enquêtée (bien que notre passage ait été

annoncé par une lettre), l'état de délabrement fréquent du domicile et la difficulté de s'y rendre. Toutes ces situations particulières renforçaient la mise en scène des différences sociales entre les enquêteurs et la population d'enquête particulièrement instable, non seulement socialement et professionnellement, mais également géographiquement. Ainsi, nous étions pour la population interviewée facilement identifiables comme des agents de l'ordre établi et/ou du pouvoir social, économique, voire politique. Ce statut attribué à l'observateur par la personne interviewée risquait en effet de marquer le mode de présentation de sa trajectoire; en effet, elle pouvait être amenée à omettre certains aspects, ou, au contraire, à en souligner d'autres, à formuler des revendications toujours dans l'espoir de se faire entendre par ceux qu'elle considérait comme des représentants du pouvoir, comme nous allons voir dans l'exemple de Gertrudes qui démarre son histoire en nous demandant du travail. Si l'on suit la présentation de sa trajectoire, elle apparaît comme une victime qui aurait été injustement privée d'une vie meilleure telle qu'elle l'aurait peut-être connue dans sa famille d'origine. Après plusieurs périodes d'inactivité et plusieurs passages par des emplois du secteur informel, elle se trouve, à 38 ans, pour la première fois dans sa vie dans une situation de chômage plus durable que ce qu'elle avait connu, et dont elle n'arrive pas à se sortir, en dépit de quelques activités peu lucratives comme l'artisanat, le service de télémessages et les petits déjeuners livrés sur commande. Néanmoins, malgré sa situation certainement difficile de chômeuse et de chef de famille monoparentale ayant deux enfants mineurs, l'on peut cependant se demander à quel point elle n'oriente pas son récit de manière à donner plus d'importance aux choses qu'elle a l'impression d'avoir perdues; par conséquent, elle minimise ses acquis, comme par exemple la solidarité familiale (son père lui a donné sa maison, elle et son mari ont travaillé dans l'entreprise familiale durant les périodes difficiles, sa cousine lui a trouvé du travail à deux reprises, etc.) de façon à construire une image de soi qui la fait apparaître à nos yeux comme démunie (donc méritante d'une aide).

Gertrudes est née en 1962 à São Bernardo (banlieue ouvrière de São Paulo) comme troisième enfant d'un père commerçant indépendant à son compte (propriétaire d'une casse, transmis à ses deux fils après sa mort) et d'une mère femme au foyer. En décembre 2001, elle est, à 39 ans, au chômage depuis un an et neuf mois. Elle est séparée et vit dans sa maison à São Bernardo avec ses deux fils plus jeunes de 12 et 14 ans et son compagnon. Elle avait terminé ses études secondaires avec une spécialisation de Magister, qui l'habilite à enseigner dans l'enseignement primaire. En 1981, à 19 ans, après avoir fréquenté la première année d'une université privée de lettres, payée par son père, elle avait arrêté ses études et s'était mariée avec un ferronnier. À la naissance de son premier fils l'année suivante (en 1982, elle a 20 ans), elle avait travaillé pendant trois mois comme vendeuse dans une quincaillerie mais avait présenté sa démission à la demande de son mari. Le couple déménage de São Paulo à la ville de Santos (sur la côte), pour faciliter la recherche d'emploi du mari chômeur. Gertrudes avait alors commencé à faire des ménages pour assurer la survie de la famille. En 1985 (à 23 ans), elle est retournée à São Bernardo pour travailler pendant deux ans comme puéricultrice dans une école maternelle, où elle avait déposé un CV, et cela jusqu'à la naissance de

son deuxième fils, en 1986. C'est pendant cette période que son père a donné une maison à chacun de ses enfants, en lui donnant sa maison actuelle. Deux ans après, en 1988, (à 26 ans) est né son troisième et dernier fils, et en 1990 le couple se sépare. En 1991, à 29 ans, elle a commencé à travailler dans plusieurs crèches pendant la journée (travail non-déclaré, sans registre, que sa cousine lui a procuré) et a suivi des cours de soir en pédagogie dans une université privée. Son ex-mari ne paie pas de pension alimentaire. Après environ deux ans (l'entretien reste flou sur ce point), elle s'est retrouvée en 1993, à 31 ans, sans emploi et a commencé à travailler de façon intermittente avec ses frères dans la casse familiale de son père décédé, avant de retrouver un emploi comme caissière dans une boulangerie-bar (*padaria*), grâce à une copine (sa sous-locatrice). Elle a travaillé pendant environ cinq ans dans différentes boulangeries, tantôt de façon déclarée, tantôt sans paiement de charges, mais avec une ascension hiérarchique. Elle est arrivée à exercer la fonction de gérant, en passant par celle d'auxiliaire administratif, mais sans jamais percevoir le salaire correspondant, ni payer pleinement les charges. En mars 2000 (à 38 ans), elle subit un licenciement économique.

À notre question initiale sur sa situation actuelle par rapport au travail, elle démarre l'interview de la manière suivante : « De temps à autre, j'ai une dépression et ne sors pas de la maison, je ne cherche pas [d'emploi]. Parce que même si tu vas dans un endroit où tu es sûre qu'il y a du travail, que tu sais le faire et que tu vas réussir, ils ne te donnent pas la place. Alors je reviens déroutée à la maison, je pleure en me disant « plus jamais je ne vais chercher du boulot, peu importe », je ramasse des cannettes pour moi, pour pouvoir m'acheter mes trucs, et je vais en avant. Heureusement que j'ai une maison – n'est-ce pas? – que je ne paie pas de loyer, ma seule chance est celle-là. Et qui m'a donné cette maison? Ce n'est pas moi, c'est mon père. Sinon, je ne sais pas où je vivrais. La situation est celle-là, je crois que c'est la situation du Brésil, ce n'est pas seulement la mienne. Alors je me suis dit « est-ce possible qu'elles me trouvent un boulot? » [rires] « Est-ce possible qu'ils me trouvent quelque chose? Est-ce possible qu'un emploi me tombe du ciel? » [rires] »

Dans l'ensemble des situations d'entretien auxquelles j'ai participé, l'exemple de Gertrudes, du fait de sa trajectoire en fort déclin, représente probablement le cas où il a été le plus difficile de tenter de dépasser le rapport de classe pour aller dans le sens d'une relation de confiance. En revanche, l'image qui est donnée correspond bien au contraste entre la présentation physique et vestimentaire d'une personne de classe moyenne modeste et l'état de délabrement du logement, le seul bien qui lui reste d'après elle.

Notre visite a été annoncée. Pourtant, lors de notre premier passage dans sa maison, personne ne répond. Alors nous laissons une lettre chez sa voisine qui nous confirme que le numéro du bandeau en tissus annonçant la distribution de messages téléphoniques (par exemple pour un anniversaire ou une occasion spéciale) est bien celle de Gertrudes. Puis une demi-heure avant le rendez-vous fixé pour 14 heures, nous arrivons juste après le déjeuner de Gertrudes. Elle nous ouvre et nous demande quelques minutes pour ranger sa maison.

La rue (asphaltée, avec trottoir) est surélevée par rapport à la maison d'un étage, qui se trouve au fond du terrain. Une station de bus se situe juste devant le portail métallique d'entrée. À gauche de la porte d'entrée se trouve une baraque en béton brut qui sert d'abri pour le chien, à côté duquel est stationnée une Fiat Uno. Le terrain est bétonné aussi, tout est gris et dans un état d'abandon. Enfin, elle nous demande de l'accompagner, en retenant le chien, et descend quelques marches irrégulières qui mènent à une petite porte faite de restes de bois et de cartons, qui coupent la vue sur la petite courrette servant de lavoir (l'aire de service est ornée de deux anciennes machines à laver semi-manuelles adossées au mur extérieur de la maison dépourvu d'enduit). C'est dans cette petite courrette qu'elle nous reçoit. Nous nous asseyons à une vieille table en formica entourée de trois chaises en métal. La maison est à peine composée d'un étage, et est faite de pierres. Gertrudes ne nous laisse pas entrer sous prétexte qu'elle était en train de ranger les affaires de ses fils, et que tout est éparpillé. Mais compte tenu des fenêtres donnant sur la cour, la maison semble comporter cuisine, chambre et séjour. Le peu de l'intérieur du séjour que nous percevons (un canapé et des rideaux en tissus) paraît mieux conservé que l'extérieur. En revanche, le cadre de la fenêtre de la cuisine a été récemment changé, le mortier n'a pas été enduit. Quelqu'un a accroché des sacs en plastique sur le cadre de la fenêtre, qui contiennent des cannettes vides en aluminium.

Gertrudes, dont l'apparence physique fait penser à un membre de la classe moyenne, bien que ses dents soient en mauvais état, contraste de façon frappante avec l'environnement dans lequel elle vit. Elle porte des bermudas beiges, une chemise de tricot à manches longues, des sandales en caoutchouc avec une petite décoration de perles et elle a une petite chaîne en or avec un dauphin autour du coup. Elle a des cheveux longs châains. Elle n'est pas maquillée.

Dans l'ensemble, cet exemple fait apparaître de façon particulièrement claire la nécessité de resituer les données dans leur contexte pour pouvoir les interpréter; notamment, la nécessité de tenir compte des conditions d'observation et du statut de l'observateur, voire de combiner plusieurs méthodes de recherche et/ou de pratiquer par exemple des entretiens à répétition (comme ce qui est prévu dans le cadre du projet). L'objectif est de tenter de construire une relation permettant de réajuster les statuts attribués respectivement et d'arriver à coproduire une reconstruction de la trajectoire moins orientée dans un certain sens, même s'il y a toujours reconstruction. Cela est encore plus important dans des pays comme le Brésil, où les relations entre les chercheurs en sciences sociales et les populations observées, notamment défavorisées, se caractérisent par une grande distance sociale et par une imperméabilité des statuts sociaux, qui se trouvent ainsi renforcées par les conditions mêmes de réalisation de la recherche.

La comparaison avec les deux autres exemples, issus du contexte français, permet de mettre plus particulièrement en exergue les avantages et limites respectifs de deux manières de faire de l'observation – sans prévenir la population observée et à découvert au sein d'une entreprise – et des rôles adoptés à cette occasion – bénévole et salarié(e) au sein de l'entreprise.

Contrairement à des magasins conventionnels, le prix n'est pas fixe dans ce magasin de fripes (II), mais il résulte en général d'un marchandage entre la caissière et le client. Mon rôle de bénévole m'a permis d'observer ces interactions, qui se sont déroulées en règle générale près de la caisse, et d'en comprendre les enjeux. Mais il a également fait apparaître les limites de ce statut puisque, d'une part, la caissière a essayé de m'en éloigner et, d'autre part, les clients m'ont demandé si je les enquêtais quand j'ai commencé à réaliser des observations systématiques sur la fixation des prix.

Lors de la fixation des prix, deux paramètres entrent en ligne de compte : 1 : la sincérité, le don d'acteur ou le degré de malice du client ; 2 : le jugement de la caissière qui fait varier le prix du vêtement en fonction de l'idée qu'elle se fait de la sincérité et de la solvabilité du client. Or, il est très difficile de se faire une idée du client : elle ne peut pas tirer de conclusions concernant l'appartenance de classe ou le niveau de vie des clients en se fondant sur leurs vêtements, car ils peuvent se vêtir « très bien » avec un petit budget (Wiseman, 1979). Et justement, toute la difficulté est là. Nous ne savons pas ce que « très bien » veut dire dans ce contexte : le client peut accéder à des vêtements de très bonne qualité à un prix très modéré. Est-ce qu'il s'agit alors plutôt de la composition de la garde-robe, de l'harmonie ou de la dysharmonie de l'ensemble, du style, des couleurs, des accessoires ? La caissière rencontre en effet les mêmes problèmes de catégorisation de la clientèle que nous rencontrons lorsque nous effectuons nos observations.

La phase de l'achat est très délicate puisque le seul caractère relativement objectif est la qualité du tissu et son degré d'usure. En revanche, même sur ce point, les clients peuvent formuler des contestations et essayer de relever des défauts pour faire baisser les prix. Les autres critères qui entrent en ligne de compte sont complètement subjectifs. Il faut que la caissière connaisse personnellement les clients pour pouvoir vraiment déterminer le prix « juste » pour la personne, compte tenu de la qualité de l'article ! D'où l'importance que nous devons accorder au fait de devenir un habitué pour réussir sa carrière de client.

Un cas extrême, mais qui démontre bien le conflit latent entre charité et commerce selon la catégorie attribuée au client, est celui de Jean-Pierre (un client sans domicile fixe, mais qui circule toujours dans le quartier, qui se fait domicilier au magasin pour pouvoir bénéficier de l'aide sociale et pouvoir recevoir son courrier) que Vanessa (la caissière, d'origine antillaise, d'une quarantaine d'années, mariée et mère de deux enfants) connaît personnellement. Ainsi, Jean-Pierre est le seul client qui profite d'un crédit total. Je n'ai jamais vu Jean-Pierre payer un objet qu'il emporte, bien qu'il fasse marquer ses dettes par la caissière sur des feuilles de papier libres gardées à côté de la caisse.

Vanessa ne montre aucun signe indiquant que l'on peut marchander, c'est au client de prendre l'initiative et de faire une proposition. Toutefois, à l'occasion d'un vol, elle a déclaré qu'elle baissait toujours le prix si une personne en difficulté le lui demandait. Elle a commenté la situation en disant : « Ce n'était pas la peine ! Je veux dire, elle aurait pu m'en parler. »

Les clients savent qu'ils peuvent marchander s'ils en ont besoin. Ce savoir se diffuse grâce à l'observation de l'exemple donné par les autres clients (Georges, 1994 : 67-68).

En effet, ces quelques extraits d'observation montrent la manière dont l'adoption du rôle de bénévole dans ce lieu, c'est-à-dire un statut proche d'une catégorie de clients venant régulièrement pour aider et pour rencontrer des ami(e)s, m'a permis d'observer des interactions caractéristiques de ce lieu et des formes de sociabilité possibles dans ce quartier socialement mixte, sans les modifier.

(III) Au sein de l'ancien opérateur public des télécommunications français, la négociation de mon statut d'abord avec les gestionnaires du siège, puis avec les responsables des centres locaux et, enfin, avec les opératrices m'a amené à définir une des trames de l'analyse du travail des opératrices du téléphone, c'est-à-dire les définitions sociales de la productivité. En effet, pour que je puisse saisir le point de vue des opératrices et me faire reconnaître auprès d'elles, il était essentiel que les gestionnaires de l'entreprise – mes supérieurs hiérarchiques en quelque sorte, outre ma directrice de thèse – m'accordent une certaine autonomie en tant que chercheuse. Ces derniers entendaient leur mission dans l'entreprise, surtout pendant la période de sa privatisation, comme la mise en œuvre des politiques de gestion du personnel d'exécution, axées sur une définition réductionniste de la productivité. Mais les catégories du « service rendu » et de la « productivité » permettent aux opératrices – catégorie subalterne dévalorisée au sein de l'entreprise tant au niveau du classement hiérarchique qu'au niveau du prestige entre salarié(e)s – d'obtenir des formes de reconnaissance auprès du client. Ainsi, manifester un intérêt certain pour leurs définitions du « service » était une manière d'accorder de l'importance à leur travail et de se rapprocher de leur point de vue. Cela était d'autant plus nécessaire puisque j'étais au départ identifiée dans les centres de renseignements locaux, repartis sur l'ensemble du territoire, comme quelqu'un venant de la direction, y compris par les chefs de centres et par l'encadrement intermédiaire.

En effet, les définitions sociales de la productivité sont un des enjeux centraux, non seulement lors de la négociation de mon statut (étudiante ou envoyée de la direction), mais également entre les différents centres de renseignements (mis en concurrence entre eux par la direction), entre leurs différentes catégories hiérarchiques (comme les chefs de centre, l'encadrement immédiat et les opératrices), et au sein de ces dernières, comme nous allons voir dans le cas du centre de Lariboisière. Ancien site de production et de réparation de postes téléphoniques qui a changé d'activité, celui-ci, ayant environ un an d'existence au moment des observations, a adopté un mode de gestion du personnel fondé sur l'entraide et l'apprentissage, qui repose notamment sur les échanges avec des opératrices qui ont été mutées à ce site, familières avec l'activité.

Ainsi, il arrive qu'un membre de l'encadrement, Christophe (l'agent de maîtrise qui a « monté » le centre avec le chef de centre), transmette le rendement individuel à une opératrice (Tania, venue du centre de Varenne, en région parisienne), pour l'encourager à ne pas transformer sa façon de faire, comme l'indique le dialogue infra. Mais l'effet recherché tourne presque à l'inverse, puisque l'opératrice semble craindre les réprimandes de ses collègues. Les doutes qu'exprime l'opératrice quant à son rendement très élevé en comparaison avec les autres montre les contradictions entre les différentes

dynamiques présentes au sein du centre. La production du service repose encore en grande partie sur la dynamique d'entraide qu'ont déclenchée les opératrices.

À Lariboisière, Christophe discute avec Tania dans le couloir devant l'affichage de l'évolution des résultats depuis un an (des effectifs, du trafic, etc.) à l'occasion du premier anniversaire du centre ; à cette même occasion, j'avais demandé des explications aux opératrices en train de fumer dans le couloir.

Christophe: « Tu sais qu'hier tu as percé le plafond ? »

Tania: « Vous me dites toujours des chiffres généraux ? »

Christophe: « 27 secondes en moyenne [de durée moyenne de la communication]. » Après le retour de Tania dans la salle, il me dira qu'elle a fait 560 appels dans la journée, les plus faibles opératrices se situant à 134 appels par jour, tandis que la moyenne d'entre elles atteint entre 200 et 300 appels dans la journée.

Tania: « J'ai toujours travaillé comme ça, j'y suis habituée. »

Christophe: « C'est ça qu'il veut le client, il ne veut pas attendre. »

Je suis en train de regarder les statistiques.

I.G. à Tania et à Christophe: « Et comment on sait ce qu'il veut, le client ? »

Tania: « Ça s'entend, à la voix. On l'a dans l'oreille, s'il est énervé, ça s'entend tout de suite. Ce n'est pas la peine de commencer à raconter sa vie. »

J'apprends qu'elle est venue de Varenne et je lui demande: « C'était comment à Varenne ? »

Tania: « C'était l'usine. »

Christophe commente: « À Paris, c'est autre chose. Il n'y a plus de service public là-bas, ça y est, ils ont intégré la logique. Ils travaillent avec beaucoup de CDD là-bas, dès qu'on a ça, on ne travaille plus pareil. »

Soulignons le décalage de point de vue concernant le sens que revêt la notion de « service public » pour l'opératrice et pour le responsable d'équipe: pour la première, il s'agit de l'expérience concrète de la façon dont l'utilisateur du service réagit pendant l'interaction; tandis que pour le second, la notion de « service public » renvoie essentiellement à un aspect statutaire.

La suite de l'interaction entre Tania et Christophe fait apparaître qu'un rendement relativement faible semble être considéré dans ce centre comme une garantie de pratiques d'entraide cautionnées par l'encadrement. Aussi cette opératrice craint-elle d'être objet de répressions de la part de ses collègues, s'ils apprenaient ses résultats. Indirectement, elle semble demander au responsable d'équipe de ne pas diffuser son rendement.

Tania: « C'est vrai que là-bas, ils sont beaucoup en avance par rapport à nous [en partant, un peu gênée]. Et ce n'est pas mauvais, par rapport aux autres, [elle devient un peu rouge, hésite à finir la phrase], je veux dire, je ne perturbe pas le résultat global ? »

Christophe: « Non, pas du tout. Et puis je sais qu'avec toi, ils auront de bons renseignements. [Après en se tournant vers moi] Et en plus je suis sûr qu'elle donne de bons renseignements, je n'ai pas de plaintes. »

Le comportement de cette opératrice montre à quel point elle fluctue entre ses différentes expériences: elle a encore l'habitude de réaliser un rendement industriel, c'est-à-dire de travailler vite, sans tenir compte de la dyna-

mique du groupe qui l'entoure – habitude caractéristique du mode de gestion du centre de l'Île-de-France d'où elle est venue. Cet échange entre une opératrice et un membre de l'encadrement montre à quel point l'objectif recherché (y compris par l'encadrement de base) est d'abord la cohésion du groupe : l'opératrice cherche à se rassurer auprès de l'encadrement en vérifiant que son rendement industriel ne constitue pas une pratique déviante par rapport au groupe (Georges, 2000 : 304-306)

Dans ces quelques extraits d'observation, l'opératrice s'adresse certes à son supérieur hiérarchique immédiat, un des membres de l'encadrement qui ont monté le centre ; mais elle se sert également de ma présence comme une sorte d'intermédiaire disposant à ses yeux d'une identité hybride. Je suis d'un côté interne, en étant non seulement proche de la hiérarchie, mais aussi l'alliée des opératrices – car je partage avec elles un certain savoir sur des réalités très diverses des différents centres (en l'occurrence, j'ai réalisé des observations dans le centre d'où cette opératrice est venue) – et d'un autre côté externe, en étant à la fois étudiante et stagiaire. De cette façon, les multiples facettes de mon statut au sein de l'entreprise m'ont permis d'explicitier le conflit latent autour de la productivité lors d'un dialogue entre un membre de l'encadrement et une opératrice. Mais, pour atteindre à une interprétation raisonnée, il est nécessaire de tenir compte du contexte global.

CONCLUSION

La comparaison de ces quelques exemples d'observation, participante ou non, en association avec d'autres méthodes de recherche, comme la réalisation d'entretiens biographiques, mais aussi des enquêtes statistiques et/ou des documents d'archives, a montré à quel point les modalités d'accès au terrain, le choix et la négociation du statut d'observateur constituent des données d'enquête intégrales et peuvent orienter la perspective de recherche adoptée. Cela est d'autant plus vrai dans des pays comme le Brésil, où la distance sociale entre les chercheurs et les personnes observées est généralement très grande, et où les différents groupes sociaux nourrissent souvent des préjugés importants sur les membres des autres groupes ; et comme les lieux de sociabilité et de contacts entre ces différents groupes sont de plus en plus rares, le rapport du chercheur à son objet est souvent teinté des formes plus ou moins explicites de « patronalisme » et/ou de charité. Plus particulièrement, au Brésil, les conditions de production de la recherche sont régies par l'argent, bien qu'en France ou dans les autres pays européens, les statuts des chercheurs(es), ainsi que les modes de financement de la recherche soient certainement en voie de diversification. Alors qu'en France, la production de connaissances générales et l'impartialité du chercheur, c'est-à-dire son indépendance financière et intellectuelle constituent un des fondements de la recherche publique, ceci est loin d'être la norme au Brésil. Bien que dans ce pays la recherche s'effectue en règle générale dans les centres de recherche attachés à l'université publique (enseignement de qualité de niveau élevé s'opposant aux facultés privées, d'une qualité très hétérogène), il est impensable de faire de la recherche en sciences sociales sans disposer d'un financement de la part d'un organisme public, d'une ONG, d'un institut de

recherche, d'un syndicat ou d'une entreprise privée. En outre, ce mode de fonctionnement permet d'améliorer de façon substantielle les salaires des enseignants-chercheurs dont les revenus sont relativement modestes en comparaison à ceux de leurs homologues travaillant dans les universités privées et, plus largement, à ceux des cadres du secteur privé. De plus, le fait d'avoir réussi à obtenir un financement au travers d'un appel d'offres constitue une manière d'affirmer son « professionnalisme » puisque la sélection d'un projet de recherche implique d'avoir vaincu la concurrence, et engendre souvent une plus grande facilité pour obtenir par la suite d'autres financements, la soi-disant « valeur » du candidat ayant déjà été prouvée. Ainsi, l'accumulation des tâches – production et gestion bureaucratique des projets de recherche et enseignement – par les chercheurs titulaires s'accompagne de la délégation d'une partie importante du travail de recherche proprement dite (comme, par exemple, la réalisation des entretiens, leur transcription et leur analyse partielle) à des assistant(e)s de recherche ou à des étudiant(e)s à qui sont alloués des vacances, missions et bourses diverses. Le chercheur se transforme en mini-entrepreneur avec les responsabilités et les contraintes qui y sont liées, autant pour l'employeur que pour ses employés. Par ailleurs, du fait d'une origine sociale plus élevée qu'en France, qui est d'un grand recours pour arriver à ce niveau de reconnaissance académique (étant donné les coûts élevés de l'enseignement secondaire privé de qualité), il n'est pas rare de rencontrer chez les chercheurs des ambitions professionnelles d'ordre politique et/ou syndical et un engagement militant, ainsi qu'une perspective interventionniste de type « recherche-action ». Les motivations des chercheurs sont donc prises dans une double logique. Elles alternent, d'une part, entre les formes d'altruisme, de charité et/ou de « patronalisme » plus ou moins affirmées et, de l'autre, des objectifs financiers, professionnels et/ou politiques.

Par conséquent, au Brésil, la réalisation d'observations, participantes ou non, n'a pas le même sens qu'en France. Dans ce cas, il s'agit d'identifier un statut « neutre » et ensuite de l'adopter, statut qui permet au chercheur, en fonction des conditions concrètes de déroulement de l'enquête, de se faire accepter au moins partiellement par la population observée, sans créer de conflits supplémentaires, ni modifier de manière significative la cohésion de l'ensemble des interactions observées. En revanche, au Brésil, une insertion dans le milieu observé nécessite tout d'abord une déconstruction fondamentale des antagonismes dus aux rapports de classe, processus qu'il n'est pas toujours possible de déployer. Par ailleurs, les différences de la division du travail – en France, l'accomplissement de la quasi totalité des tâches par le même chercheur, au Brésil, la répartition des tâches sur une équipe à statut variable (chercheur, assistants, étudiants, etc.) – rendent difficile une des procédures constitutives de l'observation, c'est-à-dire l'élaboration progressive des catégories d'analyse pertinentes. Ainsi la comparaison internationale du contexte sociétal plus large des conditions de production de la recherche, du fonctionnement du milieu académique et de ses implications sur le déroulement de la recherche permettent de faire apparaître la différence des outils et de leurs applications. Plus généralement, il paraît nécessaire de réaliser une certaine rupture avec la pratique académique brésilienne, de la contourner en partie ou, du moins, d'en connaître les enjeux, pour produire des connaissances intéressantes et nouvelles, qui ne reposent pas sur des généralités et des idées

reçues, connues d'avance. Dans le cas de l'observation, il ne s'agit pas de montrer que c'est une méthode plus « objective » que d'autres, mais que les résultats obtenus par elle, tributaires certes de leurs conditions de réalisation, au même titre que les autres méthodes des sciences sociales, voire des sciences exactes, peuvent amener à connaître des facettes peu connues des activités sociales, dans leur diversité.

Bibliographie

- Blumer, Herbert, 1969, *Symbolic Interactionism*. Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press.
- Briand, Jean-Pierre; Chapoulie, Jean-Michel, 1991, « The Uses of Observation in French Sociology », dans *Symbolic Interaction*, n° 14 (4), pp. 449-469.
- Demaziere, Didier et al., 2000, « Chômage: approches institutionnelle et biographique, Une comparaison Brésil, France, Japon », Paris.
- Fournier, Pierre, 1996, « Des observations sous surveillance », dans *Genèses*, n° 24, septembre, pp.103-119.
- Georges, Isabel, 1994, *Philanthropie et Commerce dans le XI^e arrondissement: le magasin d'Emmaüs*, Mémoire de Maîtrise de Sociologie, Université Paris-VIII.
- Georges, Isabel, 2000, *Travail et Trajectoires de femmes dans des emplois de télécommunications en France et en Allemagne*, Thèse de sociologie sous la direction de Margaret Maruani, Université Paris-VIII.
- Georges, Isabel, 2002, *Trabalho e Emprego: Comparação internacional entre trajetórias de atividade feminina (Alemanha, França, Brasil)*, Rapport intermédiaire de recherche, Fapesp.
- Guimarães Araujo, Nadya, 2002, « Por uma Sociologia do desemprego », dans *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, Vol. 17, n° 50, octobre.
- Peneff, Jean, 1995, « Mesures et contrôle des observations dans le travail de terrain », *Sociétés contemporaines*, n° 21, pp. 119-138.
- Peretz, Henri, 1998, *Les méthodes en Sociologie: l'observation*. Paris, La Découverte, coll. Repères.
- Wiseman, J.P., 1979, « Close encounters of the quasi primary kind, Sociability in Urban Second-Hand closing stores », dans *Urban Life*, April.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

La présente communication décrit trois cas de figure différents de la pratique de l'observation au Brésil et en France : l'observation associée à la réalisation d'entretiens où l'auteure a le statut de chercheuse agréée par un organisme gouvernemental ; l'observation participante clandestine où l'auteur se présente en tant que bénévole dans une association caritative et l'observation à découvert d'une organisation formelle où elle évolue en tant que salariée d'une entreprise. À partir de la comparaison de ces trois cas de figure, l'auteure montre comment les conditions sociales et sociétales de réalisation de la recherche en sciences sociales modifient les possibilités pour le chercheur(se) de se trouver un statut et de se faire accepter par la population d'enquête. En d'autres termes, ces conditions interviennent directement dans l'utilisation des outils de recherche, notamment en modifiant la signification de l'observation, participante ou non.

Este artículo examina de manera comparativa, tres casos distintos de la práctica de la observación en Brasil y en Francia. El primero se refiere a una observación, vinculada a la realización de entrevistas hechas en mi calidad de investigadora asociada en una institución gubernamental; el segundo es un estudio que se refiere a una observación participante clandestina, siendo una trabajadora voluntaria de una asociación caritativa y el tercero se trata de un caso de observación al descubierto de una organización formal,

como empleada asalariada de una empresa. En este artículo se muestra cómo las condiciones sociales y « societales » que se llevan a cabo en una investigación dentro del área de las ciencias sociales, modifican y condicionan las posibilidades del investigador para encontrar un rango y lograr ser aceptado, junto con sus herramientas y su aplicación; en particular cuando estas cambian el sentido de la observación ya sea participante o no.

The present paper describes three cases of the observation method in Brazil and in France: the case of the observation accompanying the interview conducting where the author has been ascribed the status of an investigator accredited by a governmental organization; the case of the hidden participant observation in a caritative association where the author played the role of a volunteer agent and the case of the participant observation in a corporation where the author has been assimilated to an employee. Through the comparison of these three cases the author shows how the social and « societal » conditions underlying the empirical investigations modify the researcher's possibilities to find a status and to be accepted by the observed populations. In other words, these conditions intervene directly in the use of research tools, namely changing the significance of the observation, be it participant or not.

Mots clés : Brésil, sociologie, observation, recherche, statut du chercheur

Palabras claves : Brasil, sociología, observación, investigación, estatuto del investigador

Keywords : Brasil, sociology, observation, investigation, researcher's status

REFLECTIONS FROM ONE LATINO FIELD : NOTES FROM RESEARCH AMONG CENTRAL AMERICANS IN THE UNITED STATES

CECILIA MENJÍVAR*

IN THIS PAPER I SHARE SOME REFLECTIONS about conducting fieldwork among Latin American immigrants in the United States. These observations are based on more than a decade of research in mostly Central American communities in different US cities, such as San Francisco, Los Angeles, Washington DC, and Phoenix. As a Central American immigrant myself and given the qualitative nature of my research, in each instance the interaction between my study participants and I has been central for the course of the research. Thus, given the significance of this interaction, it is important to note not only what was said, but also to whom and in what context. As Renato Rosaldo (1993 : 169) points out, « In discussing forms of social knowledge, both of analysts and of human actors, one must consider their social positions ». What are the complexities of the speaker's social identity? Does the person speak from a position of relative dominance or relative subordination?

My relations with my study participants have been undoubtedly shaped by the power dynamics between the researcher and the researched, as « the analyst's position depends, in part, on the interplay of culture and power » (Rosaldo, 1993 : 193). But linked to my researcher's persona, my own social positions, as dictated by multiple social characteristics, experiences, and trajectories, have deeply affected the dynamics of such interactions. In this sense, my different identities preclude a single, unified person, and instead I, as the knowing person, am composed of different social identities that I deploy dissimilarly given the particular moment and interaction during the collection of data. I am a woman, a mother, a researcher, a Salvadoran, and an immi-

* Associate Professor, School of Justice Studies, Arizona State University (menjivar@asu.edu).

grant, to name only a few of my social positions. Consequently, as a researcher I simply cannot be a detached observer looking neutrally at the social reality before my eyes. My overlapping membership in the distinct communities of birth, residence, education – to name a few – means that when I observe as a social researcher I will do so through these different lenses.

At the same time, the people in my studies are not neutral participants either. Just as I am, as a researcher, a « positioned subject » (Rosaldo, 1993), my study participants are also analyzing subjects. As human beings engaged in an interaction, my study participants and I are not blank slates. Their reactions to my presence are very much informed by my own social identities and positions, and thus, in the act of doing research we engage in a relational interaction. The knowledge that is produced is very much the result of this interaction, and it is intimately linked to the interpretation of each other's positions, or as Rosaldo (1993 : 207) refers to it, « the interpretation of cultures. » It is in this light that I provide these reflections of how my own positions and identities might have influenced my relationship with my study participants, and thus, shaped the nature of the data I gathered, the analysis, and my writing.

Before I engage in this discussion I must make an observation regarding reflexivity and self-disclosure on the part of the researcher. Briefly, in the United States the civil rights movement and the emergence of political movements responsive to internally oppressed peoples in the 1960s and 1970s led to an interrogation of the canons of disciplinary teaching and research. By bringing to the center of the analytical plane the concerns of groups whose voices were marginal at best, this shift provided an impetus for academics to take a critical position, not only of society itself, but also of their disciplines. In the field of ethnography, this has translated into debunking the myth of the detached, objective observer and replacing it with a politically conscious academic who can no longer remain impartial. This shift, of course, is not completed and the crises it has produced continue to the present. But in the process, social analysis has been reshaped and the questions academics pose and how they decide to answer them (methodologically and substantively) have also changed significantly.

At the same time feminist researchers have been advocating for special research strategies that require listening carefully to subtleties, attitudes and feelings, as crucial aspects of women's lives are usually overlooked in social surveys (Reinharz, 1992). These researchers propose a feminist ethic and commitment to egalitarianism in research, which includes intimacy and self-disclosure (See Oakley, 1981). This distinct model for research involves developing a relationship with the subjects and treating them as valued individuals and not merely as data providers, immersing oneself in the social setting, and aiming for the intersubjective understanding between researchers and those studied (Reinharz, 1992). This approach also includes the option of downplaying one's professional status when studying people who may distrust professionals and in this way fostering trust between themselves and those being studied (Reinharz, 1992). In this way, even those who come from relatively powerless groups may feel empowered to be able to ask questions and obtain information from the researcher (Webb, 1984). Obviously, this

approach stands in sharp contrast to the detached, hierarchical nature of doing research in a more « scientific » tradition.

In the spirit of this tradition, at this point some self-disclosure on my part is in order. I was born and raised in El Salvador in a middle class environment. I was educated in an all-girls private Catholic school, and my family has had the means to live very comfortably. My migration to the United States was in part precipitated by the civil war that raged in El Salvador from approximately 1980 to 1992. In my last year of high school it seemed more and more dangerous to enter college, as the main university campuses were the locus of much political action and, thus, repression on the part of the government. Thus, immediately after I finished high school, my family facilitated (and urged) my departure for the United States to attend college. Thus, in many ways my migration experience was quite dissimilar from that of most of the Central Americans I have studied, as I migrated legally, never traveled the dangerous routes they do in order to reach the United States, never lived in the neighborhoods they come to inhabit, and have continued to travel extensively after migrating.

My first few months of university life in the United States were dedicated to learning English, as I had some familiarity with this language from traveling annually to the United States for vacation, but I needed language instruction in order to enroll in classes. Thus, like many immigrants, my first months in the new country were spent learning the language and disentangling the cultural ropes of the new environment. However, unlike most of the immigrants in my studies, I did not have to work, and could dedicate myself entirely to my studies. After finishing one degree, I continued on to earn a postgraduate degree and then another, so that since my entry in college upon arrival in the United States I never left the academic environment. In fact, in contrast to the experience of many US colleagues who have had to hold less remunerated non-academic jobs occupations to support themselves, I have never held a job outside of academia. Undoubtedly, my work trajectory and my academic immersion reflect my relatively privileged social class position, particularly in relation to the immigrants in my studies, and shape in countless ways my own views and interactions with them in the field.

There is much I have shared with the participants in my studies, however. In addition to a common language, an immigrant background (though dissimilar in many ways) and the nostalgia of living in a foreign environment, I have been able to effortlessly navigate the cultural terrain of their daily lives. I easily understand cultural subtleties, jokes, and references to a particular place and date and can, of course, engage in conversations that might be misunderstood by an outsider. I do not doubt that this common ground and identification promoted meaningful conversations with my study participants. And herein lies an interesting paradox of my persona as a Salvadoran and as a researcher. From the beginning of my studies I knew that I would be crossing different borders, of gender, age, class, education, background, and later on, when I began doing research in Guatemalan communities, those of nationality and ethnicity as well. Thus, I knew that I would be simultaneously an « insider » and an « outsider ». But my Salvadoranness (not only my nationality, but the sociocultural codes that I inherited from having been born and raised in El Salvador) positions me in the place of a « native » when

I do research among Central Americans. Thus, I could only distance myself to a certain degree. Similar to Dorinne Kondo's (1986) experiences conducting fieldwork as a Japanese-American in Japan, I have often felt pressured to conform with certain norms more fully than would outsiders. Because of my study participants' cultural expectations about me, a person who looks like them and speaks their language – literally and culturally – they have compelled me to act as a native, as fully one of them. This has both enabled and constrained what I have been able to do in the field.

I am perfectly aware that my « nativeness » gave me numerous advantages in the field, as I was able to gain rapid entry into my study participants' social worlds, something outsiders would have found more difficult to do. However, similar to Kondo's experiences, the same « nativeness » that allowed me to gain quick entry and easily establish rapport with my study participants has simultaneously hindered my data collection in other respects. I could not ask questions that would have been inappropriate given certain cultural expectation regarding age, gender, or other social hierarchies. In many instances I could not cross certain delicate status lines. Thus, like in Kondo's case, I constructed social knowledge through different power relations that involved different degrees of distance, so that in the process of knowing, different parts of my persona were deployed and, as such, these have represented multiple sources of knowledge in my work.

In what follows I provide a discussion of the different social positions that have been prominent at different points in the studies I have conducted. Obviously I do not deploy each of these social positions alone, as it is the combination of all and how they are articulated at different times and places that bear upon the knowledge that I generate with my research. Together they should give the reader a sense of my framework, of my persona, and how this shapes my interactions in the field. Moreover, the discussion I present here does not encompass all the possible identities that have shaped my research. We cross several boundaries in our daily lives, some of which are more formal and determined, such as the ones I will reference below, others less so. Borders to cross arise from particular intersections, experiences and moments in one's life course, and not only from the more formal determinants such as gender, class, and race (Rosaldo, 1993). Life and death produce distinctive experiences that often provide a common ground in human interaction through which we are able to connect and establish meaningful relationships with others, including during fieldwork. For instance, I became part of the « community » of mothers when my son was born and the « community » of the bereaved when my parents and aunt passed away. There are many other « communities » of which I am similarly a part that lie at the core of other identities I possess.

The objective of the research I report in the following sections was generally to examine the social processes of the migration of Central Americans in the United States. I conducted field research among Salvadorans in San Francisco from approximately 1989 to 1994, among Guatemalans in Los Angeles throughout 1995, with Salvadorans in Washington DC from 1996 to 1997, and with a mix of Salvadorans, Guatemalans, Mexicans, and Cubans in Phoenix from 1998 to 2001. These studies have allowed me to write about social and kinship networks and family dynamics, intergenerational and gen-

der relations, transnational activities, and these immigrants' perceptions of the church and religion in their lives. In each study, I have used a combination of archival data, intensive interviewing and participant observation; in two of the four studies I have conducted trained graduate students in ethnographic data collection have aided me. The duration of the interviews and of participant observation, where an interview and participant observation took place, how the information was collected (tape-recorded, notes), and who else could be present during an interview, were just a few of the practical details of data collection that were affected by my different social characteristics (and when I worked with research assistants, by those of my assistants as well).

GENDER

One of the most salient identities that has shaped the course of my research and the kinds of data I have collected is the fact that I am a woman. Of course this does not occur in the absence of other characteristics I possess, but in this section I will attempt to isolate the effects it has had on my research activities. I will describe specific moments from the field to illustrate.

In the study I conducted among Salvadorans in San Francisco (Menjívar, 2000), whenever possible I spent time with the people I studied, such as accompanying them on errands and to visit family members and acquaintances. I visited people in their homes and simply « hanged out » in the places they conducted their daily lives. But because of my gender I could not accomplish this objective in the same way with men and women.

I would easily stop by my female study participants' homes, spend time with them alone in their homes (even in their rooms), and give them rides in my car to different places they needed to go. I simply could not establish the same kind of rapport with my male informants. I could not invite them to eat at a local restaurant or talk with them in their own rooms like I did with women. But I had to interview men and women separately because almost invariably the women and the men expressed themselves differently when they were in the presence of other people, particularly of people from the opposite sex. I could not do this easily with men, as I had to look for less intimate spaces, such as an office I used during the course of fieldwork, to speak with them alone lest our conversations would be misunderstood as invitations to romance. Sometimes I would speak with the partners, husbands, or brothers of the women I was visiting, or would participate in a conversation that included men. At a food distribution program where I contacted several of my study participants I also spoke with men. In approximately four years of fieldwork, only once I had coffee with an informant in a local restaurant, and after having established a friendship with a group of four politically-active men who shared a house (and who thought of themselves as « liberated »), did I interview them.

Another area in which my gender was salient was in the course of conducting an interview. Some researchers argue that interviewing is particularly suited to female researchers, as they perform an activity women are socialized to do, at least in Western societies (Reinharz, 1992). Indeed, Kathy Charmaz (cited in Reinhartz 1992) observes that interviewing draws on the « feminine role, » that of an understanding, receptive person who is able to

talk about the other person's feelings in a non-threatening way. When I interviewed women I simply carried on a conversation; they would ask me questions almost as much as I did, and even though I based my inquiry on a set of open-ended questions from a semi-structured interview schedule, I did not look at it often during the interview. This happened in particular when the women would expand on a topic and become very involved and even emotional in their account (Menjívar, 1999a, 2000). During these moments I found it insensitive to look down at a questionnaire to continue with the next question. However, with the men I would do exactly the opposite. The people I studied in general, but some of the men in particular, appreciated the fact that I showed sincere interest in what they had to say, that I was receptive and even wanted to hear more. For many of them our conversations were the only opportunities they had had since arriving in the United States to vent their worries, their preoccupations, their fears, and often the conversations would be filled with emotion. An elderly man I interviewed told me, at the end of a three and one-half hour conversation, that this had been the first time in more than a year that he had actually sat down to speak about his views of life in the United States. Because one part of the interview included personal questions about marriage and relationships, whenever I got to this point, I would make sure to look at the interview schedule and read the questions when I was interviewing men, so that they would know this information was something I needed for my study, that I was not simply guided by more personal curiosity or interest.

Therefore, I am aware that my closeness with my female study participants generated data I could not obtain from male participants, but I could not risk « ruining » my reputation in the field, as I was known as a compatriot who was doing a study, and getting too close to men would have been detrimental to the study. When moving in a cultural field where orthodox gender ideologies demarcate strict boundaries between men and women and their field of movement, as a « native » I was obliged to behave according to a distinct set of cultural expectations that the people I studied had of me.

CLASS BACKGROUND

But, as Catherine Riessman (1987) observes, gender is not enough. Accessing women who come from a lower class or educational background may be as difficult for a native as for a non-native, or as difficult as accessing men by a woman. Differences based on other social demarcations must be overcome if one needs to access a wide range of respondents. Like Ruth Horowitz (Horowitz in her study of Chicano gangs points out, differences by other forms of social differentiation, such as class, sexual identity, marital status, and life style must be overcome in order to reach a diverse range of women). Trust and bonds should be earned, and in my case, it was with both men and women, of different social strata.

At first I was afraid that differences in educational levels, but mostly class differences (both in El Salvador and in the United States), would create a barrier between the people I studied and I, and we would be unable to converse genuinely. Despite my trepidation about crossing class lines, I was surprised by the openness and the ease with which my study participants spoke to

me about their lives. Only after conversing at length with them did I realize that there were class-bound aspects of their lives that were alien to me. My worries about the obstacle that our class differences would represent often were dissipated when my informants would joke and tease me about my inadequacies in dealing with the hypothetical situations they would sometimes pose to me, which were all too real in their daily lives – both past and present.

Often my study participants invited me to share with them the little they had, and occasionally I was asked to attend a special event, such as a wedding, a baptism, a birthday party, or even a funeral (Menjívar, 1999a, 2000). Sometimes they would invite me over to their homes when they had prepared a special Salvadoran dish that I had mentioned I particularly missed. On one occasion, a female study participant had prepared pupusas (thick tortillas filled with cheese, pork meat and/or beans), and as I was about to leave, she handed me three wrapped in foil paper. She was concerned that since I lived « around Americans » I would become nostalgic for these Salvadoran delicacies. Over the course of our meals my informants would talk about their life both in the United States and in El Salvador, and would take these opportunities to ask me about my own life. Something that always puzzled them was that even though I spoke English, had legal documents, had several years of graduate education, and « worked at the university, » (at that time) as a research assistant, I was not making much more money (and sometimes even less) than they were. A perceptive woman explained to me that I had found such a warm reception because some of my respondents probably expected me to reciprocate at some point in the future. They did not necessarily want something material, just a friendship with someone from a higher-class background. Indeed, some asked me for favors that needed immediate attention, whereas others asked me for longer-term commitments, such as being the god-mother of a child, an obligation that I gladly accepted.

My initial trepidation about the obstacles that my social position might have presented eventually dissipated. By this I do not mean to naively dismiss the importance of social class differences and the dissimilar power relations that they generate, for no matter how close I got to the people I studied neither them nor I could shed our social class position off. I am sure that there were certain subtleties I missed or information that was not revealed to me precisely due to differences in social class position or educational level. But field research was made possible by my rapport with my informants, which I believe created an environment for sincere interactions and candid conversations both ways.

NATIONALITY

My research on Latin American immigrants has not been limited to Salvadorans alone, as I have also conducted research among Guatemalans (Menjívar, 1999a, 2002a, 2002b) and among Cubans and Mexicans as well (Menjívar, 2001, 2003; Menjívar and Bejarano forthcoming; Skop and Menjívar, 2001), though in the last instance it was with the assistance of a research team (Menjívar et al., 1999), thus my presence as a direct observer was rather limited. But when I was in the field in the studies that included non-Salvadoran immigrants I became more fully aware of my own nationality

and, thus, the data I collected was shaped by this position. To outsiders a researcher of Latin American origin should find it relatively easy to study immigrants from Latin America. But precisely because I am of Latin American origin, my Salvadoran nationality became relevant for the Latin American immigrants I studied, and I have no doubt that their knowledge of my nationality shaped how they reacted to my presence and to my questions. But perhaps it was the closeness of our nationalities that mattered, as I, a Salvadoran, was interested for instance in what Guatemalan immigrants had to say about their lives in the United States. Because I was not interviewing Salvadorans in Los Angeles when I interviewed Guatemalans and when I introduced myself I would explain that I was doing research only among Guatemalans, some of the Guatemalans might have wondered why I did not simply go and talk to my « own people. » In fact, some Salvadorans I met during the course of this study asked me just that ; some were a bit offended that I was not interested in talking with them. But I would explain that this time it was Guatemalans I needed to talk to, since earlier I had done a much more involved study with Salvadoran immigrants.

The Guatemalans would recognize a different accent and immediately ask me where I was from. To my response some would say, « Oh but you don't speak like a Salvadoran, » or « You don't look like a Salvadoran, » or « I wasn't sure whether you were one or not. » In their own mind they were perhaps trying to distance me from the Salvadorans with whom they come into daily contact (and letting me know about it) because it is with Salvadorans that they often marry, with whom they have children, with whom they live and interact, with whom they commemorate an independence day, with whom they pray in temples and churches, and with whom they celebrate religious festivities and holidays. At the same time, it is with Salvadorans with whom they compete for jobs or for housing, and with whom they fight for the meager resources in the often-impoverished neighborhoods in which they live. So my study participants, in a gesture that was meant well, tried to separate me from those Salvadorans with whom they often have a close and complex relationship, so as to see me as a person with whom they could talk openly. Thus, even though I was doing research among people of a nationality very close to my own, among whom I often felt like a « native, » I am certain that there were points of view, perspectives, and other information that I simply could not access because, paradoxically, of the very aspect of my life that would bring me closer to them.

OTHER HIERARCHIES

It has been observed that when feminists research men or institutions with considerable power, or in general « study up, » they are likely to demand less (Reinharz, 1992), that they are reluctant to make demands on people of greater social status or power than the researcher. This situation can arise in a range or diverse contexts and hierarchies. For me, it came up when I studied immigrants' relationship and perception of the church in their lives (Menjivar, 1999b, 2001, 2003). I visited Evangelical churches, attended services in these temples, and interviewed male pastors easily and without any major concerns. Except for sometimes asking me to consider my own conver-

sion to their religion, I was never faced with any personal questions when I collected data in these churches. I had a very different experience when I conducted fieldwork in Catholic churches and interviewed Catholic priests. Because I am Catholic there were some questions, some events, some moments that I had a difficult time recording or observing for the purposes of a study. I was raised Catholic in a Latin American setting, where priests command more authority than these religious workers do in the United States, and where they are respected and almost never questioned about their professional activities. From this position, did I really have a right to question and probe what a Catholic priest tells me? Sure I was a researcher and consciously this was the persona I deployed in my interviews with the priests, but was I not a Catholic first, had I not received most of the sacraments before I became the researcher that now is probing the priests for answers for a « scientific » study? This issue was perhaps exacerbated because in the study I conducted in Washington DC (Menjívar, 1999b) the priests I had to interview were Salvadoran like me, and in a casual manner they would ask me something that would remind me of my identity as a Catholic, like whether I had already baptized my son or if I was going to attend a particular religious celebration. Perhaps a non-Catholic person (or even a Catholic not raised in Latin America?) would have seen no reason for any trepidations about asking priests to explain exactly what they mean by something, or « playing devil's advocate » and ask them to consider hypothetical negative consequences for their actions. But as a person who was raised in a deeply Catholic family and in an environment where the Catholic religion and culture often overlap, I did. From my position as a Catholic priests command great authority and respect and are linked to eternal questions and spiritual realms, and even though I was perfectly aware that they were, like other study participants, subject to my research questions, something precluded me from fully demanding answers from them.

Something similar occurred when I conducted participant observation during Catholic celebrations, particularly in masses. Very often I had to pause and remind myself that I was attending a mass as a researcher, not simply as a Catholic, that I had to « observe » a familiar, intimate event but from a different position and through the lens of my research persona. I have attended countless masses in my life, including the obligatory daily masses of my childhood and adolescence, so being in this utterly familiar environment trying to keep a distance in order to « observe » was not easy. Interestingly, this exercise allowed me to reflect on certain aspects of the ritual that I had never seen before, even though I had wondered about the usefulness of attending a ritual I knew by heart for my study. The only thing I simply could not do was to take extensive notes during a mass.

I am well aware that I did not collect certain types of information that an outsider could have easily collected since from my own social position I could not make too many demands from the Catholic religious workers. At the same time, being Catholic (and perhaps Salvadoran in the cases I interviewed Salvadoran priests) opened doors and provided me with quick and easy access to these religious workers and even to other kinds of information that perhaps an outsider could not have recorded.

FINAL OBSERVATIONS

As should be clear from these reflections, the process of knowing and analysis can be done either from up close, as in the case of a native, or from a distance, either as a near native or as an outsider. Both are equally valid and produce important, yet different, knowledge that either one could not generate alone. Doing research from one of these positions alone may accomplish much, but too severely restricts what might otherwise be legitimate sources of knowledge for the study of social dynamics. Furthermore, as demonstrated above, the demarcation between an « insider » and an « outsider » is not always clear-cut, as researchers who are insiders in one respect may very well be outsiders in multiple others. The important aspect of reflecting on one's position vis-à-vis our research is that it allows us to rethink objectivism, and as Rosaldo (1993) points out, to go beyond being social analysts to become social critics.

Although I have separated some of my social positions here for the purpose of the discussion, I want to reiterate that it is the confluence of all impinges on the observations I have made, the data I have collected, and the analysis I have conducted. Each identity makes a part of me, and as Kondo (1986) observes, the process of knowing takes the whole person. In this sense, rather than trying to remain detached and « objective » one should explicitly recognize each of our identities as potential avenues of knowing, as legitimate sources of knowledge. This kind of positioning and the research conducted, therefore, can lead to building new theories and explanations, in particular unveiling forms of oppression and inequality that may remain hidden to a more « scientific » detached observer.

My background and multiples identities created differential power relations that shaped the nature of my exchanges with my study participants. No one entered the interactions we had as blank slates, as we reacted to each other from our multiple social positions. A shared nationality or ethnicity and language helped somewhat to counter – not to erase – important differences and to give me quick access to the groups I have studied. Furthermore, perhaps because my study participants and I were all in a foreign land, I was perceived as someone who could at least understand, if not share, their experiences. However, because of our proximity, those same characteristics that were key to my research also constrained me from obtaining certain kinds of information.

The tradition of self-disclosure is intimately linked to engagement and political consciousness and advocacy for the people we study. Thus, I have taken part in the immigrants' lives. I have tried to contribute to improve their lives in various ways, both with the knowledge I have gained through my research and as a researcher in the field. In the studies I have conducted among immigrants, it has not been possible (or desirable) to keep distant or to abide by principles of detachment and neutrality. I have encouraged and then transported pregnant women – many of them undocumented – to sign up for prenatal or other forms of medical care. I have helped some to locate suitable resources and to fill out the necessary paperwork, at the very moment when politicians were attacking immigrants for supposedly draining the state of resources. I have helped to translate documents and to fill out immigration forms. I have given rides to my study participants and their families and

friends. Occasionally I have even provided job contacts. In sum, my role as a researcher has become an informal one, as my study participants' networks temporarily expanded to include me as a potential source of assistance. Beyond the personal level, I have also organized an informational fair to provide immigrants with information about community resources (using as a guide to organize it my study participants' concerns about information they needed in their daily lives) and have provided interviews and statements used in various forums to help improve conditions for immigrants. In this way, in my mind, I have contributed from my own position and in the measure that my resources allow, so that the immigrants represented in my studies can live more dignified lives. Certainly, I have not remained detached.

References

- Horowitz, Ruth, 1982, *Honor and the American Dream: Culture and Social Identity in a Chicano Community*. New Brunswick, NJ: Rutgers University Press.
- Kondo, Dorinne, 1986, « Dissolution and Reconstruction of Self: Implications for Anthropological Epistemology », dans *Cultural Anthropology*, 1, pp. 74-88.
- Menjívar, Cecilia, 1999a, « The Intersection of Work and Gender: Central American Immigrant Women and Employment in California », dans *American Behavioral Scientist*, 42 (4), pp. 595-621.
- Menjívar, Cecilia, 1999b, « Religious Institutions and Transnationalism: A Case Study of Catholic and Evangelical Salvadoran Immigrants », dans *International Journal of Politics, Culture and Society*, 12 (4), pp. 589-612.
- Menjívar, Cecilia et al, 1999, *Contemporary Latino Migration to the Phoenix Metropolitan Area*. Report presented to the Center for Urban Inquiry, Arizona State University.
- Menjívar, Cecilia, 2000, *Fragmented Ties: Salvadoran Immigrant Networks in America*. Berkeley, University of California Press.
- Menjívar, Cecilia, 2001, « Latino Immigrants and Their Perceptions of Religious Institutions: Cubans, Salvadorans, and Guatemalans in Phoenix, AZ », dans *Migraciones Internacionales*, 1 (1), pp. 65-88.
- Menjívar, Cecilia, 2002a, « The Ties that Heal: Guatemalan Immigrant Women's Networks and Medical Treatment », dans *International Migration Review*, 36 (2), pp. 437-466.
- Menjívar, Cecilia, 2002b, « Living in two worlds?: Guatemalan-origin children in the United States and emerging transnationalism », dans *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 28 (3), pp. 531-552.
- Menjívar, Cecilia, 2003, « Religion and Immigration in Comparative Perspective: Salvadorans in Catholic and Evangelical Communities in San Francisco », « Phoenix and Washington D.C. » dans *Sociology of Religion*, 64 (1), pp. 21-45.
- Menjívar, Cecilia and Cindy Bejarano, forthcoming, « Latino Immigrants Perceptions of Crime and of Police Authorities: A Case Study From the Phoenix Metropolitan Area », dans *Ethnic and Racial Studies*.
- Oakley, Ann, 1981, « Interviewing Women: A Contradiction in Terms » dans Helen Roberts (ed.), *Doing Feminist Research*. London: Routledge and Kegan Paul, pp. 30-61.
- Reinharz, Shulamit, 1992, *Feminist Methods in Social Research*. Oxford, Oxford University Press.
- Riessman, Catherine, 1987, « When Gender is Not Enough: Women Interviewing Women », dans *Gender & Society*, 2 (1), pp. 172-207.
- Rosaldo, Renato, 1993, *Culture & Truth: The Remaking of Social Analysis*. Boston, Beacon Press.

Skop, Emily and Cecilia Menjivar, 2001, « Phoenix: The Newest Latino Immigrant Gateway »? dans *Association of Pacific Coast Geographers Yearbook*, 63, pp. 63-76.

Webb, Christine, 1984, « Feminist Methodology in Nursing Research », dans *Journal of Advanced Nursing*, 9, pp. 249-256.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

Fondé sur plus d'une décennie de travail de terrain auprès des communautés d'immigrés centro-américains dans différentes villes des États-Unis d'Amérique, l'auteur présente une réflexion sur ses relations avec les personnes qui y participaient. Elle analyse la façon dont ses multiples caractéristiques, expériences et trajectoires ont profondément affecté la dynamique de ces interactions. Paradoxalement, les mêmes caractéristiques qui rendent facile l'accès à un groupe ou à un individu peuvent empêcher la collecte d'information sur ce même groupe. En soulignant les différences et les similitudes entre chercheur et enquêtés, l'auteur conclut que les chercheurs utilisant les démarches qualitatives, loin d'être neutres, sont engagés dans l'acte même d'investigation. Dans ce sens, les caractéristiques personnelles tant du chercheur que des enquêtés informent la nature des données obtenues, l'analyse qui en est faite et, en dernier lieu, le produit écrit.

Basándome en más de una década de trabajo de campo en comunidades de inmigrantes centroamericanos en diferentes ciudades de EEUU, en el presente trabajo reflexiono sobre mis relaciones con las personas que han participado en dichos estudios. Relato como mis múltiples características, experiencias y trayectorias han afectado profundamente la dinámica de dichas interacciones. Paradojicamente, las mismas características que facilitan

acceso a un grupo o individuo pueden impedir la recolección de datos en ese grupo. Subrayando diferencias y similitudes entre los participantes en mis estudios y yo, propongo que lejos de ser investigadores neutros, investigadores que utilizan metodologías cualitativas son actores comprometidos en el acto de la investigación y por lo tanto, las características personales tanto de la investigadora como de los estudiados afectan la naturaleza de los datos, el análisis y lo que se escribe.

Based on more than a decade of research in Central American immigrant communities in different US cities, I share reflections about my interactions with study participants in the different communities I have studied. I recount how my multiple social characteristics, experiences, and trajectories have deeply affected the dynamics of such interactions. Paradoxically, those same characteristics that might facilitate access to a particular individual or groups can simultaneously hinder data collection among the same group. Highlighting differences and similarities between my study participants and myself, I argue that far from being a detached observer, the qualitative researcher is engaged in the act of conducting research, and thus, personal characteristics of both the researcher and the researched shape the nature of the data gathered, the analysis, and ultimately what is written.

Mots clés : États-Unis, villes, immigrés, centraméricains, démarches qualitatives

Palabras claves: Estados Unidos, ciudades, inmigrantes, centroamericanos, metodologías cualitativas

Keywords: United States, cities, immigrants, centroamericans, qualitative research

LA INVESTIGACIÓN SOCIAL EN ARGENTINA Y EL COMPROMISO DEL INVESTIGADOR: CONTRADICCIONES Y DESAFÍOS

MARÍA TERESA SIRVENT*

EL PROPOSITO DE ESTE ARTICULO ES PRESENTAR algunas reflexiones metodológicas sobre la Investigación Participativa y el compromiso social del investigador sobre la base de nuestras experiencias de investigación en Argentina.

Todos sabemos que no podemos debatir cuestiones de investigación científica en un vacío histórico. Las preguntas claves de una política científica sobre qué se investiga, para qué/quién se investiga y cómo se investiga cobran sentido en un contexto de descubrimiento que da cuenta de los factores socio-políticos, institucionales y académicos que sirven de anclaje a las decisiones del investigador. La investigación es una práctica social anclada en un determinado contexto sociohistórico.

A partir de los sucesos del 19 y 20 de diciembre del 2001 en Argentina¹, nuevamente la realidad sorprende y desafía todos los más exquisitos pronósticos de los científicos sociales.

Como investigadores sociales estamos ante un contexto social² que desafía nuestro conocimiento, nuestros interrogantes y el sentido de nuestra tarea de descubrimiento. Cuando hacia fines del año 2001, se hablaba de catástrofe social y de patologías colectivas surgen nuevas formas de protesta social y de movimientos sociales que desafían nuestras categorías teóricas y nos introducen en un nuevo y desafiante tiempo histórico. Nos preguntamos: ¿Qué pueden hacer los investigadores con relación a los movimientos sociales en el contexto histórico presente de Argentina? Y fundamentalmente, los investigadores sociales que como en el caso de nuestro programa de investigación³

* Profesora titular del Departamento de Ciencias de la Educación de la Facultad de Filosofía y Letras de la UBA. Investigadora del Instituto de Investigaciones en Ciencias de la Educación de la Facultad de Filosofía y Letras de la UBA.

siempre hemos concebido la investigación social y educativa con una doble intencionalidad: por un lado el generar un conocimiento de alto nivel y relevancia científica a la vez que comprometido con las luchas sociales por una sociedad más justa e igualitaria.

Decíamos hasta hace poco tiempo, que la investigación educativa debía tener como unos de sus propósitos generar un conocimiento científico de denuncia de las situaciones problemáticas en educación que como resultante de las políticas neoliberales y neoconservadoras, profundizan el círculo de la injusticia social y de la pobreza para la mayoría de la población.

Hoy, me atrevo a decir que desde una concepción totalizadora de educación permanente que trasciende la escuela y abarca todos los aprendizajes sociales a lo largo de la vida de una población, debemos intentar develar también estos procesos de aprendizaje social y de educación popular que se están dando en los nuevos movimientos sociales en Argentina. ¿Qué se aprende? Y ¿Cómo se aprende? Son preguntas que emergen a cada momento en nuestro trabajo cotidiano buscando por respuestas científicas que apoyen acciones de fortalecimiento del impacto educativo de la participación y la militancia social. Como expresó el Movimiento de Barrios en Pie: « Hemos aprendido mucho en esa gran escuela que es la lucha en las calles...»⁴

Vivimos una cultura popular y cotidiana donde se confrontan, se tensionan las fuerzas de la resistencia y las fuerzas de la aceptación. Es el campo de la cultura popular percibido como uno de los escenarios de la lucha a favor y en contra de una cultura de los poderosos. Es la cultura popular analizada como el ruedo del consentimiento y la resistencia. Esta complejidad se nos aparece en nuestro día a día. En uno de los documentos del Movimiento Barrios de Pie se dice con relación a las acciones de educación popular del Movimiento: « (...) la educación popular (...) es desnaturalizar este modelo injusto de dominación hambre y pobreza »⁵. Signos y pistas que debemos fortalecer con nuestras « armas » del método científico en procesos de investigación colectiva y de educación popular y permanente que apoyen el avance hacia una articulación mayor. Hay una mayor sensibilidad y reconocimiento de la necesidad de participar.

Aparece nuevamente la posibilidad de una participación organizada en la sociedad argentina donde, según nuestras investigaciones (Sirvent, 1995, 1999a) una historia social y política del país y la cruenta dictadura militar han dejado sus huellas en nuestra manera de « ver » la realidad, inhibiendo no sólo la participación social sino incluso, ahogando en nosotros mismos el sentir la necesidad de participar. Este juego de factores contradictorios – voluntad de participación pero también el « miedo » – se desarrolla en un contexto de múltiples pobreza.

En nuestras investigaciones fuimos acuñando desde hace tiempo el concepto de múltiples pobreza (Sirvent, 1995, 1999a, 2001 ; Izaguirre, 1998) para identificar y comprender el impacto que el neoconservadurismo del ajuste y la pobreza fue dejando en nuestra vida cotidiana. Con este concepto de múltiples pobreza nos referimos no sólo a la pobreza económica que se evidencia en estadísticas que nos muestran a diario el aumento constante de la brecha entre ricos y pobres, sino también a una compleja realidad de « pobreza » en plural. Estas « pobreza » se relacionan con carencias en la satisfacción de otras necesidades humanas como por ejemplo, una pobreza de protección refe-

rida no sólo a cuestiones de inseguridad y violencia cotidiana sino a la violencia que significa una cultura de la amenaza y el miedo a la pérdida del empleo, a la inestabilidad laboral, a la sanción por el disenso; una pobreza política o de participación social en relación con los factores que aún hoy en día reprimen e intentan desarticular nuevas formas de organización social fomentando el individualismo, los internismos, la fragmentación, el escepticismo político y la desmovilización (aún en nuestros ámbitos profesionales); una pobreza de comprensión o entendimiento que hace referencia a los factores sociales que dificultan el manejo reflexivo de la información y la construcción de un conocimiento crítico sobre nuestro entorno cotidiano.

Desde la perspectiva educacional, la situación de pobreza educativa de nuestros jóvenes y adultos que ya no están en la escuela muestra agudos desfases con las necesidades objetivas en materia de educación. Nuestras investigaciones desde el año 1997 muestran el alto porcentaje de población económicamente activa de 15 años y más (75 % según Censo 1991) en la República Argentina que no ha terminado la escuela primaria, o se ha quedado en primaria completa sin poder avanzar a la enseñanza media y los menos alcanzando algunos escalones de la escuela secundaria. Son los jóvenes y adultos en situación educativa de riesgo⁶. En la población de jóvenes y adultos provenientes de hogares pobres esta cifra, alcanza y supera el 90 % en todas las regiones del país⁷. En una reunión de análisis colectivo de la realidad con vecinos y miembros de organizaciones populares de una villa miseria de Capital Federal se decía en mayo del 2002 :

« La juventud está más desprotegida que nunca.

Cuando el joven no le interesa más al dirigente, al narco, es *boleta*.

Ahora van a morir. Ahora los matan ».

(De reunión realizada en la Villa 15 de Capital Federal)

Se asume que el investigador comprometido socialmente debe apoyar en este momento histórico a los grupos de los nuevos movimientos sociales que pueden constituirse en los futuros sepultureros de un modelo de sociedad injusta y discriminatoria.

Esto implica poner los instrumentos de la ciencia y de la educación al servicio de la construcción de un conocimiento científico que ayude a fortalecer la organización y la capacidad de participación social de los nuevos movimientos sociales emergentes.

Para ello es necesario generar conocimiento sobre situaciones problemáticas que necesitan indagación; conocimiento científico sobre preguntas que demandan el instrumental de la ciencia para contestarlas; conocimiento científico que apuntale la acción enfrentando las contradicciones sociales que nos ahoga; fortaleciendo los componentes de la resistencia y de la creación popular y modificando los componentes de formas naturalizadas de comportamientos cotidianos que fracturan y fragmentan la organización social.

Desde nuestra perspectiva teórica y metodológica consideramos que estas preguntas deben emerger de un trabajo colectivo con los movimientos sociales y no solamente desde el escritorio de los investigadores; que las decisiones del diseño de investigación deben ser compartidas con los actores sociales y que el conocimiento generado debe ser una clara trama que articule el conocimiento cotidiano con el saber científico.

En este sentido los principios epistemológicos, teóricos y metodológicos de la Investigación Participativa son consistentes con estas intencionalidades y se apoyan en los conceptos básicos del paradigma de la teoría social crítica. La Investigación Participativa es un modo de « hacer ciencia » de lo social, una modalidad de investigación científica en ciencias sociales que introduce variaciones en la concepción epistemológica sobre la confrontación teoría/empiría y la relación objeto/sujeto. La clave de lo que se propone se centra en variaciones del papel del « otro » investigado y por tanto del investigador en el proceso de construcción del conocimiento científico. Este es nuestro desafío.

CIENCIA, PODER Y CONOCIMIENTO : LA INVESTIGACIÓN PARTICIPATIVA

Desde los años sesenta hasta el presente se ha dado en América Latina una serie de prácticas de investigación social, « alternativas » a la investigación tradicional, que se agrupan bajo el rubro de Investigación Participativa (I.P.)⁸. En mi propio campo de experiencias comencé a introducir instancias participativas en mis investigaciones desde mediados de la década del 70'. Varias fueron las pruebas que nos brindó nuestra historia de que es posible Construir Conocimiento Verdadero Y Válido Investigando Colectivamente Con El Pueblo; no es una idea irrealizable. Pero sin duda alguna es un camino histórico de avances y retrocesos. Uno de los aprendizajes más importantes de las experiencias realizadas desde un punto de vista metodológico fue concluir que la inclusión – a lo largo del proceso de investigación y/o al final de la misma – de mínimamente instancias participativas de retroalimentación de la investigación con los grupos sociales investigados, son herramientas de validación del conocimiento científico de un valor epistemológico irremplazable. Las sesiones de retroalimentación de las actividades realizadas por el equipo de investigación tienen como objetivo trabajar con los grupos implicados en la investigación tanto los procedimientos del proceso de investigación como los productos parciales o finales obtenidos.

Mis experiencias me conducen a caracterizar la investigación participativa como un estilo o enfoque de la investigación social que procura la participación real de la población involucrada en el proceso de objetivación de la realidad en estudio, con el doble objetivo de generar conocimiento colectivo sobre dicha realidad y de promover la modificación de las condiciones que afectan la vida cotidiana de los sectores populares. Este conocimiento es generado a partir de instancias colectivas que confrontan el conocimiento de sentido común con el conocimiento científico. Se busca generar un conocimiento colectivo holístico que « colabore » como instrumento cognitivo para la transformación de la realidad, tomando en cuenta la naturaleza contradictoria de la realidad y la relación dialéctica entre teoría y práctica.

Una ilustración de este compacto enunciado la tenemos en un ejemplo extraído de mis investigaciones realizadas en un barrio de Buenos Aires, Mataderos, en el período 1985-1989⁹ inmediatamente después de la dictadura militar más cruenta de la Argentina (Sirvent, 1995, 1999a).

En los primeros tramos de la investigación comenzaba a recortarse un fenómeno que profundizamos en las etapas subsiguientes: « el olvido histórico ». La historia de Mataderos se nos aparecía fragmentada; por momentos se nos presentaban « dos Mataderos »: el de los documentos donde se mostraban evidencias fácticas de un Mataderos luchador; y el de los informantes claves y los vecinos en sus cuestionarios, donde se nos aparecía un Mataderos festivo, de carnavales, fiestas en las calles, reuniones en el vecindario, solidaridad e inexistencia de diferencias sociales. Era cuasi una vivencia esquizofrénica. Parecía que estábamos en la pista de « algo », pero aún sin saber con certeza qué era este algo.

Decidimos entonces, trabajar con los grupos del barrio nuestra ignorancia e incertidumbre y plantearles la pregunta emergente: ¿Qué estaba pasando? Varias fueron las sesiones colectivas de análisis de la información con el barrio combinando el trabajo con varias fuentes consultadas incluyendo las entrevistas a historiadores, las entrevistas a informantes claves, a vecinos del barrio, gráficos, fotos del Archivo General de la Nación, periódicos de las diferentes épocas, fotos y recuerdos de los archivos de baúl (documentos recogidos en los viejos baúles de las familias antiguas del barrio), nuestros análisis de la información sistematizados en fichas de posibles categorías teóricas, etc.¹⁰

Se trabajó sobre los diferentes fragmentos de la historia de Mataderos, en un intento de conferirle sentido a la información recogida. No fue fácil. En un principio frente a la información de la historia de luchas sociales de Mataderos, sólo se recibía el silencio. Gradualmente se va reconociendo la importancia del estudio de la historia del barrio y de sus instituciones, para comprender las visiones actuales de los vecinos. Se identifican hipótesis históricas para la explicación de fenómenos sociales actuales. Aparece con mucha fuerza el silencio impuesto por la dictadura.

A lo largo del trabajo grupal, a partir de reconstruir esta historia colectiva, en un intento de armar un todo, una visión holística que le diera cierta unidad de sentido, la hipótesis del miedo impuesto por la dictadura fue surgiendo como aspecto « explicativo » de esta fragmentación. Asimismo, se fue armando el rompecabezas de la historia barrial en relación con ejes de análisis de la historia de la ciudad y de la historia del país.

En las reuniones de retroalimentación, se recortaron categorías de análisis de la realidad, construyendo una visión del « todo » donde estos aspectos, aparentemente contradictorios, se complementaban y convivían en la cotidianidad de las familias de Mataderos. Así se expresaba uno de los participantes, vecino del barrio: « (...) Pero está bien esto que ustedes fueron recogiendo. Así fue la cosa. Las dos partes son verdad. Sólo hay que juntarlas. A primera vista parecen cosas que no cierran, (hace gesto juntando las manos) que no pegan ni con cola, pero no es así ».

Este concepto de « olvido histórico » en términos de una historia cercenada y fragmentada como producto de la represión y del miedo fue un concepto emergente en nuestras investigaciones en la voz de los vecinos que participaban en las instancias participativas de la investigación, instancias de educación popular. Como decía uno de los miembros vecinales de nuestros grupos de trabajo en 1987 (Sirvent, 1995, 1999a): « (...) Pero si nosotros mismo nos pusimos una tira emplástica en el cerebro. En un partido de football de 1981 fue

la primera vez que nos animamos a cantar la marcha peronista en plena dictadura. ¿Se acuerdan? Ahí estuvo 10 puntos la barra brava. La policía nos miraba, miraba a la tribuna paralizados con los gases lacrimógenos. Me acuerdo y se me hace la carne de gallina. Ahí, empezaron a silbar las balas sobre nuestras cabeza. Salimos rajando y nos perseguían con los caballos por las calles. Yo me salvé de casualidad de no ir en cana. Pasó eso, y fue como si hubiéramos hecho el juramento de no hablar nunca sobre ese memento que fue una hazaña nuestra. o no? »

« (...) Tiene razón el equipo de investigación. Es como si estuviéramos locos. Nos dividieron el cerebro en dos. Como Mataderos. El Mataderos Sur y el otro. »

El descubrimiento de este fenómeno y su nominación a través del concepto de « olvido histórico » respondió a un proceso de trabajo de investigación y participación de dos años. E implicó encontrar en el significado del « olvido histórico » la unidad de sentido que permitió armar una trama conceptual que « daba luz » y sentido a las informaciones fragmentarias.

Las prácticas de la IP tienen en común el concebir a la Investigación y la Participación como momentos de un mismo proceso de producción de conocimiento, que se torna así práctica Colectiva y que lleva implícito componentes de acción educativa y animación sociocultural. Este es el tripode conceptual donde se apoyan las acciones de la IP.

La caracterizamos como una investigación científica en la medida que es una práctica científica que busca generar conocimiento sobre la realidad adoptando recaudos de vigilancia epistemológica y de validación¹¹ al igual que una seria y rigurosa investigación académica

Hablamos de una práctica participativa porque procura la *participación real*¹² de los sujetos estudiados en la toma de decisiones del proceso de investigación. Estamos haciendo referencia a una participación real en el proceso de construcción colectiva del conocimiento científico.

Finalmente, los procesos investigativos y participativos se desenvuelven constituyendo una íntima trama teórica y práctica con procesos educativos de aprendizajes grupales e individuales donde el investigador juega un doble rol: el de investigador y el de animador socio-cultural. Esto representa el desafío pedagógico de ir facilitando el aprendizaje de conocimientos e instrumentos de la investigación social mediante el trabajo con metodologías propias de la educación popular.

El proceso y el producto de las acciones de la « cocina de la investigación » de la IP van facilitando el proceso de objetivación de la realidad cotidiana por parte de la población involucrada. Se refiere al proceso de aprendizaje y construcción del conocimiento por el cual la realidad cotidiana de una población se transforma en objeto de análisis, estudio e investigación para la misma. Dentro de este proceso de aprendizaje y conocimiento se profundiza la confrontación de fuentes, información, teorías del conocimiento cotidiano y del conocimiento científico. Nos estamos refiriendo al proceso de tomar distancia, de « ver » o « leer » nuestro entorno de una manera crítica convirtiéndolo en objeto del propio pensamiento reflexivo¹³. Por ejemplo, la hipótesis del miedo en mis investigaciones de los años 1985-1989, asociado con la dictadura militar tiene también sus ramificaciones, no sólo en el fenómeno del « olvido histórico » sino en la construcción de representaciones sociales

sobre « lo político » y la participación social, que están cargadas de sentimiento de persecución, de prohibido, de ser casi una mala palabra. Así fueron reconociendo los vecinos a partir de las instancias participativas de retroalimentación constante: « (...) Y claro que nos quedó el miedo. Antiguamente estaba la Biblioteca Rodó, no sé ahora como estará. La quemaron durante el gobierno militar, parece que le habían alquilado el salón al partido comunista. A partir de allí, la gente dejó de ir. Le quedó miedo. Por eso de esas cosas no se habla. Es como algo prohibido, lo que uno siente. Parecido a cómo nos criamos con el sexo. Como algo prohibido y pecado. Que sólo se podía hablar a escondidas con los amigos más íntimos... » (De entrevistas realizadas a los participantes del encuentro en 1988) .

« (...) yo creo que el « no te metás » no viene solamente porque ensancharon la avenida o porque sacaron los arbolitos. Yo creo que todo esto viene por una época que pasó la Argentina en que nos pusieron al frente el « no te metás » y nos dijeron « mirá que el vecino de al lado puede estar en una cosa rara, a ver si te llevan ». Yo creo que todo eso no viene por los rascacielos, creo que viene por una cosa que nos han metido » (Lidia, 25 años, empleada en firma comercial, encuentro 1986).

Mis experiencias fueron orientando las decisiones metodológicas en el proceso de IP sobre la base de una serie de conceptos que son pilares del pensamiento científico en este enfoque:

Se explicita una *intencionalidad política* y una opción de trabajo junto a los grupos o clases sociales excluidos de la esfera de decisiones sociales, con el fin de incidir en su organización y capacidad de participación social. Se busca generar conocimiento científico que apoye la lucha de los sujetos históricos de la transformación social¹⁴. Pero ¿ quiénes son los sujetos de nuestras acciones de IP según el devenir histórico? He aquí uno de los desafíos para el investigador. Identificar la emergencia de estos sujetos históricos. En nuestras primeras acciones en Argentina de educación popular e investigación en las décadas del 60´ del 70´ veíamos en la clase obrera organizada las fuerzas de la revolución social e intentamos colaborar a través de las organizaciones del movimiento obrero argentino en la elaboración de su proyecto político. Hoy, muchos consideran que ya no se puede pensar en el proletariado industrial como el único sujeto del cambio social. El devenir histórico ha llevado a la emergencia de nuevos movimientos sociales que pueden transformarse en sujetos históricos posibles negadores del capitalismo en su expresión presente neoliberal y neoconservadora.

La perspectiva epistemológica de concebir la legitimidad y validez de un modo de hacer ciencia de lo social que implica la construcción colectiva de un conocimiento científico como instrumento que afiance la participación y la organización de los movimientos sociales. Desde la Teoría Social Crítica emerge la noción de « emancipación » y la ciencia como « conocimiento emancipatorio ». La visión de la ciencia emancipatoria percibida como conciencia social crítica busca develar los mecanismos de poder y hegemonía (Sirvent, 2001) y superar los atravesamientos ideológicos en un orden perverso e injusto. Perspectiva epistemológica donde se remarca la noción de « praxis » buscando superar la división entre teoría y práctica, sujeto y objeto y la elaboración de un conocimiento fragmentado que impide la captación de la dinámica y la esencia de los hechos sociales. El presupuesto epistemológico

que subyace a estas prácticas es que el ser humano sólo conoce cuando crea y transforma la realidad social. La noción de praxis hace jugar dialécticamente la articulación/confrontación teoría y práctica y la relación sujeto-objeto claves de la investigación...

La redefinición de la relación sujeto-objeto del acto de conocer se juega en la incorporación de los sectores populares como actores de un proceso de conocimiento, donde los problemas se definen según una realidad concreta y a partir de necesidades e intereses compartidos por un grupo social. Los sujetos estudiados pasan a ser actores y también sujetos del proceso de investigación. Esto significa que no se establece una división tajante entre conocimiento científico y conocimiento cotidiano sino que éste último entra a jugar con el conocimiento del investigador para formar parte de un conocimiento colectivamente generado. El objetivo de la I.P. es transformar el tradicional objeto de investigación en sujeto reflexivo propio, generando un estilo de trabajo que permita una participación real en la investigación de todas las personas implicadas. Uno de los aspectos críticos observados en la experiencia de investigación participativa en Argentina y países de América Latina ha sido la confusión en la definición y caracterización de una nueva relación sujeto-objeto en el proceso de investigación. El desarrollo de las experiencias de I.P. basadas en la concepción errada de una presumible « desaparición del objeto de investigación » es muy común y debe ser considerado como un error epistemológico (Sirvent, 1994). Es obvio que sin una definición clara de un objeto de investigación es imposible conducir una seria investigación científica. La investigación participativa intenta transformar el « objeto » tradicional de la investigación en ciencias sociales – grupos y colectividades – en el « sujeto » de un proceso de conocimiento de su realidad cotidiana como objeto de análisis. Pero no « desaparece » el objeto en el acto de conocer. Se transforma en sujeto de conocimiento de sí mismo como objeto. En esta forma el papel del investigador también se redefine. Si bien posee conocimientos específicos, los comparte con la población en un proceso de aprendizaje grupal. Los investigadores deben asumir el papel de « animadores socioculturales » en los grupos de trabajo para la reflexión y la auto-evaluación. Los investigadores van construyendo su papel de acuerdo con las condiciones específicas subyacentes a su investigación y basándose en su experiencia profesional. No es un rol pasivo. Su trabajo se caracteriza por una serie de elementos (instrumentos, procedimientos, habilidades mentales) que el investigador busca transferir a otros a través del proceso de investigación, con el propósito de facilitar el desarrollo colectivo de un pensamiento crítico y reflexivo sobre la realidad. El rol del investigador se enfatiza particularmente durante el proceso de sistematización de los datos y en la elaboración de categorías de diferente nivel de abstracción que hacen a la construcción del objeto en estudio. Esta redefinición clave de la relación objeto-sujeto en el proceso de investigación se ilustra en estas frases de vecinos de un barrio de Buenos Aires, en 1986, durante la realización de una de las instancias participativas de la investigación:

« (...) No creíamos que ustedes iban a volver como nos dijeron al final de las entrevistas. Esto está muy bien. El barrio no puede ser un conejito de India que da información y nunca más sabe a donde va a parar ni para qué se la usa (De comentarios al entregar la invitación) ».

« (...) yo quería señalar que el trabajo de ustedes me parece excelente. Es un trabajo serio, valiosísimo, riguroso, científico. Desde las encuestas, los mapas y no solamente esto, sino además lo que María Teresa decía cuando abrió la reunión y es que finalmente los vecinos estamos acostumbrados a que cuando viene una institución de investigación, sociólogos, antropólogos, cenistas, trabajen con nosotros, es decir, nos saque información y se vaya, desaparezca. Yo creo que ustedes están mostrando un camino totalmente opuesto, totalmente diferente, que pasa por democratizar la información, por socializarla de alguna manera. Es decir, no caer en los viejos modelos autoritarios del que sabe, toma la información y se la guarda. Y el vecino, un conejito de indias que no sabe a donde va a parar todo eso. Yo creo que esto está marcando un camino no solamente positivo y riquísimo, sino también fundamental para esto de las transformaciones de que estábamos hablando ». (Viviana, 39 años, docente primaria y coordinadora de talleres de acción cultural en un centro de la Municipalidad de Buenos Aires)

En ese trabajo colectivo, se van delineando los pasos y etapas del proceso de investigación que incluyen no sólo el análisis de la realidad sino la determinación de fines y medios para transformarla. Esta producción y comunicación de conocimientos supone la implementación de una serie de prácticas distintivas de la investigación participativa: producción colectiva de conocimientos; análisis colectivo y crítico de la información ordenada y sistematizada tratando de describir los hechos del modo más completo, de explicarlos en términos de causas y consecuencias, de comprenderlos y de identificar las posibilidades de acción transformadora.

A través de este estilo de trabajo se busca romper la dicotomía investigación/acción. La propia metodología de investigación implica en sí misma la necesidad del pensar reflexivo sobre la acción y la vida cotidiana. Subyace el principio de que investigar no debe ser un área restringida a unos pocos, sino que por el contrario, todos pueden desarrollar la capacidad de « investigar » sobre el quehacer cotidiano y manejar los recursos para abordar científicamente su conducta de todos los días.

Se apoyan las actividades de investigación, participación y acción educativa en una base (o grupo) organizada teniendo en cuenta la dualidad de propósitos de la investigación participativa de generar conocimientos sobre la realidad en estudio y al mismo tiempo influir en el grado de organización y movilización de los grupos comprometidos. En nuestras experiencias, se presentan evidencias de cómo los grupos sociales involucrados van incorporando la investigación como instrumento cotidiano de acción, también aprendiendo y apropiándose de técnicas del trabajo científico que hasta ahora han sido y son propiedad de los ámbitos académicos.

A lo largo de nuestras experiencias de Investigación Participativa en Argentina y en América Latina hemos identificado en esta concepción y práctica de una ciencia emancipatoria el entramado constituido por los procesos de poder y conocimiento.

¿Dónde está la clave de esta relación?

Las evidencias trabajadas nos han conducido a diferenciar entre información y conocimiento. Ferraroti (1990) estableció claramente que el monopolio del conocimiento no será destruido por el solo hecho de tener acceso a toda clase de banco de datos y fuentes de información. Es necesario dife-

reñar entre conocimiento y acumulación de información. El monopolio del conocimiento no se refiere a una información más o menos fragmentada, sino al marco teórico y conceptual subyacente y a los criterios de selección e interpretación de la información. En otras palabras, se refiere al reconocimiento de los conceptos, categorías y esquemas clasificatorios usados para seleccionar e interpretar información.

Cuando hablamos en la práctica de la Investigación Participativa, de una construcción colectiva de conocimiento, hacemos referencia a la posibilidad de potenciar, con el apoyo del instrumental científico, la capacidad de los grupos humanos de teorizar y de construir esas categorías del pensamiento y esquemas clasificatorios que describan e interpreten una realidad determinada. El hecho social es una estructura signifiante. La base del hecho social es el significado que el sujeto va confiriendo a sus acciones, a las acciones de los demás y a las cosas. Esos significados se construyen socialmente. Pero esta construcción no es « ingenua ». Se entrama con las determinaciones sociales de una estructura de poder, de clases sociales y de dominación social.

La lucha social, la lucha de las clases sociales se juega también en el campo de la cultura cotidiana, entendiendo ésta como un campo de lucha entre significados diferentes y a veces contradictorios del mismo fenómeno. Es la lucha por la apropiación de la llave del código¹⁵. La lucha de clases se juega en cómo pensamos la realidad, en la manera como nominamos, a través del lenguaje a los fenómenos de nuestra vida cotidiana. La fuerza de la dominación ha tenido su éxito en « naturalizar » los valores de la clase dominante de manera tal que su superioridad es considerada obvia; se torna componente del sentido común. Decíamos en la década del 90' que: « El poder dominante ha conseguido transformar sus intereses en nuestro sentido común »¹⁶.

La dominación se expresa entonces en el campo del pensamiento fundamentalmente a través de categorías, conceptos, significados, palabras que usamos para describir e interpretar la realidad y que tienden a desmovilizar-nos apoyando nuestra apatía e inmovilismo y no nuestra movilización y acción. Lo que está en la mira, en la lucha sobre el significado del mundo social, es el poder sobre los esquemas y sistemas clasificatorios, que se encuentran en las representaciones de grupos y por tanto de su movilización y desmovilización (Bourdieu, 1984).

Varias son las frases relevadas en las instancias participativas de nuestras investigaciones que pueden ilustrar estos mecanismos obturadores de un pensar reflexivo y crítico y de una acción colectiva. Frases en este caso que ilustran la construcción de categorías del pensar inhibitorias de una acción colectiva al convertir a las víctimas en victimarios o a los « inocentes » en « chivo emisario »:

« Ya no salgo a buscar trabajo ¿Para qué? Me amargaba. Cada vez que salía volvía con las manos vacías y ya no me daba para enfrentar las caritas y los ojos de mis hijos como diciéndome: Papá vos tenés la culpa. Bueno ahora me pueden culpar de no buscar pero no de no encontrar » (35 años, obrero de la construcción, 1998).

« La calle está mal, muy mal. No gano ni para comer y encima mi mujer que no me cree y me dice que debo andar con otra mujer donde me gasto el dinero » (41 años, taxista, 1998).

« Es mi culpa por no estudiar... nunca me dio la cabeza y además tuve que ir a trabajar de chico. Me falta capacitación, por eso no tengo laboro » (25 años, 1999).

« Los asaltos vienen de los « cabecitas negras »¹⁷ villeros; ellos tienen la culpa de todo. Habría que agarrar un helicóptero, rociarles con nafta las villas y prenderles fuego »(1998).

« Yo estudié y estoy manejando un taxi; la culpa la tiene esos paraguayos y bolivianos indocumentados que nos sacan el trabajo La Argentina es para los argentinos. « Habría que matarlos a todos » (1999).

La construcción de evidencia empírica trabajada con los grupos de población en las instancias participativas de la investigación posibilitó la identificación de procesos de construcción de este pensamiento como resultantes de mecanismos de poder y de aprendizaje.

Así fuimos conceptualizando el poder y sus mecanismos de dominación en la complejidad de sus diversas formas de manifestarse¹⁸. Una de esas formas es la que los propios científicos políticos denuncian como la forma más perversa de ejercicio de poder: el impedir que la gente vea las injusticias a través de la conformación de sus pensamientos, percepciones, conocimientos y preferencias, en tal sentido que acepten su rol en el orden existente de cosas. Ya sea porque no se ve otra alternativa o porque ven este orden como natural e incambiable o porque lo evalúan como orden divino y beneficioso. Es una manera de ejercicio del poder para prevenir a la gente de hacer y a veces aún de pensar.

Este ejercicio del poder actuando en la construcción de nuestro pensamiento es el producto de procesos de aprendizajes, formales y no formales. Pero lo que se construye se desconstruye y desaprende.

Desde esta perspectiva se asume que construir poder a través del conocimiento implica construir categorías del pensar la realidad que puedan devenir en acciones de movilización colectiva en confrontación con los significados que desmovilizan y paralizan. En este sentido se asume la posibilidad de una ciencia y de una investigación científica orientada a la construcción de un conocimiento colectivo que opere como proceso de objetivación del entorno cotidiano y apoye el poder sobre la llave del código.

Una de las hipótesis de trabajo subyacente en este trabajo es que a través de un proceso de construcción colectiva del conocimiento y comparando diferentes fuentes de información, incluyendo el conocimiento cotidiano y el conocimiento científico, es posible desarrollar una concepción crítica nueva del entorno circundante y de la vida cotidiana que apoya a una re-definición de necesidades colectivas. Mis experiencias de IP muestran al « conocimiento » y la « organización » como condiciones convergentes en un proceso grupal de reconocimiento de necesidades y de « traducción » en demandas sociales. Como decía uno de los participantes de nuestras experiencias de instancias participativas en 1987, en relación con las evidencias que íbamos construyendo sobre el impacto de la dictadura militar en nuestras mentes: « Nos han hecho un lavado de cerebro para tener miedo y no participar »

Otro ejemplo de reconocimiento de necesidades colectivas se asocia con el trabajo realizado con los grupos en la reconstrucción de la memoria colectiva señalado más arriba.

Va emergiendo la conciencia de la necesidad de reconstruir la historia barrial y del país, para entender el « aquí y ahora » cotidiano: « (...) para entender la actividad del club hay que ir al audiovisual¹⁹ para saber por que es y como es el club; meterlo en la realidad del país y el barrio, en la historia ». (Frasas registradas en nuestras notas de observaciones de los ciclos culturales como instancias participativas).

Finalmente, se remarca la importancia de « descubrir » colectivamente la « coherencia » del sentido común. En el caso de Mataderos, como cualquier otra realidad se nos presentaba con una trama compleja y contradictoria de significados que se jugaban en la vida cotidiana, en sus prácticas culturales y representaciones sociales. El trabajo de investigación fue mostrando que la búsqueda de la « coherencia » de este sentido común, en sus contradicciones de pensamiento, o en sus contradicciones entre el pensar y el hacer, por un lado permitía alcanzar un conocimiento « holístico » de la realidad, y por el otro era el inicio de una acción pedagógica de desarrollo cultural crítico y participativo. Como es expresado por Antonio Gramsci (1959): « El comienzo de la elaboración crítica es la conciencia de lo que realmente se es, es decir, un « concóctete a ti mismo » como producto del proceso histórico desarrollado hasta ahora y que ha dejado en ti una infinidad de huellas, recibidas sin beneficio de inventario. Es preciso efectuar, inicialmente, ese inventario » (1959 : 59).

¿CÓMO TRABAJAMOS ? NUESTRA METODOLOGÍA²⁰ Y « COCINA DE INVESTIGACIÓN »

Mis experiencias desarrolladas desde mediados del 70' apoyaron la construcción de una serie de supuestos metodológicos:

– Se considera que las técnicas colectivas de obtención de datos y de confrontación del sentido común con el conocimiento científico pueden conducir a información empírica, como también teórica, más rica y válida que aquella generada a través de procedimientos cualitativos y cuantitativos convencionales²¹. Sin embargo, esto no implica invalidar el uso de procedimientos convencionales cualitativos y cuantitativos. Por el contrario, el modelo metodológico habitual en nuestras investigaciones combina estos procedimientos convencionales con instancias colectivas a lo largo del proceso completo de investigación²².

– Es fundamental aplicar controles metodológicos y epistemológicos para asegurar la validez científica del conocimiento generado. Asumimos que ni el « conocimiento académico » ni el « conocimiento popular » aislados, contribuyen a un conocimiento de la realidad que devenga instrumento cognitivo para su transformación. Si asumimos que de modo individual ni el « saber científico », « ni el saber cotidiano » dan cuenta de un conocimiento de la realidad que contribuya a su transformación, se impone un nuevo conocimiento unificado, producto de la superación-síntesis de los conocimientos actuales. Es fundamental vincular y usar el « conocimiento académico » y « conocimiento popular » en la práctica cotidiana de la investigación participativa a través de la dinámica metodológica de las instancias participativas.

– La participación de los vecinos en el diseño e implementación de la investigación facilita una mejor interrelación entre el conocimiento científico y una acción colectiva que se proponga modificar el entorno social.

– Uno de los aspectos más importantes es remarcar la naturaleza de las sesiones de retroalimentación. Se comprueba desde un punto de vista metodológico la importancia de utilizar técnicas colectivas para identificar lo que la gente piensa o teoriza sobre las preguntas planteadas como problemas de investigación. Por otra parte, la presentación de los resultados parciales y finales por parte del equipo de investigación a los vecinos del barrio, posibilita la contribución de los mismos a la creación y re-creación del conocimiento. Las instancias de retroalimentación, tales como una sesión, los ciclos culturales y los círculos de estudio, probaron ser mecanismos de producción colectiva del conocimiento científico, como también espacios pedagógicos de educación popular²³. Asimismo, son espacios de convergencia de diferentes fuentes de información que posibilitan la construcción y validación del conocimiento. Pueden ser consideradas como situaciones de « triangulación metodológica in situ » en la medida en que estamos combinando diferentes metodologías en el estudio del mismo fenómeno en un espacio de confrontación. La posibilidad de construir el objeto de estudio, de lograr una nueva objetivación colectiva de la realidad, está dada en la articulación de dos modos diferentes de conocer – el conocimiento cotidiano y el conocimiento científico – en ese espacio de « triangulación in situ » que se logra en las sesiones de retroalimentación²⁴.

– Las sesiones de retroalimentación ayudan a construir y validar el conocimiento; al crecimiento de la capacidad de la población de objetivar la realidad cotidiana; a compartir y discutir la información con las personas involucradas; a descubrir nuevas categorías e hipótesis; a experimentar con metodologías de trabajo que combinan principios de educación de adultos con técnicas de investigación social²⁵; a superar la fragmentación del conocimiento social de manera de dar cuenta de una totalidad compleja y contradictoria; a validar las instancias de retroalimentación como un método de investigación para la obtención de datos y el análisis colectivo de la información; a desarrollar técnicas de trabajo colectivo, tal como « relatos novelados » de la investigación talleres, música, poesía, juegos de aprendizaje, dramatizaciones, audiovisuales, cassettes-forum, TV club, boletines, videos comunitarios, fotografía, dibujos, filmes, etcétera; y planificar las nuevas fases de investigación²⁶. Estas técnicas de trabajo colectivo no tienen valor por sí mismas, sino sólo en la medida en que faciliten el trabajo cognitivo del grupo, la articulación de información y la construcción de conocimientos.

– La investigación participativa puede ser un instrumento de democratización del conocimiento y la cultura, al facilitar el desarrollo del pensar reflexivo en la población y la apropiación del conocimiento científico.

Evidentemente, miseria y libertad no son compatibles. La investigación participativa y el trabajo con los barrios permitió descubrir y denunciar la agudización de las múltiples pobrezas como consecuencia de las políticas neoliberales y neoconservadoras. El así llamado « pensamiento único » se fue imponiendo. El desempleo se nos aparecía en el análisis con los barrios como el mejor mecanismo de control social. Así se expresaban los vecinos de

Mataderos en las sesiones participativas de análisis y sistematización de la información:

« Yo hice el paro, lo estimulé, a los que no se plegaron les aumentaron y a nosotros nos echaron » (2001)

« Antes éramos explotados, ahora peor que eso, nos tratan como ratas pero no podemos reaccionar... perdemos el empleo de ratas pero empleo al fin. Da de comer... » (2001)

Y jóvenes en situación de riesgo educativo hablaban así de sus vivencias de discriminación en sesiones de retroalimentación de la información censal sobre el porcentaje de población joven y adulta en dicha situación:

« Nos sentimos discriminados.

Nos vemos obligados a trabajar en negro y a aceptar la precarización de las leyes laborales; desconocemos nuestros derechos como trabajadores.

Una población sin educación es fácil de dominar. Es más fácil que nos manipulen, que nos vapuleen y que nos oculten información verdadera.

Nos sentimos incapacitados para participar en política; nos manipulan por estar desinformados.

Quedamos excluidos, somos excluidos y nos sentimos excluidos.

Nos han metido la conciencia de la importancia de la educación a palos y por las puertas que nos van cerrando.

Te sentí descartada, material de descarte ».

Para terminar, un último comentario sobre el proceso de crecimiento en la participación y en la conciencia del derecho a investigar por parte de los grupos de los barrios con los cuales venimos trabajando desde 1985. Comenzamos favoreciendo la participación a partir de la retroalimentación de la información como mínima instancia de participación en el proceso de ida y vuelta en espiral de construcción de la evidencia empírica y del dato científico. Proceso dialéctico de confrontación teoría/empiría que es en general como procedemos moviéndonos de acá para allá, combinado las técnicas de obtención y análisis de información. En este modo de construcción del objeto característico de la dinámica cualitativa convencional nosotros fuimos introduciendo las instancias participativas de análisis con la población del barrio.

Actualmente en aquellos grupos de organizaciones populares con las cuales venimos trabajando desde 1985, las situaciones de su vida cotidiana le han mostrado la utilidad del conocimiento generado en nuestras investigaciones participativas. Es entonces cuando la participación en la investigación es reconocida como una necesidad y un derecho identificando problemas en situaciones que en un pasado eran aceptadas como «... la cosa tiene que ser así, y no puede ser de otra manera... ». La necesidad entonces sentida de entender « por qué pasa así » para « hacer algo », posibilita la percepción del conocimiento nuevo como instrumento útil para resolver situaciones vitales donde el saber cotidiano es insuficiente, o no hay « conformidad » con ese saber, o este saber ha perdido su utilidad práctica. Es entonces cuando los grupos demandan una investigación y plantean las situaciones problemáticas al investigador para realizar una investigación colectiva. Algunas frases ilustrativas:

« Con respecto a la escuela secundaria para adultos que vamos a tener en el Club Nueva Chicago está basado este proyecto en el trabajo realizado por la Universidad con nosotros, donde se evidenciaba, por parte de los vecinos la necesidad de escuelas secundarias en la zona ». (Del periódico Chicago y... la Comunidad Mataderos, 11 de agosto del año 2002. Año 1 Nro 1)

«... le gané esa discusión a los poderosos con lo que me había « desasnado »²⁷ en el libro de la investigación que realizó el Club » (Miembro de la Comisión Directiva del Club Nueva Chicago en Mayo 2003)

«... los de arriba quieren ahora sacar el Mercado de Hacienda de Mataderos. Quisiera que hagamos una investigación para entender qué pasa. Para hacer un diagnóstico de las visiones del barrio y entender como los diferentes grupos del barrio piensan sobre ese traslado del Mercado de Hacienda. « Yo tengo mis hipótesis sobre la situación » (Miembro de la Comisión Directiva del Club Nueva Chicago en Julio 2003)

« Deseamos hacer una investigación sobre el movimiento villero con los testimonios vivos de quienes lucharon hasta el 90 para comprender cuáles fueron los mecanismos que nos destruyeron y no volverlos a reproducir » (Líder de una Asociación Popular de Villa 15 Abril 2003).

La participación en la investigación es ya una conquista.

Notas

1 El 19 y 20 de diciembre de 2001 se desencadenó la renuncia del entonces presidente de la Nación Dr. Fernando de la Rúa y todo su gabinete. A partir de la noche del 19 de diciembre cuando una multitud de personas provenientes de los diversos barrios de la ciudad de Buenos salieron « caceroleando » por las calles y llegaron hasta Plaza de Mayo comenzaron a generarse en Capital Federal y en todo el país asambleas barriales constituidas por una diversidad de sectores sociales. Estas manifestaciones constituyeron y constituyen nuevas formas de expresión de la protesta popular y de búsqueda de instancias alternativas de participación social.

2 *Cahiers des Amériques latines*, « l'Argentine déboussolée », n° 41, 2002.

3 Programa de Investigación : Desarrollo Socio-Cultural y Educación Permanente: La Educación de Jóvenes y Adultos más allá de la Escuela. Dirección: Dra. María Teresa Sirvent Instituto de Investigaciones en Ciencias de la Educación (IICE) Facultad de Filosofía y Letras. UBA

4 Segundo Plenario del Movimiento Barrios de Pie 25, 26, 27 de Octubre 2002

5 Documento de las actividades organizadas por el Movimiento Piquetero Barrios de Pie en el Foro Social Mundial Porto Alegre 2003 Taller de Educación Popular y Construcción Territorial en el Movimiento Piquetero: la experiencia de Barrios de Pie (Argentina)

6 Nivel Educativo de Riesgo. Este concepto hace referencia a la probabilidad estadística que tiene un conjunto de población de quedar marginado de la vida social, política y económica según el nivel de educación formal alcanzado, en las actuales condiciones sociopolíticas y económicas (Sirvent, 1999b).

7 Estos datos provienen de una investigación que con la dirección de María Teresa Sirvent se está realizando desde el año 1997 en Capital federal, Gran Buenos Aires, Córdoba e Entre ríos. Según datos obtenidos hasta el presente del último censo de población 2001, no aparecen diferencias estadísticamente significativas.

8 Para una detallada descripción de la historia de la investigación participativa ver Sirvent,

Educación de adultos: Investigación y Participación. Desafíos y Contradicciones. Buenos Aires, Editorial Coquena, Educación Hoy y Mañana.

- 9 La investigación se realizó en respuesta a la demanda de un diagnóstico socio-cultural del barrio de Mataderos presentada al Instituto de Investigaciones en Ciencias de la Educación de la Facultad de Filosofía y Letras de la Universidad de Buenos Aires por el club de football Nueva Chicago del barrio de Mataderos, en el año 1984. Se inicia en 1985 con la firma de un convenio inédito entre el Club Nueva Chicago y la Facultad de Filosofía y Letras de la UBA.
- 10 Se refiere al análisis de la información empírica teniendo en cuenta los procedimientos básicos del Método de Comparación Constante (Glaser, Barney y Strauss, Anselm, *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*. New York, Aldine Publish Company, 1967).
- 11 Varios son los procedimientos de validación interna que se introducen en nuestras investigaciones participativas buscando la fundamentación de la verdad científica de los resultados obtenidos. Entre ellos los procesos de « saturación teórica » de las categorías emergentes, la descripción y control de los procesos de internos de ida y vuelta, desarrollados en nuestra investigación a través de la « historia natural de la investigación » y los espacios de organización de acciones grupales o comunitarias a manera de « test » de validación por la acción de nuestras conclusiones (Sirvent, 1995, 1999a, 1999c, 2003).
- 12 A lo largo de nuestras investigaciones hemos construido y consolidado la diferenciación conceptual entre Participación real y simbólica. La forma real de participación tiene lugar cuando los miembros de una institución o grupo influyen efectivamente sobre todos los procesos de la vida institucional y sobre la naturaleza de sus decisiones. Contrariamente, la participación simbólica se refiere a acciones que ejercen poca o ninguna influencia sobre la política y gestión institucional, y que generan en los individuos y grupos la ilusión de un poder inexistente; es el “como si” de la participación. Lo que está en juego es el poder institucional: la participación real implica modificaciones en las estructuras de poder, caracterizadas por la concentración de las decisiones en las manos de unos pocos (Sirvent, 1994, 1995, 1999a).
- 13 En mi investigación en Brasil, como también en Mataderos, asigné especial atención a la identificación de necesidades colectivas y demandas, a través del trabajo reflexivo con líderes y con la población en general, analizando aspectos de vida cotidiana y de la memoria colectiva.
- 14 Se parte de una concepción de Latinoamérica que se caracteriza por situaciones de una profunda injusticia social y condiciones marginales para la mayoría de la población. Esto se asocia con estructuras institucionales conformadas y gestionadas a través de una concentración de poder. Hay un monopolio sobre las decisiones sociales en las instituciones controladas por una elite de poder.
- 15 Frase de Diana Weshler desde su perspectiva de una sociología del arte.
- 16 García Delgado, 9 de abril de 1995: 12.
- 17 *Cabecita negra*. Expresión despectiva que hace referencia a la población de las provincias del interior.
- 18 En este aspecto trabajamos con la noción de « Tridimensionalidad del Poder » presentada por Steven Lukes (1985). Esta noción de tridimensionalidad del poder nos parece de una notable fertilidad teórica para describir e interpretar varios fenómenos de nuestra realidad cotidiana. En nuestros trabajos citados anteriormente (Sirvent, 1999, 2001) se encontrarán ilustraciones cotidianas de estos mecanismos de poder.
- 19 Montaje de diapositivas, de fotos, mapas de población y de instituciones según periodo histórico, gráficos, estadísticas y dibujos, música de cada época, texto con frases de entrevistas y cuestionarios. Este audiovisual fue una creación colectiva realizado en 1987.

La información para el audiovisual se organizó en torno a hipótesis que relacionaban la historia de la ciudad con la historia del barrio y sus asociaciones; la dinámica de clases sociales y migraciones con la evolución del barrio y sus asociaciones; el movimiento obrero y las asociaciones voluntarias. El audiovisual se convirtió, para la población, en un documento de la historia social y política del barrio de Mataderos, alrededor del eje del asociacionismo voluntario. El trabajo colectivo para el audiovisual – elección de los materiales, elaboración del guión, armado combinando los recursos visuales con texto y música – permitió ir articulando los fragmentos de cada fuente de información, en sus convergencias y divergencias (diferentes puntos de vista y contradicciones), como en un gran rompecabezas. El grupo fue descubriendo e identificando nuevas hipótesis y categorías de análisis. Operó como una situación metodológica de "triangulación in situ" como mencionamos más adelante en este artículo. La mayoría de los textos eran frases relevadas en nuestras entrevistas, cuestionarios y observaciones en el barrio y en sus instituciones.

20 Entendiendo metodología como el conjunto de procedimientos para confrontar teoría y empiria, se trabaja con tres dimensiones de un proceso metodológico (aspectos o niveles) : a) dimensión epistemológica referida a las decisiones que el investigador toma sobre el problema de investigación, los conceptos, categorías y finalidades con las cuales se construye el objeto de investigación ; b) dimensión de la estrategia general que concierne a las decisiones que el investigador debe tomar sobre las líneas generales previstas como andamiaje del trabajo de investigación ; y c) dimensión de las técnicas de obtención y análisis de información empírica. Se incluyen las decisiones del investigador sobre los procedimientos de validación del dato científico. A partir de esta concepción, la dimensión de las técnicas de obtención y análisis de datos es sólo una de las dimensiones que cobra sentido sólo con relación a la lógica de investigación elegida. Convergencia no significa eclecticismo. Es necesario tener en cuenta un constante proceso de vigilancia epistemológica ; es decir controlar la correspondencia entre las tres dimensiones metodológicas que mencionamos anteriormente. Esa correspondencia es una de las condiciones necesarias de validación interna (Sirvent, 1999a, 2003).

21 En nuestra investigación en Brasil quedó claro cómo la gente expresaba las diferencias entre un cuestionario y una sesión de retroalimentación con técnicas no convencionales, como instancia colectiva. La gente decía eso porque al carecer de los recursos de la lectura y la escritura pensaban que no tenían ideas y no habían hablado en la entrevista o hablado muy poco. Fue en la sesión colectiva donde ellos expresaron sus ideas en un grupo, por primera vez en sus vidas. Y vieron que tenían mucho para decir! Aparecen evidencias desde la perspectiva metodológica del valor de estas instancias colectivas para facilitar la expresión de la población. Como decía una vecina de una « favela » brasileña: « Yo no hablé durante mi entrevista individual pues soy una persona analfabeta y siempre pensé que mis opiniones no tenían valor alguno. Sin embargo, hoy, es la primera vez en mi vida en que hablé en un grupo; que expresé mis ideas ». Desde esta perspectiva, los instrumentos verbales pueden generar conclusiones sesgadas (Sirvent, 1995, 1999a).

22 En el desarrollo de las experiencias de investigación participativa, en Argentina y en países de Latino América, hubo una serie de concepciones erradas sobre la supuesta exclusión metodológica y técnica de procedimientos cualitativos y cuantitativos de la « ciencia clásica ». Estas erradas interpretaciones nos llevaron a un « descuido metodológico » que favoreció la práctica poco rigurosa en el tratamiento de la investigación participativa.

23 Este fue el momento para la animación socio-cultural y el animador sociocultural que coordina espacios pedagógicos centrados con claridad en el núcleo cognitivo del proceso de construcción, circulación y apropiación del conocimiento. Fue el momento de la articulación y el entrecruzamiento de los procesos de investigación, participación y educación.

- 24 Estas instancias colectivas se incluyeron como técnicas de investigación donde el conocimiento de la realidad se produce y valida. Las sesiones de retroalimentación, los ciclos culturales, la confrontación del conocimiento, los datos objetivos y subjetivos, los puntos de vista, etcétera, fueron de importancia particular. Este conocimiento debe ser sistematizado en un proceso continuo de construcción del conocimiento durante el periodo de investigación sobre el objeto de este estudio. Este espacio de producción y validación del conocimiento se construye a través de la trama tejida en el interjuego entre significados e informaciones, que los grupos tienen sobre los hechos de su entorno cotidiano y la información cualitativa-cuantitativa del pre-diagnóstico o de la investigación; una trama que intenta comenzar a dar cuenta de una totalidad. Las sesiones de retroalimentación permiten la construcción de un conocimiento válido que no ha sido obtenido a partir de encuestas individuales o entrevistas privadas; se basa en el diálogo colectivo y el intercambio de información.
- 25 Se ha experimentado el uso de metodologías de educación de adultos con el propósito de desarrollar técnicas de investigación colectiva. Para mayor información sobre pensamiento reflexivo y metodología de educación de adultos, usada en la programación didáctica de las sesiones de retroalimentación (Sirvent, 1994).
- 26 Se pueden definir varios objetivos: obtener un conocimiento colectivo más objetivo sobre el barrio; desarrollar la participación, el pensamiento crítico y la creatividad social, y formular colectivamente un plan vecinal cultural y educacional. Esto implica intentar trabajar colectivamente cuestiones sobre el nivel de organización social y acción colectiva de la población. Se espera que los sectores populares implicados desarrollen un entrenamiento científico a través de la apropiación del método de investigación y las formas participativas de trabajo. De acuerdo con mi experiencia este entrenamiento facilita y apoya la construcción de líneas de acción en las organizaciones populares, que devienen más democráticas e igualitarias.
- 27 *Desasnado*. Expresión popular y cotidiana que hace referencia a « dejar de ser asno » es decir a darse cuenta de algo.

Bibliografía

- Bourdieu, Pierre, 1984, *Distinction: A Social Critique of the Judgement of Taste*. Massachusetts, Harvard University Press, Editorial Brasiliense.
- Equipe das comunidades de base e de agentes do Diocese de Goaiás, 1985, « O Meio Grito » dans Rodrigues Brandao, Carlos (org.), *Pesquisa Participante*, Editorial Brasiliense, 2da Edición, San Pablo.
- Ferraroti, Franco, 1990, *La historia y lo cotidiano*. Buenos Aires. Centro Editor de América Latina.
- Glaser, Barney y Strauss, Anselm, 1967, *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*. New York, Aldine Publish Company.
- Gramsci, Antonio, 1959, *The modern Prince and Other Writings*. Nueva York, International Publishers
- Le Monde Diplomatique, 1998, (Edición española) Pensamiento crítico Vs. *Pensamiento único*. Madrid Editorial Debate S.A.
- Lukes, Steven, 1985, « Tridimensionalidad del Poder » dans *El Poder: Un enfoque radical*, España, Siglo XXI.
- Rubin de Celis, Ema, 1981, « Investigación científica vs. Investigación participativa » dans Ema Rubin de Celis et al, *Investigación Participativa y praxis rural*. Lima, Mosca Azul.

- Sirvent, María Teresa, 1984, *Educacao Comunitaria: A experiencia do Espírito Santo*. Sao Paulo, Editorial Brasiliense.
- Sirvent, María Teresa, 1994, *Educación de adultos: Investigación y Participación. Desafíos y Contradicciones*. Buenos Aires, Editorial Coquena. Colección, Educación Hoy y Mañana
- Sirvent, María Teresa, 1994, « The Politics of Adjustment and Lifelong Education: The case of Argentina ». *International Review of Education* 40(3), Hamburg Germany UNESCO, Institute for Education, pp. 195-207
- Sirvent, María Teresa, 1995, *Participatory Research on Established Order, Popular Culture, and Engagement of the Working Classes in Buenos Aires*, Ph. D Dissertation Columbia University New York, Michigan UMI Dissertation Services A Bell and Howell Company.
- Sirvent, María Teresa, 1998, « Multipobrezas, Violencia y Educación » dans Inés Izaguirre, (coordinación y compilación), *Violencia Social y Derechos Humanos*. Buenos Aires Editorial EUDEBA.
- Sirvent, María Teresa, 1999a, *Cultura popular y participación social. Una investigación en el barrio de Mataderos (Buenos Aires)*, Buenos Aires, Madrid Editorial Facultad de Filosofía y Letras y Miño y Dávila
- Sirvent, María Teresa, 1999b, « The Potential, Actual and Social Demand for Adult Learning in Argentina: the situation of educational risk and cumulative advantage » dans Madhu Singh (ed.) *Adult Learning and the Future of Work*, Hamburg Germany UNESCO, Institute for Education.
- Sirvent, María Teresa, 1999c, Problemática Metodológica de la Investigación Educativa En *Revista del Instituto de Investigaciones en Ciencias de la Educación*, Facultad de Filosofía y Letras, Universidad de Buenos Aires Año VIII, n° 14, Miño y Dávila Editores, Agosto.
- Sirvent, María Teresa et al., 2001a, « Estructura de Poder, Participación y Educación: Estudio de la situación de la educación de jóvenes y adultos en un contexto de neoconservadurismo, políticas de ajuste y pobreza. El caso de Argentina ». Ponencia presentada en Pedagogía: Encuentro por la Unidad de los Educadores Latinoamericanos; Palacio de las Convenciones, Habana, Cuba, 5-9 de febrero.
- Sirvent, María Teresa y S. Llosa, 2001b, « Jóvenes y Adultos y educación en la Ciudad de Buenos Aires: hacia una pedagogía de la participación » dans *Revista del Instituto de Investigaciones en Ciencias de la Educación*; Facultad de Filosofía y Letras - Universidad de Buenos Aires Año X, n° 18, Miño y Dávila Editores, Agosto.
- Sirvent, María Teresa, 2001c, « El valor de educar en la sociedad actual y el « Talón de Aquiles » del pensamiento único » dans *Voces*, Asociación de Educadores de Latinoamérica y el Caribe. Año V, n°10, noviembre, pp. 5-13
- Sirvent, María Teresa, 2002, « Educación popular de jóvenes y adultos y participación social. una historia y un presente », II Congreso Internacional de Educación. III Congreso Nacional. « La educación frente a los desafíos del Tercer Milenio, Ética y Esperanza, Córdoba, Octubre.
- Sirvent, María Teresa, 2003, « El Proceso de Investigación », *Cuadernos de Cátedras*, Facultad de Filosofía y Letras Universidad de Buenos Aires.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

L'objectif de cet article est de présenter un certain nombre de réflexions méthodologiques sur la recherche participative et sur l'engagement social du chercheur à la lumière de nos expériences d'investigation en Argentine. Nous présentons les caractéristiques épistémologiques, théoriques et méthodologiques de cette démarche qui se définit comme une façon de faire la science du social dans laquelle s'introduisent des variations clés dans la confrontation entre théorie et empirisme et dans la relation entre sujet et objet de connaissance. Nous abordons les principales caractéristiques de la recherche participative en soulignant l'importance de la notion de participation réelle des populations d'enquêtes dans la construction des connaissances et de celle d'objectivation de la réalité quotidienne qui interviennent dans cette trame complexe que sont les processus de pouvoir et de savoir.

El propósito de este artículo es presentar algunas reflexiones metodológicas sobre la Investigación Participativa y el compromiso social del investigador a la luz de nuestras experiencias de investigación en Argentina. Se describen las características epistemológicas, teóricas y metodológicas de la Investigación Participativa que se destaca como un modo de « hacer ciencia » de lo social donde se introducen variaciones claves en la confrontación teoría/empiría y en la relación objeto/sujeto del cono-

cimiento científico. Se abordan la características centrales de la Investigación Participativa remarcando los conceptos de participación real de la población en la construcción de un conocimiento colectivo y de objetivación de la realidad cotidiana que se conjugan en la compleja trama de los procesos de poder y conocimiento.

The purpose of this article is to present some methodological reflections about the Participatory Research and the investigator's social commitment on the light of our research experiences in Argentina. The epistemological, theoretical and methodological characteristics of the Participatory Research are described. The Participatory Research stands out as a way of « to make science » of the social facts where key variations are introduced in the confrontation of theory and empirical information and in the relationship between object and actors of scientific knowledge. The central characteristics of the Participatory Research are approached stressing the concept of population's real participation in the construction of collective knowledge as well as the concept of objectification of daily reality. Both concepts are articulated in the complex weft of the processes of power and knowledge.

Mots clés: Argentine, sociologie, recherche participative, théorie, empirisme

Palabras claves: Argentina, sociología, investigación participativa, teoría, empiría

Keywords: Argentina, sociology, participatory research, theory, empirical information



PHOTO N° 1 : FARINHA. LA FABRICATION DE LA FARINE DE MANIOC ET AUTRES PRODUITS À BASE DE MANIOC EST EFFECTUÉE PAR LES FEMMES (CLICHÉ DE L'AUTEUR).

« A CIDADE CRESCEU,
A MINHA ROÇA VIROU QUINTAL »¹
LE SYSTÈME AGRAIRE DE LA ZONE
PÉRIURBAINE DE SÃO GABRIEL DA CACHOEIRA,
AMAZONIE BRÉSILIENNE

LUDIVINE ELOY*

L'URBANISATION CROISSANTE SEIN DES ZONES FORESTIÈRES TROPICALES est un phénomène majeur. Durant les années 1990, les villes amazoniennes ont accueilli deux fois plus de population venue du monde rural que dans le reste du Brésil, et les taux d'accroissement annuels sont les plus élevés du pays (jusqu'à 30 % par an) (Lena, 1997). L'État d'Amazonas, dont la couverture forestière est la mieux préservée d'Amazonie, présente la même tendance. L'augmentation de la population urbaine représente presque 75 % en 2000 (IBGE, 2000). Elle est due principalement à la croissance démographique de Manaus, mais aussi à celles des petites capitales de communes (*municípios*) (Santos, 1996). D'après Trefon, l'étude des villes à tailles intermédiaire (5 000–20 000 habitants) est pertinente car elle aide à clarifier le long et complexe flux entre les espaces forestiers « productifs » et d'éventuelles mégapoles « prédatrices » (Trefon, 2000).

La croissance de ces villes moyennes dans l'« Amazonie des fleuves » est souvent interprétée comme le résultat d'un exode rural massif, lié à la l'effondrement de l'économie de collecte des produits d'extraction (Prang, 2001). Cependant, le phénomène de déplacement vers les centres urbains amazoniens ne peut pas s'expliquer seulement par la recherche d'ascension sociale (emploi, éducation) et par l'influence des agents de contacts (missionnaires, agents économiques régionaux, etc.) (Brandhuber, 1999). Par ailleurs, il est commun de présenter ces zones urbaines comme des espaces qui « grignotent »

* Institut national agronomique de Paris-Grignon. Travail issu du stage de fin d'étude à spécialisation « développement agricole » (DEA Géographie et pratique du développement, INA P-G/Paris X-Nanterre). Stage réalisé en 2002 au sein de l'Instituto Socioambiental et en collaboration avec la Fédération des organisations indigènes du Rio Negro (Ludivine.eloy@free.fr).

la forêt, et ces réseaux urbains comme des menaces qui pèsent sur le mode de vie des populations indigènes. De telles conceptions présupposent une dichotomie franche et caricaturale entre familles « urbaines » et familles « rurales », c'est-à-dire « traditionnelles » et « indigènes ».

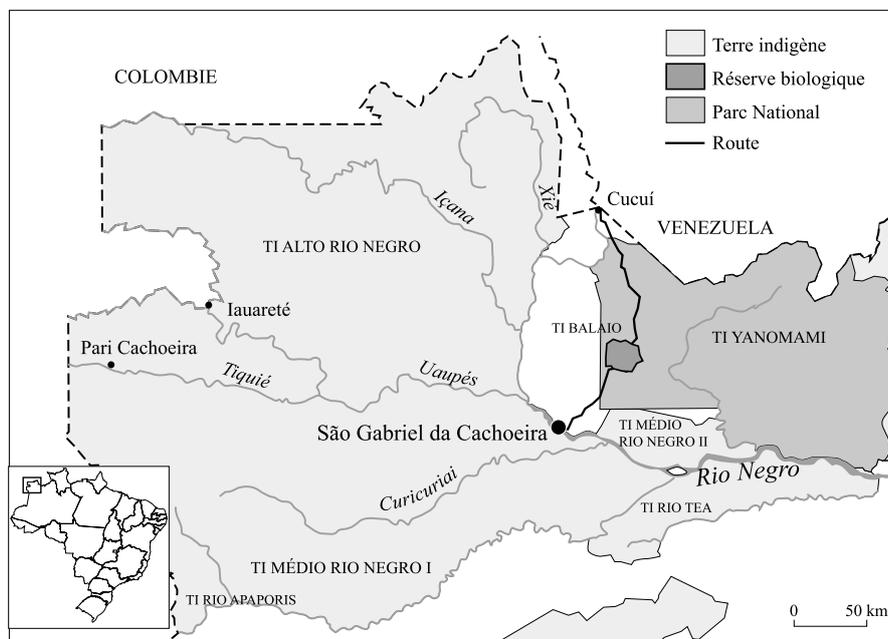
Nous proposons ici l'étude du système agraire de la région de São Gabriel da Cachoeira, capitale d'une commune en zone de frontière tri-nationale (Brésil, Venezuela, Colombie), dont le nombre d'habitants a plus que triplé en 20 ans. Cette population, d'environ 13 000 habitants, a la particularité d'être au moins à 80 % indigène. Elle est originaire principalement du Haut Rio Negro, région où plusieurs zones de « Terres indigènes » contiguës ont été homologuées récemment. Or, celles-ci entourent le centre urbain. De plus, la majorité des habitants de São Gabriel et de ses environs pratiquent encore la culture manuelle du manioc sur abattis-brûlis, sur des terrains aux droits fonciers et aux codes d'usages variés, et une part non négligeable de leurs revenus familiaux en dépend. Les familles gardent fréquemment des liens socio-économiques forts avec leur village d'origine. Dans ce cas, peut-on encore parler d'exode rural? Dans quelle mesure les modes de vie et les pratiques agricoles de ces migrants sont-ils différents de ceux des « Terres indigènes » définies par le gouvernement brésilien? L'agriculture périurbaine en milieu forestier est-elle viable et durable? Comment appuyer l'agriculture indigène dans un tel contexte?

Nous nous interrogerons ici sur la manière dont les producteurs, pratiquant des systèmes d'abattis-brûlis (à recrûs forestiers long et sans limitation individuelle de la terre en aire indigène), s'adaptent aux nouvelles conditions de l'espace périurbain, caractérisé par des contraintes d'accès aux ressources (lié à la concentration de la population) et de disponibilité en main-d'œuvre familiale. Notre intérêt a porté sur les différentes stratégies de subsistance familiale mises en œuvre selon les conditions de migration et d'accès à la terre, et sur les pratiques agricoles associées². Les résultats de cette étude pourront contribuer à la formulation de projets de développement adaptés, afin d'améliorer les conditions de production et de commercialisation et d'assurer la sécurité alimentaire des populations locales.

UNE RÉGION DE FRONTIÈRE : SOCIODIVERSITÉ, ÉCOSYSTÈME ET HISTOIRE DE L'OCCUPATION

La région du Rio Negro (carte n° 1), située à l'extrême Nord-Ouest de l'Amazonie brésilienne, est constituée principalement de « Terres indigènes » homologuées depuis 1998, à la suite d'un long mouvement de revendications. Il s'agit d'une zone d'enjeux territoriaux stratégiques, très peu déforestée, située à l'opposé de l'arc de déboisement qui progresse depuis l'Est et le Sud de l'Amazonie brésilienne.

CARTE N° 1 : LA RÉGION DE SÃO GABRIEL DA CACHOEIRA (RIO NEGRO)



La ville de São Gabriel constitue le principal pôle économique et administratif de la région. La population de la région périurbaine, aux origines très variées, reflète la socio-diversité de la région du haut Rio Negro, qui compte 22 ethnies. Avec près de 13 000 habitants, la population urbaine est en majorité amérindienne. Les principales langues parlées sont, outre le portugais, le nheengatu, le tukano oriental et le baniwa. La population allochtone est composée de familles descendantes de commerçants portugais arrivés au XIX^e siècle, de familles d'orpailleurs, de commerçants et de militaires arrivées dans les années 1970 (Brandhuber, 1999).

Les écosystèmes du bassin du Rio Negro, fleuve dont les eaux sont sombres et acides, sont caractérisés par des sols oligotrophes formés sur le socle granitique guyanais (Moran, 1991). La culture de manioc amer sur abattis-brûlis, manuelle, sans intrants, est la pratique agricole la plus répandue, tant en zone rurale que périurbaine. Autour de São Gabriel, sur des sols sableux, acides et oligotrophes, on trouve une forêt dense dite de terre ferme, c'est-à-dire non inondable, avec des enclaves de caatinga (forêt plus basse et plus ouverte que celle de terre ferme). Elle se forme sur des sols sableux blancs (podzols) et est impropre à la culture du manioc. La population et les surfaces cultivées se concentrent le long des fleuves et à proximité des forêts de terre ferme. La densité démographique totale est faible, de 0,27 hab./km² (Emperaire, 2000). Le climat est équatorial, avec un total de précipitations pouvant atteindre 3 500 mm/an, et une saison sèche peu marquée, appelée « été ».

entre les mois d'août et de janvier. Ce sont le nombre et la durée des périodes sèches qui déterminent le calendrier agricole annuel. Les producteurs doivent prévoir les travaux de défrichement et d'abattage un certain temps avant les périodes sèches, les temps de travail et de séchage dépendant du type de forêt ou de jachère défrichée.

Le système de production dominant des villages du Rio Negro

Moran (1991) et Chernela (1989) ont montré que les populations des écosystèmes à eaux noires ont compensé la faible productivité de leur environnement par des réseaux complexes d'échange et par la spécialisation des activités de subsistance, par un contrôle hiérarchisé des lieux de pêche les plus productifs, par une organisation segmentaire, par un habitat dispersé et par une dépendance vis-à-vis du manioc amer pour la majeure partie des apports caloriques. Au sein du territoire de ces villages, les hommes ouvrent, selon la disponibilité en main-d'œuvre, un abattis en forêt dense presque tous les ans, ainsi qu'un abattis en recrû forestier jeune. Les sols étant très pauvres en nutriments, le renouvellement de la fertilité est assuré par des friches arborées de vingt ans au moins. Généralement, pour ouvrir une nouvelle parcelle en forêt dense, le chef de famille fait appel aux membres de sa famille élargie ; il organise un *ajuri*, une période d'entraide, en échange de nourriture et/ou de *caxiri*, bière de manioc. Le défrichage se fait à la machette et à la hache.

La division du travail est bien marquée : une fois l'abattis ouvert, c'est la femme qui en prend soin et qui réalise les travaux manuels de plantation, désherbage, arrachage, replantation et préparation de la farine de manioc et autres aliments dérivés. Les hommes se consacrent à la pêche et à la chasse, ainsi qu'à la fabrication artisanale des ustensiles nécessaires à la transformation du manioc (Hugh-Jones 1979 ; Ribeiro 1995). La pêche et la chasse occupent une place fondamentale, en terme d'apport alimentaire (principal apport protéique), de temps de travail et d'utilisation de l'espace (Dufour, 1990). Les espèces cultivées sont très variées et entrent dans la préparation de divers produits et boissons. En plus du manioc amer (*Manihot escentula Crantz*), la patate douce (*Ipomoea sp*), les ignames (*Dioscorea sp*), l'ananas (*ananas sativa*), la banane (*Musa sp*), les piments (*Capsicum frutescens*), sont les espèces cultivées les plus fréquentes (photo n° 1).

Histoire de l'exploitation de l'espace périurbain et modalités d'accès au foncier

L'histoire du Rio Negro est marquée par l'esclavage et de travail forcé des Amérindiens depuis le XVII^e siècle. Le détournement de la main-d'œuvre locale par les militaires, les missionnaires et les commerçants fut permise par la migration forcée des familles amérindiennes depuis les affluents jusqu'aux rives du fleuve, au sein des missions et des aires de collecte de produits d'extraction (principalement caoutchouc et fibre du palmier piassava). Les familles qui résidaient aux environs de São Gabriel se rendaient souvent temporairement sur les lointains lieux de collecte, délaissant l'agriculture, surtout à l'époque du boom du caoutchouc (1870-1910). L'action des missionnaires salésiens depuis 1914 a aussi joué un rôle prépondérant dans le processus

d'altération des modes de vie traditionnels, par la concentration de la population le long du Rio Negro et particulièrement aux abords des internats qu'ils ont mis en place.

Avec le déclin final de la demande en caoutchouc de l'après-guerre et la perte de pouvoir des commerçants itinérants, les familles se replièrent vers l'agriculture de subsistance et, bientôt, vers la ville qui allait offrir de nouvelles possibilités de travail rémunéré. La colonisation de l'espace périphérique de São Gabriel s'est intensifié à partir des années 1970, dans le cadre des grands projets nationaux de développement de l'Amazonie, fondés sur la construction d'infrastructures et le renforcement de la présence militaire. La route BR-307 fut ouverte jusqu'à la frontière vénézuélienne, et la piste reliant la ville au port de Camanaus, lieu d'arrivée des marchandises en provenance de Manaus, fut asphaltée.

Ces travaux ont provoqué de grands changements dans la composition de la population citadine, avec l'implantation de deux bataillons de l'armée, d'institutions fédérales et d'entreprises de construction. Cependant, ils n'ont pas provoqué de colonisation massive, comme cela a été le cas dans d'autres parties de l'Amazonie. Au début des années 1970, les études du projet Radambrasil mettaient en avant l'extrême pauvreté des sols, l'isolement de la région et les difficultés de navigation sur le fleuve. Certaines familles de militaires, d'employés ou de commerçants bénéficièrent néanmoins de grandes propriétés de long de ces deux routes et commencèrent à y développer l'élevage bovin sur pâturage planté, grâce à l'emploi d'une main-d'œuvre amérindienne. De plus, l'armée et l'aéronautique s'approprièrent à cette époque de larges espaces le long de la route de Camanaus.

Au début des années 1980, la fermeture des internats salésiens et l'augmentation de l'offre d'emplois rémunérés provoquèrent d'autres afflux en ville. De nombreuses familles baré, occupants historiques de la région de São Gabriel, ou tukano originaires du Uaupés, commencèrent à construire une maison en ville pour permettre à leurs enfants d'étudier. Ces familles constituèrent alors les quartiers de la Plage et du Centre. Vivant une partie de l'année dans leur domicile urbain, elles commencèrent à mettre en place des abatis dans les zones les plus proches du centre (carte n° 2).

Dans les années 1980-1990, l'arrivée de nouvelles familles amérindiennes en ville, en raison, entre autres, d'une nouvelle croissance économique locale due à l'orpaillage et à l'augmentation du contingent de militaires, provoqua l'exploitation de zones plus lointaines suivant un axe Sud-Nord et la création de nouveaux quartiers. Cette expansion fut amplifiée par l'ouverture de deux pistes dans cette direction et la création de la colonie agricole Teotônio Ferreira (*assentamento*) en 1995. Par ailleurs, de nombreuses familles originaires des fleuves Uaupés, Tiquié et, plus récemment, de l'Içana et du Xié, s'installèrent au bord du fleuve, à proximité de la ville, s'intégrant souvent à des villages par le biais d'alliances et de mariages.

Le long des routes, la création de villages commença vers la fin des années 1980 mais demeura limitée car la majeure partie des terres appartient à des propriétaires citadins pratiquant l'élevage bovin. Depuis 1998, les terres qui font face à la ville, sur la rive droite du fleuve, font partie de la Terre indigène du Moyen Rio Negro I. La région présente ainsi une mosaïque d'espaces

MIGRATIONS OU MOBILITÉS ?

Brandhuber (1999) a montré que la migration des familles tukano relève de phénomènes plus complexes que la recherche de revenus ou de la scolarisation des enfants. Cependant, la présence à São Gabriel d'une population dotée d'un pouvoir d'achat plus élevé crée un secteur tertiaire actif et un marché différencié de produits agricoles. De plus, c'est pratiquement le seul lieu possible pour effectuer des études secondaires. Les habitants des villages se décident fréquemment à vivre en ville lorsque le premier fils a fini l'école primaire. Mais, au-delà de ces motifs, la migration des familles des villages indigènes vers São Gabriel relève d'un mouvement ample d'appropriation des capacités associées aux Blancs. Par la scolarisation, l'accès aux produits manufacturés et les emplois, la ville est un lieu d'accès et d'appropriation d'un mode de vie.

Notre recherche a mis à nouveau en évidence le caractère particulier de cette migration. La plupart des familles de São Gabriel continuent à pratiquer l'agriculture et, très souvent, gardent un habitat et un site de production au sein des villages dont elles sont originaires, où continue à vivre une partie de la famille. La résidence urbaine sert aux enfants qui étudient et aux membres de la famille qui exercent des travaux rémunérés. Les habitants du domicile urbain ont aussi fréquemment un autre site de production agricole aux alentours de la ville, auquel ils accèdent à pied. Il peut s'agir d'un lot de la colonie agricole, de la terre du diocèse, de terres de particuliers, etc. Comme Granchamp Florentino (2001) l'a montré dans les villes de la Transamazonienne, nous pensons donc que l'analyse de la complexité des logiques familiales entre village et ville nécessite une vision élargie du concept de résidence, et de travailler à l'échelle du groupe familial. Dans notre cas, les multiples configurations des espaces de vie familiaux se caractérisent par une multilocalité des unités de production et de résidence ainsi que par une grande mobilité entre ces différents lieux. Elles sont en outre marquées par les spécificités culturelles de chaque ethnie.

L'AGRICULTURE EN ZONE PÉRIURBAINE

Les nouvelles contraintes de la ville

Du fait de la concentration démographique et de l'appropriation de terres à proximité du centre par le diocèse, par certaines institutions fédérales, et par des particuliers (commerçants, employés), les terres cultivables sont toujours plus lointaines. Les familles récemment arrivées en ville doivent parfois marcher jusqu'à trois heures en forêt pour accéder à leur abattis (photo n° 2). Comme la majeure partie du transport des produits agricoles se fait à pied, leur capacité de production et commercialisation d'un éventuel surplus est limitée. Certaines de ces familles ont parfois l'option de s'installer en bord de fleuve, sur les terres d'un propriétaire citadin auquel elles versent régulièrement une contrepartie en nature (farine, fruits, etc.).

PHOTO N° 2: SUR LE CHEMIN DE L'ABATTIS, DEPUIS LE DOMICILE SITUÉ EN VILLE (CLICHÉ DE L'AUTEUR)



Certes, la ville offre un marché important et diversifié, mais les produits locaux sont concurrencés par les produits venus de l'extérieur, comme la farine et les pulpes de fruits surgelées importées de Manaus. Les producteurs de São Gabriel ont très peu intérêt à vendre leurs produits aux commerçants, car ils offrent près de la moitié du prix payé par le consommateur. Dans le cas de la farine, seules les familles venues de villages lointains par le fleuve et restant peu de temps en ville acceptent de vendre la farine de manioc pour 12 à 15 R\$ par lata (18 litres de farine). Par ailleurs, les possibilités de vente directe sont très restreintes: la ville compte un marché le samedi matin, situé dans un espace très petit, inadapté et dont l'accès est limité à certains producteurs (chaque samedi est réservé aux producteurs d'une région). Ainsi, une partie du commerce des produits agricoles de la région de São Gabriel se fait entre voisins ou entre membres d'une même famille, par commande (15 à 20 R\$ par lata en 2003). Enfin, du fait de la diminution des ressources, les produits

de la pêche et de la chasse sont chers, et l'apport protéique principal de la majeure partie des familles résidant souvent en ville provient des poulets congelés importés du Sud du Brésil.

La main-d'œuvre familiale est moins disponible en milieu urbain que dans les villages. Les hommes obtiennent parfois un emploi fixe et, très souvent, acceptent des travaux temporaires. Lorsqu'elles acceptent un travail, fixe ou non, les femmes sont moins disponibles pour effectuer le travail de désherbage et même de fabrication de la farine de manioc. Il leur faut alors acheter une partie de leur farine ou autres féculents tels que riz, pâtes, haricots noirs. Les enfants aussi, étudiant jusqu'à un âge plus avancé en ville, sont moins disponibles. Enfin, la difficulté à organiser des journées d'entraide limite aussi la capacité de production. La faible disponibilité de main-d'œuvre familiale est peu compensée par l'acquisition d'outils qui augmenteraient la productivité du travail: le *caetetú* (râpe giratoire équipée d'un moteur servant à râper le manioc) est encore peu répandu. Nous ne l'avons rencontré dans 8 des 29 exploitations étudiées comportant des abattis de manioc.

Nos enquêtes ont révélé la perte de diversité interspécifique dans les abattis. Dans le cas du manioc, nous avons compté une moyenne de 5 variétés, contre 20 à 30 en Terre indigène (Empeiraire et Pinton, 2001). La perte des connaissances qui sont liées aux variétés évoque un affaiblissement de la dimension identitaire de la diversité. Nous pensons comme Empeiraire que ce phénomène est dû aux difficultés de se procurer de nouvelles variétés après la migration en ville, et à la spécialisation des systèmes de cultures pour la vente, ce qui tend à privilégier les variétés blanches pour la production de galettes de féculé (*beiju curada*), de féculé, tapioca et de maçoça³, afin de répondre à demande citadine (Empeiraire, 2000).

Les systèmes de culture sur abattis-brûlis : évolution technique et rôle économique

En ce qui concerne l'agriculture familiale, nous avons identifié quatre systèmes de production correspondant à des grands types de modes de subsistance. L'adoption de l'un ou de l'autre dépend de l'époque d'arrivée en ville et des possibilités de salariat complémentaire. Le type n° 3 est le plus fréquemment observé.

Culture de manioc sur abattis-brûlis dans un ou plusieurs sites, complétée par les revenus d'un emploi fixe

Nous avons fréquemment identifié ce système au sein de familles d'origine baré et tukano, installées dès les années 1970 en ville. Elles ont eu accès aux terres proches du centre, notamment dans la propriété du diocèse, grand espace au sol relativement fertile. Dans cette zone, les familles disposent de lots de moins de 3 ha, et la surface des abattis, ouverts en recrûs forestiers jeunes, ne dépasse pas 0,3 ha par famille et par an (photo n° 3). En plus de l'impossibilité de cultiver un certain nombre d'espèces exigeantes (arbres fruitiers notamment), les rendements en manioc sont de l'ordre de 8 t/ha, contre 12 à 16 t/ha dans les abattis de forêt dense. La faible production est souvent complétée par celle d'un abattis dans un deuxième site lointain. Il s'agit souvent d'un *sítio*, une zone d'exploitation familiale de bord de fleuve, de 40 à

100 ha, où la culture de manioc alterne avec des friches longues. Enfin, ce sont ces familles, les plus anciennes en ville, qui ont le plus de facilités à obtenir des emplois relativement fixes, par exemple comme employé de mairie ou d'hôpital. Ainsi, le temps qu'ils peuvent consacrer à l'agriculture est limité et leur production est destinée essentiellement à l'autoconsommation. Souvent, ces essarts ne constituent qu'une production d'appoint pour l'alimentation familiale qui se compose principalement de denrées importées.

PHOTO N° 3 : DES ABATTIS OUVERTS EN RECRÛ FORESTIER JEUNE, À LA SORTIE DE LA VILLE
(CLICHÉ DE L'AUTEUR)



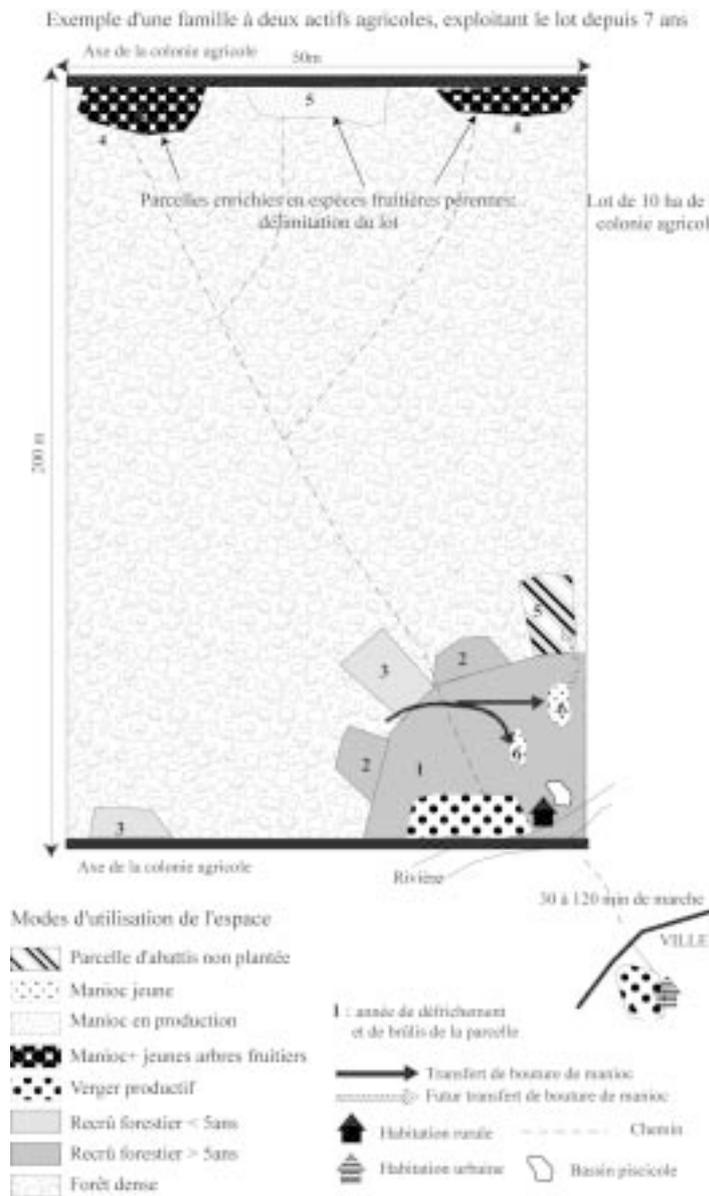
Constitution d'un verger en complément de la culture de manioc

Il s'agit d'un système de culture qui consiste en l'ouverture d'un abattis presque chaque année en forêt dense, et dans lequel l'agriculteur commence à planter des espèces fruitières pérennes à partir du premier ou deuxième cycle de culture de manioc, dans une partie de la parcelle. Cette pratique aboutit à la formation d'un petit verger plurispécifique, productif pendant environ quinze ans. Il est parfois associé à un système maraîcher et un petit élevage avicole ou piscicole.

La plupart des familles concernées, arrivées depuis les années 1980, habitent actuellement le quartier du Dabarú et disposent d'un lot dans la colonie agricole. Elles investissent la majeure partie de leur temps de travail dans la pro-

duction agricole et ont peu de revenus extérieurs. Elles disposent de terres situées à moins d'une heure de marche de la ville. Cette accessibilité fait qu'elles se tournent vers la production fruitière. La production de manioc est destinée à l'autoconsommation et la production de fruits et de légumes en partie à la vente (figure n° 1).

FIGURE N° 1 : SCHEMA D'UN MODE DE GESTION DES RESSOURCES FORESTIÈRES AVEC PRATIQUES D'ABATTIS-BRÛLIS AU SEIN DE LA COLONIE AGRICOLE DE SÃO GABRIEL DA CACHOEIRA



Par ailleurs, pour limiter les risques de vol, ce système exige une présence quasi continue sur l'exploitation, ce qui va de pair, en retour, avec des expériences de petit élevage avicole ou piscicole et de maraîchage. Ces exploitants sont très peu mobiles. Dotés d'un titre de concession d'utilisation agricole sur des lots de 10 ha de la colonie agricole, ils s'adaptent fréquemment à la limitation en surface par une gestion des leurs ressources qui consiste à anticiper et planifier l'exploitation des recrûs forestiers sur plusieurs années, et à établir des vergers en bordure du lot. Ils savent que, très probablement, avec l'expansion urbaine, ces lots seront divisés et lotis, et que seule une partie du terrain pourra être gardée à des fins de résidence. La plantation d'arbres fruitiers assure donc un espace productif pour le futur, et permet de légitimer et de démarquer l'usage de la terre.

Plantation lointaine de manioc, gérée de manière extensive, et emplois temporaires

Il s'agit du système familial le plus courant. La famille dispose d'une résidence principale en ville, et d'un *sítio*, c'est-à-dire une exploitation de bord de fleuve, qui comprend un abattis et une deuxième maison. Ce *sítio* peut faire partie ou non d'un village. Une partie de la famille y réside, ou du moins s'en occupe régulièrement; les enfants et petits-enfants, qu'ils étudient ou travaillent en ville, y vont durant les fins de semaine et les vacances. On y pratique la culture de manioc sur abattis brûlés en forêt dense, la pêche et la cueillette.

Il s'agit de familles disposant soit d'un droit d'usage au sein du territoire d'un village, ou soit d'un terrain propre lointain, relativement grand (entre 10 et 30 ha), en bord de fleuve ou aux abords des routes (colonie agricole ou le long de la route de Camanaus). Elles jouent sur la pluri-activité pratiquée à l'échelle de la famille élargie. Le chef de famille, contrairement au premier type de producteur, n'a souvent que des emplois journaliers, et les revenus familiaux sont très irréguliers. La famille se maintient souvent grâce à la pension de retraite de l'un de ses membres. Généralement, la femme se dédie entièrement à la production agricole, et parvient parfois à vendre de la farine de manioc et autres produits dérivés. L'homme, peu disponible, ne peut ouvrir fréquemment des abattis, et la taille des essarts et leur fertilité, liée à l'âge du recrû forestier, sont limités. Ainsi, ils plantent en priorité du manioc afin d'assurer la sécurité alimentaire de la famille. Sans cesse à la recherche d'un travail en ville, la femme passe plusieurs jours sur l'exploitation et revient aussitôt avec la farine en ville. La présence limitée sur l'exploitation empêche ainsi la pratique de systèmes d'élevage ou de maraîchage (vol, entretien, etc.). C'est donc le temps de transport et la disponibilité en main-d'œuvre familiale qui limitent la surface cultivée, la production et la commercialisation des produits agricoles.

Développement de nouveaux systèmes intensifs en surface ou pratique de l'extractivisme comme dernière option

Certaines familles disposant de très petites surfaces proches de la ville pratiquent un système familial de maraîchage avec peu d'équipement, associé parfois à un verger et une petite surface plantée en manioc doux, réservé à la ven-

te. Ces systèmes sont cependant rares : 4 cas rencontrés sur 70 familles contactées (photo n° 4). D'autres familles indigènes, arrivées il y a moins de trois ans, en attente d'une terre ou d'un travail, vivent de la pension de retraite d'un membre de la famille et de la collecte de produits végétaux pour la confection d'un artisanat destiné à la vente. Les ressources, principalement du bois et des fibres de palmiers, sont situées à proximité de la ville (*pau-brasil* - *Brosimum sp.*, *tucum* - *Astrocaryum sp.*), ou dans les villages d'origine où elles retournent plusieurs mois par an (*tucum*, *arumã* - *Ischnosiphon sp.*, *piçava* - *Leopoldina piassaba*, *cipó titica* - *Heteropsis sp.*). Ces groupes habitent dans les quartiers les plus récents (Ariel) et sont dans la situation la plus précaire.

PHOTO N° 4 : LA CULTURE DE PRODUITS MARAICHERS DESTINÉS À LA VENTE (CLICHÉ DE L'AUTEUR)



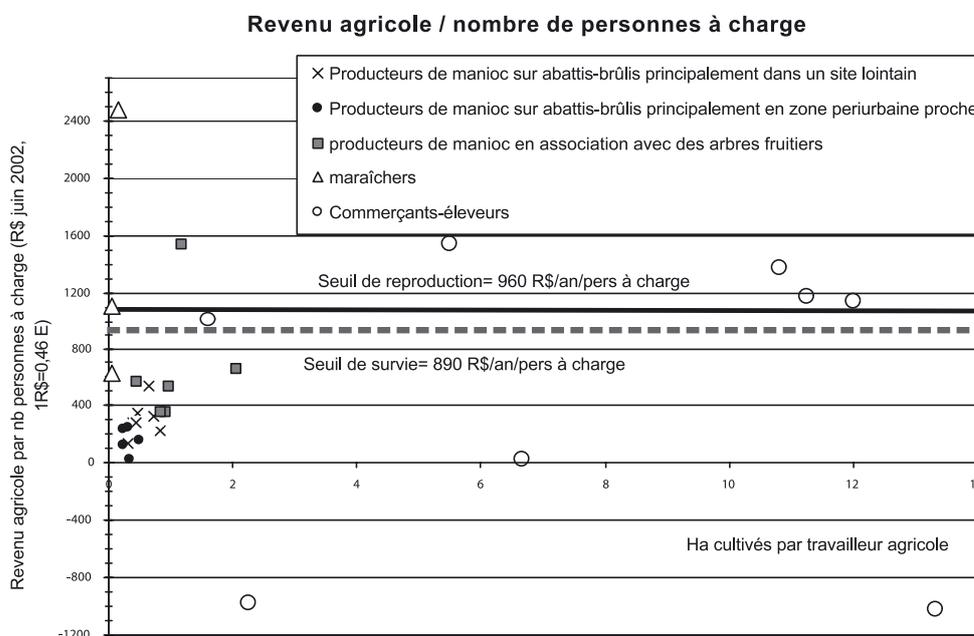
LES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES

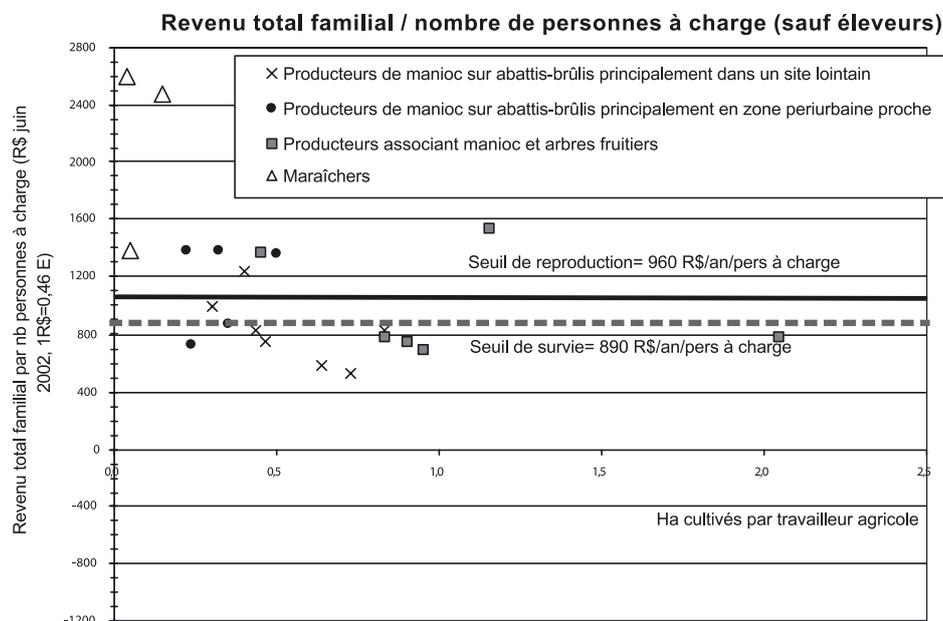
Nous avons comparé les revenus agricoles familiaux et les revenus totaux familiaux à un seuil de survie calculé à partir d'enquêtes sur les besoins indispensables des familles (figure n° 2). Les revenus issus des emplois rémunérés en ville permettent à presque toutes les familles d'être au-dessus du seuil de survie. L'écart entre revenu agricole et revenu total familial est très marqué pour

celles qui pratiquent le système de culture sur abattis-brûlis en friche jeune, sur de très petites surfaces : dans ce cas, la majeure partie du revenu familial provient d'un revenu extérieur à l'exploitation et la production agricole des abattis n'est qu'un complément à la consommation familiale. Ceci indique la nécessaire complémentarité du système de culture sur abattis-brûlis avec un travail rémunéré (10 R\$/ jour) ou avec des activités plus intensives (maraîchage, pisciculture) et/ou non agricoles (extraction du bois, artisanat), dans ce contexte urbain.

Il convient de noter la remarquable souplesse du système de culture du manioc sur abattis-brûlis : les abattis peuvent être ouverts durant la moitié de l'année ; la taille de la parcelle à défricher et l'âge du recrû forestier peut être choisi en fonction de la main-d'œuvre disponible sur le moment ; le manioc, une fois mûr, peut attendre plusieurs mois avant d'être arraché. Ainsi, même s'il ne dégage pas une valeur ajoutée aussi élevée que d'autres systèmes (fruiticulture, maraîchage, élevage), ce système est très souvent préféré par les familles car il offre une bonne adaptation aux irrégularités du climat, une sécurité alimentaire, et laisse la possibilité d'exercer une activité complémentaire en ville pendant une partie de l'année. Cependant, en raison des différentes contraintes du milieu périurbain, les systèmes sont modifiés : les périodes de recrû forestier sont plus courtes (jusqu'à moins de 3 ans), et la fréquence des désherbages, du nombre d'espèces et de variétés de manioc cultivées, ainsi que les rendements sont diminués.

FIGURE N° 2 : REVENUS AGRICOLES ET TOTAUX DE PERSONNES À CHARGE DANS LES EXPLOITATIONS





PERSPECTIVES DE L'AGRICULTURE À SÃO GABRIEL

Comme dans de nombreuses régions d'Amazonie, nous voyons que le problème de la terre est central. La terre ne manque pas en valeur absolue, mais la zone périurbaine présente de nombreux problèmes de baisse de fertilité, d'insécurité de la tenure foncière et de transport. Par ailleurs, en étudiant la carte de la zone d'étude (carte n° 2), on observe que les voies d'expansion de l'agriculture familiale sur abattis-brûlis sont limitées pratiquement à l'axe actuel d'expansion agricole (colonie agricole), axe qui précède celui de l'expansion urbaine. Le reste de l'espace demeure bloqué par des grandes propriétés privées détenues par des commerçants et les terres mises en réserve par les ministères de la Défense et de l'Aéronautique. La rive droite du fleuve, « Terre indigène du moyen Rio Negro I », peut difficilement être une zone d'expansion agricole car elle présente, en retrait de la forêt de terre ferme, une très large bande de formation continue de caatinga sur podzols. Il s'agit d'une aire démarquée et homologuée récemment.

D'après la Constitution brésilienne de 1988, cette terre appartient à l'État fédéral, et son usufruit permanent est réservé aux populations amérindiennes qui occupent traditionnellement la région. La terre ne peut donc être vendue, achetée, mise en gage, hypothéquée ou échangée par des particuliers (pas de propriété privée). En réalité, à part quelques villages, la rive droite du fleuve en face de la ville est une succession de terrains divisés, appartenant à des citoyens qui ont un droit d'usage exclusif et individuel sur les parcelles. Ces propriétaires sont principalement des descendants de familles baré originaires

de la région qui exercent des emplois rémunérés et respectés. Même si actuellement certaines de ces « propriétés » ne sont plus garanties par un titre légal, les limites des parcelles sont reconnues localement de tous, et aucune famille indigène récemment arrivée dans la région et sans terre ne peut y ouvrir un abattis sans l'autorisation du propriétaire.

De manière générale, l'appui à l'agriculture familiale est très limité dans la région. L'enseignement délivré à l'École agrotechnique fédérale est fondé sur le modèle de développement du Sud du Brésil, c'est-à-dire, un enseignement-recherche centré sur l'élevage bovin et la plantation de graminées fourragères. Ce modèle de développement agricole, déjà étendu en Amazonie, est relayé par la politique menée par la mairie. En période de campagne électorale, les représentants politiques lancent parfois des campagnes de distribution d'équipements aux familles d'agriculteurs, mais il s'agit d'actions ponctuelles dissociées de quelconque programme d'appui et de valorisation de la production agricole familiale telle qu'elle est localement pratiquée.

La tentative de colonie agricole Teotônio Ferreira a résulté d'un projet d'appui à l'agriculture familiale, marqué initialement par un souci de dotation en terre et d'amélioration de l'accès aux abattis déjà ouverts par les familles. Cependant, les promesses d'ouverture de routes n'ont pas été tenues car seuls les deux axes principaux sont partiellement praticables par un véhicule motorisé. Les lots les plus éloignés ne peuvent presque pas être mis en valeur tant l'accès est difficile. Par ailleurs, les familles n'ont reçu, dans le meilleur des cas, qu'un titre de concession d'usage agricole. Ce titre ne garantit en rien leur droit à garder la totalité du lot qu'ils possèdent actuellement, lorsque la ville sera étendue dans cette direction, comme c'est le projet de la mairie.

Pour améliorer le commerce des produits locaux, il est indispensable de créer un marché quotidien dans un espace couvert, fonctionnel et spacieux, ouvert à tous. Cette mesure devrait être complétée par l'aménagement de locaux pour le stockage des productions des familles non résidant à São Gabriel. Les prix devraient être diffusés par radio ou par affichage et connus de tous à l'intérieur de cet espace. En ce qui concerne la production d'aliments protéiques, l'élevage avicole pourrait compenser la diminution des ressources de pêche autour de la ville. L'élevage piscicole d'espèces locales, autogéré par les habitants, paraît être une bonne solution. Elle a d'ailleurs déjà fait ses preuves dans des zones plus excentrées de la région, grâce à un projet ISA/FOIRN⁴ à la station Caruru (Rio Tiquié) et dans le district de Iauaretê (Rio Uaupés).

De manière générale, une meilleure valorisation des produits locaux pourrait être entreprise par les institutions locales, au moyen d'opérations d'information et, par exemple, d'intégration des produits régionaux à leurs consommations. La production agricole locale pourrait être en effet valorisée économiquement et culturellement dans la ville, au nom du différentiel qu'elle représente : gestion des ressources locales, matériel biologique varié, savoirs traditionnels associés, entretien des espaces, services environnementaux.

Les agriculteurs résidant à São Gabriel pratiquent des systèmes de production variés adaptés au marché urbain, associant plantation multispéci-

fique et à haute diversité intraspécifique en abattis, fruiticulture en systèmes agroforestiers, maraîchage et petits élevages, et contribuent en grande partie à l'approvisionnement de la ville. Cependant, la capacité de production d'un surplus agricole est limitée par les conditions de sécurité foncière, de transport et de commercialisation.

Du point de vue local, l'appui à l'agriculture indigène est urgent, car la mise en place de systèmes de production agricoles qui rémunèrent la force de travail au même niveau que la rémunération du travail en zone urbaine permettrait de libérer des emplois sur le marché du travail urbain, et d'assurer la sécurité alimentaire des familles, point essentiel dans ce contexte de migration. En outre, du point de vue régional, l'enjeu porte aussi sur l'articulation avec les productions des « Terres indigènes » et sur la manière de valoriser le différentiel culturel et écologique de l'agriculture indigène en zone périurbaine et en « Terres indigènes ». L'agriculture s'insère en effet dans un ensemble de connaissances traditionnelles, dans un réseau d'échanges large et très ancien, et représente un système agraire à faible impact doté d'un mode de gestion et d'enrichissement de matériel phytogénétique propre à la région⁵. La mise en place de filières spécifiques (beijus, farines, piments, fruits), appuyées sur ce différentiel culturel et sur une identité territoriale récemment officialisée, pourrait éventuellement constituer une voie à prospecter.

La question du rôle de la « Terre indigène » face au processus d'urbanisation et de développement agricole se pose alors : dans le futur, on peut se demander en quoi les mouvements associatifs indigènes et les institutions (non gouvernementales et gouvernementales) qui y sont liés peuvent influencer sur l'organisation du commerce des produits agricoles, la gestion de l'expansion urbaine, les questions de propriété foncière, de gestion des ressources naturelles, et enfin sur la mise en valeur et la conservation des ressources phytogénétiques et les connaissances qui leur sont associées. Cette problématique implique de dépasser le clivage traditionnel espace rural/espace urbain, de mener une réflexion sur la mobilité des familles amérindiennes et d'étudier plus profondément la multilocalité des résidences et des sites de production, pour la relier aux logiques, aux intérêts et aux pratiques agricoles des familles présentes.

Bibliographie

- Brandhuber, G., 1999, « Why tukanoans migrate? Some remarks on conflicts on the upper Rio Negro (Brazil) », dans *Journal de la Société des Américanistes*, n° 85, pp. 261-280.
- Chernela, J. M., 1989, « Managing Rivers of Hunger: The Tukano of Brazil », dans *Advances in Economic Botany*, n° 7, pp. 238 - 248.
- Clément, R., 1999, « 1492 and the loss of amazonian crop genetic resources. II. Crop biogeography at contact » dans *Economic Botany*, n° 53 (2), pp. 203-216.
- Dufour, D. L., 1990, « Use of Tropical Rainforest by Native Amazonians », dans *Bioscience*, n° 40 (9), pp. 652-659.
- Emperaire, L., 2000, « Entre selva y ciudad: estrategias de producción en el Rio Negro medio (Brasil) », dans *Bulletin de l'Institut Français des Études Andines*, n° 29 (2), pp. 215-232.
- Emperaire, L. et Pinton, F., 2001, « Le manioc en Amazonie brésilienne: diversité variétale et marché », dans *Génétique, Sélection, Évolution*, n° 33 (suppl. 1). pp. S491-S512.

- Granchamp Florentino, L., 2001, *Urbanisation, stratégies familiales et multipolarité rurale-urbaine: la transamazonienne à l'ouest d'Altamira (Pará, Brésil)*, Thèse de doctorat, EHESS, Centre de Recherche sur le Brésil Contemporain, Paris, 386 pp.
- Hugh-Jones, C., 1979, *From the Milk River: spatial and temporal processes in the northwest Amazonia*. Cambridge, Cambridge University Press.
- IBGE, 2000, « Censo demografico », dans www.ibge.gov.br.
- Lena, P., 1997, « Qu'est-ce que la ruralité aujourd'hui en Amazonie brésilienne », dans Gastellu et Marchal, *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du xx^e siècle*. Paris, ORSTOM, pp. 575-593.
- Moran, E. F., 1991, « Human Adaptative Strategies in Amazonian Blackwater Ecosystems », dans *American Anthropologist*, n° 93 (2), pp. 361-382.
- Prang, G., 2001, *A caboclo society in the middle Rio Negro Basin: Ecology, economy and History of ornamental fishery in the state of Amazonas, Brasil.*, Thèse de doctorat, Wayne State University, Anthropologie, Detroit, Michigan.
- Ribeiro, B. G., 1995, *Os índios das águas pretas: modo de produção e equipamento produtivo*. São Paulo, Companhia das letras, Edusp.
- Santos, T. F., 1996, « Características da urbanização recente no Estado do Amazonas », Non publ. Fundação Joaquim Nabuco, (www.fundaj.gov.br/docs/text/texpop.htm).
- Trefon, T., 2000, « Forest-city relations », dans Bahuchet, *Les peuples de forêts tropicales aujourd'hui*, Volume II: une approche thématique. Bruxelles, Programme Avenir des Populations des Forêts Tropicales. APFT, ULB, v. 2, pp. 305-330.

Notes

- 1 « La ville a progressé, mon abattis est devenu un verger » (un habitant de São Gabriel da Cachoeira).
- 2 Le diagnostic agraire a été réalisé de mars à juillet 2002. Nous avons débuté l'étude par une lecture de paysage associée à une série d'enquêtes historiques de manière à reconstituer les différentes étapes de la colonisation agricole du milieu. Ensuite, une série d'enquêtes rapides aux domiciles dans les différents quartiers a permis de réaliser un échantillonnage stratifié. Nous avons alors choisi 41 familles selon les critères suivants: ethnie, origine, lieu du domicile et de l'exploitation, ancienneté en ville, type d'agriculture pratiquée. Le trajet jusqu'aux exploitations et la localisation de celles-ci ont été repérés par GPS et cartographiés sur une image satellite Landsat (ISA), ce qui a permis de réaliser un zonage des modes d'occupation de l'espace. Dans les exploitations, nous avons étudié les différents systèmes de productions et participé aux travaux agricoles. Enfin, nous avons complété nos enquêtes par un deuxième questionnaire centré sur la quantification des productions, des ventes et des consommations des familles.
- 3 La maçoça s'obtient après fermentation dans l'eau de variétés blanches et cuisson lente de la pâte obtenue par râpage des tubercules.
- 4 L'Instituto Socioambiental est une organisation non gouvernementale brésilienne (www.socioambiental.org) qui travaille conjointement avec la Fédération des Organisations indigènes du Rio Negro.
- 5 La région du Haut Rio Negro est considérée comme un foyer secondaire de domestication (Clément, 1999).

RÉSUMÉ-RESUMO-ABSTRACT

Cet article présente les résultats de l'analyse-diagnostic du système agraire de la région de São Gabriel da Cachoeira, petite ville en croissance de l'Amazonie occidentale (Haut Rio Negro), entourée de Terres indigènes très peu déforestées. La population de la ville a la particularité d'être majoritairement amérindienne et de pratiquer encore la culture manuelle de manioc sur abattis-brûlis. Ces familles pratiquent des systèmes de production variés, souvent adaptés au marché urbain et aux différentes contraintes de la ville, et leurs choix diffèrent essentiellement par leur trajectoire de migration et de leur accès à la terre. L'espace périurbain présente une mosaïque de zones aux modes d'utilisation, aux unités de paysage et aux régimes de propriété différents, où l'appropriation individuelle de la terre, contrairement aux « Terres indigènes », est très courante. Les familles jouent sur la complémentarité des activités agricoles et des emplois rémunérés, ce qui se traduit par leur grande mobilité et une multilocalité des résidences et unités de production. Ainsi, l'étude approfondie de ces différentes stratégies familiales doit dépasser les notions d'exode rural et le clivage rural/urbain, afin de mieux appréhender le futur et les moyens de garantir la durabilité de cette agriculture, support fondamental de la culture amérindienne régionale.

O artigo resulta de uma análise-diagnóstico do sistema agrário da região de São Gabriel da Cachoeira, pequena cidade em desenvolvimento da Amazônia ocidental (Alto Rio Negro), cercada por Terras Indígenas muito pouco desmatadas. A população urbana é, em sua maioria, indígena, e pratica ainda a cultura manual de mandioca após corte e queima da floresta. As famílias praticam sistemas de produção variados, sempre adaptados ao mercado urbano e às diferentes dificuldades da cidade, e suas estratégias dependem principalmente das trajetórias migratorias e do acesso à terra. O espaço periurbano apresenta um mosaico de zonas que correspondem a um conjunto heterogêneo de unidades de paisagem e

práticas agrícolas diferentes, assim como regimes de propriedade variados, caracterizados pela importância da apropriação individual da terra, ao contrário da área indígena. As famílias aproveitam a complementaridade entre as atividades agrícolas e urbanas, revelada por sua mobilidade e por uma multilocalidade dos domicílios e das unidades de produção. Assim, a análise das diferentes estratégias familiares tem que ultrapassar as idéias de exodo rural e de oposição caricata entre espaço rural e urbano, afim de planejar o futuro desta região e encontrar meios de garantir o sustento desta agricultura, suporte fundamental da cultura indígena regional.

This paper presents the results of the analysis of São Gabriel da Cachoeira's agrarian system. This growing little town of North-West Amazonia (Alto Rio Negro) is surrounded by Indigenous Lands which face a low deforestation level. The urban population is mostly indigenous and still practice the manual slash-and-burn cultivation of bitter manioc. The families practice various production systems, which are frequently adapted to the urban market and are coping with urban constraint; their choices depend mostly on their migratory trajectories and on the access to land. The periurban space is characterized by a mosaic of zones, with differentiations in terms of various land-use systems, landscape unities and land-tenure. Individual property is common, on the contrary to what it is in the Indigenous Lands. The families take advantage of the complementarity between farming and urban activities, which is revealed by the high mobility and the multilocal settlement and production patterns. Therefore, the analysis of these different familial strategies has to depart from the ideas of rural exode and dichotomous separation between rural and urban zone, in order to better seize the future of this region and to provide means to guarantee the sustainability of this agriculture, which is a fundamental support of the regional indigenous culture.

Mots clés : Amazonie, ville, migrants, agriculture, Terres indigènes

Palavras chaves : Amazônia, cidade, migrantes, agricultura, Terras Indígenas

Keywords : Amazonia, town, inmigrants, agriculture, indigenous Lands

EL LICEO DE COLIMA (1874-1884) « SUEÑO O UTOPIÍA »

MARÍA DE LOS ÁNGELES
RODRÍGUEZ ÁLVAREZ*

EN LA SEGUNDA MITAD DEL SIGLO XIX, los liceos fueron un factor más de innovación educativa y de lucha, dentro de un México liberal que se debatía entre la modernidad y la tradición. Estas instituciones educativas jugaron un papel determinante en la Historia de la Educación Mexicana, porque junto con la aparición de los Institutos sustentaron los sistemas de educación media y superior contemporáneos. Se establecieron en varias entidades del país, como: Sonora (1855), Ciudad del Carmen, Campeche (1858), Tamaulipas (1863), Guadalajara, Jalisco (1834-1914), Sinaloa (1872-1874) y Colima (1874-1884), entre otros.

La existencia del Liceo como entidad educativa no es una moda que se desarrolla en el mundo, es mucho más, es la existencia por primera ocasión de escuelas de nivel medio, antes inexistentes de la currícula escolar. Ellas son los antecedentes de lo que posteriormente serán las secundarias y las preparatorias. Constituyeron en México un momento educativo de transición muy importante y como en Colima, en muchos casos, fueron los únicos centros que otorgaron educación superior después de la primaria. De hecho, el Liceo en Colima fue la primera institución educativa de nivel superior establecida en la entidad, de efímera existencia, pero de gran trascendencia, ya que de aquí egresaron personajes que impulsaron el desarrollo de la entidad. Hasta su creación sólo había escuelas elementales, situación que lamentablemente continuaría al cierre del Liceo, hasta el siglo XX cuando se establecen nuevamente los niveles medio superior y superior (la Universidad de Colima surge en 1940).

La experiencia del liceo aparece tanto mas importante cuando se sabe que Colima es uno de los estados más pequeños de la República Mexicana (des-

* Archivo Histórico del Municipio de Colima, Universidad de Colima, mararoal@palmera.colimanet.com.

pués de Tlaxcala y Morelos). Se encuentra en el costado oriente del país y limita con los estados de Jalisco y Michoacán, y con el Océano Pacífico al suroeste. Para esta época la región estaba prácticamente aislada, los caminos malos y abruptos, en especial el que venía de Guadalajara y atravesaba las barrancas de las faldas del volcán de fuego (trazo que se hacía a lomo de mula), el otro muy largo a través de Michoacán, el ferrocarril inexistente (se inaugura hasta 1908), con una casi nula relación con el resto del país. El puerto de Manzanillo era la única posibilidad de contacto con el resto del país y con el exterior, causa también del auge comercial que se vivió en esta época propiciada por la llegada de una serie de extranjeros que se acercaron en Colima.

LOS LICEOS EN MÉXICO Y LA GESTACIÓN DEL DE COLIMA

Ramón R. De la Vega, hombre polifacético que fungió tanto como político, como empresario, fue además un humanista de gran visión, con especial interés por el desarrollo educativo de la entidad. Aparece en la escena política de Colima ocupando cargos de importancia a partir de los años cuarenta del siglo XIX. En 1849, cuando don Ramón era Jefe Político por Colima, invitó al ciudadano francés Mathieu de Fossey para que dirigiera las normales en el estado, aventura que lamentablemente sería como casi todo en estas épocas, fugaz, tanto la estadía de Mathieu de Fossey como la posición política de don Ramón. Sin embargo algo se gestó en la mente de ambos, que muchos años más tarde se convertiría en una realidad.

¿Fue el influjo de este personaje lo que imprimió en el ánimo de don Ramón la idea de establecer un Liceo en Colima, conjugada más tarde con la influencia educativa de la breve estadía del gobierno de Maximiliano de Habsburgo, o también sirvió de acicate la cercanía de varios liceos, como los de Guadalajara y el de Zapotitlán el Grande, hoy ciudad Guzmán? Sin duda todas estas circunstancias contribuyeron en el ánimo de las autoridades para crear una institución educativa similar en Colima. Tal vez, nunca se logren esclarecer éstos hechos y la forma en que pudo influir Mathieu de Fossey en ésta Historia, pero lo que sí es innegable es el profundo cariño y respeto que le tenía a don Ramón R. De la Vega. Testimonio de ello son los comentarios que sobre él hace en su libro.

La primera Constitución de corte liberal en el Estado, declaró la libertad de enseñanza con un control moderado, esta última intromisión debida seguramente a un sentimiento local. Entre las atribuciones que le concedía la Ley al Congreso estaba la creación de planteles « donde se estudiara todas las artes y ciencias », y entre éstos un Colegio Civil, cuyo decreto fue expedido en 1859, por el gobernador Miguel Contreras Medellín, proyecto que tampoco prosperó, debido asimismo a las circunstancias violentas por las que atravesaba el país y por ende Colima. Sin embargo es una referencia importante porque esta denominación permaneció en el ánimo colimense, de tal manera que cuando se estableció el Liceo, éste se citaba indistintamente como « Colegio Civil » y como Liceo, tanto en los documentos oficiales como en los que no lo son (Almada, 1939 : 39). El término Colegio Civil también cor-

responde a una propuesta educativa del México Liberal, que quería ubicar a las nuevas instituciones educativas dentro de la visión de una sociedad secularizada.

Años más tarde, cuando regresó Ramón R. De la Vega como gobernador retomó la idea, porque en la primera Ley de Educación de Colima, expedida el 22 de marzo de 1863, se establece un Liceo dentro del nivel de instrucción secundaria, considerado entonces como preparatorio para la enseñanza profesional. La Intervención Francesa volvió a impedir la creación del Liceo, ya que don Ramón De La Vega tuvo que dejar el gobierno de Colima durante todo el periodo, a pesar de que la Ley de Educación del Imperio demandaba la instalación de estas instituciones en todo el país. En 1867 cuando don Benito Juárez restauró la República, don Ramón regresó a terminar su mandato constitucional que finalizaba en 1869, bajo las lógicas condiciones adversas provocadas por la guerra. Si bien la Ley de 1863 no tuvo gran efecto, si dejó establecida en la letra su constitución y estableció en Colima la dependencia que se encargaría del ramo de Instrucción Pública, una Inspección, que se encargaría de proponer « todas las medidas que crea conducentes al planteo, desarrollo y mejora de la Instrucción Pública... » (Castañeda, 1988 : 315-317).

El Colegio Civil « Liceo » empezó a ser una realidad en 1873, cuando el Inspector de Instrucción Pública Miguel González Castro organizó una comisión, para estudiar la forma de establecer el Colegio. Ésta estuvo integrada por los miembros más destacados de la sociedad colimense de aquel momento. El gobernador la oficializó más tarde bajo la presidencia del propio Miguel González Castro. Con esta intención el Gobernador invitó a lo más granado de la población el 4 de mayo de 1873, a una junta donde se arreglarían « las bases del Colegio Civil del Estado que trata de establecerse ». Firmaban de enterados, Miguel G. Castro, y muchos prominentes hombres colimenses, entre estos Ramón R. De la Vega. Es una larga lista con más de noventa nombres, lo que indica la reciprocidad ciudadana que existía en este tipo de situaciones, actualmente ha desaparecido esta forma de colaboración, dejándose la casi total responsabilidad de la organización educativa al gobierno.

La Comisión entregó un estudio el 6 de mayo de 1873. En él recomendaba el establecimiento de un Colegio Civil donde se impartieran las cátedras de latín, francés, inglés, gramática española, lógica, metafísica, moral, religión, matemáticas, física, química elemental y teneduría de libros (Morales, 2003 : 149-150). Una currícula amplia y ambiciosa que en muchos casos no fue posible otorgar. En esta propuesta se separan moral de religión, tintes nuevos de una enseñanza liberal, aunque todavía no laica. Durante esos años, Colima era uno de los estados de la República que mejor atención educativa tenía. Dhylyva L. Castañeda Campos dice que el 5.4 % de la población estaba atendida en el aspecto educativo, porcentaje solo superado por Tlaxcala, Hidalgo, Nuevo León, Distrito Federal y Estado de México (Castañeda, 1988 : 317).

Para poder establecer el Liceo fue necesario expedir un proyecto de Ley especial, que generara recursos: « como carece de fondos para su sostenimiento el ejecutivo juzga conveniente arbitrarlos por medio de una contribución indirecta que se establezca », lo que originó la expedición del decreto número 56, del 21 de marzo de 1874, donde se instituía una « contribución de veinticinco pesos por cada carga de efectos extranjeros o nacionales » que entraran a la ciudad de Colima, « cuyo producto se destinara al sostenimiento

de la instrucción secundaria en el Estado ». De acuerdo a los cortes de caja que se conservan de los dos primeros años de actividades del Liceo, este ingreso se utilizó como fuente principal de manutención, fluctuando la cantidad captada entre 150 a 400 pesos mensuales, por este concepto. A finales de 1875 no vuelven aparecer los cortes de caja del Liceo por separado, sino en el conjunto de todo el ramo de Instrucción Pública, y aquí no se aprecia si estos ingresos se seguían destinando exclusivamente al Liceo, o bien se aplicaban a todo el sector educativo.

Durante el mes de marzo de 1874 se discutió largamente en el congreso del Estado el Reglamento Provisional con que inició funciones el Liceo. Este documento constituye un aporte muy valioso para la historia de la Escuela ya que perfila su primera estructura, aunque en la práctica difirió en algunos aspectos, muchas veces, como siempre por falta de recursos. El Reglamento establecía al Liceo como una institución oficial encargada de la instrucción secundaria, preparatoria para estudios superiores, donde se impartirían las cátedras de: Latín, Historia y Cronología, Gramática española, Inglés y Francés, Lógica, Metafísica y Moral, Matemáticas, Física y Química, Cosmografía-Geografía, Historia natural, Teneduría de libros, Dibujo y Pintura, de acuerdo al siguiente plan de estudios (cuadro n° 1).

CUADRO N° 1: PRIMER PLAN DE ESTUDIOS DEL LICEO

	1 Año	2 Año	3 Año	4 Año	5 Año	6 Año
Mañana	Primer curso de latín	Primer curso de francés	Segundo curso de francés	Primer curso de matemáticas	Segundo curso de inglés	Física general, geografía y cosmografía
Tarde	Repeticiones de la castellana,	Retórica y segundo curso de latín	Lógica, metafísica y moral	Primer curso de inglés	Segundo curso de matemáticas	Física experimental y Química elemental
Noche	Tenedura de libros	Dibujo natural y lineal	Dibujo natural y lineal	Dibujo anatómico y de paisaje (sic)	Historia y cronología	Historia natural en sus aplicaciones a la medicina y agricultura

Aquí podemos observar que desaparece la religión, quizás porque éste es un documento oficial y no sólo la propuesta de una comunidad. Se aprecia entonces como la oficialización de la escuela tiene una tendencia política educativa y ya no las aspiraciones de una población. Se agregaron historia y cronología, cosmografía-geografía, historia natural, dibujo y pintura, materias de corte humanístico cultural y artístico complemento ideal de la formación de los jóvenes, aunque no siempre fue posible impartirlas, o bien nunca se dieron, como historia natural y pintura. Es posible que ante la falta de suficientes recursos económicos siempre se haya dado preferencia a las materias que se consideraban indispensables, quitando aquellas que desafortunadamente se juzgaban de adorno. En este sentido la cátedra de moral fue eliminada en el reglamento de 1877. Estos conocimientos les permitirían a los egresados acceder a los estudios profesionales de Farmacéutico, Escribano, Abogado,

Médico, Agricultor e Ingeniero. En esta propuesta se puede apreciar que fuera de la ausencia de la educación física, cumplía con los cánones pedagógicos de la época, enfocados hacia la enseñanza de las cuatro áreas básicas: intelectual, moral, estética y física.

El reglamento estaba dividido en ocho capítulos que organizaban toda la vida de la institución. En el primero se señala la estructura administrativa con el personal necesario para trabajar. Encabeza la lista el rector, sigue un vicerrector y luego los maestros de cada una de las materias, para finalizar con el personal de servicio compuesto por un mayordomo, portero y mozo de oficios. El segundo capítulo define las funciones del rector, quien se encargaría de la dirección del establecimiento en todos sentidos, desde los aspectos netamente administrativos como nombramientos y permisos, el castigo de faltas a los alumnos, hasta el cuidado financiero, como no permitir se admita a los alumnos internos cuya pensión no hubiera sido aceptada por el mayordomo, checar la buena marcha de la institución y vigilar que se cumplieran los requisitos educativos suficientes tanto en alumnos como maestros. El rector sería la figura representativa socialmente de la Institución y la intermedia entre ésta y el resto de la administración estatal.

El vicerrector debía vivir en el Liceo para vigilar directamente la buena marcha del plantel « a fin de que siempre hubiera una persona de respeto ». Su función principal era cuidar la vida moral y religiosa entre el personal y los alumnos, como las formas de etiqueta establecidas. Era básicamente el celador general, como lo manejaba el reglamento. El secretario nombrado entre los profesores estaba a cargo del archivo, y realizaba comunicaciones oficiales, actas de examen, matrícula, listas y llevaba la caja chica, lo cual no difiere mucho de una situación actual en escuelas de pequeñas proporciones. El capítulo cinco estaba dedicado a los maestros y establecía sus obligaciones y funciones básicas como la enseñanza de cada una de las materias y la organización de éstas, listas, evaluaciones, exámenes públicos. Además tenía otras de carácter extracurricular como dar conferencias u organizarlas sobre su materia, actuar como celador cuando le correspondiere y asistir a los eventos públicos que organizaba el Liceo.

El siguiente capítulo, seis, se refiere a los alumnos divididos en externos e internos, los segundos a su vez o eran pensionistas que cubrían sus gastos o tenían lugares de gracia (el gobierno otorgaba diez becas de gracia a los jóvenes que mostraran aplicación, moralidad y pobreza, a veces también se conseguía dotarlos de algunos libros), el reglamento establecía cuantos de éstos se otorgaban. También se establecía de forma muy enfática lo que debían llevar a la Escuela los pensionados, «...una cama provista de todo lo necesario », y como debían vestirse y presentarse, con el uniforme de la escuela y bien aseados, tanto dentro como fuera del establecimiento.

DESARROLLO DEL LICEO DE COLIMA

Los planes de estudios

Con esta configuración el Liceo inició actividades un 5 de mayo de 1874, curiosamente en una fecha conmemorativa gloriosa para México, pero no

para Francia. El edificio que ocupó estaba en la casa número 146 de la hoy Calle de Constitución, en el centro de la ciudad de Colima. En 1877 se expide un nuevo Reglamento donde se planteaba la enseñanza de las siguientes materias:

- I. De Latinidad e idioma francés
- II. De Matemáticas y Teneduría de libros
- III. De Filosofía y Literatura
- IV. De Historia y Cronología.
- V. De Cosmografía, Geografía y Astronomía
- VI. De Física y Química
- VII. De Inglés y Alemán
- VIII. De Dibujo industrial

Aquí se observan interesantes aumentos, adecuaciones y ausencias. Por ejemplo a matemáticas se le volvió a agregar teneduría de libros, como un buen manejo práctico del conocimiento teórico. A historia se le complementó con su estructura vital, la cronología, lo que de alguna forma la debe haber hecho más memorística y erudita de acuerdo a la enseñanza positivista del momento. A geografía se le aumenta astronomía dentro de un contexto más amplio hacia el conocimiento no sólo de la tierra sino del universo. A los idiomas se agregó el alemán, y el ámbito estético desapareció, dándosele apertura al tecnológico con dibujo industrial. En los planes de estudios posteriores van apareciendo otras materias propias de la enseñanza mercantil de entonces, aritmética comercial y contabilidad mercantil, como un proceso de formalización de esta área, tan necesario en las condiciones socio económicas que vivía el país.

En las distintas currículas del Liceo encontramos que unas materias fueron una constante y otras nunca se llegaron a impartir, como lógica, metafísica y moral. De las dos últimas podemos imaginar la razón: el Liceo se identifica más como una institución educativa de corte liberal y de ahí el rechazo a cualquier esbozo de educación moral. Medicina y agricultura que estaban en el primer reglamento de 1864, antecedentes necesarios para los que iban a estudiar más adelante estas carreras, nunca se enseñaron. En cambio filosofía, literatura, alemán y pedagogía, se completaron en un cuadro de estudios más enfocado a las áreas educativa-humanística.

De tan ambicioso proyecto que se tuvo al principio, desafortunadamente la escuela no tuvo las condiciones económicas, ni los recursos humanos por lo que sólo inició con dos cátedras, Francés y Latín o latinidad, como así se le denominaba en los planes. Esto lo sabemos gracias a la subsistencia de las dos primeras evaluaciones que se hicieron de los alumnos fundadores, hechas a finales de mayo de 1874, o sea a escaso un mes de iniciadas las actividades formales, y ambas firmadas por el mismo maestro, (Hernández Espinoza, 1950 :37) Alejandro Buquetti (jesuita italiano); aunque el maestro Francisco Pineda ya estaba nombrado desde el 17 de abril en Latín y urbanidad, y Buquetti en francés con nombramiento fechado el mismo día, pero quizás sólo lo sustituyó por corto tiempo.

Los anuncios de apertura de la Escuela planteaban las cátedras de: latinidad, francés, inglés, gramática española, lógica y dibujo, como lo establecía el Reglamento Provisional. Sin embargo, ante la imposibilidad de abrir con

todas, se advertía que más tarde se impartirían las demás. En un primer comunicado oficial el Vicerrector dice que ha quedado instalado el Liceo el 5 de mayo, con las clases de latín y francés - en la primera a Francisco Pineda y en la segunda Alejandro Buquetti, Antonio Gil como portero, Atilano García de mozo de aseo, Simón Hermosillo encargado de los alimentos del rector, catedráticos, alumnos, y demás personal y por último José Moreno como Tesorero.

Los horarios presentados en adelante (cuadro n° 2), si bien corresponden al año de 1878, dan una idea de cómo estaban organizados los estudios en este tipo de escuelas. En ese entonces el año escolar comenzaba el 18 de octubre para terminar el último de agosto, con dos periodos escolares, el primero de octubre al veinte de marzo y el segundo de marzo al último día de agosto. El horario empezaba a las seis de la mañana para los internos, hasta las diez de la noche, en que se establecía silencio general en los aposentos. Los externos entraban a las ocho de la mañana para salir a las diez y media, regresando por la tarde a las dos y media hasta la cinco de la tarde, dividido todo el tiempo entre estudios de cátedras, generales, recreos y comidas. Habría que advertir que manejaban horario de verano pues durante el segundo periodo de marzo a agosto se levantaban y acostaban una hora más temprano (cuadro n° 2).

CUADRO N° 2 : LOS HORARIOS DEL LICEO EN 1878

Horarios	1 época (18 de octubre a 20 de Marzo)	2 época (20 de Marzo a 31 de agosto)
5 a 6		levantarse, asearse y desayuno
6 a 7	levantarse, asearse y desayuno	Baño
7 a 8	estudio de alumnos internos	estudios especiales
8.00	entran los externos	<i>Idem</i>
8 a 8.30	estudios generales	<i>Idem</i>
8.30 a 10	cátedra	<i>dem</i>
10 a 10.30	estudios generales	<i>Idem</i>
10.30	salen los alumnos externos	<i>Idem</i>
10.30 a 11	Recreo	<i>Idem</i>
11 a 12	estudio	<i>Idem</i>
12 a 13	refectorio	<i>Idem</i>
13 a 14	Recreo	<i>Idem</i>
14 a 14.30	estudio	<i>Idem</i>
14.30	entran los alumnos externos	<i>Idem</i>
14.30 a 15	estudios generales	<i>Idem</i>
15 a 16.30	Cátedra	<i>Idem</i>
16.30 a 17	estudios generales	<i>Idem</i>
17.00	salen los alumnos externos	<i>Idem</i>
17 a 18	estudio	<i>Idem</i>
18 a 19	Recreo	<i>Idem</i>
19 a 20	Cátedra	<i>Idem</i>
20 a 21.30	Refectorio y Recreo	<i>Idem</i>
21.30 a 22	Silencio	<i>Idem</i>

A seis meses de abierto el Liceo, el editorial del periódico oficial del Estado comenta que se ha impartido francés, latín y urbanidad, y sobre esta última dice « se práctica aquí de una manera exquisita ». Mucho hincapié se hacía en esta época a la enseñanza de éstas reglas de urbanidad y no sólo las básicas, sino de forma extensa el comportamiento social de los individuos, el cual estaba muy reglamentado, considerándose parte de su educación global, situación que ahora normalmente se ha dejado al entorno familiar. Siempre se estaba señalando en la legislación ésta problemática. La ley de 1880 enfáticamente señala que la educación que se otorgue en el Liceo tenga como objetivos « inspirar a la juventud sentimientos de virtud y moralidad » e impartirle la instrucción preparatoria para las carreras profesionales, pero primero la virtud y la moralidad, lo que la privilegia sobre la formación académica. Dhylva Castañeda platica como la vida del Liceo estaba perfectamente regulada, con estrictas medidas de conducta: « los alumnos tenían que poseer finas maneras, ser puntales, observar normas higiénicas, respetar y obedecer a los maestros... » (Castañeda, 1988 :354).

El periódico oficial del estado de Colima, del 20 de noviembre de 1874, menciona la realización de los primeros exámenes públicos con sinodales representativos de la sociedad colimense. Sobre los alumnos señala que las preguntas fueron contestadas con oportunidad y exactitud por lo que todos estaban muy complacidos por el éxito alcanzado en tan poco tiempo. Habla maravillas del Lic. Fernández Ulloa vicerrector del Liceo, del Lic. Francisco S. Pineda de la cátedra de latinidad y de Buquetti el catedrático de francés, quien es « acreedor también a nuestros parabienes », pero en especial, los que se llevaban las palmas de halagos fueron el Lic. D. Miguel González Castro rector del Liceo y don Ramón R. de la Vega inspector de Instrucción Pública en el Estado: « también el Sr. Vega, el anciano patricio colimense, cooperó con su nunca desmentido entusiasmo a la fundación de ese plantel benéfico que se hacía tan necesario ». Reciba el honrado decano de la democracia del Estado, nuestras felicitaciones más cordiales. Terminando con la felicitación al gobernador del Estado Filomeno Bravo.

En adelante la situación iría prosperando; en 1876 se tienen ya maestros para matemáticas, inglés, alemán, filosofía y literatura; en 1877 aumentan dibujo, química y teneduría de libros. En 1878 se aumentan historia y geografía y aparentemente desaparecen química y alemán (aunque parece que alemán nunca se llegó a impartir); en 1879 se establecen contabilidad mercantil, gramática castellana y física; en 1883 se hacen los últimos ajustes al plan de estudios, insertando materias nuevas como aritmética comercial, reaparecen física y química aunque esta última parece que empezó a impartirse hasta 1884, y se aumentan dibujo caligráfico, gramática general y pedagogía, ésta última tan importante en la preparación de preceptores, única formación profesional que proporcionó el Liceo durante su breve existencia. De esta forma se había logrado cumplir con la mayoría de las materias de estudio propuestas, aunque algunas con cambio de denominación o adaptaciones curriculares, la única que no se llegó a impartir fue historia natural.

EL LICEO Y LA NACIÓN

La vida del Liceo como la de muchas dependencias de estos años sufría indudablemente los embates de los sucesos, tanto locales, como nacionales. Por eso en 1877 tuvo que hacer un pequeño alto en el camino, del que salió vigorizada. Cerró provisionalmente durante los dos primeros meses de ese año, a causa de los problemas de la política nacional. Fueron los momentos de lucha por el poder presidencial, entre tres colosos, Sebastián Lerdo de Tejada, José Ma. Iglesias y Porfirio Díaz, ganando Díaz. Filomeno Bravo en ese momento Gobernador Constitucional de Colima apostó mal al ganador. El estaba con Iglesias, uno de los perdedores, situación que provocó una grave crisis política en el estado, con enfrentamientos muy duros durante todo el mes de enero de 1877, quedándose al frente del gobierno interinamente el general de brigada Doroteo López, quien en marzo reabrió el Liceo. A pesar de todos estos descalabros fue un año de nutrida concurrencia estudiantil.

El 19 de marzo fue anunciada la reapertura del Liceo de Varones de acuerdo al decreto expedido el día cinco de ese mes, con un sentido discurso por parte del Lic. Severo Campero, uno de sus distinguidos maestros. Este año, 1877, se realizaron una serie de reformas en el Liceo de Varones bajo la atenta mirada de don Ramón, quien no conforme con los resultados alcanzados por la Escuela hasta ese momento, propuso el establecimiento de nuevas cátedras: gramática castellana y general, pedagogía e historia universal y particular de México.

En 1879 se dio una importante acción para el Liceo. La Secretaria del Gobierno del Estado Guadalupe Castillo envía una carta al Inspector de Instrucción Pública donde le indica que por « orden superior... deben cursar un año en el Liceo del Estado los aspirantes al título de preceptores para concederles el examen respectivo », fechado en Colima el 4 de marzo. A partir de este momento empieza a definirse la primera preparación de carácter profesional que otorgará el Liceo y la única hasta su cierre, la de Preceptor, aunque ya se venían presentando los exámenes para preceptores en el Liceo desde 1878, para los que cursaban antes las cátedras de francés, inglés, filosofía, matemáticas, historia y geografía. De nuevo encontramos la presencia de don Ramón R. De la Vega, relacionada directamente con la situación educativa del Estado de Colima y del Liceo en particular. En los años anteriores estuvo en diversos cargos políticos que le permitieron a su vez seguir de cerca y apoyar veladamente el desarrollo de la Institución, pero para 1880 era de nuevo Inspector de Instrucción Pública.

Para estas fechas parecía que el Liceo se consolidaba y alcanzaba madurez en el contorno educativo colimense, porque ese año hubo en el congreso local una interesante disertación sobre las posibilidades de establecer educación superior en el Liceo, aunque desafortunadamente de nuevo la situación financiera sería el impedimento mayor para su consecución. Como medida para adoptar estas reformas se propuso se suspendieran las partidas de alumnos subvencionados que se encontraban haciendo estudios en otros lugares del país (se les otorgaban 10 pesos por mes). El problema era que estos jóvenes al suspenderse sus becas tendrían que interrumpir sus estudios, con pocas posibilidades en el corto tiempo de continuarlos en Colima, con lo que se les impedía seguir su formación educativa, situación que no logró resolverse a favor del

Liceo, porque se oponían su propio origen y objetivo: « siendo los estudios del Liceo preparatorios a los de facultad mayor, sin los primeros no sabemos cómo serían provechosos los últimos, segundo la instrucción que se da en el Liceo es económica y oportuna, y si bien no da profesores en derecho y medicina encamina a los educandos hacia estas profesiones y otras proporcionándoles una cómoda y decente subsistencia ».

Finalmente se expidió un decreto que establecía en el Liceo del Estado clases para hacer los estudios necesarios, para obtener título en las profesiones de abogado, ingeniero, agricultor, médico y médico cirujano. En el segundo artículo de este decreto se planteaba que las clases iniciarían a partir del 1 de noviembre, « a juicio de la Junta Directiva » con los estudios que fueran urgentes, atendiendo al número de alumnos que se inscribieran. Entre las profesiones que se planteaban estaba también la de preceptores. Aunque también se decretó la suspensión de « las subvenciones que el Estado ministraba en favor de algunos jóvenes para seguir carreras literarias y científicas en los colegios de otros Estados, pudiéndose continuar solo aquellos agraciados que comprobaran estar cursando el penúltimo año de sus estudios profesionales ». Todo esto no es más que muestra de la debilidad económica del estado de Colima, agravada más por los vaivenes de la política, tan inestable en esa época.

Necesidades y preocupaciones por obtener un mejor futuro para las nuevas generaciones siguieron alentando a los hombres que buscaban el progreso para su tierra. El editorial del periódico oficial del 25 de mayo de 1880 dice que: « El periodo de crisis porque ha pasado la instrucción pública, es debido en gran parte a la poca fe que se tiene en los adelantos positivos de la juventud estudiosa y en la desconfianza que hay respecto a los elementos con que cuenta la actual administración para llegar al noble fin que se ha propuesto; pero lo diremos de una vez, la constancia, la laboriosidad y la ilustración reconocida del gobernante que el pueblo eligió para regir nuestros destinos, suplirá aquellos defectos y hará que el Estado se eleve a la categoría que le corresponde entre los Estados de la Confederación Mexicana ».

Ya se ha visto que el personal encargado de atender el Liceo estaba constituido por un rector (en 1875 se le cambió la denominación a director), un vicerrector y los catedráticos encargados de la enseñanza de las materias, así como el personal de servicio (mayordomo, portero y mozo de oficios). Con el tiempo variaría este cuadro de personal. Por ejemplo el vicerrector desapareció en el Reglamento de 1877. Por cierto la comisión encargada del primer proyecto había propuesto para esta plaza a un « eclesiástico ilustrado », quien además de las labores propias de un vicerrector impartiría religión a quienes lo solicitaran, situación muy curiosa pues esta cátedra como se ha visto quedó fuera de la estructura oficial, para evadir la responsabilidad de ofrecerla abiertamente dentro de un establecimiento « civil ». Más tarde en su lugar se creó una prefectura de estudios en 1875; y ya al final de la historia del Liceo se creó una ayudantía para la dirección y desaparece la prefectura de estudios. Como siempre el Liceo tuvo que irse adecuando a las raquíticas condiciones económicas, que siempre condicionaron su subsistir.

LA VIDA ESCOLAR

Si bien el Liceo fue concebido dentro de la corriente liberal, no pudo apartarse de la profunda tradición religiosa de Colima aunada ésta a su enorme respeto por las reglas urbanas de convivencia social. Por ello siempre se estableció la obligación de que los alumnos cumplieran con sus deberes religiosos, situación que concuerda como ya hemos visto en la coexistencia de las cátedras moral-religión.

La vida cotidiana

Dentro de éstas normas estaban inscritas las reglas de conducta social, como cuidar las maneras finas que han de observar en la mesa, y de atender que los alumnos estuvieran siempre decentes y aseados, llevando ropa apropiada, tanto al interior como al exterior del plantel. Respecto a esto último, el artículo 15 del Reglamento de 1877, señalaba que para salir a la calle tendrían que vestirse con un traje de levita azul con botones dorados, pantalón también azul con vivos de oro, chaleco de piqué blanco con botón también dorado, corbata y sombrero negros.

Su conducta debería ser irreprochable tanto al interior, como al exterior de la Escuela. Por eso no resulta extraño que unos años después se determinara que estaba prohibido: todo lo que era ajeno a la buena educación, como distraer a los compañeros, silbar, dibujar en las paredes figuras, cortar flores, dar empellones, porque tan sólo debería ponerse por regla general el estudio y enseñanza, que era el único fin del Liceo. Poco se puede conocer de la cotidianidad al interior del Liceo, si no fuera por algunas aparentemente insignificantes hojas de papel que sobrevivieron, como un escrito localizado en el Archivo General del Estado de Colima, garabateado como « Ocurrencias del mes, discípulos ». Por su significado se transcribe un párrafo que nos permite reproducir algo de esa intangible vida a nuestra mirada:

Día 2 Se ha prohibido: «... usar palabras indecentes, silvar (sic), cantar, maltratar los muebles y útiles, estudiar a gritos, toda clase de distracciones y conversaciones inútiles fuera de las horas de recreo. Embromarse, entrar al establecimiento con el sombrero puesto, encender cerillos frotándolos en las paredes o pilares, poner en estos letreros y dibujar figuras igualmente que en las puertas, cortar flores y andar por el jardín. Desaguar en otra parte que no sea dentro del común sin ensuciarlo por fuera. Traer libros que no sean los de enseñanza. Sentarse a estudiar en las mesas-bancas donde se dan las cátedras de idiomas y partida doble. Entrar al segundo patio sino es cuando vayan al examen... » Por otro lado ordenaba dedicarse con constancia al estudio, asistir con puntualidad y limpios, nunca sin corbata y sucio el calzado. Asimismo se les encomendaba portarse decentemente en todo lugar, no sólo al interior de la escuela.

Ignoramos la razón del documento. Parece como un diario que debió llevar alguna de las autoridades, tal vez el vicerrector ya que en algunos puntos se refiere al Rector y al Prefecto, y de acuerdo un poco a sus funciones éste era el apropiado para hacer esta clase de observaciones. Trae día por día a partir del día dos de enero. Los primeros comentarios son más explícitos, conforme van pasando los días son más escuetos, terminando sólo en unas cuantas palabras precisas como «... se dio libre la tarea por orden del rector... ». El pri-

mero arriba transcrito, era de los más amplios: tal vez se empezaba con muchos ánimos el año y su registro, o bien porque al inicio del año se dictaron estas normas por el Prefecto de Estudios y debían dejarse bien establecidas.

En los demás días señala quienes habían faltado y por qué, en caso de justificación o permiso, cambios de horarios y clases; hay uno muy curioso del día 11 que dice se mandaron borrar los letreros insultativos al gobierno y una caricatura que aparecieron en el exterior del Liceo — nada diferente a lo que hoy sucede — o bien señala que no se han recibido las comunicaciones oficiales. Hay una nota del día 7 de enero que dice se recibió una carta de Lucio Uribe donde les comunica que saca a su hijo del Liceo, sin ninguna explicación (aunque en las listas se sigue registrando un Uribe Juan Bautista desde el inicio de clases del Liceo hasta 1877). Luego el documento termina el día 20 sin más ni más. Uno de los aspectos que señala son los días feriados indicando el 5, 12 y 19 que corresponderían a los domingos y el día 6 de Reyes.

También los maestros debían seguir las normas y reglas de conducta sociales fijadas por la autoridad. A finales de 1878 se dio un hecho penoso entre el Prefecto de Estudios y uno de los catedráticos, el reconocido Lic. Severo Campero profesor de Filosofía y literatura, porque parece que el Lic. Campero se presentó a impartir clases en estado impropio, a lo que el prefecto de estudios le recriminó exigiéndole aseo y decoro en su trabajo y asimismo le escribió al rector recomendándole influyera en Campero para que renunciara a su cargo. Éste pide llegar a un arreglo enfrente de los alumnos, pues alegaba excitación causada tal vez por exceso en la bebida. El problema no debió haber sido resuelto porque en febrero del siguiente año Campero renunció a la cátedra.

El cuidado de la imagen del Liceo llegaba hasta la vigilancia de la conducta de los servidores menores, dentro y fuera del edificio. La noche del 17 de agosto de 1874 fue sorprendido por el maestro Buquetti el portero de la escuela Antonio Gil platicando a deshoras, 2.30 de la madrugada, con una mujer en la esquina del Colegio. Buquetti lo comunica al vicerrector ese mismo día diciéndole que estas cosas manchan el buen nombre del Liceo y que se puede poner en menosprecio a la opinión pública por lo que dicha conducta no puede ser tolerada manifestándole que se debe despedir a dicho oficial, cosa que realiza el vicerrector ese mismo día, poniendo en su lugar de emergente a uno de los alumnos del plantel, Andrés Martínez, quien regresa a sus clases al contratarse el nuevo portero Felipe Grageda, el 1 de septiembre.

Las festividades civiles y religiosas fueron en la Escuela una parte importante de su vida y desarrollo, como lo siguen siendo ahora en toda escuela. El 5 de mayo se festejaba ya en estos años como una fiesta cívica importante. La victoria contra los franceses representaba un gran momento de gloria para la nación en búsqueda de una identidad. Una escuela no podía desperdiciar un evento así inflamado del patriotismo decimonónico, pero en 1874 no había suficiente dinero para realizar la conmemoración en el Liceo, así es que se les pide cooperación a los maestros para poder realizarla.

De lo poco que hemos podido entresacar de los documentos sobre la vida cotidiana en la escuela, sabemos que los alumnos internos comían en el refectorio del Colegio donde el vicerrector cuidaba de las buenas formas de la mesa. Para ellos y para el personal, como catedráticos y personal de servi-

cio se les preparaban alimentos. Uno de los primeros documentos oficiales del Liceo menciona que tanto el vicerrector como los dos primeros maestros, de latín y francés, o sea Francisco Pineda y Alejandro Buquetti, debían vivir en la escuela. Después ya no se vuelve a tener noticia sobre esta disposición, pero es posible que sólo el vicerrector lo hiciera por la directa responsabilidad que tenía sobre el Colegio. Sobre los sistemas y métodos de enseñanza tampoco se ha podido encontrar ningún testimonio, sólo de un inventario encontrado a medias de 1877 entresacamos algunos útiles y materiales que se utilizaban:

- Un juego de sólidos para estudios de geometría
- Seis cajas de pizarrines
- Una cartera, se ignora para qué.
- Dos esferas grandes (1 celeste y 1 terrestre)
- Una caja para dinero
- 62 cuadernos clave de los mapas en perfil (de Cornell)
- 80 de aritmética (L. Banda)
- Una colección incompleta del « Correo de los Niños »
- 238 cuadernos de « Accidentes »
- 10 ejemplares del sistema métrico decimal (L. B)

Éstos son los materiales utilizados en esta época en la mayoría de las escuelas. Llama la atención la mención del periódico « El Correo de los Niños » porque definitivamente los alumnos del Liceo ya no eran niños, pero como este inventario estaba junto con el de Instrucción Pública quizás es a esta dependencia a quien pertenecían algunos de los objetos.

En cuanto a los alumnos, su asistencia fue muy nutrida (de acuerdo a las características de Colima en esa época). Tuvo alrededor de 300 alumnos en total, lo que da un promedio de 30 alumnos por año. Con éste número inició, pero hubo años en que se registraron más de 100, como en 1877, cuando se establecieron los cursos donde se podía inscribir el alumno a una o dos materias; dibujo industrial fue una de las de mayor demanda. Este sistema de cursos posiblemente se estableció entre 1877-1879, para aprovechar mejor las instalaciones y recursos, y quizás porque no se tenían suficientes alumnos de tiempo completo. A los asistentes se les llamaba en los documentos como « cursantes ».

La existencia de alumnos regulares y cursantes a partir de estas fechas es clara, es más existe un documento manuscrito casi ilegible que se intitula « De los alumnos y los cursantes », los primeros deberían asistir todos los días con excepción de los feriados y permanecerían dentro del local desde las 8 de la mañana hasta las 11 del día y desde las 2 y media hasta las 5 de la tarde, los cursantes sólo deberían asistir a los cursos donde se matriculaban. Por las listas que se conservan las clases podían tener desde muy pocos alumnos (tres). La mayoría de las clases tenía alrededor de 10, y en los cursos que eran muy extensos como en Dibujo Industrial se sumaban hasta más de 100, aunque seguramente la generalidad eran cursantes.

En cuanto a los egresados del Liceo de Varones de Colima, existe el orgullo de haber sido forjador de distinguidos colimenses de finales del siglo XIX, dos reconocidos internacionalmente por sus logros intelectuales, me refiero al famoso pedagogo mexicano Gregorio Torres Quintero y al escritor, poeta

y traductor de importantes obras y también diplomático Balbino Dávalos; ambos alumnos brillantes que desde este centro educativo empezaron a destacar con las mejores notas. En las listas de alumnos se pueden apreciar los nombres de las familias representantes de la sociedad del momento en Colima, apellidos de políticos, comerciantes, hacendados y también de profesionistas y artistas, algunos, aún los podemos encontrar.

Los exámenes

Otro aspecto interesante de la vida escolar fueron los exámenes públicos. Éstas exhibiciones fueron tema de relevancia académica dentro de la vida de las comunidades de esa época. Se convirtieron en faustas manifestaciones cívicas durante el Porfiriato, al grado que el propio Presidente asistía, claro está en el Distrito Federal. Estas ceremonias proporcionan una gran variedad de facetas sobre la comunidad, que por sí solas podrían convertirse en un excelente tema de estudio sobre las costumbres educativas del periodo y en general de la vida de esta sociedad. En ellas se demostraba el conocimiento y su validez ante una sociedad protectora y consumidora del proceso educativo. Los exámenes se convirtieron así en actos de fe donde el alumno demostraba los adelantos que había logrado gracias a sus maestros.

Los primeros exámenes públicos del Liceo se celebraron a escasos seis meses de haber empezado las labores, en noviembre de 1874. Normalmente estos exámenes se realizaban en el mes de julio cuando las clases empezaban en septiembre-octubre y terminaban en junio. Quizás por haber empezado en mayo, el Liceo las realiza en noviembre, también como una necesidad de demostrar a la sociedad los avances y asegurar la permanencia de la Institución dentro de la comunidad. No todos los alumnos presentaban exámenes públicos, sólo los más adelantados, pero sí todos pasaban en septiembre los ordinarios, y de entre éstos se seleccionaban los que presentarían los públicos. A los exámenes públicos se invitaba como sinodales a prestigiados personajes de la sociedad. Se escogía entre los que se consideraba más aptos en las materias a evaluarse, pero no siempre aceptaban, entonces tenía que buscarse otro, a veces en el último momento. Don Ramón de la Vega estuvo presente durante éstos primeros exámenes públicos y seguramente debe haber estado muy complacido con los resultados de una obra durante tanto tiempo anhelada, vale decir que el « anciano patricio colimense » aún tendría para rato, de vida y de acción, así lo expresa el editor con gran previsión.

Existen numerosos documentos en el Archivo General del Estado sobre estos eventos, uno en particular relata en forma pormenorizada como se llevaban a cabo. Se invitaba para mayor lucimiento a las autoridades locales, a las familias principales y a la población en general para las que se preparaban convites; se nombraban dos sinodales hombres y dos señoritas preceptoras para que las niñas no se apenaran (en este caso se trataba de exámenes públicos de las escuelas primarias, por eso había niñas). Se adornaba el salón con « colgaduras y verduras » y se empezaba con una alocución « muy sentida y verdaderamente poética » que pronunciaba algún alumno, o alumna. En ocasiones cuando así lo ameritaba se exhibían las obras realizadas por los alumnos, ya fuera de dibujo, pintura o las de los talleres de las niñas. Cerraba el evento otro emotivo discurso y finalmente se obsequiaban algunos bocadillos.

Por un presupuesto que se realizó de los gastos para todos los exámenes de las escuelas de Colima y Villa de Álvarez, se conoce mejor como se organizaban estos eventos. Se necesitaba una tarima con toldo y cortinas, éstas con listones, una palapa con verduras quizás para los bocadillos, invitados y orquesta, programas y el repartidor de los convites, música con piano, monedas para los premios que se repartieran en esa ocasión; en el presupuesto se manejan cuarenta y cinco pesos fuertes, cuarenta pesos en tostones, veinticinco pesos en reales; y doce pesos en centavos (lo que significa que los premios en dinero iban desde pesos fuertes hasta centavos). Las flores donde se ponían las monedas, las tijeras como premios a las damas, los convites, libros que se darían como premios y mozos para realizar todas las tareas que se describen, tanto para antes como después de la ceremonia, que podían ser preparar el toldo, repartir, como se dijo, programas y convites o bien cargar el piano, la preocupación por dar magnificencia a estos actos, ya era costumbre en el ambiente colimense.

A continuación transcribimos unos fragmentos del discurso, que un joven anónimo, dictó durante el examen de francés, en 1874: « Des toutes les études, qui fortifient et développent l'entendement humanin, nous pouvons, avec justice, placer au premier rang, au moins sous le pont de vue d'une plus grande somme d'utilité, l'étude des langues. Monsieur le Recteur n'a pas voulu que nous prissions notre part des chefs-d'oeuvre de la littérature française dans de pâles et insuffisantes traductions. Il a voulu, en nous rendant propre la langue elle-meme, que nous pussions aller puiser, sans intermédiaire, aux sources memes de vie du genie française; c'est-a-dire, que nous initiant a une langue étrangere, il a voulu prépare en nous (et cela sur le plan le plus aimé de votre génie) cette seconde individualité intellectuelle et morale comme nous l'a vos expliqué dans le cours de ce discours » [sic]. Lamentablemente la mayoría de estos discursos terminan con un DIJE, sin alusión al autor, así es que se desconoce el nombre del joven que hizo esta alocución en francés. A pesar de unos cuantos errores, sorprende el buen manejo del idioma en tan corto tiempo.

En estas ocasiones los alumnos del Liceo recibían una medalla de plata con la inscripción « Premio a la instrucción » colocada en una lujosa banda de listón, además de un diploma y un libro con pasta y cantos dorados (Romero de Solís, 1988 :373). Había otra clase de exámenes que se celebraban en el Liceo, para revalidar estudios que no se habían hecho, o bien realizados en otro lugar pero sin la constancia requerida, como el de preceptores, así fue como muchos maestros obtuvieron sus títulos.

Los exámenes privados y los ordinarios los realizaba cada maestro a lo largo del año escolar, las calificaciones iban del número uno al cinco, al revés que nuestros sistemas actuales: la mayor calificación correspondía al número uno y era muy bien, el dos era bien, el tres bastante bien, cuatro mal y cinco muy mal. También se les otorgaba mención honorífica a los mejores que obtenían el número uno, en los tres rasgos que se calificaban: conducta, aplicación y progreso. Existían otras maneras de evaluar al alumno. El maestro Buquetti hace comentarios sobre algunos de ellos. Lamentablemente sólo los proporciona sobre los malos estudiantes, de alguno dijo: es alumno constantemente inaplicado; de otro que era alumno sin firmeza de ideas; uno más no da lo que puede; otro es constantemente yendo (sic) y distraído ni sabe estudiar ni estudia;

otro es de poco valor ; otro estudia, pero sin saber estudiar ; y de Adonai dice por ejemplo : « Alumno indiferente a todo ».

Los asuntos financieros

Pasando ahora a los aspectos prácticos de la Institución, una problemática constante que enfrentó el Liceo fue su presupuesto financiero. Desde 1874 se discute en el Congreso la forma de obtener recursos : « como carece de fondos para su sostenimiento el ejecutivo juzga conveniente arbitrarlos por medio de una contribución indirecta que se establezca ». Por eso somete a la Cámara el proyecto de decreto, expidiéndose el número 56, del 21 de marzo, donde « establece una contribución de veinticinco centavos, por cada carga de efectos extranjeros o nacionales que se introduzcan a esta capital, cuyo producto se destinará al sostenimiento de la instrucción secundaria en el estado » – a excepción de algunos productos locales como sal, carbón, leña, maíz, frijol, frutas del estado y en general artículos menores de primera necesidad.

En un principio, durante los primeros años el Liceo tenía una partida especial dentro del presupuesto del Estado. Al cabo de los años pasa a ser un renglón más dentro del sector educativo. Esto tan simple, no es más que una tendencia a reducirlo financieramente. Si bien los gobiernos que lo sostuvieron, desde el primero, reconocían la necesidad de su existencia, como suele suceder en estos casos, ante la guerra u otras circunstancias generales se preferían éstas, antes que proporcionar suficientes fondos a una Escuela.

Los salarios del personal del Liceo eran en promedio de 1200 pesos anuales para el rector, aunque en las épocas malas era de mil, muy similares a los sueldos en Jalisco ya que el Liceo de niñas tenía el mismo para la rectora 1200. En cambio los maestros ganaban mucho menos : en el de Jalisco se estipularon 600 pesos anuales por cátedra y en el de Colima el maestro de matemáticas que era uno de los más importantes ganó en promedio 300 pesos anuales, excepto un año que aparecen 720 pesos en el proyecto de presupuesto, curiosamente 1877 el año de la gran crisis política en Colima, aunque ese mismo año el presupuesto de egresos de la municipalidad de Colima sólo le había concedido 600 pesos, ignoramos porque. Como sólo se conservan los presupuestos y en algunos casos los estados de cortes de caja de algunos años, se puede deducir que siempre fue mucho menos lo que se pagó en sueldos, que lo que se programaba. Por ejemplo, ¿cómo sería posible dar el sueldo propuesto cuando el corte de caja de abril de 1875 sólo señala 133 pesos como salarios de todo el personal del Liceo ?

Un documento de 1879 donde se piden informes sobre los salarios de los maestros proporciona un acercamiento más real. En éste se indica que un maestro por materia ganaba 25 pesos mensuales (aunque en los primeros documentos se establecían 30 pesos y hubo excepciones, como en Dibujo industrial, donde el maestro ganaba 50 pesos, pero impartía la clase en dos horarios mañana y tarde), los que en un año sumaban 300 pesos, cifra que significa la mitad de lo proyectado en Colima y de lo que se daba en otros lugares de México. Por lo que correspondía al resto del personal, se encontró una nómina de sueldos vencidos, donde se especifican algunos de estos salarios. El vicerrector, por ejemplo, ganaba 40 pesos al mes, lo que es muy poco, sólo 15 pesos más que un catedrático y mucho menos que el rector, ya que sumando al año ganaba 480 pesos, menos de la mitad - aunque parece

que a veces el rector no ganaba, porque en una nómina de 1879 dice « sin sueldo », o bien como trabajaban además en la Inspección, quizás cuando el presupuesto no era suficiente sólo recibían ese sueldo. El mayordomo o tesorero ganaba 30 pesos, el conserje prefecto de estudios 5, el cocinero 10, el portero 5, los mozos otros 5 y el galopín 4 pesos. Para los gastos de alimentación, alumbrado y menores no debían pasar de ciento ochenta pesos al mes. Para poder apreciar un poco cuánto significaban estos sueldos, como se dice el poder adquisitivo de los salarios, un alcalde ganaba 480 anuales, un fotógrafo 240, un jardinero 180 y un agente de cobros 300.

Parece ser que los alumnos pensionados, o sea los internos, debían cubrir una cuota de sostenimiento (de acuerdo al Reglamento Provisional de 1874), para sufragar los gastos indispensables de su estancia dentro de la Institución, como en otros establecimientos similares, desafortunadamente en este sentido no se encontró ninguna referencia documental que comprobara su ingreso y aplicación.

Hasta 1883 el Liceo con problemas, a estirones y jalones iba caminando, de alguna forma no sólo eso, sino que había alcanzado cierta madurez y desarrollo, porque en los años finales, o sea 1883-1884, tenía la mejor currícula de toda su historia. Un evento, una calamidad, vino a dar al traste con todo. En 1883 se inició en el puerto de Manzanillo una terrible epidemia de fiebre amarilla que diezmó a la población de este puerto. Al principio se tuvo la esperanza y confianza de que no llegaría a la ciudad de Colima, pero la realidad superó las angustias, desatándose con terrible crueldad a partir del mes de septiembre de 1884 en la ciudad y alrededores.

El Liceo, endeble como ya se había mostrado, fue una de las víctimas de este desastre natural. Sin muchas explicaciones terminó sus días. Tan sólo se expidió un decreto, el número 119 el 27 de octubre de 1884, que suprimió sus partidas presupuestales y con ello sus posibilidades de continuar. Para noviembre-diciembre la epidemia finalmente empieza a cesar su virulencia. En el periódico del 5 de diciembre de 1884 se anuncia que se reinician las clases en las escuelas de la capital, sin embargo en el Liceo ya nunca más se reabrieron.

Parece inconcebible que una Institución que había costado tanto esfuerzo, pudiera derrumbarse de un plumazo. El Liceo pudo haber sido reabierto, como lo hicieron el resto de las escuelas, pero multitud de factores contribuyeron para que esto no pudiera ser, entre éstos, no solamente la situación económica, sino también la falta de recursos humanos y la incapacidad social por integrar una institución de este tipo dentro de un estilo de vida en proceso de modernización. El Liceo era necesario, pero en una sociedad agropecuaria los estudios eran considerados más como un adorno que como una necesidad. Pasarán los años y Colima resentirá mucho la falta de personal capacitado en muchos ámbitos lo que constituirá uno de sus mayores impedimentos hacia el progreso. Años más tarde hubo intentos por reabrirlo. El propio Ramón R. de la Vega en diversas ocasiones expresó su interés por hacerlo, pero el Liceo como don Ramón pertenecieron a un Colima, a una época, con otras perspectivas. Al final del siglo XIX nuevas corrientes pedagógicas

ingresaron al país con gran fuerza. En 1884 desaparece un Liceo en Colima, pero casi todos lo irían haciendo, y sólo el de Guadalajara subsiste hasta entrada el siglo XX.

La idea y concepción de los Liceos, en México y en el mundo, empieza a cambiar y a ser sustituida por nuevas propuestas educativas. En algunos lugares tardará mucho más este proceso, pero definitivamente el sistema entró en decadencia a principios del siglo XX. En México los Liceos que existen a la fecha son entidades educativas sostenidas por el gobierno Francés o bien utilizan solo el nombre como simple denominación, en la mayoría de los casos en escuelas privadas, pero el sistema como tal se convirtió en lo que es hoy la secundaria y la preparatoria oficial.

Bibliografía

- Almada R., Francisco, 1939, *Diccionario de Historia Geografía y Biografía del estado de Colima*. Colima: Tip. Moderna.
- Castañeda, Dhylva, L., 1988, « La Educación Pública en Colima (1880-1889) », dans Romero de Solís, José Miguel, dir., *Los años de crisis de hace cien años, Colima 1880.1889*. Colima: UCOL- Ayuntamiento de Colima, pp. 313-367.
- De Fossey, Mathieu, 1857, *Le Mexique*. Paris: Le Flon.
- Diccionario de Historia de la Educación en México*, 2002, CD. México: CONACYT-CIESAS.
- Enciclopedia Universal Ilustrada Europeo Americana*, 1958. Madrid: Espasa Calpe.
- Gutiérrez Grageda, Blanca y Héctor P. Ochoa Rodríguez, 1995, *Las caras del poder, conflicto y sociedad en Colima, 1893-1950*. Colima, Universidad de Colima, Gobierno del Estado de Colima y Instituto Colimense de Cultura.
- Hernández Corona, Genaro, 1955, *Gregorio Torres Quintero su vida y su obra 1866-1934*. Colima: Ediciones Populares Encuadernables de « El Regional » Tribuna del Pensamiento Colimense.
- Hernández Corona, Genaro, 1997, « Vida y obra de la maestra Juana Ursúa Delgado », dans *Histórica Órgano de Difusión de la Sociedad Colimense de Estudios Históricos, A. C.* Colima: Año II, número 8, julio septiembre 1997.
- Hernández Espinoza, Francisco, 1950, *Historia de la Educación en el Estado de Colima*. México: SEP.
- Núñez, Patricia, 1994, *La enseñanza media en Jalisco (siglo XIX)*. Zapopan Jalisco: El Colegio de Jalisco.
- Rodríguez Álvarez, Ma. *De los Ángeles, 2000, Origen y desarrollo de la Contaduría en México 1845-2000*. México: IPN.
- Romero Aceves, Ricardo, 1984, *Colima ensayo enciclopédico*. México: Costa Amic.
- Romero Aceves, Ricardo, 1975, *Los maestros colimenses*. México: Costa Amic.
- Romero de Solís, José Miguel, dir., 1988, *Los años de crisis de hace cien años. Colima 1880-1889*, Colima: UCOL- Ayuntamiento de Colima.
- Romero de Solís, José Miguel, 1995, *Breve historia de Colima*. México, Colegio de México y Fondo de Cultura Económica.
- Velasco Murgía, Manuel, 1988, *La educación superior en Colima, la Escuela Normal antecedente de la Universidad*. Colima: Universidad de Colima.

Abreviaturas de los archivos y principales documentos consultados:

AHEC Archivo Histórico del Estado de Colima
 AHMC Archivo Histórico del Municipio de Colima
 EC Periódico Oficial el Estado de Colima

RÉSUMÉ-RESUMEN-ABSTRACT

L'histoire des lycées dans le monde nous permet de comprendre comment le système d'enseignement secondaire a commencé à se diffuser en Amérique latine à partir du XIX^e siècle. Même si le Mexique s'inscrit dans ce modèle, il présente des caractéristiques propres dignes d'intérêt, en particulier dans les écoles qui ont été fondées en province. L'histoire du lycée de Colima est courte (à peine dix ans), mais ces années ont suffi pour marquer un changement notable dans la société locale. Il s'agissait d'un effort supplémentaire pour organiser un cursus préparatoire à l'enseignement supérieur, comme on l'appelait à l'époque. Dans ce cas précis, on a favorisé la formation de jeunes étudiants qui allaient jouer un rôle important dans plusieurs domaines, notamment dans la politique et l'éducation, comme par exemple le grand pédagogue Gregorio Torres Quintero et le poète-diplomate Balbino Dávalos.

La Historia de los Liceos en el mundo permite conocer como el sistema de enseñanza secundaria empezó a difundirse a partir del siglo XIX en Latinoamérica. El caso de México es similar, sin embargo guarda peculiaridades dignas de observarse, en especial en aquellas escuelas que surgieron en provincia. El Liceo de Colima tiene una breve existencia, apenas diez años, pero suficientes para haber marcado

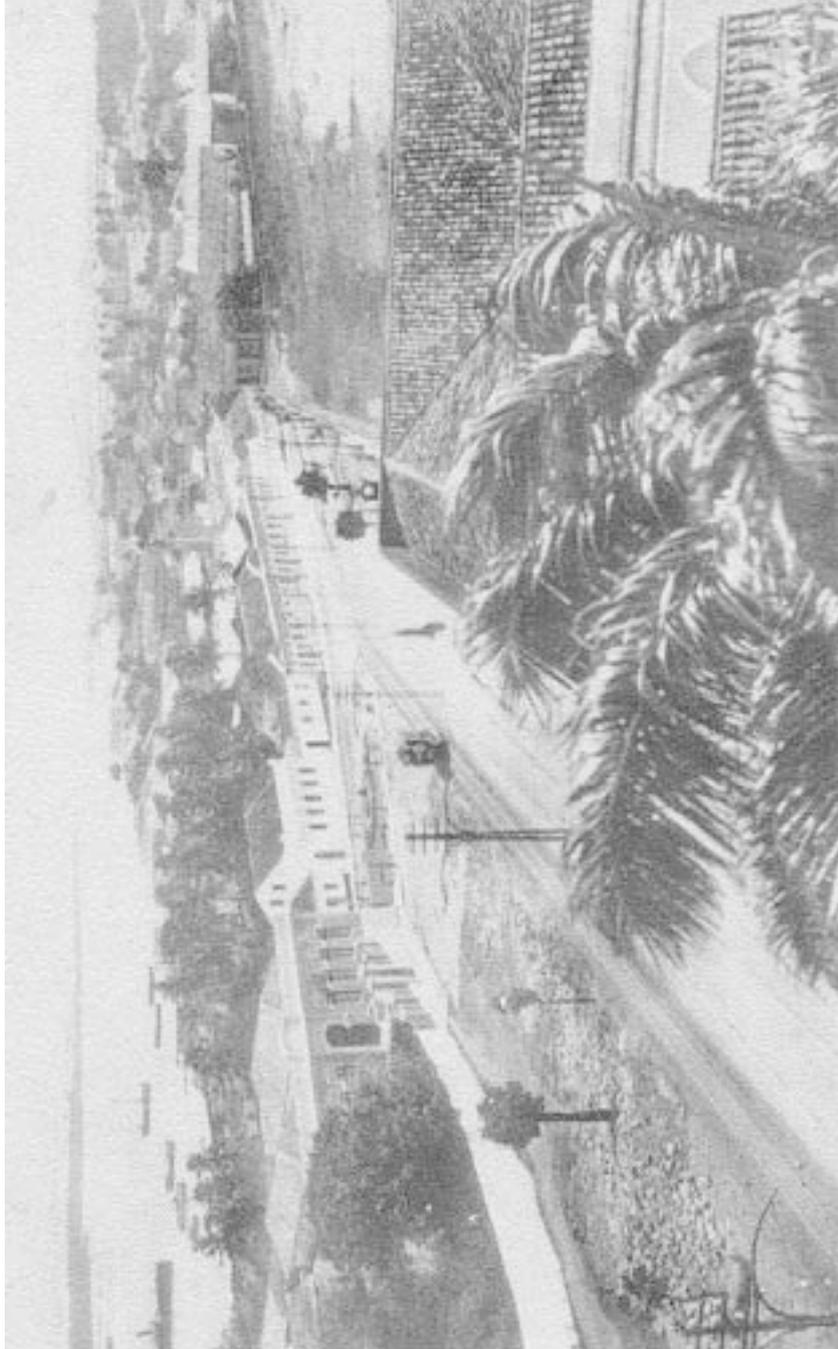
un cambio notable en el contexto social, fue un intento más por dotar de enseñanzas preparatorias para el nivel superior, como se denominaba entonces. En este caso posibilitó la formación de jóvenes que impulsarían al estado a través de varios campos, en especial la política y la educación, destacan el pedagogo Gregorio Torres Quintero y el diplomático y poeta Balbino Dávalos.

Studying the history of the Lycées in the world, allows us to understand the way in which secondary education spread throughout Latin America during the 19th century. In spite of its similarities with other Lycées in the world, the case of Mexico presents a series of peculiarities worth highlighting particularly in relation to those schools founded in the provinces. During its brief ten years of existence, the Lycée in Colima influenced and marked the social context of its region. It was a further attempt to provide preparatory education for students wishing to follow professional careers. As a result of this, the Lycée favoured the preparation of young men who went on to play an important role in several different areas, notably in politics and education, and whose work contributed to the development of Colima. This is illustrated, for example, in the cases of Gregorio Torres Quintero, pedagogue, and Balbino Dávalos, poet and diplomat.

Mots-clés: Mexique, Colima, XIX^e siècle, lycée, Éducation publique

Palabras claves: México, Colima, Siglo XIX, Historia, Liceo, Instrucción Pública

Keywords: Mexico, Colima, XIXth Century, Lycée, Public Education



NATAL VERS 1920 : L'ANCIENNE « RUE DE LA CROIX », ACTUELLE AVENUE CAMARA CASCUDO.
AU FOND, ON DISTINGUE LA RIBEIRA ET LA RIVIÈRE POTENGI (SOURCE : DIARIO DE NATAL).

LA VILLE COMME MANIFESTE

LE « MANIFESTE RÉPUBLICAIN » DE 1870 ET LES VILLES DU RIO GRANDE DO NORTE (BRÉSIL)

RUBENILSON BRAZÃO TEIXEIRA*

LES TRANSFORMATIONS COMPLEXES QUE LE BRÉSIL A CONNUES AU COURS DE LA DEUXIÈME moitié du XIX^e siècle ont entraîné, entre autres, deux conséquences qui nous intéressent tout particulièrement. Sur le plan des idées, elles sont directement liées à la montée de certaines aspirations sociales qui conduisent à la proclamation de la République en 1889. Sur le plan matériel, elles ont eu des conséquences directes sur l'évolution des centres urbains.

Les idéaux républicains sont exprimés clairement, pour la première fois en 1870, dans un document intitulé le « Manifeste républicain », paru à Rio de Janeiro, alors la capitale du pays. Ils se répandent rapidement dans toutes les provinces, illustration et preuve d'un « état d'esprit républicain » partout latent, qui n'attendait que le moment approprié pour s'épanouir. À bien des égards, en effet, le « Manifeste » est souvent plus un révélateur qu'un facteur de mutations. Dans le même temps, les centres urbains, surtout les plus importants, connaissent déjà des changements caractéristiques d'un processus de « modernisation » du pays. Ces deux phénomènes possèdent un point commun, au-delà du fait d'être tous deux le résultat des transformations en cours : ils expriment, à leur manière, l'évolution d'une société plus sécularisée, plus laïque, où les références aux valeurs religieuses qui avaient profondément marqué l'histoire du Brésil semblent perdre lentement de leur intensité.

Cet article, fondé sur l'étude d'un échantillon de douze villes du Rio Grande do Norte¹, se propose d'analyser le rapport entre le processus qui conduit à l'instauration de la République et à la sécularisation des espaces urbains. Plus

* Universidade Federal do Rio Grande do Norte (teixeira@ufrnet.br).
CAHIERS DES AMÉRIQUES LATINES N° 42

particulièrement, nous voulons essayer d'établir le rapport entre les idéaux républicains exprimés en particulier, mais pas exclusivement, dans le « Manifeste républicain », et les indices qui expriment la sécularisation progressive de l'espace urbain. Dans cette perspective, il nous paraît essentiel de comprendre comment un texte « théorique », élaboré dans la capitale, au sud du pays, a trouvé son expression dans les petites villes du Nord-Est du Brésil, trop souvent considérées comme des bouts du monde mal reliés aux grands mouvements politiques qui ont transformé le Brésil du XIX^e siècle (Teixeira, 2002).

LE « MANIFESTE RÉPUBLICAIN » : RÉPERCUSSIONS DANS LE RIO GRANDE DO NORTE

Nombreuses sont les mutations que le Brésil a connues au long de la deuxième moitié du XIX^e siècle : amélioration des conditions économiques grâce à la production du café ; changement progressif du statut de la main-d'œuvre, lié au remplacement des esclaves par des employés salariés, venus de pays européens ; premières tentatives d'industrialisation, accélérées par les innovations technologiques touchant différents domaines, notamment les transports. Ces processus de modernisation s'insèrent progressivement et définitivement dans un capitalisme international en pleine ébullition, dont les principaux protagonistes sont d'abord les pays européens, puis les États-Unis. La société brésilienne se transforme, avec la formation ou la consolidation de groupes sociaux antagonistes tels que la grande bourgeoisie et les populations ouvrières, sans oublier l'émergence d'une véritable classe moyenne, encore fragile. Les centres urbains deviennent de plus en plus importants : ce sont eux qui constituent le lieu privilégié des transformations en cours.

Le Manifeste de 1870 : République et modernité

Or, ces changements profonds, dont l'intensité varie, bien évidemment, d'une région à l'autre du pays, allaient entraîner des aspirations au changement dans le domaine politique, social et économique. La cause républicaine, défendue dès les premiers mouvements d'indépendance, s'exprime ouvertement dans le Manifeste de 1870. Comme toujours, le désir de changement apparaît d'abord au sein des élites de l'époque. Certaines manifestations du républicanisme apparaissent néanmoins dans l'ensemble de la population, même si celle-ci n'était pas toujours consciente des enjeux des causes qu'elle défendait². Pour notre propos, il importe de considérer tout simplement quels étaient les idéaux et les valeurs que le mouvement républicain cherchait à promouvoir. Ces dimensions particulières, qui relèvent de la pensée et de la mentalité de l'époque, sont fondamentales dans la mesure où elles sont en rapport direct avec les processus de sécularisation.

Le « Manifeste républicain », daté du 3 décembre 1870, a paru dans le premier numéro du journal dont le titre, *A República*, est déjà très évocateur. Ce texte réunissait un ensemble de principes défendus par le Club républicain, récemment constitué à Rio de Janeiro, la capitale du pays. Les 58 signataires du document révèlent bien le profil des partisans de la cause républicaine. La plupart étaient des intellectuels, des journalistes, des avocats, des médecins,

des ingénieurs, des enseignants³. Le Manifeste comprend plusieurs points. Il commence par des critiques à l'égard de la monarchie, source d'injustices sociales, compte tenu des privilèges qu'elle produit : « privilèges de religion, de race, de sagesse, de position ». Ces privilèges sont à la base de la « monstrueuse supériorité de quelques-uns sur tous ». Il est possible de percevoir, dans cette critique, des éléments clés de la propagande républicaine. Le lien entre l'Église et l'État est condamné, de même que l'esclavage et toutes formes de privilège. Les principes défendus dans le programme républicain incluent un système de gouvernement fédéral, ce qui va à l'encontre de la centralisation du pouvoir politique, ainsi que le principe de « vérité démocratique », selon lequel le pouvoir doit provenir du peuple, qui a le droit de choisir ses représentants.

Le Manifeste a eu une grande répercussion au niveau national, et plusieurs manifestations d'adhésion à ce programme ont été organisées dans différentes parties du Brésil. Le mouvement apparaît dans les clubs, les journaux, et se diffuse par l'intermédiaire d'autres Manifestes, tous dénommés « républicains », qui sont publiés sur tout le territoire national. Celui de 1870, ainsi que d'autres écrits liés au mouvement républicain, témoigne de plusieurs influences, notamment le positivisme d'Auguste Comte et les idéaux de la Révolution française de 1789. Il souscrit au projet de la pensée libérale, dans le domaine politique, mais aussi économique. Toutes ces idées sont liées, directement ou indirectement, au rejet de la pensée religieuse en général et du catholicisme en particulier, même si, de manière paradoxale, d'autres alternatives religieuses gagnent peu à peu du terrain et si, dans le cas spécifique du positivisme, on voit naître une nouvelle forme de religion institutionnalisée. Parallèlement, s'impose une vision qui met l'accent sur une perception du monde marquée par le triomphe de la science. Les autorités ecclésiastiques, pour leur part, sont pleinement conscientes du moment difficile que traverse l'Église, comme nous le montre une lettre pastorale datée du 16 septembre 1883. Son auteur, Luís Francisco de Araújo, archevêque d'Olinda, Son auteur, Luís Francisco de Araújo, de l'archevêché d'Olinda, décrit une Église persécutée. Selon lui, une telle adversité est naturelle. En effet, elle doit être subie par l'Église choisie, qui appartient au Seigneur⁴.

Dès lors, la séparation entre l'Église et l'État devient inéluctable. Elle se produit à l'occasion de la proclamation de la République⁵. La première Constitution républicaine, celle de 1891, déclare une séparation qui avait déjà été récemment officialisée⁶. Dans la section II, relative aux droits des citoyens, sont établies plusieurs dispositions qui conduisent à la sécularisation de l'État. Ces dispositions sont essentiellement les suivantes : tous les hommes sont égaux vis-à-vis de la loi ; tous les individus et toutes les confessions religieuses peuvent désormais exercer publiquement et librement leur culte ; ils peuvent également acquérir des biens ; la République ne reconnaît que le mariage civil, célébré gratuitement ; les cimetières sont désormais séculiers et doivent être administrés par l'autorité municipale ; ils sont accessibles aux différents types de cultes et de pratiques religieuses, à condition que ces derniers respectent la morale publique ; l'enseignement est laïc dans les écoles publiques ; aucun citoyen brésilien ne sera privé de ses droits politiques et civils, ni ne pourra se soustraire à de ses devoirs civiques du fait de ses croyances religieuses. Le 7^e paragraphe de l'article 72 de la même section est particulièrement révéla-

teur. Il abolit définitivement le *padroado*⁷, en vigueur depuis le xvi^e siècle au Brésil. Il déclare formellement qu'« aucun culte ou Église ne bénéficiera de subventions officielles, ni n'aura des relations de dépendance ou d'alliance avec le gouvernement de l'Union ou des États » (Almeida, 1967 : 131-133)⁸.

Les dispositions légales de l'État républicain, positiviste, accusé d'athéisme par certains, bouleversent l'ordre établi si nous tenons compte du rapport qui avait uni l'État à l'Église durant plus de trois siècles. Au sein de l'Église elle-même, la séparation officielle est ressentie de manière partagée. D'une part, l'Église devenait enfin libre vis-à-vis du pouvoir politique, mais de l'autre elle perdait ses privilèges, jalousement défendus tout au long de la période coloniale et de l'Empire. Son influence s'en trouvait assurément affaiblie.

Le Rio Grande do Norte et la cause républicaine

Dans le Rio Grande do Norte, les premiers partisans de la cause républicaine s'affirment au milieu du xix^e siècle. Le Parti libéral réunissait dans ses rangs ceux qui manifestaient, de plus en plus ouvertement, leurs préférences pour la République. Le 30 novembre 1871, un groupe de sympathisants exprima son adhésion aux idées du manifeste du Club républicain du Rio de Janeiro. Le mouvement gagna en force, avec l'engagement de commerçants, de maîtres des moulins, de médecins et d'hommes politiques. La propagande républicaine s'afficha clairement dans les journaux et périodiques de l'époque, dont certains se déclaraient anti-cléricaux et anti-monarchistes. Le républicain Joaquim Fagundes écrivit un article adressé au peuple, et publié le 30 septembre 1874 dans la revue *O Echo Miguelinho*, organe de la société républicaine de même nom. Parmi d'autres critiques, Joaquim Fagundes s'attaque au « Trône » et à l'Église qui enchaînent le peuple naïf. On assiste, dans plusieurs villes, à des manifestations d'adhésion à la cause républicaine. À Caicó, un « noyau » républicain est créé en 1886. Dans la même localité, le 6 avril 1889, le journal *O Povo* (le Peuple) publie « le Manifeste républicain du Peuple du Seridó », deux jours après la fondation du Club républicain local. Le 27 janvier 1889, Pedro Velho, homme politique très influent de l'époque, considéré comme le promoteur de la République dans le Rio Grande do Norte, fonde le Parti républicain à Natal. Le 1^{er} juillet de la même année, il crée le journal *A República*. Les correspondants du journal, militants de la cause républicaine, sont présents dans plusieurs communes du Rio Grande do Norte (Cascudo, 1955 : 203-208). Le 17 novembre 1889, deux jours après la proclamation de la République au niveau national, la République était instaurée dans le Rio Grande do Norte.

Il est certain que l'élite locale était animée par les mêmes valeurs associées à la République que dans d'autres régions du Brésil. Il suffit de lire les documents et les déclarations de l'époque. Nous y relevons des expressions telles que « le soleil de la liberté », « la paix », « l'ordre et le progrès », ainsi que les références aux idéaux de la Révolution française⁹. Nous avons également observé un remplacement subtil dans les documents rédigés principalement entre 1889 et 1900. Les anciennes expressions religieuses relevées dans les lettres et les documents officiels, comme « Dieu garde Votre Excellence » ou « l'an de notre Seigneur Jésus-Christ de... » répétées systématiquement depuis des siècles, sont remplacées par des expressions positivistes du type « salutations et fraternité » ou « salutations »¹⁰. Sans utiliser ces dernières expressions,

de nombreux documents ne font aucune référence à Dieu ou à Jésus-Christ. Ce changement est très significatif de l'état d'esprit des hauts fonctionnaires et des autres autorités de l'époque.

Bien que le mouvement républicain soit essentiellement une affaire d'élite, comme l'ont été de nombreux autres mouvements contestataires antérieurs, il ne faut pas sous-estimer la participation d'une frange importante de la population. En effet, de nombreuses fêtes publiques ont marqué le passage à la République dans les douze villes que nous avons étudiées, preuve d'une incontestable adhésion populaire. C'est ainsi que la mobilisation de la population en faveur de l'abolition de l'esclavage - cause progressiste par excellence - apparaît évidente. Les historiens du Rio Grande do Norte s'accordent à affirmer que, suivant en cela une tendance nationale, un nombre croissant d'individus, parmi lesquels une majorité de citoyens ordinaires, considérait l'esclavage comme une institution socialement immorale et inacceptable. De fait, la célèbre loi du 13 mai 1888, qui abolit officiellement l'esclavage au Brésil, n'a eu aucune répercussion dans plusieurs localités du Rio Grande do Norte (dont les douze villes de notre échantillon), où les esclaves avaient déjà été affranchis. Leur libération s'était réalisée en grande partie grâce aux « militants » de la cause, mais aussi à la suite de mouvements de rébellion déclenchés par les esclaves eux-mêmes. On relève ainsi de vagues mentions à des rébellions d'esclaves à Papari et à Goaininha (Cascudo, 1955 : 193).

La répercussion qu'a eu le Manifeste républicain dans le Rio Grande do Norte montre que les idées républicaines ont trouvé un terrain fertile dans une société qui était déjà en pleine mutation et dont l'élite commerçante et intellectuelle était acquise au projet modernisateur véhiculé par les opposants à l'Empire. S'il ne peut pas expliquer toutes les grandes transformations en cours à l'époque, il peut néanmoins servir d'instrument de mesure pour analyser les manifestations de ce projet dans des petites villes éloignées des grands centres urbains de l'époque, mais où l'élan modernisateur s'est traduit par une accélération des processus de sécularisation et de laïcisation des lieux sacrés, des paysages urbains et des pratiques sociales de la population.

VILLE RÉPUBLICAINE, VILLE SÉCULIÈRE ?

En effet, certaines transformations que connaissent les villes du Rio Grande do Norte, notamment dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, constituent des indices du processus de sécularisation de la société brésilienne dans son ensemble, comme l'indiquent clairement trois éléments considérés comme particulièrement révélateurs de cette évolution : le statut des cimetières ; le changement des noms des rues et des places ; la recomposition du mobilier urbain.

La sécularisation des cimetières

Du fait d'un esprit qui se voulait de plus en plus « scientifique », notamment au sein des élites, la transformation du statut des cimetières apparaissait comme l'une des meilleures solutions pour résoudre le problème des épidémies qui ont frappé les centres urbains de l'époque. La loi du 1^{er} octobre 1828 prévoyait déjà la séparation des cimetières et des églises. De nombreuses études tentant de démontrer la relation entre le développement des infections

contagieuses et l'enterrement à l'intérieur des églises voient alors le jour. Des théories comme celle des « miasmes » étaient toujours largement développées. On croyait, d'après les connaissances scientifiques de l'époque, que les émanations issues des morts enterrés à l'intérieur des églises étaient responsables de nombreuses maladies¹¹. Les autorités politiques, en se fondant notamment sur les rapports et les études des médecins, tentèrent de mettre fin à la vieille tradition, réservée aux élites, d'enterrement dans les églises. Désormais, il fallait destiner à cette fin un terrain bien évidemment situé hors de la localité. Faisant écho aux lois provinciales et impériales, les ordonnances municipales des agglomérations de la province interdisent expressément cette pratique à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle¹². L'apparition des cimetières extra-muros allait ébranler l'un des éléments les plus marquants de la ville de Dieu¹³, c'est-à-dire l'enterrement dans les églises. En outre, ils devaient être dotés « d'une fonction éducative, devenant de véritables cours de comportement civique : les gens y trouveraient des tombeaux monumentaux qui célébreraient les citoyens exemplaires qui avaient bien servi le pays et l'humanité. Dans le cimetière-modèle des réformateurs funéraires, la vertu civique remplacerait la dévotion religieuse. C'était un programme bourgeois que l'on préconisait à une société [...] basée sur l'esclavage » (Reis, 1997 :134).

Cependant, la tradition des enterrements dans les églises, fortement enracinée dans la population, n'allait pas disparaître du jour au lendemain du fait de simples décrets administratifs. La population ne s'est pas soumise facilement à ces directives. Un cas très intéressant, qui mérite d'être mentionné, fut la révolte populaire qui éclata à Salvador, pour s'opposer à ces mesures¹⁴. Sans atteindre ce degré d'insatisfaction, certains documents relatifs à la province du Rio Grande do Norte témoignent du mécontentement de la population à ce sujet, ainsi que d'une résistance aux nouvelles orientations. Selon le président Casimiro José de Morais Sarmiento, l'opposition aux enterrements en dehors des églises résultait « de l'ignorance et des préjugés suscités par les nouvelles institutions »¹⁵.

C'est ainsi que, vers le milieu du siècle, les édifices religieux étaient toujours utilisés comme cimetières. Une circulaire d'un autre président de la province, datée du 25 août 1857, mentionne la persistance, déjà affaiblie, de cette pratique dans le Rio Grande do Norte : « En réponse à la dépêche que Firmino José Dória, le médecin du parti public et pourvoyeur de la santé du port, m'a envoyée aujourd'hui ; en obéissance à la recommandation que cette présidence a reçue par l'avis expédié par le Secrétariat de l'État et des Affaires de l'Empire du 22 octobre 1855 ; reconnaissant la nécessité urgente de prendre des mesures rapides et convenables afin de mettre fin à l'abus d'enterrer les morts dans les églises, je recommande à vos Excellences l'expédition d'ordres nécessaires et énergiques afin de ne pas permettre de telles coutumes. Elles sont généralement reprochées de nos jours et toujours nocives à la salubrité publique. Que Dieu garde Vos Excellences. Bernardo Machado de Santa Dória. Pour le Conseil municipal d'Acari »¹⁶.

Néanmoins, l'érection du cimetière à l'écart de l'église ne représente pas une rupture définitive et totale avec le sentiment du sacré, puisqu'il reste souvent appelé *campo sacro* (« champ sacré »). Dans cette perspective, un deuxième élément doit être pris en compte : le rapport spatial et symbolique que le cimetière entretient avec le lieu de culte. Comme celui-ci, le cimetière ne

pouvait pas être placé n'importe où. Les « Constitutions » de l'archevêché de Bahia¹⁷ donnent ainsi plusieurs indications précises sur l'édification et la localisation des églises: « D'après le droit canonique, les églises devront être fondées et édifiées dans des endroits décents [...], sur un site élevé [...], à l'abri de l'humidité, et autant que possible des endroits immondes et sordides, ainsi que des maisons privées et d'autres murs, de sorte que les processions puissent se produire autour d'elles, et que [les espaces ainsi créés] soient tels que non seulement les paroissiens, mais aussi les personnes venues de l'extérieur puissent accourir aux fêtes. Les églises devront être construites dans des endroits peuplés, où l'on trouve le plus grand nombre de paroissiens [...]. On veillera à ce que le sanctuaire soit situé de manière que le prêtre qui s'y trouve ait le visage tourné vers l'orient. Si cela n'est pas possible, que ce soit vers le midi, cependant jamais vers le nord ou l'occident... il y aura autour [des églises] des parvis et des cimetières où l'on enterrera les défunts. Ils seront délimités par notre représentant... »¹⁸.

Nous avons constaté, pour les douze villes étudiées, que ces prescriptions ont été en grande partie observées. Les références précises aux « Constitutions », trouvées dans certains documents relatifs à la construction de la première église des villes en question en sont une preuve supplémentaire. Nous voudrions cependant attirer l'attention sur l'orientation des églises et sur leur relation avec le cimetière. Pour toutes les agglomérations de notre échantillon, nous avons ainsi procédé à une vérification de l'orientation du premier édifice religieux élevé au titre d'église paroissiale. Nous avons également repéré la localisation du premier cimetière construit dans chacune d'entre elles, (tableau n° 1). On constate ainsi que les prescriptions émises par les Constitutions de l'archevêché de Bahia ont été observées dans la majorité des cas¹⁹.

TABLEAU N° 1 : RAPPORT SPATIAL ENTRE L'ÉGLISE ET LE CIMETIÈRE

	Orientation de la façade de l'église	Orientation du visage du prêtre	Orientation satisfaisante (d'après les Constitutions)	Cimetière situé dans l'axe longitudinal de l'église
Natal	ouest	est	oui	non
Au	ouest	est	oui	oui
São José	nord	sud	oui	oui
Extremóz	nord	sud	oui	non
Arês	nord	sud	oui	oui
Acarí	nord	sud	oui	partiellement
Caicó	nord-ouest	sud-est	partiellement	partiellement (1)
Papari	sud-ouest	nord-est	partiellement	non
Vila Flor	nord-est	sud-ouest	partiellement	oui
Mossoró	sud	nord	non	partiellement
Apodi	sud	nord	non	oui
Portalegre	sud	nord	non	non

Le passage des « Constitutions » précédemment cité indique clairement la relation entre le cimetière et l'église, qui sont conçus comme un ensemble. Cette proximité, et même la coïncidence spatiale entre ces deux éléments, sont caractéristiques de la ville de Dieu. Ce qui nous intéresse à présent est de vérifier le rapport qui s'établit entre les deux au moment où ils doivent se séparer physiquement. À cet égard, nous avons dû considérer le premier cimetière de chaque localité, toujours par rapport à la première église paroissiale. Nous avons constaté une coïncidence étroite entre la localisation des premiers cimetières et celle de l'église paroissiale, puisque cinq cimetières sur douze sont situés dans l'axe longitudinal imaginaire de l'église²⁰. Étant donné le rapport historique, symbolique et sacré établi entre le cimetière et l'église, il est aisé de supposer que cette localisation n'est pas le fait du hasard, ni le résultat de préoccupations d'ordre esthétique, telles que l'alignement ou l'embellissement des espaces urbains.

La relation spatiale entre le cimetière et l'église devait se poursuivre même après leur séparation institutionnelle. Chaque fois que cela était possible, cette nouvelle relation restait fondée sur la métaphore cosmologique de la course du soleil dans le ciel, entre l'Orient (la naissance) et l'Occident (la mort). Cette relation est confirmée par plusieurs indices. Ainsi, en 1886, pour décrire leur *cidade*, les conseillers municipaux de Mossoró affirment que le cimetière public est situé « du côté ouest, à une distance d'un kilomètre à peu près de l'église paroissiale ». En outre, dans le plan d'expansion de Mossoró (1884-1885), la rue projetée entre la place centrale, où se situe l'église, et le cimetière, est appelée « rue du champ sacré ». Le cimetière est donc situé à l'ouest de la ville de l'époque, mais au nord-ouest de l'église. Il s'agissait en effet du deuxième cimetière de Mossoró, construit pour remplacer le premier, qui a disparu depuis, mais nous ne savons pas si celui-ci était situé dans l'axe longitudinal de l'église.

Un autre indice, plus facile à identifier, est le rôle qu'ont joué les missionnaires, les prêtres et même les confréries dans l'érection des premiers cimetières publics, et par conséquent dans le maintien d'un symbolisme spatial fort avec l'église. À cet égard, l'opinion des autorités religieuses était fondamentale, comme le montre le cas de São José. En 1829, le curé de la vila, Simão Judas Tadeu, fut convoqué par le Conseil municipal pour choisir la localisation du cimetière. La loi du 1^{er} octobre 1828, déjà citée, précisait en effet que les édiles devaient consulter la principale autorité ecclésiastique de la ville, lors de l'établissement des cimetières éloignés des églises. Après avoir écouté ses coreligionnaires, le digne ecclésiastique décida que le *campo sacro* devait se situer du côté du soleil couchant, sur la route conduisant à la *cidade* de Natal (Barbalho, 1960 : 113-114)²¹.

En réalité, le repos des morts était donc toujours l'affaire de l'Église officielle, qui pouvait ou non donner l'autorisation d'ouvrir de nouveaux cimetières, qu'ils soient publics ou privés. Ceux-ci étaient assez fréquents dans les zones rurales. Ainsi, aux environs de 1864, Manoel Salentiano de Medeiros sollicita l'accord *a posteriori* du prêtre visiteur de la province pour le cimetière qu'il avait déjà fait construire dans son domaine situé sur la commune de Canguaretama, pour lui et sa famille. Il présentait cette requête car il savait qu'il ne pouvait le construire « sans l'autorisation du pouvoir ecclésiastique ». De plus, ajoutait-

il, les cimetières existants étaient en mauvais état et il était interdit d'enterrer les morts dans les églises²².

Construits initialement sur l'initiative du gouvernement de la province, plusieurs cimetières publics étaient administrés par des confréries ou par les municipalités locales (loi provinciale n° 577 du 28 décembre 1864). Le cimetière de Mossoró, construit grâce aux efforts de la communauté catholique locale, appartenait ainsi à une confrérie. La demande d'autorisation au conseil municipal avait été formulée par le vicaire Antônio Joaquim Rodrigues, qui destinait le terrain choisi au « repos aux dépouilles mortelles des catholiques et des défunts de toute croyance religieuse » (acte du 18 août 1873). Un an plus tard, Le conseil municipal rappelle que le cimetière devait se soumettre aux ordonnances municipales (acte du 7 novembre 1874)²³.

En parlant des « défunts de toute croyance religieuse », le prêtre soulevait une question importante. À l'époque, l'existence d'adeptes d'autres religions ne pouvait plus être ignorée. Dès le début du siècle, des cimetières destinés à surtout à des protestants ont été construits en divers lieux du Brésil. Les noms de cimetières dits « des Anglais », « des Allemands » ou d'autres nationalités, cachaient en réalité une forme de discrimination contre ceux qui n'appartenaient pas à la religion catholique (Beozzo, 1992 : 93). La discrimination et la ségrégation des non-catholiques dans le monde des vivants, monnaie courante à l'époque, ne suffisaient pas. Elle s'étendait également au monde des morts. Le seul cimetière « étranger » connu dans le Rio Grande do Norte était le « cimetière des Anglais », situé très loin de la *cidade* de Natal de l'époque, de l'autre côté de la rivière Potengi. Ce cimetière est bien antérieur au premier cimetière public de Natal, construit en 1856. Cela est facile à comprendre, puisque les non-catholiques ne pouvaient pas être ensevelis dans les églises. Des ressortissants de plusieurs nationalités, et pas seulement des Anglais, y ont été enterrés. Dans ce contexte, la proposition du vicaire de Mossoró, représentant de la communauté catholique, paraît assez progressiste.

La séparation entre catholiques et non-catholiques (au moins dans le monde des morts) s'atténue donc au fur et à mesure que le siècle s'achève, plusieurs ordonnances municipales autorisant l'inhumation de défunts d'autres confessions dans des cimetières catholiques. Toutefois, les ordonnances étaient claires : il fallait toujours mettre à part les tenants d'une autre religion. Pour certains, la concession était faite à contrecœur, comme semble le confirmer la circulaire du ministère des Affaires étrangères du 27 avril 1870, adressée aux municipalités du Rio Grande do Norte. L'Empereur décrétait que, désormais, tous les nouveaux cimetières de la province devaient réserver « des espaces pour l'enterrement de ceux à qui l'Église ne concède pas de sépulture dans le sacré »²⁴. La formule employée met en évidence la hiérarchie entre un espace « sacré » et un espace considéré comme « profane », destiné aux défunts non-catholiques. À ce titre, il convient de rappeler la hiérarchie observée lors des enterrements effectués à côté ou dans les églises, où tout était sacré, même si le sanctuaire occupait le sommet de la sacralité. Or, la circulaire de 1870 sous-entend une hiérarchie moins clémente : on était ou non enterré dans un terrain sacré, sans situation intermédiaire. Nous avons relevé plusieurs exemples de l'application de ce texte dans le Rio Grande do Norte²⁵.

À la fin du XIX^e siècle, le processus de sécularisation des cimetières ne fait que s'accélérer. Avec l'instauration de la République, l'ancien *campo sacro*

devient laïc et civil, complètement détaché de toute prérogative religieuse, selon les principes du nouveau régime. Ce sont maintenant des citoyens qui y sont enterrés, et non les adeptes d'une religion privilégiée.

Les noms des rues et des places

Dans le Rio Grande do Norte, les valeurs idéologiques associées directement ou non à l'ère républicaine s'expriment de manière particulièrement visible dans les changements de dénomination des rues et des places. La fixation des plaques et des panneaux a lieu un peu partout, notamment à partir de la fin du XIX^e siècle. La fréquence avec laquelle les rues et les places sont baptisées du « Commerce », par exemple, est un des éléments qui, dans la qualification des espaces publics, évoque les processus complexes de modernisation du pays et de l'État. D'autres dimensions du même phénomène sont sensibles à travers les références à l'abolition de l'esclavage, à l'indépendance du Brésil, aux personnalités du monde politique ou littéraire (entre autres), au niveau local comme au niveau national. Nous en avons relevé des exemples dans toutes les localités de notre échantillon. L'un des centres urbains les plus représentatifs à ce sujet est Mossoró, où la cause abolitionniste a été particulièrement active. Les références à cet important mouvement y sont éloquentes. Huit jours seulement après le 30 septembre 1883, date locale de l'abolition de l'esclavage, le conseil municipal dénomme plusieurs rues et espaces publics. Certaines dénominations sont suggestives : *praça da Redenção* (place de la Rédemption) ; *rua dos Libertos* (rue des Affranchis) ; *rua 30 de Setembro* (rue du 30 Septembre) ; *praça da Liberdade* (place de la Liberté) ; *rua 10 de Junho* (rue du 10 Juin)²⁶. Certains noms renvoient à des dates et à des événements cruciaux de l'histoire nationale, comme la *rua da Independência* (rue de l'Indépendance) (Nonato, s/d, pp. 30-31).

La dénomination des places publiques, dont le nombre se multiplie au rythme de la croissance urbaine, est également très élocuente. Les « places de la République », dont certaines sont monumentales, fleurissent dans les grandes capitales du pays. À Natal, trois places au moins sont imprégnées de valeurs républicaines, ne serait-ce que par leur nom. Consacrées à la République ou à l'Indépendance, ces places sont généralement aménagées afin d'accueillir le pouvoir politique, puisqu'elles abritent certains bâtiments de l'administration. Ainsi, la place Augusto Severo, située entre la ville haute et la Ribeira, est rebaptisée, le 14 mai 1902, « place de la République »²⁷. Un autre exemple révélateur est celui de la « place du 7 Septembre », dont le nom est une référence à la date de l'indépendance du Brésil (7 septembre 1822). Construite en 1914, elle se situe sur le haut plateau, à proximité de la place centrale de la capitale. Elle fut aménagée devant le palais du gouvernement, édifice initialement destiné à l'Assemblée législative et inauguré en 1873. Les maisons et les taudis qui se trouvaient sur l'espace de la future place furent démolis à cette fin. Au fil du temps, d'autres bâtiments de l'administration et du pouvoir législatif sont venus renforcer cette vocation institutionnelle²⁸. La place Pedro Velho, ainsi baptisée en l'honneur du fondateur de la République dans le Rio Grande do Norte, est un autre exemple parlant. Cette place, inaugurée le 24 novembre 1937, est appelée également, et à juste titre, « place civique », puisqu'elle est utilisée lors des défilés militaires pour commémorer le 7 septembre (photo n°1).

PHOTO N° 1. LA PLACE DU 7 SEPTEMBRE, A NATAL (CLICHÉ DE L'AUTEUR).



Les références au monde sacré, notamment l'église, ont disparu. Ces dernières ne représentent plus le centre symbolique des agglomérations. De même, l'ancienne *rua da Cruz* ou « rue de la Croix », reliant la ville haute à la Ribeira, est rebaptisée rue Junqueira Aires, le 5 mars 1896. Elle s'appelle actuellement avenue Câmara Cascudo (photo p.138). Un phénomène identique s'est produit avec la Grand-rue ou l'ancienne place de Natal, lieu de fondation de la ville. Appelée également *praça da matriz* ou place de l'église paroissiale, selon la tradition constatée dans de nombreuses villes, elle devient, en février 1888, la place André de Albuquerque, en hommage au martyr de la Révolution de 1817. Ce changement est particulièrement significatif, compte tenu de l'importance historique de cet espace et des valeurs religieuses qu'il possédait dans le passé (photos n° 2).

PHOTO N° 2. LA PLACE ANDRÉ DE ALBUQUERQUE DANS LES ANNÉES 1920. AU FOND, L'ÉGLISE DU ROSAIRE ET LA RIVIÈRE POTENGI (SOURCE : DIARIO DE NATAL).



Certains noms faisant référence au sacré disparaissent également à Mossoró. L'ancienne *rua do Rosário* ou du Rosaire est devenue, en 1930, rue João Pessoa, en l'honneur du candidat à la présidence du pays, assassiné la même année. La *rua Campo Santo* (Champ sacré), appellation faisant référence à l'accès au cimetière, est devenue, au début de l'ère républicaine, rue Augusto Severo. La place Bento Praxedes était l'ancienne place Vigário (vicaire) Antônio Joaquim (Nonato, s/d : 33-35). À Natal, à Mossoró comme dans d'autres localités, les hommages à des poètes et à des hommes politiques, entre autres personnalités, se multiplient²⁹. Parmi ces derniers, le président Getúlio Vargas est l'un des plus honorés. Les autorités locales sont toutefois réticentes quand il s'agit d'honorer des personnalités liées aux idéologies de gauche. Ainsi, dans son acte du 14 août 1951, du conseil municipal de Caicó, enregistra la demande n° 34, concernant le changement de certains noms de rues situées dans le quartier appelé Pernambuco. La demande, approuvée à l'unanimité, fut motivée par le fait que les noms incriminés appartenaient à des personnes qui avaient eu un rôle « dans la propagation du régime soviétique »³⁰.

Cependant, certaines nouvelles appellations de l'ère républicaine font toujours référence à la religion, notamment à travers les hommes d'Église. C'est le cas de la place Padre João Maria (photo n° 3), à Natal et de la place Walfredo Gurgel, à Caicó³¹. Nous devons néanmoins tenir compte du fait que ces célébrités locales étaient également des hommes politiques. Il reste à savoir quel est le rôle (homme d'Église ou homme politique) qui leur a valu un tel honneur. Il est vrai que d'autres noms anciens, liés à la religion, sont parvenus jusqu'à nos jours, comme la rue Santo Antônio, l'une des plus anciennes de la capitale du Rio Grande do Norte, ou la place du Rosaire, à Açu – mais ces exemples de permanence sont assez rares pour être remarquables.

PHOTO N° 3. LA PLACE PADRE JOÃO MARIA, VERS 1920 (SOURCE : ROCHA POMBO)



L'évolution du mobilier profane

Certains aspects liés au mobilier urbain et aux édifices religieux sont également révélateurs. Si la ville d'ancien régime faisait souvent référence au sacré, la ville « républicaine » du début du xx^e siècle efface progressivement ces traces d'un passé considéré comme révolu, alors même que le contexte politique a changé et que le Manifeste de 1870 ne nourrit plus les idéaux de l'élite brésilienne. Ainsi, le mobilier urbain sacré est détruit, déplacé, dissimulé ou éclipsé par un nombre croissant d'éléments de bâtiments ou de structures profanes, érigés à des fins non religieuses. Les éléments qui restent perdent souvent toute signification religieuse réelle pour la majeure partie de la population. En 1901, un événement particulièrement symbolique illustre cette évolution. Il s'agit du transfert des statues des rois mages Gaspar, Baltazar et Melchior qui se trouvaient dans la chapelle de la forteresse des Rois Mages, bâtiment qui est à l'origine de la fondation de Natal. Elles avaient été offertes, en 1752, par le roi Dom José I^{er} à la chapelle située dans la « place noble » de la forteresse, consacrée à ces saints. Le ministre de la Guerre, João Nepomuceno de Medeiros Mallet, en ordonna le transfert car leur présence dans la forteresse, édifice public, était contraire au principe de l'État laïc. Les Rois Mages furent donc transportés à l'église do Bom Jesus das Dores, qui fut leur lieu de résidence jusqu'en 1910, année où une chapelle fut bâtie en leur honneur. Cette chapelle est à l'origine d'une église baptisée Santos Reis ou les Saints Rois, nom qui a depuis servi de dénomination au quartier (Moura, 1986 : 160-161).

La croix qui, pendant des siècles, se trouvait au milieu de la place centrale en face de l'église paroissiale de Natal, occupait assurément une place d'honneur. Toutefois, en 1907, elle fut transférée dans le patio de l'église du Rosaire (Casculo, 1980 : 450). Le nouvel endroit était bien plus modeste que le précédent (photo n° 5). Ce fait est d'autant plus révélateur de l'évolution des mentalités que, dix ans plus tard (le 12 juin 1917), on dressa presque au même endroit la Colonne des martyrs, en l'honneur des héros de la Révolution de 1817. Le symbole sacré faisait place un monument profane, érigé à la gloire des hommes, et non à la gloire de Dieu. À Acari, un phénomène semblable s'est produit avec deux croix. La plus ancienne était placée devant l'église du Rosaire, et la plus récente devant l'église paroissiale consacrée à Nossa Senhora da Guia. Elles ont été retirées sous prétexte qu'elles entravaient la circulation, lors de l'apparition des premières voitures. Bien plus, celle qui était située devant l'église paroissiale fut enlevée, selon le vicaire Walfredo Gurgel, car elle n'était plus « un objet de culte ». Elle fut installée hors de la ville, où des vandales l'ont détruite (Medeiros, 1985 : 108-109)³².

Le fait que la croix n'était plus un objet de culte est très significatif. Autrefois, ces représentations de la divinité exigeaient des passants des signes de vénération et de respect. Des prières et des danses étaient organisées autour d'elles, comme le rappelle Câmara Casculo quand il évoque la tradition de la « prière circulaire », autour de la croix de São José de Mipibú (Casculo, 1974 : 151-153). La croix limitrophe, située au sud du noyau urbain initial de Natal, fut pendant longtemps un objet de vénération des catholiques. Un renouveau de ce culte s'est produit au xx^e siècle, mêlant religion et nationalisme, puisqu'il s'agissait aussi de célébrer la découverte du Brésil³³. Pourtant, ce rite est retombé dans l'oubli. La réplique de l'ancienne croix, qui marque le site ini-

tial de la ville, n'est aperçue de nos jours que par certains promeneurs plus attentifs que les autres, qui se signent pour exprimer leur respect.

PHOTO N° 5. LA CROIX DEVANT L'ÉGLISE DU ROSAIRE, A NATAL (CLICHÉ DE L'AUTEUR)



Contredisant toutes les tendances, on assiste à un renouveau du mobilier sacré dans certaines agglomérations, notamment entre 1930 et 1950 (Teixeira, 2002 : 440-447). Cependant, ce retour en grâce doit être relativisé, car il est éclipsé par le développement d'éléments profanes qui envahissent l'espace public. Les statues, les bustes, les colonnes commémoratives et autres monuments élevés à la gloire des hommes célèbres fleurissent un peu partout. Dans le même temps, les éléments du mobilier urbain destinés à des fins plus pratiques (mais bassement matérielles), tels que les abribus, vont enrichir cet espace, de plus en plus destiné aux pratiques non religieuses. Dans ce contexte, le nouveau mobilier sacré ne semble pas faire l'objet d'une vénération particulière de part des habitants, car ce sont souvent des œuvres réalisées par les autorités locales, et qui ne rencontrent pas nécessairement de soutien populaire. L'apparition d'un mobilier urbain majoritairement profane confirme donc le processus de sécularisation engagé tant bien que mal par les élites municipales, dans la perspective d'une « modernisation » liée aux idéaux de la République.

Le passage du sacré au profane dans les villes du Rio Grande do Norte ne se limite pas aux espaces urbains proprement dits, mais incluent également les usages de ces mêmes espaces et la fonction des villes examinées (Teixeira, 2002). D'une manière ou d'une autre, les indices analysés expriment ou renforcent les idéaux du « Manifeste républicain » et de son temps, même si, comme on l'a vu, la transformation des espaces urbains anticipe parfois les idées exprimées dans ce texte fondateur. Ce n'est pourtant que de manière progressive, parfois au bout de plusieurs décennies, que les villes changent de visage, puisque l'espace urbain ne traduit pas de manière automatique et immédiate les changements de mentalité. En outre, dans le cas du Rio Grande do Norte, il s'agit de localités situées en position périphérique par rapport aux processus socio-politiques qui affectent l'ensemble du pays dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Quoi qu'il en soit, les transformations urbaines vérifiées expriment des valeurs chères à la République, comme le montre l'éloge du développement commercial, celui des personnalités du monde politique liées au mouvement républicain, ou bien l'exaltation des grandes causes nationales (séparation de l'Église et de l'État ou l'abolition de l'esclavage). La sécularisation des cimetières marque un éloignement progressif vis-à-vis des valeurs religieuses traditionnelles (liées au catholicisme), et exprime, entre autres, un refus croissant des rapports séculaires maintenus entre le Trône et l'Autel, entre l'État et l'Église.

De ce point de vue, nous pourrions dire que la ville annonce un discours. Elle prend parti. Les transformations urbaines expriment des valeurs qui se veulent à la fois républicaines, modernes et séculières, même s'il semble hasardeux de vouloir établir une distinction nette entre ces trois notions. La manifestation de telles valeurs à travers la ville est encore plus évidente dans de nombreux projets urbains présentés ou réalisés au cours des premières décennies de l'ère républicaine, notamment dans d'autres États du Brésil. Le processus de modernisation « à la républicaine » de plusieurs agglomérations importantes du pays était profondément marqué par des idéaux réunis entre autres dans le Manifeste de 1870. Belo Horizonte, ville créée pour être la future capitale du Minas Gerais, en est peut-être le meilleur exemple, mais il n'est pas le seul. Dans le Rio Grande do Norte, Natal, en tant que capitale d'État, est devenue le principal relais des idées nouvelles qui se sont concrétisées dans l'espace urbain.

Cependant, le rapport entre les idéaux formulés dans le « Manifeste républicain », d'une part, et la sécularisation de la ville, d'autre part, n'est pas aussi direct. Le Manifeste et autres écrits de même nature ne constituent ni des codes explicites, ni des principes normatifs applicables dans les pratiques sociales et dans l'espace urbain. Il s'agit plutôt d'un exposé d'intentions générales basées sur des principes de justice sociale, d'égalité et de démocratie. Il ne faut donc pas chercher systématiquement une relation de cause à effet. En ce sens, le texte de 1870 est avant tout un révélateur, parmi tant d'autres, exprimant un état d'esprit particulier, à un moment précis de l'histoire du pays – et du Rio Grande do Norte en particulier – qui favorise l'émergence d'un processus complexe où se mêlent modernisation, sécularisation et cause républicaine : la ville alors devient elle-même un manifeste, chargé d'exprimer les idées d'une société en pleine mutation.

Notes

- 1 Les villes concernées sont les suivantes: Natal (la capitale), Extremóz, São José de Mipibú, Nisia Floresta, Arês, Vila Flor, Açú, Mossoró, Apodi, Portalegre, Caicó et Acari. L'étude a été réalisée dans le cadre d'une thèse de doctorat soutenue en 2002 à l'EHESS (Teixeira, 2002)
- 2 C'est le cas de l'abolition de l'esclavage, qui faisait partie intégrante des propositions du projet républicain. Or, le mouvement en faveur de l'abolition de l'esclavage fut profondément populaire à partir des années 1880, sans que cela signifie nécessairement que tous ceux qui le défendaient étaient partisans de la République.
- 3 En effet, cette génération était engagée dans une plate-forme de modernisation fondée sur des directives scientifiques et techniques venues de l'Europe et des États-Unis. Les sources d'inspiration de ces nouvelles élites étaient les idées scientifiques, le darwinisme social de Spencer et le positivisme d'Auguste Comte, parmi d'autres (Sevcenko, 1998 : 14).
- 4 AN. Livro de tombo, paróquia de São João Batista e Nossa Senhora da Conceição (Portalegre), pp. 55-59 v.
- 5 Dans notre thèse, nous développons d'autres éléments qui indiquent la montée des tensions entre l'Église et l'État durant le XIX^e siècle (Teixeira, 2002 : 310-313).
- 6 La séparation entre l'Église et l'État avait déjà été instituée par le décret du 7 janvier 1890, donc avant la Constitution (Oliveira, 1992 : 48).
- 7 Accord de droits et de devoirs réciproques entre l'Église et l'État, institué au Brésil au milieu du XVI^e siècle. Il consiste essentiellement dans le devoir de l'État d'encourager, par ses propres moyens, l'implantation et l'organisation de l'Église catholique dans le Nouveau Monde, en échange du droit temporel sur les terres découvertes. Tout au long de l'histoire brésilienne, le *padroado* est l'une des plus grandes manifestations de l'union du Trône et de l'Autel. Ses conséquences se font ressentir jusqu'à nos jours.
- 8 Robinson Cavalcanti ajoute que, lors de la proclamation de la République, les membres des communautés religieuses qui exigeaient le vœu d'obéissance voyaient leurs droits politiques supprimés. Le clergé avait perdu son immunité. La Constitution de 1891 ne faisait aucune référence au nom de Dieu (Cavalcanti, 1985 : 178).
- 9 Voir, par exemple, Lira, 1982 : 257. Voir aussi: Anonyme, « Très documentos históricos sobre a República no Rio Grande do Norte », *RIHGRN*, 1944-1947, vol. XLI-XLIV, p. 7.
- 10 Voir notamment APMA. Documentos antigos. Pasta n° 41, 1890 a 1900. Nous avons relevé des expressions semblables encore dans les années 1920. APMA. Documentos antigos. Pasta n° 42, 1901 a 1956.
- 11 Ce n'étaient pas seulement des morts qu'émanaient ces odeurs malsaines, d'après les convictions de l'époque. Le président Casimiro José de Moraes Sarmento, dans son rapport de 1847, ajoutait, outre la « très pernicieuse habitude d'enterrer les cadavres dans les églises », d'autres causes de miasmes: l'abattoir, le marécage de la Ribeira, avec ses plantes en putréfaction; les cocotiers existant dans ce quartier, qui devaient être détruits. Il n'oublie pas non plus les mesures sanitaires, telles que la nécessité de faire paver les rues, de rénover les maisons, « basses et étriquées » et d'aligner les rues. Anonyme, Discurso apresentado... no dia 7 de setembro de 1847. Dans: Fundação Vingt-un Rosado, *Falas e relatórios dos presidentes de província do Rio Grande do Norte no período de 1835 - 1888* (02-02-1835 a 07-09-1848). Coleção Mossoróense, Série « G » - número 2. Mossoró: Fundação Vingt-un Rosado, 1999, pp. 11-12.
- 12 À Natal, par exemple, les lois municipales de 1858 règlent plusieurs aspects relatifs aux inhumations. Celles-ci devront dorénavant avoir lieu exclusivement dans le cimetière civil de la ville, construit peu avant. IHGRN, caixa 209, maço 7. Posturas municipais. Natal, 21/08/1858.

- 13 Notion développée dans notre thèse de doctorat. De manière très succincte, la ville de Dieu et la ville des Hommes sont définies selon la place que les valeurs religieuses traditionnelles occupent historiquement dans la société et dans la ville. La sécularisation constitue le passage de la première à la deuxième, au fil d'un long processus qui se déroule dans le temps et dans l'espace.
- 14 Le mouvement de Salvador eut lieu en 1835. Il est postérieur à un autre événement, survenu à Rio de Janeiro, en 1828. João Reis développe une analyse intéressante du premier mouvement, dont les causes impliquent des aspects de plusieurs natures, et pas seulement religieuses. Il a été appelé la « Cemiterada » (Reis, 1997 : 136-141).
- 15 Discurso apresentado... no dia 7 de setembro de 1847. Dans: Fundação Vingt-un Rosado. *Falas e relatórios...* op. cit., p. 7.
- 16 APMA. Doc. antigos. Pasta n° 38, 1845 a 1864. Voir également à ce sujet la déclaration du président de la province, José Joaquim da Cunha, en 1851 (Barbalho, 1960 : 129).
- 17 Document ecclésiastique rédigé à la suite d'un synode de l'Église catholique du Brésil, en 1707. Les « Constitutions » possédaient un caractère normatif et légiféraient sur tous les aspects de la vie sociale. En un mot, c'était une vision de monde selon les préceptes de l'Église. Elles ne furent abolies qu'avec la proclamation de la République.
- 18 *Constituições Primeiras do Arcebispado da Bahia*/sous la direction de VIDE, D. Sebastião Monteiro da. São Paulo : Typ. 2 de Dezembro, 1853, pp. 252-253.
- 19 Bien que de manière approximative, l'orientation de la façade des églises et, à l'inverse, celle du prêtre qui, autrefois, célébrait la messe en tournant le dos aux paroissiens, est observée dans la moitié des localités, c'est-à-dire dans les six églises paroissiales de Natal, Açú, São José, Extremóz, Arês et Acari. Les deux premières sont situées de telle manière que le prêtre regarde l'Orient, position jugée idéale. Dans celles de São José, d'Extremóz, d'Arês et d'Acari, le prêtre regarde le Sud. Trois autres églises permettent de satisfaire partiellement cette exigence, car elles sont orientées de telle sorte que le prêtre regarde en partie vers l'Est ou vers le Sud (respectivement deux et un cas). Trois églises possèdent une orientation visiblement contraire aux prescriptions indiquées, celles de Mossoró, Apodi et Portalegre. Le prêtre regarde, dans ces cas, l'une des deux orientations interdites par les « constitutions », c'est-à-dire, le Nord.
- 20 Un sixième cimetière, celui de Mossoró, est situé sur une ligne imaginaire Nord-Ouest par rapport à l'axe longitudinal de l'église. Cette localisation ne respecte donc pas entièrement l'axe en question, mais nous sommes persuadés qu'il s'agit du même souci d'orientation, ne serait-ce que par la ressemblance spatiale observée entre cette relation église-cimetière dans la ville de Mossoró avec celle repérée dans d'autres agglomérations. De même, nous estimons que cette intention a dû se manifester lors du choix du site des cimetières d'Acari et Caicó, qui gardent toutefois une d'orientation moins linéaire en relation avec la première église. Nous n'avons pas considéré le cimetière situé derrière l'église du Rosaire, à Acari, puisqu'il faisait partie de l'église.
- 21 Cependant, le cimetière de São José fut bâti au nord de l'église, dont la façade est orientée vers le Nord (10 degrés en direction Nord-Ouest, pour être précis). Trois explications sont possibles pour expliquer cette apparente incohérence: 1) l'emplacement prévu à l'ouest fut modifié; 2) il s'agit d'un autre cimetière, de nos jours disparu; 3) Il s'agit tout simplement d'une erreur d'orientation, ou plus probablement d'une approximation. La troisième explication nous paraît la plus raisonnable. Le cimetière de São José constitue un bon exemple de localisation sur un axe longitudinal suivant la longueur de l'église paroissiale. Il ne sera construit qu'en 1856.
- 22 APMC. Livro de registro de ofícios recebidos e expedidos de 1860 a 1893, p. 28.
- 23 *Atas da câmara municipal de Mossoró* (1873-1876), sous la direction de Brito, Raimundo Soares. Mossoró : Coleção Mossoroense, volume CCXVII, 1985, pp. 35, 89.

- 24 Acte du 23 juillet 1870. CMNF. Livro de atas, n° 3 da Intendência de Nísia Floresta, 1861 a 1873, pp. 179 v-180.
- 25 Voir notamment l'article 10 des ordonnances municipales d'Acari, de janvier 1893. APMA. Documentos antigos. Pasta n° 41, 1890 a 1900. Voir aussi la loi n° 885, du 12 avril 1883, de la municipalité de Macau (Anonyme, *Coleção de leis provinciais do Rio Grande do Norte. Ano de 1882*. Natal: Tipografia do Correio de Natal, 1882, p. 39).
- 26 Le 30 juin 1883, 40 esclaves ont été libérés dans la commune de Mossoró (Nonato, 1973 : 53).
- 27 Né dans le Rio grande do Norte, Augusto Severo était un pionnier dans les recherches sur l'aviation. Le 14 mai 1902, on rendra son nom à la place (Azevedo, 1996 : 83).
- 28 Le bâtiment de la mairie de Natal, inauguré le 7 septembre 1922, est situé sur cette place.
- 29 Raimundo Nonato a répertorié les espaces publics que Mossoró possédait en janvier 1929. La ville totalisait 74 espaces de ce type, entre rues, places et allées. Nous constatons que seuls 5 d'entre eux font référence à des noms liés au sacré (prêtres, pape, le Cœur de Jésus). Tous les autres noms constituent un éventail de références à des hommes politiques locaux et nationaux, à des poètes, à des militaires, à des héros du passé et à des intellectuels (Nonato, s/d, pp. 59-60).
- 30 APMCA, Livro de atas da câmara municipal de Caicó, p. 93.
- 31 La place Padre João Maria est située derrière l'église paroissiale de Natal. Un buste commémoratif a été dressé le 7 septembre 1921, en hommage au prêtre qui avait donné son nom à la place (Casculo, 1980 : 443)
- 32 Malheureusement, l'auteur ne mentionne pas la date de ces événements. Une autre croix a été ultérieurement plantée à la place de celle qui avait été détruite. Un autre exemple de destruction des symboles sacrés fut le « *cruzeiro do galo* », croix qui avait été fixée à Acari lors du passage des missionnaires dans la localité. Elle fut également endommagée et abandonnée.
- 33 Des informations sont fournies vers 1940 (Câmara, 1948 : 243-245).

Bibliographie

Sources primaires

- Almeida, Fernando H, 1967, *Mendes de. Constituições do Brasil*. 5 ed. São Paulo, Ed. Saraiva.
- AN (Arquidiocese de Natal). *Livro de tomo, paróquia de São João Batista e Nossa Senhora da Conceição* (Portalegre).
- Anonyme, *Coleção de leis provinciais do Rio Grande do Norte. Ano de 1882*. Natal, Tipografia do Correio de Natal, 1882.
- Anonyme, « Discurso apresentado... no dia 7 de setembro de 1847 », In: *Fundação Vingt-un Rosado. Falas e relatórios dos presidentes de província do Rio Grande do Norte no período de 1835 - 1888* (02-02-1835 a 07-09-1848). Coleção Mossoroense, Série « G » - número 2. Mossoró: Fundação Vingt-un Rosado, 1999.
- Anonyme, « Três documentos históricos sobre a República no Rio Grande do Norte ». RIHGRN (*Revista do Instituto Histórico e Geográfico do Rio Grande do Norte*), 1944-1947, vol. XLI-XLIV.
- APMA (Arquivo da Prefeitura Municipal de Acari). Documentos antigos. Pasta n° 38, 1845 a 1864.
- APMA (Arquivo da Prefeitura Municipal de Acari). Doc. antigos. Pasta n° 41, 1890 a 1900
- APMA (Arquivo da Prefeitura Municipal de Acari). Doc. antigos. Pasta n° 41, 1890 a 1900.
- APMA (Arquivo da Prefeitura Municipal de Acari). Doc. antigos. Pasta n° 42, 1901 a 1956.
- APMC (Arquivo da Prefeitura Municipal de Canguaretama). Livro de registro de ofícios

recebidos e expedidos de 1860 a 1893.

APMCA (Arquivo da Prefeitura Municipal de Caicó). Livro de atas da câmara municipal de Caicó, 1948 a 1953

Atas da câmara municipal de Mossoró (1873-1876) sous la direction de Brito, Raimundo Soares. Mossoró, Coleção Mossoroense, volume CCXVII, 1985.

CMNF (Câmara Municipal de Nísia Floresta). Livro de atas, n° 3 da Intendência de Nísia Floresta, 1861 a 1873.

Constituições Primeiras do Arcebispado da Bahia/sous la direction de VIDE, D. Sebastião Monteiro da. São Paulo, Typ. 2 de Dezembro, 1853.

IHGRN (Instituto Histórico e Geográfico do Rio Grande do Norte). Caixa 209, maço 7. Posturas municipais. Natal, 21/08/1858.

Fonds secondaires

IHGRN (Instituto Histórico e Geográfico do Rio Grande do Norte). Caixa 209, maço 7. Posturas municipais. Natal, 21/08/1858.

Azevedo, Alúcio, 1996, *Cronologia do Rio Grande do Norte. Cinco séculos de História*. Natal, Gráfica Santa Maria.

Barbalho, Gilberto Guerreiro, 1960, *História do município de São José de Mipibú*. Rio de Janeiro, Gráfica Editora NAP/S. A.

Beozzo, José Oscar, 1992, *Brasil: 500 anos de migrações*. São Paulo, Ed. Paulinas: Centro de Estudos Migratórios.

Câmara, Anfilóquio, 1948, *Cenários municipais (1941-1942)*. Natal, Oficinas do D.E.I.P.

Cascudo, Luís da Câmara, 1980, *História da cidade do Natal*. 2 ed. Rio de Janeiro, Civilização Brasileira; Brasília, INL; Natal, UFRN.

Cascudo, Luís da Câmara, 1955, *História do Rio Grande do Norte*. Rio de Janeiro, Ministério da Educação e Cultura, Serviço de Documentação.

Cascudo, Luís da Câmara, 1974, *Religião no povo*. João Pessoa, Imprensa Universitária da Paraíba.

Cascudo, Luís da Câmara, 1996, *Notas e documentos para a História de Mossoró*. Coleção Mossoroense. Mossoró, ETRN/UNED e Petrobras.

Cavalcanti, Robinson, 1985, *Cristianismo e política: teoria bíblica e prática histórica*. São Paulo, Nascente.

Lira, A. Tavares, 1982, *História do Rio Grande do Norte*. Natal, José Augusto.

Medeiros, Bianor, 1985, *Paróquia de Nossa Senhora da Guia*. Natal, Fundação José Augusto/Prefeitura Municipal de Acari.

Moura, Pedro Rebouças de, 1986, *Fatos da História do Rio Grande do Norte*. Natal, Companhia Editora do Rio Grande do Norte.

Nonato, Raimundo, s/d, *Evolução urbanística de Mossoró*. Natal, Coleção Mossoroense, n° 248.

Nonato, Raimundo, 1973, *Ruas, caminhos da saudade*. Mossoró, Coleção Mossoroense, vol. 23.

OFM, frei Hugo Frágoso. « O apaziguamento do povo rebelado mediante as missões populares: Nordeste do Segundo Império », dans *Revista de Ciências Sociais*, 1985/1986, vol. 16-17.

Oliveira, Marlúcia de Paiva Oliveira, 1992, *Igreja e Renovação: educação e sindicalismo no Rio Grande do Norte (1945-1964)*. Tese de Doutorado, São Paulo: Pontifícia Universidade Católica de São Paulo.

Reis, João José, 1997, « O Cotidiano da morte no Brasil oitocentista », dans *História da vida privada no Brasil. Império: a corte e a modernidade nacional*, sous la direction de Novais, Fernando A. São Paulo, Companhia das Letras.

Sevcenko, Nicolau, 1998, « O Prelúdio republicano, astúcias da ordem e ilusões do progresso », dans *História da vida privada no Brasil. República: da Belle Époque à era do rádio*, sous la direction de NOVAIS, Fernando A. São Paulo, Companhia das Letras.

Teixeira, Rubenilson Brazão, 2002, *De la ville de Dieu à la ville des Hommes. La sécularisation de l'espace urbain dans le Rio Grande do Norte, Brésil*. Thèse de Doctorat, Paris: EHESS.

RÉSUMÉ-RESUMEN-ABSTRACT

Cet article se propose de voir comment la progression du mouvement républicain et l'installation de la République au Brésil peuvent expliquer le processus de sécularisation que la ville est en train de connaître à la même époque (deuxième moitié du XIX^e siècle et premières décennies du siècle suivant). Plus particulièrement, il essaie d'établir un éventuel rapport entre le « Manifeste républicain » de 1870 et ce processus, puisque les valeurs républicaines exprimées (entre autres) dans le Manifeste possèdent une forte dimension séculière. L'analyse proposée est réalisée à partir d'une douzaine de localités situées dans l'État du Rio Grande do Norte. L'étude démontre que, même si ce rapport existe, il se fait le plus souvent de manière indirecte.

O presente artigo se propõe a analisar a progressão do movimento republicano e a instalação da República no Brasil enquanto um dos elementos que podem explicar a secularização que a cidade está sofrendo à mesma época, isto é, na segunda metade do século XIX e primeiras décadas do século seguinte. De modo mais específico, ele tenta estabelecer uma relação eventual entre o Manifesto Republicano de 1870 e o processo de secularização da cidade, tendo em vista que os valores republicanos preconizados pelo

Manifesto, entre outros meios, possuem uma forte dimensão secular. A análise proposta foi realizada a partir de 12 cidades situadas no Estado do Rio Grande do Norte. O estudo demonstra que, embora a relação em questão exista, ela é indireta, sem uma conexão evidente e fácil de estabelecer entre o Manifesto e a secularização das aglomerações examinadas.

This article aims at analysing the progression of the republican movement in Brazil and the installation of the Republic as one of the elements which can explain the secularisation that the city is undergoing at that same period, that is, along the second half of the 19th century and first decades of the following one. More specifically, it tries to establish a possible relation between the Republican Manifest of 1870 and the secularisation process of the city, since the republican values extolled by the Manifest, among other expressions, have a strong secular dimension. The proposed analysis was undertaken on 12 cities located in the State of Rio Grande do Norte. The study demonstrates that, although the relation exists, it is an indirect one, whose connection is neither evident nor easy to establish between the Manifest and the secularisation of the cities studied.

Mots-clés : Brésil, Rio Grande do Norte, XIX^e siècle, villes, sécularisation

Palavras chaves : Brasil, Rio Grande do Norte, século XIX, cidades, secularização

Keywords : Brasil, Rio Grande do Norte, XIXth Century, cities, secularisation

LECTURES

Miguel Angel Herrera C., ***Bongos, Bogas, Vapores y Marineros. Historia de los « marineros » del río San Juan, 1849-1855***. Managua, Centro Nicaragüense de escritores, 2000, 287 p.

Le 16 mai 1854, le capitaine Smith, du bateau à vapeur *Routh*, a tué Antonio Paladino d'une balle en plein cœur. Ainsi débute le livre de Miguel Angel Herrera : par une énigme et par un meurtre. Pourtant, l'enquête menée par le jeune historien nicaraguayen n'est pas un roman policier, même si les 250 pages qui suivent, écrites dans un style enlevé, toujours plaisant, se lisent d'une seule traite. C'est un vrai, un beau livre d'histoire, qui permet de comprendre les mécanismes économiques, politiques, sociaux mais aussi ethniques et culturels, qui aboutissent à la mort d'un maître de pirogues (*bongos*), sur les bords du Rio San Juan, en ce Nicaragua du milieu du XIX^e siècle.

Le meurtre qui marque le début de l'ouvrage pose déjà toutes les bases du problème : d'un côté, la vapeur, de l'autre la pirogue; d'un côté Smith, de l'autre Paladino. La vapeur anglaise contre la sueur espagnole.

Le Nicaragua est alors au centre du monde, ou presque. La découverte des gisements d'or en Californie draine vers la côte Pacifique des États-Unis des milliers de candidats à l'exil et à la fortune. De 1849 à 1855, la petite République centraméricaine offre la meilleure option aux voyageurs, qui remontent le Rio San Juan depuis San Juan del Norte (Greytown) jusqu'au lac Nicaragua, puis qui rejoignent San Juan del Sur pour embarquer sur des navires de haute mer dont la destination finale est le port de San Francisco. Il faudra l'intervention armée du mercenaire nord-américain William Walker, mais surtout la mise en œuvre du chemin de fer transisthmique au Panamá, pour sonner le glas de cet itinéraire et assurer la ruine des entreprises, grandes ou petites, qui trans-

portaient les passagers d'un bord à l'autre du continent.

Le travail de Miguel Angel Herrera ne porte pas sur l'itinéraire suivi par les apprentis chercheurs d'or, ni sur les projets ultérieurs de canal interocéanique soutenus par la couronne d'Angleterre, forte de ses nombreux points d'appuis sur la côte Atlantique, dans une région, la Mosquitia, qui n'a jamais vraiment appartenu à l'Empire espagnol. L'enquête menée par l'auteur s'intéresse avant tout aux conséquences sur les sociétés locales de cette brusque ouverture sur l'extérieur, de ces flux inattendus d'hommes et de marchandises qui bouleversent les habitudes, les traditions et les hiérarchies héritées de l'époque coloniale. Ces territoires périphériques, longtemps marginalisés, occupent brutalement le devant de la scène et entrent de plain-pied dans le vaste processus de mondialisation des échanges qui caractérise le XIX^e siècle, à la fois dominé et entraîné par la vapeur. Le Nicaragua, mal préparé à une telle mutation, devient la proie de nouvelles puissances (États ou compagnies privées), qui imposent leur volonté à des élites séduites et bafouées, à des couches populaires en quête avant tout de travail et de nourriture, mais aux intérêts divergents – pour ne pas dire antagonistes.

Pour mener à bien son enquête, Miguel Angel Herrera utilise des sources mal connues et souvent peu exploitées : rapports des consuls anglais et nord-américains ; archives des agents commerciaux installés sur place et de la Compañía Acessoria del Tránsito (CAT), fondée par Cornelius Vanderbilt pour organiser la traversée du pays ; journaux locaux et chroniques de voyageurs ; journaux de bord des capitaines de navire – en particulier le journal du capitaine

Fayssoux, commandant la goélette *Granada*.

Le brassage de cette vaste documentation lui permet de plonger dans l'univers des décideurs, des chefs d'entreprises, des diplomates et des commerçants, mais aussi de s'intéresser aux marins, aux piroguiers, et à leurs familles. Les deux premiers chapitres du livre analysent le contexte politique et économique national, en relation avec l'itinéraire interocéanique mis en place par Vanderbilt. L'État nicaraguayen, à peine sorti des limbes, ne peut que s'incliner devant la CAT, considérée comme le seul moteur d'une modernisation à la fois nécessaire et redoutée. En quelques années, les activités de transit transforment le territoire et la société. L'économie se monétarise, le commerce extérieur explose, les produits nicaraguayens (bois de teinte, cuirs, tabac, maïs, etc.) prennent la route de Londres et de New-York. Dans le même temps, la production artisanale se développe, afin de répondre aux besoins des compagnies de navigation et aux entreprises de transport terrestre, mais aussi aux attentes des voyageurs (fabrication de chapeaux de paille). Masaya renforce ainsi son rôle de capitale de l'artisanat nicaraguayen.

Les trois derniers chapitres, situés au carrefour méthodologique de l'histoire et de l'anthropologie, s'intéressent aux communautés liées à l'organisation du trafic maritime et fluvial. Piroguiers et marins font ici l'objet d'une étude particulièrement bien menée, même si on aurait voulu, comme toujours, en savoir plus sur les micro-sociétés constituées autour des activités de transport, tout au long de l'axe San Juan del Norte-San Juan del Sur (c'est en particulier le cas de la composition ethnique des équipages). Cependant, à juste titre, Miguel Angel Herrera ne se limite pas à étudier le

travail de ces hommes de peine : il se penche aussi sur leurs coutumes, sur leur religion et sur les rituels qui accompagnent leur voyage au fil de l'eau. Pour en revenir au meurtre initial, point de départ de l'enquête historique (mais presque point final de l'aventure transisthmique nicaraguayenne), on peut dire que les deux premiers chapitres permettent de comprendre l'opposition entre les deux noms (Smith contre Paladino), alors que les trois suivants expliquent la rivalité entre la pirogue et le bateau à vapeur. La boucle est alors bouclée : la balle de Smith ne tue pas seulement un homme, elle établit les règles d'une mondialisation à sens unique, dont les effets se font encore sentir aujourd'hui.

Alain Musset

Claudia Carolina Zamorano-Villarreal, *Naviguer dans le désert. Itinéraires résidentiels à la frontière Mexique-États-Unis*. Paris, Iheal, 2003, 267 p.

Naviguer dans le désert ou « travailler, endurer, souffrir ou lutter pour la survie et atteindre son but » à Ciudad Juárez, ville frontalière mexicaine d'un million d'habitants, tournée vers les États-Unis : les habitants semblent d'abord dériver au fil des opportunités, tant l'incertitude baigne ce désert frontalier. Pourtant, Claudia Carolina Zamorano-Villarreal tente de déterminer les stratégies résidentielles des familles à faibles revenus dans ce contexte de mobilité géographique, d'industrialisation et de restructuration

économique et politique. Elle fait de l'apparente absence de stratégie des populations interrogées un avantage heuristique. Pour cerner ces stratégies, il fallait identifier les itinéraires individuels, complexifiés par la variété des phénomènes migratoires et l'implantation des *maquiladoras*. L'auteur a donc recueilli les autobiographies et visité les lieux de résidences des ouvriers et des populations à faibles revenus. Considérant les « groupes d'individus en famille » (Francis Godard) comme les unités centrales de son étude, elle livre en trois parties les résultats de son enquête, allant du plan large de la ville aux gros plans individuels.

La première partie présente les différentes facettes du thème de l'incertitude : immobilière, professionnelle, migratoire et matrimoniale. La croissance de la ville est due aux activités économiques frontalières, surtout aux industries de sous-traitance. La maquilarisation des années 1980 a marqué un tournant décisif dans l'histoire de Ciudad Juárez : la structure de l'emploi y est fortement dominée par la *maquila* (certitude sociale) pourtant toujours perçue comme une situation transitoire (incertitude individuelle). Sur le marché immobilier, la *maquilarisation* a induit une politique de stimulation du secteur privé, à l'image des politiques nationales. Celle-ci rend l'accès au logement plus difficile et favorise donc les pratiques de cohabitation au sein des populations exclues des crédits d'État. Parallèlement, les ventes entre particuliers prennent le pas sur les pratiques de donation, de prêt ou d'héritage et sur les occupations de terrains des comités de quartier. Les pratiques d'auto-construction et d'autogestion tendent à être normalisées. Au terme de cette partie,

L'auteur dresse une typologie des répercussions des phénomènes de migration, d'industrialisation, d'évolution du marché du logement et de la précarité des relations hommes-femmes sur les pratiques résidentielles des habitants.

La deuxième partie traite de l'influence des lignées familiales sur les itinéraires et les pratiques des individus, cette influence étant nuancée par le contexte d'incertitude, la succession des générations et les alliances. Certes, le réseau familial joue un rôle économique et social majeur dans l'obtention d'un logement, mais les individus qui composent ce réseau agissent également selon leurs itinéraires propres. L'auteur dresse les « chronologies de la configuration résidentielle », transcrites sous forme de schémas, de plusieurs familles pour retracer les déplacements géographiques de leurs membres, distinguer le statut d'occupation résidentiel et la structure des maisonnées. En considérant minutieusement selon cet axe quatre-vingt ans d'évolution d'une lignée, elle montre que les itinéraires inter-agissent avec les conjonctures sociales et que les ressources mobilisées pour trouver un toit résultent des modalités de l'appropriation individuelle de l'histoire familiale. Chaque génération invente ses propres stratégies résidentielles en mobilisant les atouts de sa situation professionnelle, migratoire et matrimoniale pour s'adapter à la conjoncture. Analysant deux générations d'une même famille dans un quartier aux conditions de vie précaires, géré par un comité de défense populaire, l'auteur montre l'existence de ruptures dans la transmission de représentations politiques et des pratiques qui en découlent (relations avec le comité de quartier), malgré la continuité résidentielle. L'étude de deux générations d'une

famille immigrée dans les années 1960 révèle un profond clivage inter-générationnel sensible dans la moindre capacité de résistance à l'insécurité et à l'incertitude de la deuxième génération. Celle-ci a réalisé un important renversement axiologique, en partie dû au système de crédit, touchant la vie professionnelle, le mode de régulation des dépenses et celui d'appropriation de l'espace. L'alliance matrimoniale entre deux lignées pose la question de l'influence des familles sur le façonnement des itinéraires résidentiels et professionnels. La lignée bénéficiant des atouts économiques et sociaux les plus importants va exercer une influence dominante et baliser ainsi les itinéraires de vie des descendants.

Dans la dernière partie, l'auteur essaie de comprendre comment les individus en famille contribuent de manière différenciée à la construction de leur maison commune. L'étude de deux familles ayant pratiqué l'auto-construction montre que la construction et l'appropriation de l'espace domestique commun sont effectuées individuellement par les différents membres de la maisonnée. L'auteur se livre à une archéologie du logement, illustrée par des croquis à l'échelle de la maison, et la confronte aux récits individuels pour relater les processus individuels et collectifs d'appropriation de l'espace domestique. Elle identifie ainsi une colonne vertébrale articulant les histoires de la maison et des cursus familiaux en différentes phases : l'expansion de la famille, sa stabilisation et son éclatement. Le cursus de vie d'une famille analysé sur près de quarante ans montre que la maison est à la fois miroir de l'histoire familiale et source de projets des membres de la maisonnée. De l'accession à la propriété à la construction d'une nouvelle mai-

son en passant par des phases de locación, de cohabitación, el alojamiento es transformado para adaptarse a la evolución de las necesidades familiares. El estudio de la frateridad, el agrupamiento de parejas casadas de hermanos y hermanas con presupuestos distintos, confirma la complejidad del proceso de apropiación individual de los espacios domésticos e introduce el problema de la memoria familiar.

Finalmente, hay un bien « de la fatalidad al corazón de toda estrategia » (Baudrillard): la situación profesional, migratoria, matrimonial y el contexto social tienen repercusiones sobre las formas de acceso al alojamiento; la familia y su historia facilitan y balizan las elecciones residenciales de las generaciones. Pero Claudia Carolina Zamorano-Villareal nos muestra también que no hay un destino absolutamente desprovisto de estrategia. Su minucioso trabajo de terreno aporta a los fenómenos migratorios y económicos de Ciudad Juárez toda su dimensión de historias humanas, permitiéndonos captar un poco el sentido de las navegaciones de los habitantes de este espacio fronterizo.

Marie Redon

Sergio Valerio Ulloa, *Empresarios extranjeros en Guadalajara durante el porfiriato*. México, Ed. Universidad de Guadalajara, 2002, 165 p.

En los últimos años los estudiosos de la historia económica de México han prestado un interés creciente a los fenómenos vinculados con las empresas, dicho interés no solamente ha caminado hacia una sola dirección, las visiones sobre las empresas y los

empresarios son múltiples, así como los periodos de estudio. Indudablemente, el libro de Sergio Valerio también se inscribe en este constante interés.

Cuando leemos la historia económica de Occidente somos copartícipes de una amplia reconstrucción de su memoria colectiva, que retoma la historia de los éxitos económicos. Entonces, ¿qué podemos encontrar cuando estudiamos la historia económica de México? Una de las respuestas es, obviamente, el subdesarrollo. Es decir, la formación histórica de un proceso de largo alcance plagado de transformaciones estructurales incoherentes, donde el siglo XIX fue un periodo crucial. A partir de lo anterior me pregunto si es posible trazarnos como meta la reconstrucción de una visión histórica del subdesarrollo.

Por otra parte, con la evolución del pensamiento económico neoclásico, se va a constituir la casi indispensable figura del individuo racional, la cual es ajena a la construcción de la experiencia y memoria como ser humano. El pensamiento económico neoclásico evolucionó de tal forma, que de ser un cuerpo de teoría económica, se ha transformado en la teoría económica. Precisamente una serie de supuestos emanados de la noción de competencia perfecta, fueron retomados, criticados y reformulados por la escuela de pensamiento neo-institucional norteamericano. Si por un lado la economía neoclásica promueve el mecanismo de precios como la vía más eficiente en la asignación de recursos escasos, por el otro, la economía neo-institucional norteamericana se encargó de demostrar que al interior de una de las organizaciones más importantes del sistema capitalista de producción, el mecanismo más eficiente es el man-

dato jerárquico, me refiero a la empresa. En 1912 Schumpeter veía al empresario como un factor crucial, a tal grado de considerarlo como otro factor más en la función de producción. Considero que bajo este contexto teórico, Valerio nos sugiere reflexionar sobre la historia de los empresarios franceses, alemanes y españoles en Guadalajara durante el Porfiriato.

Para lograr su objetivo, el autor nos propone cinco apartados, pero los he reorganizado en tres con el fin de remarcar algunos puntos. Iniciaré señalando las aportaciones a la cultura económica local por parte de los empresarios extranjeros, después, abordaré el tema de la inmigración y penetración del círculo familiar, para terminar con unos comentarios sobre el contexto regional.

El autor nos relata la llegada de los empresarios franceses como comerciantes, que rápidamente se movieron hacia otras áreas de la actividad económica, tales como las manufacturas y fábricas; ocupaciones que combinadas con una de las innovaciones francesas más importantes en materia de comercio aportaron resultados interesantes, a tal grado de marcar la vida material de los habitantes de Guadalajara. Me refiero a las grandes tiendas departamentales, diseñadas bajo las concepciones parisinas, en el contexto local sobresalieron las Fábricas de Francia, el Nuevo Mundo y París-Londres; todas compartían características comunes que desencadenaron pasiones por parte de los clientes, sobre todo en sus departamentos de novedades. Incluso, dichos establecimientos se adelantaron con mucho tiempo al mismo mall norteamericano, prototipo de centro comercial en México a finales del siglo XX. Si en 1883 Émile Zola caracterizó este tipo de giros como un templo donde se desbor-

daban las pasiones femeninas, en la actualidad se han extendido hacia todas las pasiones familiares. Los grupos de extranjeros estudiados también indagaron en los bienes raíces y en el vacilante mundo financiero como intermediarios. De ninguna forma es una coincidencia encontrar empresarios de origen germánico en el último cuarto del siglo XIX en Guadalajara. Alemania se estaba reconfigurando política e institucionalmente para surgir como una potencia económica en Europa. En el caso local, el estudio nos muestra implícitamente cómo los germánicos participaban en esta transformación de las innovaciones técnicas y las invenciones científicas, reflejadas en el impulso que tomaría las actividades de la metal-mecánica y las cervecerías. Asimismo, los empresarios españoles han hecho aportaciones a la cultura empresarial en el occidente de México, todos fueron constructores estratégicos de la cultura económica no solo de Guadalajara, sino de una vasta región que rebasó el occidente del país.

Según Paul Bairoch, México no figuró entre los principales países de América que en el siglo XIX recibieron un flujo importante de inmigrantes de origen europeo, a pesar de ello, los empresarios extranjeros analizados por Valerio, llegaron a la Guadalajara porfiriana para dejar una profunda huella en la historia económica del occidente mexicano. Desde el primer grupo de empresarios examinado, se intenta reconstruir sus trayectorias migratorias e inserciones en la vida económica regional, pero no es una tarea fácil señalar cuál de las redes de movilidad tuvo un mayor arraigo en los empresarios extranjeros: la económica o la social. Ambas tuvieron una importancia crucial. Estos empresarios no solo penetraron la eli-

te tapatía, sino que su influencia se extendió de manera constante y sólida hacia aquellos grupos poderosos que radicaban en el occidente de México.

En el último aspecto sobresale el enlazamiento entre las empresas y el contexto regional, los empresarios extranjeros fueron los principales protagonistas de lo que podemos llamar la creación o construcción de una región durante el siglo XIX. Las redes comerciales se extendieron a diferentes tiempos y ritmos por un vasto territorio, los nodos de este sistema los encontramos en las empresas y en sus iniciativas que las rodeaban. Con el crecimiento y madurez de la red, las organizaciones empresariales devinieron más complejas, así como su naturaleza y tipo de integración. Tiempos, espacios y ritmos de producción fue una trilogía básica en un panorama caracterizado por la inestabilidad e incertidumbre. La conexión entre la incipiente zona urbana y su entorno rural era un elemento implícito de este manejo espacial. Por lo tanto, estamos frente a verdaderos arquitectos de regiones funcionales.

Para concluir, creo que se siguen dando pasos firmes para rebasar la historia económica de tipo testimonial. Pero aún persiste un débil manejo teórico. Además, no obstante que el principal objeto de estudio fue el empresario, las organizaciones económicas aparecieron realmente poco en términos proporcionales, sobre todo la articulación con otro tipo de empresas.

Carlos Riojas

Philippe Grenier, *Des tyrannosaures dans le paradis, la ruée des transnationales sur la Patagonie chilienne*. Nantes, l'Atalante (comme un accordéon), 2003, 347 p. (9 cartes et illustrations, 13 photos couleur).

Ce livre de Philippe Grenier est à la fois une présentation de la Patagonie chilienne, avec ses spécificités mais aussi ses limites internes et une dénonciation des dynamiques capitalistes de grande ampleur à l'œuvre aujourd'hui et mettant en danger les ressources naturelles de ces régions.

La Patagonie chilienne s'étend sur plus de 1 800 kilomètres du Nord au Sud, 255 000 km² au total, pour 250 000 habitants. Il s'agit d'un espace presque vide, longtemps délaissé. Toutefois, on ne peut traiter de la Patagonie de façon monolithique : Philippe Grenier montre ainsi les divers paysages, les grands types de régions qui la composent (l'île de Chiloé, la Patagonie des Champs de Glace, Aysen et la Magellanie) et les difficultés de vie de ses habitants. Mais ce n'est plus un territoire isolé depuis la politique d'ouverture matérialisée par la création de diverses routes, ainsi la Carretera Austral, qui court du Nord au Sud, construite sous l'ère Pinochet. Cependant, cette ouverture permet l'intégration de la Patagonie à l'économie mondiale, dans un contexte caractérisé par l'ouverture économique chilienne aux capitaux étrangers. Tel est le cadre où peuvent se déployer grands investissements et exploitation des ressources : cette « saisie » des richesses que dénonce l'auteur.

Un tyrannosaure dans le paradis, c'est par exemple ce projet Alumysa, qui deviendrait une des plus importantes usines d'aluminium du monde, dans l'Aysen, projet porté par une multinationale canadienne avec la bénédiction de l'État chilien. Ce projet se fonde sur un triptyque qui sert de modèle à l'ensemble des activités prédatrices de la Patagonie: achat de terres à un prix dérisoire, quelques dollars l'hectare; complaisance du gouvernement chilien soucieux d'apparaître comme un pays ouvert aux investisseurs internationaux; activités prédatrices mettant en danger les ressources naturelles patagoniennes et entraînant la prolétarianisation des Patagons. Des tyrannosaures dans les mers chiliennes: le boom des crustacés, puis des poissons et aujourd'hui la salmoniculture. Des tyrannosaures sur les terres: l'exploitation des forêts, le plus souvent pour en faire des copeaux. Les produits extraits des terres patagoniennes servent à de riches consommateurs dans le monde, alors que la région est confrontée à la raréfaction de ses propres ressources.

Ces activités prédatrices, qui s'apparentent à des cycles d'exploitation, jusqu'à épuisement des ressources, servent quasi uniquement à l'exportation. La Patagonie est ainsi entrée dans une économie d'extraversion, contrôlée par des capitaux étrangers. Ces diverses activités profitent peu aux populations locales, malgré tous les discours sur le développement durable qui servent à légitimer cette aliénation souterraine. Philippe Grenier montre qu'il existe une réelle continuité entre les projets économiques de la dictature et de ses *golden boys* et les voies de développement choisies par les gouvernements de la concertation, qui ne remettent pas en

cause la libéralisation de l'économie et le désengagement de l'État. Les deux victimes en sont la Patagonie (sa diversité faunistique maritime, ses forêts remplacées par des plantations de pins...) et les Patagons, paupérisés, démunis face à des évolutions qu'ils ne maîtrisent pas (la régionalisation est une autre illusion que critique l'auteur puisque, selon lui, elle contribue au démantèlement de l'État).

Philippe Grenier développe également les résistances à ce mouvement, car il s'agit d'un livre engagé, lié à une longue familiarité avec ces espaces (sa thèse portait sur la marginalité et la dépendance de l'île de Chiloé), et présentant la progressive mise en coupe de la Patagonie et les discours légitimant une telle exploitation. Paradoxalement, la seule résistance efficace est une autre forme de la mondialisation: la contestation écologique organisée au niveau mondial, soit par Greenpeace, soit en utilisant les mêmes armes que les investisseurs, l'achat massif de terres pour empêcher toute utilisation prédatrice. Le tourisme pourrait être une évolution possible, mais cette activité est pratiquée de la même façon que la salmoniculture: concentration des flux dans des lieux emblématiques, entraînant des sur-fréquentations; circuits contrôlés par des opérateurs étrangers ou chiliens mais basés à Santiago, au profit de touristes internationaux, alors que l'agrotourisme, qui permettrait d'associer les populations locales, est peu développé.

Au final, cet ouvrage parle de la Patagonie et des transformations qu'elle a subies, mais en se fondant sur différentes échelles territoriales afin de comprendre une évolution rapide engagée sous l'égide de la mondialisation. Philippe Grenier passe ainsi en revue tous les éléments qui expliquent

ces mutations : le modèle néolibéral chilien, les stratégies d'investissements des grands groupes agissant à l'échelle mondiale, les acteurs publics chiliens pris au piège de leurs discours sur le développement durable et disposant de peu de moyens financiers suite au désengagement de l'État, les travailleurs locaux, les touristes internationaux, les organisations écologiques, les relais nationaux des multinationales. Ils sont replacés dans les différents paysages qui composent la région (forêts, mer, glaciers) et dans les lieux de tension où les enjeux de développement sont les plus forts (l'île de Chiloé que l'on projette de relier au continent par un pont, la concentration du tourisme en certains sites,

etc.). On constate ainsi que la Patagonie n'est pas homogène mais que les stratégies de sa mise en valeur le sont, puisqu'elles sont conduites depuis l'extérieur par des groupes internationaux qui ont des objectifs et des intérêts communs. Ce livre convaincant par ses analyses et par les nombreux exemples mobilisés permet donc de relativiser le modèle de développement chilien (« le jaguar » latino-américain), mais surtout de s'interroger sur l'impact d'un certain type de mondialisation dans des milieux fragiles.

Sébastien Jacquot